Maurice PAPON [1910-2007]

Homme politique et haut-fonctionnaire français
condamné en 1998 pour complicité de crimes contre l'humanité

(1999)

LA VÉRITÉ N'INTÉRESSAIT PERSONNE.

Entretiens avec Michel Bergès
sur un procès contre la mémoire.

Un document produit en version numérique par Réjeanne Toussaint, ouvrière
bénévole, Chomedey, Ville Laval, Québec
[Page web](#). Courriel: rtoussaint@aei.ca

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Réjeanne Toussaint, bénévole,
Courriel: rtoussaint@aei.ca

Maurice Papon
Homme politique et haut-fonctionnaire française

LA VÉRITÉ N'INTÉRESSAIT PERSONNE.
Entretiens avec Michel Bergès sur un procès contre la mémoire.

Paris : François-Xavier Guibert, 1999, 356 pp.

[Autorisation formelle accordée par Michel Bergès le 16 avril 2011 de diffuser toutes ses publications dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriel : michel.berges@free.fr

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 25 mars 2012 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

Maurice PAPON [1910-2007]

**Homme politique et haut-fonctionnaire français
condamné en 1998 pour complicité de crimes contre l'humanité**

LA VÉRITÉ N'INTÉRESSAIT PERSONNE.

**Entretiens avec Michel Bergès
sur un procès contre la mémoire.**

Paris : François-Xavier Guibert, 1999, 356 pp.

[355]

Table des matières

[Quatrième de couverture](#)

[Ouvrages des auteurs](#) [2]

[Introduction](#) [7]

I. [Fonctionnaire de la République](#) [9]

[Les années de jeunesse](#) [11]

[Le Paris des Années 20 et 30](#) [20]

[L'entrée en administration et en politique](#) [24]

[La mobilisation](#) [31]

II. [« Servir Vichy » ?](#) [37]

[Sans-grade sur les bords de l'Allier](#) [39]

[Lyon ou Bordeaux ?](#) [52]

[L'installation à Bordeaux](#) [57]

III. [Une préfecture occupée](#) [61]

[Le travail administratif](#) [63]

[Le contrôle de l'administration par Vichy](#) [89]

[La délation à la préfecture](#) [98]

[La contrainte allemande](#) [110]

IV. [La politique anti-juive](#) [131]

[Le service des affaires juives, le Commissariat aux Questions juives, la police anti-juive](#) [133]

[La rafle de juillet 42 et le sort des enfants](#) [150]

[La marge de manœuvre](#) [193]

[La rafle du 10 janvier 1944](#) [212]

V. [Du repli à la délivrance](#) [223]

[La rupture avec Maurice Sabatier](#) [225]

[Démissionner ?](#) [244]

[La Résistance](#) [254]

[La rencontre avec le Commissaire de la République Cussin](#) [266]

[Le « relais » de la libération de Bordeaux](#) [275]

VI. [L'éthique du fonctionnaire](#) [281]

VII. [Le gaullisme aux Assises](#) [299]

[L'inquisition](#) [301]

[Les plaideurs](#) [315]

[La leçon](#) [336]

[Index](#) [347]

LA VÉRITÉ N'INTÉRESSAIT PERSONNE.**Entretiens avec Michel Bergès sur un procès contre la mémoire.****QUATRIÈME DE COUVERTURE**[Retour à la table des matières](#)

Quel "étrange dialogue", constate Maurice Papon à la fin de ces entretiens dans lesquels les deux personnages clés du plus long procès de l'histoire de France se retrouvent cote à côte, loin des fureurs militantes et des simplismes médiatiques, pour essayer de faire progresser la connaissance sur l'épisode le plus tragique de notre histoire.

Les livres de dialogues sont parfois, trop souvent, des échanges de complaisance... Rien de tel ici. Deux hommes d'horizons, de vies, d'âges et de cultures très différents se retrouvent avec une totale liberté de ton. Au terme de recherches historiques et d'un parcours judiciaire de près de vingt ans, ils confrontent, sans concessions, les souvenirs de l'un avec les analyses documentées de l'autre.

Qui aurait dit à Michel Bergès, universitaire, historien, professeur de sciences politiques, qui travaille, depuis des années, sur l'histoire de Bordeaux pendant l'Occupation que quelques documents de la Préfecture de la Gironde, découverts par hasard, allaient être à l'origine d'une affaire judiciaire hors du commun ? Et surtout, que refusant l'exploitation abusive, son travail honnête et obstiné l'obligerait, en conscience, à reconnaître l'évidente innocence de celui qu'il avait, un moment, cru coupable ?

Qui aurait dit, en 1981, à Maurice Papon, ancien préfet de police du général de Gaulle, encore ministre du budget quelques mois auparavant, qu'une mauvaise polémique de presse que sa bonne foi, ses souvenirs et la droiture de sa conscience lui avaient fait mépriser, allait l'entraîner dans un cauchemar judiciaire sans fin ?

Écarté volontairement de l'instruction parce qu'il n'était pas assez docile et que l'histoire n'avait rien à y faire, Michel Bergès apporte ici des documents entièrement nouveaux et fait, dans ses analyses, des découvertes décisives.

Débarassé du harcèlement médiatique et des manipulations judiciaires, Maurice Papon prend du recul pour affiner sa mémoire, reconstituer ses souvenirs et reprendre son journal de l'époque.

Trop connue pour être *bien* connue, l'affaire Papon apparaît ici sous un jour profondément différent, que laissaient déjà pressentir les analyses croisées des auteurs avec celles d'Hubert de Beaufort dans sa *Contre-enquête*. En fait, Michel Bergès et Maurice Papon refont une instruction qui, en quinze ans, ne s'était pas intéressé aux principaux témoins vivants, français comme allemands, avait tenu pour négligeable l'occupation nazie et avait même refusé de se préoccuper des archives de l'Intendance de police de Bordeaux...

Il est vrai que, comme le disait le président Castagnède au cours du procès, « l'interrogatoire n'est pas destiné à établir une vérité mais à permettre à la Cour et aux jurés de se faire une opinion ».

Une opinion ou la vérité ? Dans cette affaire, la Justice et l'histoire ne sont, décidément, pas d'accord...

[2]

OUVRAGES DES AUTEURS

Maurice Papon :

L'Ère des responsables, Paris, Fayard, 1960.

Vers un nouveau discours de la méthode, Paris, Fayard, 1965.

Le Gaullisme ou la loi de l'effort, Paris, Fayard, 1973.

Les Chevaux du pouvoir, Le préfet de police du général de Gaulle ouvre ses dossiers (1958-1967), Paris, Plon, 1988.

Michel Bergès :

Le Syndicalisme policier en France (1880-1940), Paris, L'Harmattan, 1995

Vichy contre Mounier. Les non-conformistes face aux années 40, Paris, Économica, 1997.

En collaboration avec Hubert de Beaufort :

Affaire Papon. La contre-enquête, Paris, François-Xavier de Guibert, 1999.

[5]

« La vie est un combat. »

Charles de Gaulle

« Le devoir de mémoire ne peut pas
s'opposer longtemps au devoir de vérité. »

Henri Rousso

« L'interrogatoire n'est pas destiné à
établir une vérité mais à permettre à
la Cour et aux jurés de se faire une opinion. »

Le Président Jean-Louis Castagnède

LA VÉRITÉ N'INTÉRESSAIT PERSONNE.
Entretiens avec Michel Bergès sur un procès contre la mémoire.

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

[7]

Quel "étrange dialogue", constate Maurice Papon à la fin de ces entretiens dans lesquels les deux personnages clés du plus long procès de l'histoire de France se retrouvent côte à côte, loin des fureurs militantes et des simplismes médiatiques, pour essayer de faire progresser la connaissance sur l'épisode le plus tragique de notre histoire.

Les livres de dialogues sont parfois, trop souvent, des échanges de complaisance... Rien de tel ici. Deux hommes d'horizons, de vies, d'âges et de cultures très différents se retrouvent avec une totale liberté de ton. Au terme de recherches historiques et d'un parcours judiciaire de près de vingt ans, ils confrontent, sans concessions, les souvenirs de l'un avec les analyses documentées de l'autre.

Qui aurait dit à Michel Bergès, universitaire, historien, professeur de sciences politiques, qui travaille, depuis des années, sur l'histoire de Bordeaux pendant l'Occupation que quelques documents de la Préfecture de la Gironde, découverts par hasard, allaient être à l'origine d'une affaire judiciaire hors du commun ? Et surtout, que refusant l'exploitation abusive, son travail honnête et obstiné l'obligerait, en conscience, à reconnaître l'évidente innocence de celui qu'il avait, un moment, cru coupable ?

Qui aurait dit, en 1981, à Maurice Papon, ancien préfet de police du général de Gaulle, encore ministre du budget quelques mois auparavant, qu'une mauvaise polémique de presse que sa bonne foi, ses souvenirs et la droiture de sa conscience lui avaient fait mépriser, allait l'entraîner dans un cauchemar judiciaire sans fin ?

Écarté volontairement de l'instruction parce qu'il n'était pas assez docile et que l'histoire n'avait rien à y faire, Michel Bergès apporte ici des documents entièrement nouveaux et fait, dans ses analyses, des découvertes décisives.

[8]

Débarrassé du harcèlement médiatique et des manipulations judiciaires, Maurice Papon prend du recul pour affiner sa mémoire, reconstituer ses souvenirs et reprendre son journal de l'époque.

Trop connue pour être bien connue, l'affaire Papon apparaît ici sous un jour profondément différent, que laissaient déjà pressentir les analyses croisées des auteurs avec celles d'Hubert de Beaufort dans sa Contre-enquête. En fait, Michel Bergès et Maurice Papon refont une instruction qui, en quinze ans, ne s'était pas intéressé aux principaux témoins vivants, français comme allemands, avait tenu pour négligeable l'occupation nazie et avait même refusé de se préoccuper des archives de l'Intendance de police de Bordeaux...

Il est vrai que, comme le disait le président Castagnède au cours du procès, "l'interrogatoire n'est pas destiné à établir une vérité mais à permettre à la Cour et aux jurés de se faire une opinion".

Une opinion ou la vérité ? Dans cette affaire, la Justice et l'histoire ne sont, décidément, pas d'accord...

[9]

I

FONCTIONNAIRE DE LA RÉPUBLIQUE

[Retour à la table des matières](#)

[11]

Les années de jeunesse

[Retour à la table des matières](#)

Michel Bergès. - Vous êtes né le 3 septembre 19 10...

Maurice Papon. - Vous avez devant vous un homme de 89 ans. Je suis né entre Melun et Paris, dans une petite commune de Seine-et-Marne, Gretz-Armainvilliers. Qui avait à l'époque 300 ou 400 habitants. Plus de 7 000 y vivent maintenant... Je suis un garçon de la Brie, bien que mes parents fussent, mon père, berrichon, ma mère, bourbonnaise.

M.B. - Quelle était l'origine sociale de vos grands-parents ?

M.P. - Du côté paternel, mon grand-père était un important négociant de Saint-Amand-Montrond. Il se livrait, comme tout bon auvergnat d'origine, au commerce du charbon et d'une manière générale de combustible. J'ai retrouvé quand j'ai été élu député du Cher, la maison grand-paternelle à Saint-Amand. Côté maternel, l'origine est plus modeste. Les parents de ma mère étaient meuniers.

M.B. - Que faisait votre père ?

M.P. - Arthur Papon était notaire. Il avait quitté le Berry assez jeune, avec un grand esprit d'entreprise et d'indépendance. C'était un homme d'action. Il se rendit à Paris pour faire son Droit, après des études au Lycée d'Orléans. Il devint clerc de notaire, passa rapidement premier clerc de la plus importante étude de Paris, celle de Maître Aulagnier. Son prestige devait être assez grand puisqu'il fut élu président des clercs de notaires. Jusqu'au moment où il prit une étude à son compte à Romilly-sur-Seine, dans l'Aube, vers 1901. En 1907, il fut terrassé par une appendicite foudroyante qui ne se soignait pas comme aujourd'hui. Il en est resté toute sa vie estropié. En raison de son état de santé, il dut quitter la vie active. En 1913, il fonda avec des amis une société de verreries à Reims, qui sera en partie

détruite par la Grande guerre. Il [12] s'installa alors à Gretz dans la maison où j'habite encore aujourd'hui. C'était un homme droit, honnête, pénétré d'une morale laïque de l'engagement et de la solidarité. Pour lui, servir l'État était quelque chose de naturel. Sa mort en 1942, liée à la sous-alimentation pendant la guerre, fut pour moi une perte irréparable. J'en fus très affecté.

M.B. - Que pourriez-vous dire de votre mère ?

M.P. - D'ascendance bourbonnaise, Marie Dussiau de son nom de jeune fille, naquit à Vallon-en-Sully dans l'Allier. Elle eut trois enfants, ma sœur aînée, une seconde sœur, et moi-même, le petit dernier. C'était une femme très sensible. Très généreuse. Qui, comme mon père, d'ailleurs, passait sa vie à abriter des gens. Mes souvenirs de gosse me rappellent ces deux vieilles filles qui dirigeaient une école libre, fermée faute de sous. Elles furent jetées à la rue. Mes parents les ont abritées pendant environ six mois à la maison de Gretz. Il me reste un souvenir très précis. Le jour où mon père est mort, notre médecin familial, le docteur Michelson, un homme de très grande confiance, m'a déclaré : « Soyez bien convaincu que vous venez de perdre un père d'une grande générosité de cœur. » Il l'avait aidé dans l'adversité. Quand j'étais secrétaire général à Bordeaux, l'une de mes sœurs, restée parisienne, qui utilisait la maison de Gretz, me dit : « On parle de rafles, on parle de rafles... Le docteur Michelson... » Je lui ai répondu : « Dis-lui tout de suite de rejoindre la zone libre. » Il était marié et avait deux enfants. Effectivement, il a gagné Toulouse. Il m'en a beaucoup remercié. Malheureusement, quand les Allemands ont envahi la zone sud, ils l'ont ramassé. On ne l'a jamais revu... Voyez comment à l'époque la géographie pouvait jouer dans tous les sens ! C'était dramatique...

M.B. - Autre exemple d'aide, dans la tradition que vous ont léguée vos parents, celle concernant votre jeune correspondant autrichien...

M.P. - Il s'appelait Kurt Herlinger. Ayant réussi mon bac, mon père m'avait offert un voyage. Je m'étais rendu à Vienne. J'y fus accueilli par ce camarade avec lequel j'étais en correspondance lorsque je faisais mes études à Louis-Le-Grand. Un jour, il quitta son pays en catastrophe. Il était juif, et les Allemands ramassaient déjà les jeunes pour les envoyer je ne sais où. Dans sa fuite, il a abouti en

France. Démuni d'argent, il m'a jeté un cri d'alarme. Il se trouvait sans ressource. Nous l'avons aussitôt hébergé avec ma [13] femme, à notre domicile. À l'époque, j'avais un petit traitement de rédacteur de ministère et vivais modestement. Il rencontra mon père. Nous l'avons gardé trois mois. J'ai contacté un comité d'aide aux réfugiés, présidé par un professeur de Droit, Monsieur Oualid, israélien. Cela afin de trouver l'argent d'un billet vers l'Amérique du Sud : il voulait se réfugier en Uruguay. Le professeur en question m'a laissé tomber ! J'en ai parlé à Monsieur Levine, qui finançait *Le Jacobin*. Celui-ci m'a répondu : « Si vous commencez à vous occuper des juifs exilés, vous n'en finirez pas. » Je me suis débrouillé. J'ai demandé à quelques amis de nous cotiser. Kurt Herlinger a pu obtenir un billet à partir de Lisbonne. D'Uruguay, il m'a écrit, très chaleureusement. Un jour, j'ai appris sa disparition...

M.B. - Revenons à votre mère. Vous êtes très discret la concernant...

M.P. - Je suis discret parce qu'elle l'était elle-même. J'en parle toujours avec beaucoup d'émotion ! Ma mère, Marie Dussiau, professait, si j'ose dire, des sentiments très authentiques. C'est-à-dire que sous aucune forme elle n'aurait consenti à se donner en spectacle. Elle était le modèle de la modestie. Elle avait une faculté extraordinaire de travail. C'était une femme très active, qui n'arrêtait pas.

M.B. - Que faisait-elle ? Avait-elle fait des études ?

M.P. - Non. Ses parents, comme je vous l'ai dit, étaient meuniers. Elle n'avait pas suivi d'études supérieures, ni exercé une profession déterminée. Je pense qu'elle s'était mariée relativement jeune avec mon père. C'était une femme d'intérieur, vouée à la vie familiale. L'éducation qu'elle a donnée à ses enfants fut protectrice. Elle m'a eu assez tard. J'eus une enfance, par elle et grâce à elle, très protégée. Même contre les rigueurs un peu rieuses de mon père. Lui avait la main plus ferme et ne badinait pas toujours. Elle jouait le rôle de l'alliée, tout de suite, pour protéger la faiblesse de mon enfance. Je garde pour elle un souvenir très reconnaissant, malgré ou à cause, de ses faiblesses pour moi. Plus j'ai grandi en âge, plus cet amour a été en se développant. Je l'ai perdue très tôt, malheureusement... Je venais d'avoir vingt et un ans lorsqu'elle est morte subitement d'une crise cardiaque en mon absence. Je m'en souviens comme si c'était hier !

M.B. - Vous étiez absent de Gretz ?

M.P. - C'était au mois de septembre, pendant les vacances. [14] L'avant-veille, nous avons été ensemble visiter l'exposition coloniale de 1931, à Paris, à la porte dorée. Nous avons passé une journée radieuse, affectueusement unie... Elle et moi, seuls... Le lendemain, je m'étais absenté - ce n'est pas un secret - pour aller revoir ma future femme, qui n'était même pas encore ma fiancée. Je suis rentré le soir par le dernier train de minuit trente à la Gare de l'Est. Il mettait une heure, à peu près. Je le prenais de temps en temps, quand j'allais faire une balade dans la capitale, d'autant qu'il n'allait pas plus loin que Gretz. Je pouvais même m'endormir, sûr de ne pas être pris au piège. En arrivant dans la station avant Gretz, Ozoir-La-Ferrière, je me suis réveillé en sursaut. J'ai entendu ma mère m'appeler. Je me suis dit : « J'ai rêvé ! Ce n'est pas possible. » J'étais à sept kilomètres. Je n'avais pas pu entendre ma mère m'appeler ! J'étais tellement ému par cette espèce de rêve dont je me demandais si ce n'était pas un cauchemar, qu'en descendant à Gretz, je me suis mis à courir. Huit cent mètres ! Au milieu de ma course, j'ai entendu ma sœur aînée crier : « Maurice ! Maurice ! Maurice ! » J'ai multiplié mes foulées. Ma sœur m'attendait à la grille : « Viens vite, viens vite ! Maman est en train de mourir... » J'ai pénétré dans sa chambre. Elle était morte... Y a-t-il eu un phénomène télépathique ? Probablement ... Ça m'a toujours touché... La première mort que je côtoyais... Ce fut tellement effroyable que j'ai écrit tout un carnet sur la mort de ma mère... Je l'ai brûlé avant d'aller au procès ! Je me suis dit : « Je ne sais pas ce qui va m'arriver. Je ne sais pas quel sort m'est promis. Mes affaires ne seront peut-être plus les miennes... » J'ai brûlé ce à quoi je tenais le plus...

M.B. - Avez-vous souvenir des rencontres du dimanche à Gretz ?

M.P. - Oui. D'autant plus que dans la seconde partie de la jeunesse, l'adolescence, j'étais interne à Louis-Le-Grand. Je venais le samedi soir et repartais le lundi matin. C'était toujours la fête à Gretz...

M.B. - Votre mère vous aidait-elle dans le suivi scolaire ?

M.P. - Plutôt mon père... Il avait la manie - c'était un jeu utile - de provoquer des discussions pour me faire réagir, parler, m'habituer à affronter la contradiction. Quelques fois, il s'en amusait, parce que la discussion franchissait une frontière... Là, il riait. Mais c'était bien plus qu'un simple exercice ! Parce que ce qu'il me disait, il y croyait.

[15]

M.B. - Votre mère se mêlait-elle de politique, même locale ?

M.P. - Non. Elle ne s'y opposait pas. Mais elle n'aimait pas beaucoup cela.

M.B. - Quelle carrière pressentait-elle pour vous ?

M.P. - Je lui faisais un peu peur. À mon père aussi, qui me trouvait turbulent. J'ai redécouvert des lettres de mon père à ma mère, alors que j'étais en vacances avec elle et mes sœurs. Lui vacant à ses affaires, la conseillait : « Surveillez surtout Maurice dont la turbulence m'inquiète toujours... » J'étais sans doute insupportable. Cela ne pouvait se terminer autrement que par les épreuves d'aujourd'hui...

M.B. - Avez-vous eu des actes de révolte contre vos parents ?

M.P. - Quand je pleurais, ma mère venait me consoler dans ma chambre... J'ai eu des actes de révolte classique contre mon père. Je me souviens, étant encore tout gosse, il s'était mis fortement en colère. De rage, j'ai cogné plusieurs fois ma tête sur une marche d'escalier en pierre. Ma mère était éplorée. Elle me passa de l'eau sur le front en tançant mon père... C'était toujours mon père qui avait tort !

M.B. - Et l'entente avec vos sœurs ?

M.P. - Comme mes sœurs me précédaient, je n'avais que des mères autour de moi. Si j'ose dire !

M.B. - Avez-vous connu vos grands-parents ?

M.P. - Non ... Le dernier ancêtre, ce fut la mère de ma mère, morte en 1916 ...

M.B. - Quelle éducation votre père vous a-t-il transmise ?

M.P. - Il était profondément Républicain. Il m'a insufflé un sens de la rigueur, du travail bien accompli, de la République et de l'État. Il fut, en son temps, membre de la Ligue des Droits de l'Homme. Favorable à Alfred Dreyfus. Bref, un Républicain radical, de l'époque...

M.B. - Proche de Clemenceau et d'Emile Combes ?

M.P. - Oui... Mais il tenait Combes pour un sectaire.

M.B. - Vous a-t-il sensibilisé à l'histoire politique ?

M.P. - J'ai été orienté intellectuellement et politiquement par ses soins ! Il m'a beaucoup parlé de son expérience. D'ailleurs lui-même, vers 1922, est devenu maire de Gretz et deux ou trois ans après, conseiller général de Seine-et-Marne. Il était engagé avec les partis de gauche.

[16]

M.B. - Avez-vous des souvenirs des soirs d'élection sous les préaux d'école ?

M.P. - Bien sûr ! C'était un très bon orateur... J'ai appris la République avec lui. J'ai hérité en partie de la bibliothèque familiale. Je me souviens des *Girondins* de Lamartine, de *La Révolution française* de Louis Blanc, de l'Encyclopédie. Il y avait aussi les psaumes de Saint-Augustin... Et bien d'autres choses... C'était

éclectique, comme chez tout bon humaniste. Malheureusement j'ai dû me défaire d'une grande partie de cette bibliothèque pour payer mes frais de procès !

M.B. - Et les abonnements aux journaux ?

M.P. - Nous recevions *La République de Seine-et-Marne*, *Le Pays Briard*...

M.B. - Votre mère était-elle croyante ? Est-ce elle qui vous a apporté la dimension chrétienne de l'existence ? Dans *L'ère des responsables*, vous écrivez :

« *Le Christianisme a substitué, à la coïncidence de la notion de "fini" et de celle du "parfait" professée par l'Antiquité, la coïncidence de l'idée d'infini avec celle du parfait...* »

M.P. - Oui ! Sans être très pratiquante. Il fut un temps où elle m'emmenait à la messe tous les dimanches matin. Ma mère était effacée, tolérante, empreinte de bonté et de sens de la solidarité.

M.B. - Avez-vous fait votre communion dans la tradition ?

M.P. - Non. Pendant deux ou trois mois, je suis allé au catéchisme. Sans insister.

M.B. - Vous avez donc connu une double influence, laïque, anticléricale d'un côté, chrétienne de l'autre ?

M.P. - Oui. Les valeurs chrétiennes ont toujours été présentes, au fond de moi, transmises par ma mère. Le capital chrétien de l'Occident, c'était l'air dans lequel on vivait. Et c'est la crise de ce capital qui nous plonge aujourd'hui - entre autres causes - dans le désarroi !

M.B. - Chez Combes ou Clemenceau, dans le radicalisme du tournant du siècle, dominait cependant un anticléricalisme caractérisé...

M.P. - Je continuais de prendre Combes pour, comment dirais-je, un sectaire...

M. B. - Votre père ne l'était point ?

M.P. - Oh non ! Il était très bien avec le curé de Gretz, que je revois dans mes souvenirs. Un ancien missionnaire d'Afrique, [17] avec une barbe comme ça ! Ils parlaient entre eux. Par contre, on a eu des difficultés avec un de ses successeurs. Lorsque ma mère est morte - elle avait 63 ans et moi 21 ans -, elle désirait être enterrée à l'église. Le curé a refusé sous prétexte que mes parents avaient été mariés civilement. Dans les faire-part de deuil (il ne doit pas exister d'autre exemple dans toute la France !) mon père avait fait inscrire :

« Malgré la volonté de la défunte, l'autorité épiscopale (l'Évêque de Meaux était un sectaire) a refusé, etc... »

J'aime mieux vous dire que cela a fait du bruit en Seine-et-Marne ! Il y avait du monde à l'enterrement !

M.B. - Où passiez-vous vos vacances scolaires ?

M.P. - À Gretz, dans la maison familiale... Je garde des souvenirs de jeu, surtout avec ma sœur cadette, qui n'avait que trois ans de différence avec moi. Nous étions très complices. Nous aimions faire beaucoup de représentations, des pièces de théâtre, avec des rideaux... On s'amusait comme des fous à imaginer des drames, des scènes, dans le jardin. Quand elle prit quelques années qui l'éloignaient de moi, j'ai continué à jouer dans la solitude.

M.B. - Le petit parc de la maison familiale ?

M.P. - Il était immense pour nous à l'époque. J'y jouais « à l'État » avec elle ! On mimait un gouvernement : le jardin était un territoire, un duché, si je me souviens bien, où l'on imitait des souverains... Ma sœur aînée, remarquable pianiste, m'a donné le goût de la musique, à défaut de la technique.

M.B. - Avez-vous des souvenirs de vos camarades d'école ?

M.P. - À l'école publique, jusqu'au Certificat d'Études primaires, j'avais des camarades qui sont restés mes amis au-delà de ma vie d'étudiant. Nous faisions du sport ensemble, à l'Union sportive de Gretz : athlétisme et football. J'aimais beaucoup ces garçons que j'ai vu mourir les uns après les autres.

M.B. - Quelles étaient vos passions d'adolescent, notamment de vacances ? Avez-vous géré des collections ?

M.P. - La chasse, la nature. Quand j'ai pris un peu d'âge, l'athlétisme, le tennis... J'ai aussi fait du théâtre amateur... J'ai collectionné les timbres, qui m'ont fait aimer passionnément la géographie. J'ai vendu ma collection pour payer mes frais de procès.

M.B. - Votre père vous a-t-il initié à la pêche ou à la chasse ?

M.P. - À la pêche, non. Mais à la chasse, vers 16 ans. Je l'avais suivi, quand j'étais plus jeune. Je portais le carnier, comme on [18] dit ! Après, il m'a donné un fusil. Nous avions un bon chien de chasse...

M.B. - Vous avez donc traversé les saisons, dans les grandes forêts domaniales très anciennes autour de Gretz-Armainvilliers ?

M.P. - Oh oui ! Je les ai arpentées. Mon père avait constitué une société de chasse avec des amis parisiens qui venaient le dimanche matin. Je les accompagnais et ils déjeunaient chez nous.

M.B. - Avez-vous effectué en famille des voyages ?

M.P. - À Paris, le plus souvent. C'était, à l'époque un voyage!

On prenait le train. Après, vers onze ans, j'ai découvert la mer à Perros-Guirec, en Côte-d'Armor. Mon premier séjour à l'étranger, mon père me l'a fait faire alors qu'il dirigeait les verreries mécaniques champenoises. Il s'agissait d'aller observer en Angleterre les premières machines automatiques remplaçant les souffleurs de verre... Il m'amena avec un des administrateurs de l'usine. Nous prîmes le bateau et essuyâmes une tempête terrible. Nous visitâmes Londres, Manchester, Birmingham... Mon second voyage -je venais de passer le bac - mon père me l'offrit. Je me rendis à Vienne où je fus accueilli par mon correspondant scolaire étranger, Kurt Herlinger, l'ami dont j'ai parlé...

M.B. - Avez-vous connu, en tant que fils d'industriel et de notaire, le monde de l'aviation, présente autour de Gretz-Armainvilliers ? C'est-à-dire la modernité technique ?

M.P. - Gretz a connu une célébrité, vous avez raison de l'évoquer : Clément Ader... C'est dans le Parc Pereire qu'il fit ses premières ; tentatives d'aviation. Mon père était un moderne. Dans mon bureau est accrochée une photo où on le voit dans la nacelle d'un ballon captif... Vers 1900. Il était à l'avant-garde ! Je m'en suis souvenu quand, en 1967, j'ai été nommé Président directeur général de Sud-Aviation.

M.B. - Vous rappelez-vous l'Armistice de 1918 ?

M.P. - Que c'est loin ! Je me souviens du 11 novembre 1918. On a fait sortir tous les écoliers des salles de classe. On s'est réuni Place de la Liberté, c'est-à-dire Place de l'Église. Il y avait un peuplier de la Liberté, qui je pense s'y trouve toujours... Là, on nous a fait chanter « La Marseillaise », « Mourir pour la Patrie, est le sort le plus beau ». Un grand patriotisme ! Aujourd'hui, être patriote, c'est être ringard ! Un peu après, mon père m'amena visiter la Cathédrale de Reims, à demi détruite dans une cité en ruine... C'était ce qu'on appelait à l'époque les régions

dévastées. [19] Il ne restait rien de la verrerie qu'il avait fondée. Le terrain était troué d'obus. Un chaos !

M.B. - Et votre école primaire ?

M.P. - J'en ai toujours, plus de quatre-vingts ans~ après, des souvenirs très vifs. J'y étais ! J'ai mon Certificat d'Études ! La discipline ! Les tabliers noirs

M.B. - Vous souvenez-vous de certains maîtres d'école ?

M.P. - Oui : Mlle Vielle, d'abord, M. Goulot, M. Guerrault... J'ai un grand respect pour ces maîtres. Ils étaient extraordinaires !

M.B. - Vous rappelez-vous de l'atmosphère, des leçons ?

M.P. - J'étais fasciné par les grandes cartes colorées. Je me souviens qu'on étudiait à fond les départements français. On avait toujours un devoir à la maison, province par province. On les dessinait, en rouge, en violet, en bleue, en jaune... C'était passionnant...

M.B. - Et l'apprentissage de l'écriture ?

M.P. - On avait des porte-plumes avec des plumes sergent-major trempées - parfois trop - dans l'encrier...

M.B. - Des punitions ?

M.P. - Des retenues, le soir..

M.B. - Quelle matière vous intéressait ?

M.P. - Une épreuve m'a particulièrement marqué : le calcul mental... Une sorte de compétition de la mémoire.

M.B. - Et les distributions de prix ?

M.P. - Elles étaient présidées par le Maire. L'année du Certificat d'Études, qui était la couverture suprême, on m'a offert un gros Larousse, que j'ai toujours. Il a soixante-cinq ans...

M.B. - Et la cour de l'école ?

M.P. - On prenait sur le dos un gars, et on courrait. Il fallait arriver le premier. Un jour, je faisais le cheval, portant un copain. Le type de derrière craignait que j'arrive premier. Il me poussa. Comme j'étais en charge, je ne voulus pas que mon cavalier tombe. Je me suis écrasé sur le menton. J'ai eu le menton fendu avec le sang qui coulait... J'en garde toujours la cicatrice. Pour ma mère, ce fut un drame. Ce n'était peut-être pas très malin. Mais c'est comme ça que j'ai été élevé, à l'école, comme en famille !

M.B. - Avez-vous, par l'école ou vos parents, hérité d'un esprit de compétition, individualiste ? Ou bien vous a-t-on donné un sens de la solidarité collective ?

M.P. - Il y avait certainement un facteur de compétition, qui tient, je crois, au tempérament et au climat social de l'époque.

[20]

Le Paris des Années 20 et 30

[Retour à la table des matières](#)

M.B. - L'enfance s'est achevée peut-être lorsque vous êtes arrivé à Paris, au Lycée Montaigne, devenant interne...

M.P. - On faisait à Montaigne la 6e et la 5e. Ça s'appelait le petit Lycée, avant Louis-Le-Grand. Après, on passait au Lycée en 4e, jusqu'à la Taupe ou la Khâgne.

M.B. - Que dire de votre vie de lycéen dans le Paris des années 20 et du début des années 30 ?

M.P. - J'ai gardé des camarades de cette époque enthousiasmante, dans la mesure où ils ne sont pas morts... La grande dispersion de la vie ! C'est une des choses qui me frappe. On n'y est pour rien... Je me souviens de Bernière, condisciple en classe de philosophie (admis à la Cour des Comptes et aujourd'hui disparu), qui a témoigné, lors de mon instruction des dispositions que j'avais... J'ai aussi connu Senghor, Paul Guth, Georges Pompidou, René Brouillet, plus anciens que moi, ils étaient en Khâgne... -

M.B. - À quelles matières vous intéressiez-vous, notamment dans les classes finales ?

M.P. - J'étais plutôt « lettres et philosophie ». Mon père était très attaché aux classements. Je lui ai apporté, chemin faisant, des prix d'histoire, de sciences naturelles, de composition française et de philosophie. Il jubilait et ma mère était très fière. J'ai obtenu aussi le prix de gymnastique. J'y tiens !

M.B. - En philosophie, qui vous a marqué ?

M.P. - Un de mes professeurs à Louis-Le-Grand, puis à la Sorbonne, René Le Senne, avait écrit des ouvrages sur l'idéalisme qu'il prônait. Il m'a intellectuellement formé. Je lui dois beaucoup, bien que je n'ai pas adhéré totalement à son système de pensée, qu'il appelait d'ailleurs, très paradoxalement, « l'idéalisme concret ». J'ai connu aussi Barthélemy, en Faculté de Droit, [21] Célestin Bouglé, en sociologie, Dumas en psychologie, et surtout Donnedieu de Vabres en droit, qui m'a octroyé un 19 sur 20 lors d'un diplôme de doctorat : j'ai eu droit au cocktail du doyen en fin d'année...

M.B. - Quels auteurs politiques ou littéraires vous passionnaient alors ?

M.P. - Pour les anciens, je reste toujours fidèle à une trilogie sans pareil. J'ai toujours été profondément marqué par Montaigne. *Les Essais* m'ont fasciné. Parce qu'il y avait une grande honnêteté dans les questions que cet auteur se posait lui-même. Questions que l'on retrouvait au cours d'une vie. Et même si c'est un peu contradictoire - mais l'adolescence n'est pas exempte de contradictions, ni même l'âge mur - j'étais également très impressionné par Pascal. Ce qui est, évidemment, un peu l'antithèse. Voilà les deux auteurs autour desquels j'ai tourné, en y ajoutant naturellement Descartes, qui a façonné en grande partie mon esprit. Et puis il y a eu Bergson, dont j'ai lu toute l'œuvre, surtout ce chef-d'œuvre que constituent *Les données immédiates de la conscience*.

M.B. - Ouvrage qui révèle une conception très intuitionniste, non cartésienne...

M.P. - Voilà ... Très complémentaire de Descartes. Sans oublier Le Senne, spécialiste de caractérologie, qui a passé le relais à un homme que j'aimais beaucoup et que je voyais régulièrement quand j'étais Préfet de police : Gaston Berger. Ce dernier avait une vue planétaire de l'existence et était de bon conseil. J'ai aussi été marqué par le père Dumas, avec son bouc blanc, qui faisait déjà la transition entre une psychologie théorique et abstraite, et une psychologie qui tient à l'inconscient et au subconscient du sujet. Il ouvrait la porte freudienne... J'ai lu encore Chateaubriand, et Alain, le maître à penser du radicalisme, André Gide, Girau-

doux, que j'ai beaucoup apprécié. Sans parler de Malraux, que j'ai bien connu ultérieurement...

M.B. - Quand on est jeune lycéen, il y a plusieurs voies, à l'image de la vie. Qu'auriez-vous aimé faire à la sortie de vos études ?

M.P. - Moi, j'aurais voulu être professeur de philosophie, ma matière de prédilection. Je regrette de n'avoir pas fait Normale supérieure. Cela sur un coup de tête. Comme d'habitude dans la vie, si régulier que l'on soit, au moment où quelque chose cogne...

M.B. - Où avez-vous connu votre épouse ?

[22]

M.P. - À Paris. Je me suis marié avec elle très tôt, un an après la mort de ma mère. Nous étions assez complémentaires : des passions communes, mais aussi des domaines opposés. Elle était assez sportive. Nous avons vécu une passion commune : le théâtre. Nous avons fréquenté ce merveilleux théâtre qui s'est étalé de 1928 à 1938, et même 1948. Je comprends encore, dans mon admiration, mon ami Jean-Louis Barrault... Nous avons découvert ensemble Giraudoux, avec Siegfried, monté par Jouvet à la Comédie des Champs-Élysées, Électre, La Guerre de Troie n'aura pas lieu... On voyait toutes les pièces qui sortaient, même les matinées et les soirées classiques. On fréquentait plus le théâtre que le cinéma, Dullin, Baty et bien d'autres...

M.B. - Pourriez-vous parler de votre épouse ?

M.P. - C'est important pour moi. Nous avons été ensemble pendant 66 ans. Dans la vie de tous les jours, nous avons des réactions épidermiques différentes. Devant tel imposteur, elle décelait d'emblée le piège et incitait à la prudence. Quant à moi, j'étais plus jobard. Je me suis souvent trompé sur les hommes. Mais nous nous rencontrions d'instinct sur le fond des choses. Nous pratiquions sponta-

nément la même éthique. On se comprenait à demi mot. Nous nous aimions sans grands mots. Nous fûmes heureux.

M.B. - Elle était étudiante en lettres ?

M.P. - Elle avait conquis des diplômes professionnels en broderie d'art notamment. Avec un sens assez artiste. Cela se traduisait par une élégance naturelle. Comme on dit, un rien l'habillait. Elle tenait sa maison avec distinction. Ses dîners à Paris, quand nous étions à la Préfecture de police, étaient cités en exemple. De grands noms furent à notre table, appartenant à la politique, à la diplomatie ou aux lettres, comme André Malraux ou Jean Cocteau. À cet égard, et pour la décrire, comme elle était, il faut révéler ses penchants - et je les partageais - pour Ronsard et pour Baudelaire. Et elle me demandait parfois de réciter quelques vers. J'étais souvent pris de court. Mais ne nous trompons pas. Elle jugeait notre monde avec sévérité et se réfugiait dans les livres de Saint-Exupéry ou dans les aventures de Paul-Émile Victor. Pour elle, c'étaient de vrais hommes. Enfin, faut-il le dire avec autant de réserves qu'elle apportait elle-même dans ses actions, elle s'est, dans le Constantinois en rébellion, déplacée dans les *mechta* les plus reculées pour secourir et parfois sauver du massacre, au [23] mépris du danger, des enfants musulmans. Le général de Gaulle lui décerna la Croix de Chevalier de la Légion d'Honneur en reconnaissance. Elle poursuivit cette sorte d'apostolat à Paris, où elle s'occupait des services sociaux des gardiens de la paix avec dévouement et discrétion. Elle était sensible aux détresses quelles qu'elles fussent. Elle était très résolue, très combative. Beaucoup de caractère. Beaucoup d'énergie, quoique très émotive. Elle savait se dominer. La preuve en est que cette femme, guère gâtée par la santé, aurait pu mourir trois ou quatre fois. Elle s'est ressaisie. Elle était aussi solide moralement que physiquement. Elle se tint toujours prête, comme un soldat anonyme, à son rang et à sa place, notamment, nous y reviendrons, contre les occupants allemands et dans le soutien à la Résistance lors de notre passage à Bordeaux.

[24]

L'entrée en administration et en politique

[Retour à la table des matières](#)

M.B. - Vous avez suivi des cours en Sorbonne et à l'École des Sciences politiques. Puis obtenu une Licence en Droit, un DES de Droit public et d'Économie politique, de même qu'un certificat de psychologie et de sociologie... Quelle était votre orientation de jeune étudiant passionné par la vie politique, élève de Science po ?

M.P. - Une orientation plutôt radicale... Parce que j'étais un fils assez respectueux des idées de son père, sensible à l'argumentation qu'il ne manquait jamais de développer devant moi. Il y avait naturellement une dose de scepticisme dans cet engagement, parce qu'à partir du moment où l'on se livre aux études philosophiques, il est difficile de n'en pas sortir un peu sceptique, dès qu'on a fait le tour des grandes doctrines depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours. Il faudrait être bien naïf pour adhérer à quelque chose sans réserve ! Enfin disons d'un mot que j'étais de gauche. Sans être gauchiste...

M.B. - En 1934, vous vous inscrivez aux Jeunesses radicales, puis à la Ligue d'Action Universitaire Radicale et Socialiste (la LAURS), dirigée alors par Pierre Mendès France. Étiez-vous un modeste militant ou bien un dirigeant ?

M.P. - Un simple adhérent. J'allais aux réunions. J'étais volontiers généreux, comme on l'est à cet âge en se faisant des illusions sur l'univers dans lequel on vivait.

M.B. - Avez-vous participé dans la rue à des manifestations contre l'extrême-droite, j'allais dire contre le jeune François Mitterrand de l'époque ?

M.P. - Ça m'est arrivé. Notamment au moment du fameux 6 février 34.

M.B. - Ne vous êtes-vous pas heurté là aux « pèlerines » de Monsieur Chiappe ?

[25]

M.P. - Enfin, tout ça n'était pas méchant...

M.B. - Vous avez passé très tôt le concours de rédacteur au ministère de l'Intérieur, en juillet 1935...

M.P. - J'ai eu l'imprudence de me marier assez jeune et d'avoir un enfant en 1934. J'avais donc besoin de faire vivre mon ménage...

M.B. - Comment avez-vous vécu l'arrivée de cet enfant ?

M.P. - Reçue avec joie...

M.B. - Vous avez donc été obligé de passer un concours, afin d'avoir un métier régulier. Vous viviez de l'aide familiale jusque-là, plus ou moins ?

M.P. - Oui. À un moment. C'est pour cela que je suis entré à l'intérieur, à la première occasion venue. J'étais prêt à passer une série de concours afin d'avoir une mensualité. C'était le premier concours qui s'est présenté. Mon père était entiché des préfets - il en avait un de grande classe lorsqu'il fut président du conseil général... Il fallait que je sois préfet ! Il rêvait à l'époque que je le sois. Les pères se substituent ainsi à leur fils. Enfin, il ne rêvait pas, puisque je le suis devenu ! Hélas ! Hélas ! C'est comme ça...

M.B. - Vous avez été reçu ?

M.P. - Oui.. Ensuite, j'ai préparé aux Sciences Po l'inspection des Finances ... J'ai été collé au premier concours. À l'issue de celui-ci j'ai été convoqué par Monsieur Culhmann, inspecteur des Finances, qui s'occupait du recrutement. Celui-ci m'a dit qu'il fallait absolument que je me présente au concours suivant : « Vous avez approché du seuil. Par conséquent, encore une année de préparation et vous y êtes... » Je ne l'ai pas fait. Mais quand j'ai été ministre du Budget j'ai eu la satisfaction de retrouver Monsieur Culhmann...

M.B. - Quand rencontrez-vous au cours de votre carrière initiale à l'Intérieur, Maurice Sabatier ?

M.P. - J'ai été affecté au premier bureau de la Sûreté nationale qui s'occupait des personnels. J'y suis resté cinq ou six mois. À ce moment-là, Monsieur Sabatier fut nommé directeur adjoint de l'Administration départementale et communale. Comme il était en même temps au cabinet de Monsieur Marcel Régnier, ministre des Finances de je ne sais quel gouvernement, on a cherché un garçon théoriquement capable de tenir son secrétariat de direction, Sabatier étant souvent absent de par ses fonctions ministérielles. Ce type de poste permettait d'avoir une petite prime. La [26] demande a fait le tour. Mes chefs de la Sûreté ont dit : « Il y a quelqu'un qui ferait très bien l'affaire de Monsieur Sabatier, c'est Maurice Papon... » J'ai été choisi.

M.B. - Quels étaient vos chefs à la Sûreté nationale ?

M.P. - Monsieur Magny, directeur général, qui était préfet... Le chef de mon bureau, Monsieur Letors. Et le sous-chef, Monsieur Lefebvre. Des gens qui m'aimaient bien et qui ont trouvé là l'occasion de me pousser.

M.B. - Dès 21 ans, vous aviez décidé de faire de la politique. Vous entrez très jeune dans des cabinets ministériels, en tant qu'attaché parlementaire. Un pied dans l'administration, un autre...

M.P. - Dans la foulée politique...

M.B. - Pourquoi ? Vous avez hésité ? Auriez-vous peut-être aimé faire une carrière politique ?

M.P. - Je n'avais pas d'idée arrêtée à ce moment-là. Des opportunités se présentaient, aidées et caressées par mon père, intéressantes. Quant à moi, je recherchais des expériences. J'aimais découvrir. J'ai travaillé successivement au cabinet de Jacques-Louis Dumesnil, proche d'Aristide Briand, ministre dans les gouvernements Tardieu, puis à celui de François de Tesson. Cela par les relations de mon père, président radical-socialiste du Conseil général de Seine-et-Marne, collègue de ces deux éminents hommes politiques.

M.B. - Vous êtes-vous engagé dans le contexte du Front-Populaire ?

M.P. - Oui, avec de Tesson.

M.B. - Que vous apporte, si vous en avez des souvenirs, ce premier contact avec la vie politique de la fin de la Troisième République ?

M.P. - M'avaient été confiés surtout des rôles subalternes, comme c'était logique pour un débutant ! La première fois, je m'occupais de la presse. Puis, chez de Tesson, je faisais le Sénat. Là, m'est venue l'idée qu'un jour, pour y finir sa vie, ce ne serait pas mal ! Je n'ai jamais été sénateur, parce que je n'ai pas voulu créer la pagaille dans le Cher, mais enfin, je me suis rattrapé en étant député... J'ai vu défiler les grandes voix de la Troisième. Daladier, Raynaud, Caillaux. Et puis, celui qui a dominé intellectuellement, je crois, le débat de cette veille de guerre : Léon Blum. Politiquement, hélas ! ce n'était point le cas.

M.B. - Les événements internationaux vous intéressaient-ils ?

[27]

M.P. - Ah oui ! C'est à cette période qu'à l'occasion d'une mission au Maroc, j'ai été fasciné par l'Islam. Un très beau film sur la vie du Père de Foucault m'avait conquis et ouvert ma réflexion sur ce monde mal compris de l'Occident.

M.B. - Avez-vous suivi Munich ? La montée de l'hitlérisme ?

M.P. - Oui bien sûr !

M.B. - On vous reproche aujourd'hui beaucoup de chose concernant ou non la connaissance de l'hitlérisme et de ses méfaits. Étiez-vous au courant de ce qu'était l'Allemagne nazie ?

M.P. - Je n'étais pas au courant des secrets d'État...

M.B. - Certes, mais des dangers ?

M.P. - Oui, évidemment, comme tout le monde. Mes adversaires ont inventé des arguments stupides. Le pire, c'est qu'ils savaient bien qu'ils étaient stupides. Je suivais les délibérations du Sénat. Je garde des souvenirs très vivants de Monsieur Jeannenet-père (Jules), qui présidait le Sénat (lorsque est intervenue la législation contre les Juifs, c'est lui qui a dit, en juriste rigoureux : « C'est la Loi. Il faut lui obéir »). Je me souviens aussi de certains débats, notamment celui qui a opposé Léon Blum, président du Conseil, à Monsieur Caillaux, président de la Commission des Finances. Ce dernier est monté tout à coup à la Tribune pour répondre à Monsieur Blum - j'en suis resté pantois à l'époque : « Moi qui ai de la terre de France à mes souliers... »

M.B. - Et Daladier ?

M.P. - Je ne le connaissais pas. Je l'ai entendu dans les congrès radicaux... Sa voix du midi roulait les r... et détachait les syllabes : un homme de bonne volonté qui n'était pas à la hauteur des événements. Il a eu un mot de grand bon sens, en

revenant de Munich, acclamé par la population parisienne : « Ah ! Les cons ! Ils n'ont rien compris. » Lui avait compris...

M.B. - Aviez-vous lu les ouvrages de Tardieu sur la réforme de l'État ?

M.P. - Tardieu m'avait beaucoup séduit comme orateur. Il était normalien, extrêmement intelligent. De la morgue. Mais quelle vastitude d'esprit. Lui voyait où l'on allait. Il en est mort !

M.B. - Vous citez Blum, dans *L'ère des responsables*, en précisant qu'il était favorable à la création de petits États techniques pour démembrer l'État trop concentré...

M.P. - Ce que j'admirais chez Blum, là aussi, c'était l'intellectuel. Plus que le politique. Parce qu'il avait un esprit fin, subtil, [28] raffiné. Il avait écrit dans la *Revue blanche*. Comme je m'intéressais à la littérature, je le connaissais avant qu'il ne fut président du Conseil. Je me suis même trouvé un jour dans son cabinet. Je n'étais pas tout seul avec lui. En rentrant du Sénat, mis en minorité, il démissionne. Il était en train de rédiger le communiqué. Il y avait une répétition dans le texte. Il se tourna vers moi : « Non, cela ne va pas ! Qu'est-ce que vous mettriez ? » Mes vingt-cinq ans en sont restés pantois ! Je l'ai connu de près, comme d'ailleurs son directeur de cabinet, Monsieur Blumel, qui avait une résidence à Gretz - le hasard !

M.B. - Avez vous rencontré Gaston Cusin, le futur commissaire de la République à Bordeaux, à l'occasion, lui aussi attaché au cabinet de Vincent Auriol, ministre des Finances de Blum. ?

M.P. - Non. Cusin, c'est une relation de la Résistance. Il était effectivement chez Vincent Auriol, loin de moi...

M.B. - Le fonctionnaire que vous êtes observe la politique des années 30.

M.P. - Peut-être pas aux premières loges, mais au deuxième balcon...

M.B. - Avez-vous suivi l'évolution internationale, en terme d'information ?

M.P. - Oui, plus ou moins... Mais ce que j'ai découvert, comme nous l'avons vu, avec de Tessan qui me confia aussi l'examen des questions marocaines, ce fut un monde séduisant, qui n'a cessé de me capter depuis : l'Islam.... Ce n'était pas seulement l'impression géographique, touristique ou humaine que l'on peut faire. Mais la civilisation. L'Occident l'a méconnue et méprisée...

M.B. - Vous avez écrit, à l'époque, dans *Le Jacobin*, journal des Jeunes radicaux. Avez-vous retrouvé vos articles ?

M.P. - J'en ai retrouvés. Les thèmes étaient antimunichois, antinazis... Mes adversaires comme l'instruction se sont trompés trop longtemps pour changer de cheval ... Mes articles ont été publiés en 1938 et 1939, jusqu'à la guerre ...

M.B. - Vous avez écrit également dans *Le peuple de la Brie*, hebdomadaire d'information et d'Action républicaine, dont le Directeur politique était François de Tessan. Mais aussi dans *Le Briard, Journal de la Démocratie*, fondé par Alphonse et Jean Vernant. De même que dans *La République de Seine-et-Marne*, organe du Parti républicain radical. À la lecture de ces journaux, il apparaît que vous entrez activement, en parallèle à vos fonctions [29] de rédacteur au ministère de l'Intérieur, dans une carrière politique. Sans jamais vous être engagé dans des batailles électorales cependant. Vous étiez tout de même président de la Fédération de Seine-et-Marne des Jeunesses radicales et socialistes. Vous manifestez une certaine ardeur juvénile et parlez sans cesse de la « mystique républicaine nécessaire à la grandeur de la France ». De même recherchez-vous toutes les « chances de paix », en critiquant ouvertement la politique munichoise ancrée au sein du vieux parti radical. Vous alertez explicitement vos lecteurs sur les dangers de l'Allemagne nazie...

M.P. - Un péché de jeunesse, en quelque sorte !

M.B. - Vous n'avez jamais été socialiste, cependant, vous avez participé à un meeting antifasciste en 1935 ?

M.P. - À ce meeting, il y avait André Malraux, André Gide, Elya Ehrenbourg, Jacques Duclos... C'était passionnant d'entendre Malraux parler du bleu de Cézanne, dans une réunion politique du Front populaire ! Je l'ai mieux, connu après quand j'étais Préfet de Police. Gide, ce jour-là, m'avait déçu, parce qu'il parlait en lisant. Il lisait très bien... Mais ce n'était pas Malraux... A la fin, tout le monde chanta l'Internationale, le poing levé. Je n'ai pas pu le faire, en raison de mon fort sentiment d'individualisme ! Mes voisins m'ont regardé. J'ai dit : « J'ai mal au bras... » J'ai participé, dans ma carrière, à deux cabinets socialistes. Celui de Monsieur Biondi, ancien de Mauthausen (Franc-Maçon, déporté avec le père Riquet), et celui de Monsieur Champeix, sénateur, très exigeants l'un et l'autre sur le chapitre de la Résistance.

M.B. - Qu'avez-vous pensé du Front populaire ?

M.P. - L'enthousiasme juvénile au début. Le vide catastrophique à la fin ! C'était la guerre. Et la guerre, ils ne l'ont pas préparée. Ou du moins, en laissant occuper les usines !

M.B. - Et la guerre d'Espagne ?

M.P. - Un drame épouvantable ! J'étais sensibilisé comme quelqu'un qui ne quitte pas son bureau.... Cusin s'était occupé des fournitures en armes pour les Républicains, vous le savez... J'étais fonctionnaire à l'Intérieur. Donc astreint à une certaine réserve. Encore que ça ne m'empêchait pas de signer des articles, comme vous pouvez le constater... Mais je ne braillais pas sur un balcon ! S'il faut résumer mes impressions, je mettrais en avant d'abord le côté négatif. D'une manière générale, déçu par le personnel politique... Il n'était pas à la hauteur des événements ! Je [30] n'ai trouvé qu'une fois dans ma vie un homme d'État exceptionnel : vous savez qui...

M.B. - Vous parlez souvent, pour caractériser le personnel politique d'alors, de verbiage...

M.P. - Oui... Des orateurs comme il n'y en a plus maintenant. Des types de grand talent, tous ceux que j'évoque. Sinon des orateurs au sens romain du mot, du moins étaient-ils remarquables. Il n'y en a plus. S'il y en avait un, il serait anachronique, un fait de la préhistoire.

Deuxièmement, vous me direz que ce n'est pas grand-chose, mais, enfin j'ai perçu l'extrême complexité des problèmes publics et internationaux. Comment prendre les choses ? Les temps que nous vivons maintenant les ont pris d'une certaine manière - qu'on critique - par la voie technocratique. Comment appréhender l'événement. Comment le maîtriser ? La voie technocratique !

M.B. - N'était-ce pas la voie qu'à sa manière allait prendre Vichy ?

M.P. - Oh ! Vous savez, pas plus qu'aujourd'hui ! Mais Vichy tenta effectivement de réveiller à son profit le technocratisme des années 30.

[31]

La mobilisation

[Retour à la table des matières](#)

M.B. - Où et quand avez-vous effectué votre service militaire ?

M.P. - En 1932-33, à Saint-Cyr, les six premiers mois au peloton des Élèves officiers de Réserve, puis au 23e Régiment d'Infanterie coloniale, à la caserne des Tourelles à Paris.

M.B. - En 1939, avez-vous été mobilisé ? Vous étiez fonctionnaire au ministère de l'Intérieur. Avez-vous reçu votre lettre ?

M.P. - Comme tous les mobilisables ! Dès fin août, j'ai été rappelé à Brest. Ma femme et ma petite fille sont venues m'y rejoindre. J'y avais été affecté comme officier d'approvisionnement de la place. C'était la première fois que j'avais à m'occuper de telles fonctions... alors que je n'ai jamais touché de ma vie à une boîte de sardines. Je m'y suis mis. C'est la viande qui m'a donné le plus de difficultés ! Parce qu'elle n'est pas facile à gérer. Pour ne pas la perdre, on livre des quartiers à débiter.

M.B. - Vous êtes-vous fait des amis durables ?

M.P. - Oui. Je me souviens de Paul Reuter, qui est devenu professeur de Droit administratif, Bloch-Laîné, Lisbonne... En novembre, il y a eu un appel de volontariat pour un engagement sur le Front d'Orient. Une espèce de goût pervers pour l'aventure m'a tirailé. J'ai été volontaire. On retint mon dossier. Ma femme et ma fille rentrèrent alors auprès de mon père, veuf, à Gretz. Heureusement, parce que l'endroit où nous étions, autour de Brest, a été écrasé par les bombes anglaises quelque temps après !

On admettait à l'époque qu'il n'y aurait pas de bataille de France grâce à la « Ligne Maginot ». J'ai rejoint le fameux « million » de Weygand, qui était une foutaise (200 000 hommes en fait, pour attaquer les Russes dans le Caucase). On a eu des séances de préparation stratégique à cette folie, qui nous a été heureusement [32] épargnée. Dans le corps de troupe, nous avons dû faire des exercices sur le terrain peu enthousiasmants.

M.B. - Comment vous êtes-vous rendu en Syrie ?

M.P. - En bateau. Après un périple de deux jours en train, de Brest à Marseille. Ça a d'ailleurs été une de mes premières impressions pessimistes. Il y avait deux lieutenants. L'un, engagé dans les rangs républicains pendant la guerre d'Espagne, communiste, l'autre, breton. Pendant ces deux jours, vous n'imaginez pas, ce train n'a pas dessaoulé, y compris les sous-officiers et mes deux lieutenants ! Je me suis dit : « Jamais nous ne gagnerons cette guerre comme ça. » C'était terrible. Ce fut une délivrance d'arriver à Marseille et d'embarquer... Je partis sur un rafiot qui navigua tous feux éteints jusqu'à Beyrouth. De là, je fus affecté à Tripoli - deuxième RIC - pendant trois ou quatre mois. En mars 1940, on demanda des volontaires pour entrer dans les Services spéciaux du Levant. Quand on sut que j'étais fonctionnaire de l'Intérieur, on tomba sur moi : « Vous êtes fait pour ça... » J'avais d'ailleurs suivi entre-temps un stage d'officier de renseignement à Alep. On me recruta séance tenante. Je fus alors envoyé en Djézireh, à Ras el Aïn, partie de la Syrie comprise entre l'Euphrate et le Tigre...

M.B. - Vous découvrez l'Orient, le désert, un autre monde. Qu'éprouvez-vous, si loin de « la drôle de guerre » ?

M.P. - Ça répondait un peu à la vision que je m'en étais fait. Je parle de la vie du bled. Je m'étais rendu au Maroc, avant la guerre, lorsque je travaillais pour François de Tessen... Je fus très enthousiasmé par le désert de Syrie... Comme fonction, j'étais chef d'une circonscription représentant la puissance administrative. La Syrie était sous mandat. On se trouvait délégué de la puissance mandataire. Je veillais sur le drapeau français. Il y avait à mes côtés, sur le plan militaire, un camarade officier, le capitaine de Jabrun, qui commandait l'escadron de Tcher-

kess, tué alors qu'il servait dans l'armée de Lattre. Je faisais du renseignement. J'ai appris beaucoup dans le poste isolé que j'occupais.

M.B. - En quoi consistaient les renseignements en question ?

M.P. - À mesurer l'état d'esprit de la population. On se trouvait en guerre. Il y avait toujours la jalousie anglaise. Il fallait surveiller aussi les Allemands. Après la débâcle, le général Dentz fit basculer la Syrie vers Vichy, alors que tout s'offrait pour qu'elle appuie Londres ! Ce fut un des ratages de l'histoire. Je m'occupais [33] aussi des relations frontalières avec les Turcs. On avait des conférences mensuelles, une fois en Turquie, une fois en Syrie. Là je me suis fait des amis. Il y avait un chantier d'archéologues américains qui faisaient aussi du renseignement, d'ailleurs. Nous étions très liés. Ce fut relativement agréable.

M.B. - Avez-vous découvert là l'archéologie mésopotamienne ?

M.P. - J'ai profité de ce que faisaient les Américains. C'étaient des chantiers à la recherche de la civilisation mytanienne (qui avait précédé les mésopotamiens). C'était un pays très riche pour l'imagination et pour la culture !

M.B. - Comment avez-vous ressenti la prégnance de l'Orient ?

M.P. - En termes de paysages, d'odeurs, d'atmosphère, et même peut-être, au niveau du caractère, par l'imprégnation d'une certaine nonchalance, d'une rêverie... Plus profondément, dans la solitude où j'étais, après le départ des Américains, j'ai fait l'expérience du détachement...

M.B. - C'est-à-dire ?

M.P. - Se détacher des choses d'ici-bas, y compris presque des siens ! Une espèce de petite expérience comme le Père de Foucault. Là aussi, avant de quitter la Syrie, j'ai brûlé un tas de trucs... En me disant : « À quoi bon ! cela n'a pas d'im-

portance... » J'aurais bien aimé les retrouver avant mon procès, afin d'illustrer mon état d'esprit d'alors !

J'ai été tout d'un coup plongé dans l'histoire de notre civilisation. Et quelle histoire, qu'ignorent dédaigneusement les dirigeants du monde ! Sans cela, ils n'auraient jamais bombardé l'Irak aujourd'hui !

M.B. - Avez-vous été informé en Syrie de l'existence du gaullisme ?

M.P. - À peu près. Et très vite. J'avais de bons rapports avec les archéologues américains. Il convenait que ce fut ainsi ! C'est eux qui m'ont alerté. Leur radio était mauvaise ! J'ai d'abord compris : « Le général de Goutte... » Un général portait ce nom avant la guerre. Après, j'ai découvert la voix de De Gaulle. Le Général ! Pour moi, il était inconnu au bataillon. Je n'avais rien lu de lui encore, notamment pas ce livre d'une clarté éblouissante, *Le fil de l'épée*.

M.B. - Vous découvrez donc le gaullisme en Syrie, avant de revenir à Vichy ?

M.P. - Oui. Et si je n'avais pas attrapé une crise aiguë de [34] paludisme - j'ai failli y laisser ma peau, c'est regrettable que Dieu n'ait pas voulu de moi, à ce moment-là -, j'aurais peut-être rejoint Londres.

M.B. - Votre départ de Syrie fut-il uniquement lié à une crise de paludisme ?

M.P. - Oui et non... Sabatier, mon patron, me rappela fin 1940. Il prétendit auprès du gouvernement de Vichy que j'étais pour lui un collaborateur indispensable ! Il me fit rechercher jusqu'en Syrie... La crise de paludisme accéléra les choses. La preuve, c'est que je ne suis pas rentré par bateau, comme les autres. J'ai pris, complètement abruti, un avion plein de généraux : un Dewoitine, piloté par le compagnon de Mermoz et de Saint-Exupéry, celui qui a dit une fois, en se crashant dans les Andes au service de l'Aéropostale : « Ce que j'ai fait, une bête ne l'aurait pas fait... » Quel était son nom ? J'ai des trous... Malheureusement. Attendez, je vais demander à ma femme...

Maurice Papon rejoint son épouse dans une pièce voisine et revient avec le nom du pilote de l'Aéropostale...

Voilà. Ma femme marche moins bien que moi, mais elle a un cerveau qui fonctionne mieux : Guillaumet ! C'était son dernier voyage, parce qu'au retour, de France vers la Syrie, on le chargea de convoier Chiappe, qui venait d'être nommé par Vichy en Syrie. L'avion a été abattu par les Italiens et s'est crashé en mer. La première réaction de Vichy, son réflexe même, fut d'accuser les Anglais !

M.B. - Vous rappelez-vous le vol de retour ?

M.P. - Je prenais la place d'un de ces messieurs. Dans le Dewoitine, il n'y avait qu'une dizaine de places...

M.B. - Départ de Tripoli ?

M.P. - Oui. On s'est posé à Athènes, puis à Rome, enfin à Marseille. Je me souviens qu'à Rome, on a été un petit peu au-delà de la piste. En descendant, j'ai échangé deux ou trois mots avec Guillaumet... Il ne pouvait plus freiner. Il me dit : « N'ayez pas peur, de toute façon, même si je ne m'étais pas arrêté, il y avait la colline en face. Je ne pouvais pas aller plus loin ! » C'était un gars grand, fort, très beau...

M.B. - Il y avait des généraux à bord ?

M.P. - J'en ai retrouvé un, plus tard, le général d'aviation Léchère, futur chef d'État-major... Mais j'étais l'intrus dans cet avion.

[35]

M.B. - Combien de temps a duré le voyage, avec les escales ?

M.P. - Rapatrié sanitaire, je suis parti à l'aurore. Je suis arrivé à Marseille le soir, vers cinq ou six heures. De là, j'ai pris le train pour Vichy où j'ai aussitôt repiqué une crise de paludisme, avec le décalage de la température. On m'hospitalisa. Je me suis réveillé au bout d'une dizaine de jours. J'ai passé là une période effroyable, mouillé dans ce lit par la fièvre, mal soigné au demeurant. Quand je suis sorti, la première chose que je fis, en voyant Maurice Sabatier que je devais aller saluer, ce fut de lui déclarer que mon souhait premier était de voir ma femme, ma fille et mon père, qui se trouvaient à Gretz. Par la suite j'ai suivi un régime pendant deux ou trois ans : ce n'était pas difficile pendant l'occupation ! Tout ça pour vous dire que dans la vie, on ne fait jamais tout à fait ce que l'on veut. Si j'avais eu conscience des choses, sans être malade, peut-être n'aurais-je pas pris le parti de rentrer de Syrie. J'étais knock-out ! Et il me tardait, malgré mon détachement, à tous les sens du terme, dans le désert, de revoir les miens...

[37]

II

«SERVIR VICHY» ?

[Retour à la table des matières](#)

[39]

Sans-grade sur les bords de l'Allier

M.B. - Vous ne connaissiez pas vraiment Vichy ?

M.P. - Le régime ? Non. Je suis parti en 39. Je suis revenu en novembre 40.

M.B. - Avez-vous retrouvé des camarades du ministère de l'Intérieur ? On pouvait observer des parades officielles, les sorties du Maréchal Pétain dans les rues ? Sans parler du suivi des textes officiels, des discours, des intrigues politiques au sommet de l'État : les « tempêtes dans un verre d'eau » ne manquaient pas dans cette ville thermale ?

M.P. - Je m'en moquais totalement ! Je n'étais qu'un modeste employé qui reprenait, tout ébahi par ce qui c'était passé en France, ses activités normales. Je m'occupais en priorité des finances locales.

M.B. - Vous voilà donc dans la capitale de l'État français par la force des choses. Vous n'avez pas sauté de la Troisième République avec connivence et un désir idéologique de servir la Révolution nationale. Contraint et forcé, vous rejoignez Maurice Sabatier ?

M.P. - Oui. « Servir Vichy » n'a pas de sens, sauf pour un convaincu de la Révolution nationale, qui était d'évidence une foutaise. Je ne faisais nullement de la politique active, vous savez !

M.B. - Sabatier obtint en mai 1941 le poste de Secrétaire général pour l'Administration ?

M.P. - Oui, c'est Darlan qui le nomma. Mais il était déjà directeur de l'Administration départementale et communale. Darlan transforma celle-ci en secrétariat général pour l'Administration. Il y avait dedans les collectivités locales, les Cultes, l'Algérie...

M.B. - Une lecture de l'organigramme détaillé de l'Intérieur confirme cela...

[40]

M.P. - Pour l'Algérie, on m'a accusé, lors de mon procès, d'avoir appliqué les textes contre les Juifs qui remettaient en cause les décrets Crémieux. Je ne m'en occupais pas du tout. Dans l'équipe que forma Sabatier, je fus son directeur de cabinet, parce qu'il en faut bien un. Cependant, ma compétence ne concernait que l'administration métropolitaine au niveau des affaires locales et c'était déjà très lourd. C'était un sous-préfet, Piolet, qui fut chargé des affaires algériennes.

M.B. - Étiez-vous en relation avec Ingrand, le délégué de l'Intérieur en zone occupée ?

M.P. - Sabatier avait des échanges avec lui. Je n'étais pas à son niveau.

M.B. - Dans son entretien au Jury d'Honneur, Maurice Sabatier a révélé qu'à son poste vichyssois, il dut subir les aléas de l'époque. Il ne semble pas de connivence avec le régime, si l'on suit ses propos. De réputation gaulliste, en tant qu'ami de De Lattre de Tassigny, il aurait été nommé par Peyrouton. Il ajoute qu'Adrien Marquet, maire de Bordeaux, premier ministre pétainiste de l'Intérieur de juin à septembre 1940, ne l'aimait pas beaucoup. Sabatier affirme avoir refusé la gestion du personnel, parce que Vichy dressait des « charrettes » pour épurer le personnel républicain de l'Intérieur...

M.P. - C'est Demange qui prit cette responsabilité - il a fini sa carrière sous le général de Gaulle comme préfet de Seine-et-Oise et fut avant déporté en Allemagne.

M.B. - Sabatier a-t-il fait preuve d'allégeance au nouveau pouvoir politique dans le Vichy de Darlan ?

M.P. - Il était prudent. Toujours prudent...

M.B. - Prudent ? Mais à son poste, il vit tout de même défiler des décrets, des arrêtés contre les Juifs, des textes de révocation, de spoliation, d'épuration des républicains de la Fonction publique ?

M.P. - Non, précisément parce qu'il avait refusé la direction du personnel... Nous, on administrait les choses, les budgets, les affaires locales qui continuaient de fonctionner, à l'exclusion des personnes !

M.B. - Comment a-t-il ressenti ce qui se passait autour de lui, dans les autres directions du ministère ?

M.P. - Vous savez, parmi les fonctionnaires frappés, Juifs, Francs-Maçons, Républicains..., il avait beaucoup d'amis ! Sa carrière s'était faite sous la Troisième. Et il les recevait, d'ailleurs, [41] sur un plan amical, malgré leur épuration. Parce que sur un plan fonctionnel, il n'y pouvait rien...

M.B. - Il ne fut pas engagé dans le régime, devant faire allégeance à ce poste de responsabilité ?

M.P. - Non !

M.B. - Il fait montre d'une apparence de respect. Est-ce une couverture ?

M.P. - Il applique la règle. D'un pied ! On ne peut pas dire que c'est « un sou-
lier de satin », mais enfin... Il n'entre dans le péché que d'un seul pied.

M.B. - Il se trouve promu à un poste qui, contrairement à ce qu'il affirme devant le Jury d'Honneur de 1981, lui fut attribué par Marquet, ministre de l'Intérieur, le 26 août 40...

M.P. - Parce que le directeur antérieur de l'Administration départementale et communale, qui était, je crois, bien avec Laval, qui s'appelait Monsieur Brun, avait été nommé préfet régional de Clermont-Ferrand. Le poste se trouvait vacant. Sabatier, qui était son adjoint, a hérité du poste.

M.B. - On l'a choisi non par idéologie, mais pour sa compétence ?

M.P. - Sur sa compétence. Il avait une réputation de gros travailleur et de technicien administratif... Et vous savez, dans le début de l'occupation, la vie administrative continua comme avant dans ses grandes lignes.

M.B. - Le poste revêtait des dimensions techniques ?

M.P. - voilà.

M.B. - Un fait étonne cependant. Maurice Sabatier a été aussi nommé conseiller d'État en situation extraordinaire, en septembre 40, avant votre retour de Syrie...

M.P. - Ce titre tenait à la direction qu'il avait en main, parce qu'elle avait besoin de l'intervention du Conseil d'État pour l'adoption des règlements administratifs. La formule existait sous la Troisième. On devenait « pour ordre » conseiller d'État en situation extraordinaire, qualité que l'on perdait en quittant le poste directorial...

M.B. - Maurice Sabatier, toujours selon son témoignage au Jury d'Honneur, n'a pas l'air d'aimer beaucoup Pucheu... Il parle de l'épisode de deux fonctionnaires juifs qu'il conserva dans ses services et ajoute : « C'est si vrai que quand Pu-

cheu est arrivé, il n'a pas voulu me voir. Il m'a dit : "Vous avez du savon [42] de juif chez vous". » Étiez-vous au courant de ses démêlés avec Pucheu ?

M.P. - Il ne se confiait pas... Pucheu, évidemment, avait la réputation d'être un dur.

M.B. - L'administration fut-elle respectée par Darlan ?

M.P. - oui.

M.B. - Par contre le cabinet civil de Pétain critiqua souvent les fonctionnaires en poste, issus de la Troisième, parce qu'insoumis politiquement, trop routiniers et bureaucratiques, et voulut les remplacer, après une forte épuration, par des auxiliaires parallèles... Vichy a tout de même voulu mettre au pas la Fonction publique à travers une idéologie particulière, celle de la Révolution nationale, sans parler des menaces, des intimidations, des « charrettes », des contrôles, du resserrement de la discipline et de la hiérarchisation, voire de la concentration et de la centralisation. Qu'en pensez-vous ?

M.P. - Seule une minorité de fonctionnaires défendait la Révolution nationale. La majorité de l'administration ne marchait pas !

M.B. - Vous le pensez sincèrement ?

M.P. - Oui ! Absolument !

M.B. - Et vous-même n'avez jamais été pris...

M.P. - Oh non !

M.B. - Le 12 août 1941, le cabinet de Pétain, Du Moulin de La Barthète en tête, montra bien sa suspicion à l'encontre des fonctionnaires en créant un corps de « commissaires du pouvoir », et aussi en les obligeant à prêter serment (pour les

très hauts fonctionnaires à cette date). Vous souvenez-vous de ce discours du 12 août 1941 de Pétain, radiodiffusé ?

M.P. - Du tout ! On s'en foutait, vous savez ! C'est le mot !

M.B. - Le ministère de l'Intérieur fonctionnait dans un hôtel ?

M.P. - On a évacué le Casino pour se rendre dans un hôtel. Une espèce de campement !

M.B. - La pagaille ?

M.P. - Indescriptible !

M.B. - On reste surpris que de ces ministères dans des hôtels, de ces chambres avec baignoires et armoires à glace transformées en bureaux, beaucoup de textes surgissent, très vite répressifs, mais aussi modernistes, techniques...

M.P. - Ça travaillait !

[43]

M.B. - L'administration était elle-même débridée. Elle ne subissait plus les blocages du parlementarisme qui la retardait avant-guerre...

M.P. - C'est vrai. On a ressorti des tiroirs des trucs qu'on n'avait jamais réussi à faire passer ! Et qui n'étaient pas du tout « Révolution nationale ». C'étaient des opportunités techniques. Ce n'était pas plus autoritaire - je me souviens d'une période de ma vie -, qu'à Paris, en 38 ou en 39, où j'étais déjà au secrétariat de la Direction départementale et communale à préparer les décrets-lois de Paul Raynaud. C'était dans la foulée.

M.B. - Vous pensez qu'il y avait une continuité, pas une rupture ?

M.P. - Au début, oui... Malgré une atmosphère, je le redis, débilante.

M.B. - À la Radio de Vichy ?

M.P. - Oh, on n'écoutait pas Radio-Vichy ou Radio-Maréchal ! Je ne sais même pas s'il y en avait une...

M.B. - Il y en avait une. Et le Maréchal, justement ? Votre avis de l'époque sur lui ?

M.P. - On le prenait pour un vénérable vieillard.

M.B. - Vénéré ou simplement respecté ?

M.P. - Il était vénéré. Son grand âge, le vainqueur de Verdun, sa bonne foi supposée... Mais enfin tout cela s'est définitivement brisé en novembre 42 !

M.B. - La rupture n'est-elle pas antérieure, dès 1941, avec le discours du 12 août, dans lequel Pétain parla d'un « vent mauvais » ?

M.P. - Oh là là ! Tous les Français étaient derrière Pétain. Qu'on ne me raconte pas d'histoires ! Les Juifs y compris ! La première rupture dans cette vénération, ce fut quand même la poignée de main de Montoire, qui nous a profondément choqués !

M.B. - Vous l'avez mal ressentie ?

M.P. - Oui. Ça a marqué. Puis après, on voyait bien que tout ça allait à vau-l'eau pour finir par le retour de Laval. Mais du temps de Darlan, on ne ressentait pas une pression fasciste ou autoritaire. Darlan a voulu conduire la France comme on pilote un porte-avion ou un cuirassé. Là aussi, il y avait des types intelligents, parmi ses officiers. Certains sont devenus de bons préfets... Comme Tracou, directeur de cabinet... Mais face aux Allemands et aux circonstances, cette équipe a mal fini...

[44]

M.B. - Darlan n'a-t-il pas essayé de flatter la haute fonction publique ?

M.P. - Oh oui...

M.B. - Comment réagissait Sabatier par rapport à tout cela ?

M.P. - Darlan a promu Sabatier à son poste de secrétaire général de l'Administration, en militaire. Ministère de l'Intérieur ? D'un côté, la police, de l'autre, l'administration. Cette symétrie de militaire a été faussée en ceci que la direction du personnel, considérable puisque c'était le bras séculier de l'épuration, a été prise par le directeur de cabinet de Darlan, Demange. Sabatier a été amputé...

M.B. - C'est Darlan qui a instauré les conférences de préfets régionaux, afin de donner des ordres directs aux fonctionnaires de terrain...

M.P. - Un peu à la manière militaire ! C'était un soldat qui envisageait des conférences d'officiers d'état-major !

M.B. - Et la réforme de la police, est-ce le cabinet de Darlan qui l'a proposée en 1941 ?

M.P. - C'est Rivalland, je crois, ancien contrôleur général de l'Armée. Un type très bien, anti-allemand...

M.B. - Que pourriez-vous dire de Maurice Lévy ?

M.P. - Son frère vit toujours, blessé de Bir Hakeim, avec une jambe en moins, Compagnon de la Libération. Il est venu témoigner en ma faveur par tradition familiale, car les Lévy avaient beaucoup de reconnaissance envers moi, compte tenu des services que je leur avais rendus... Les parties civiles l'ont traité sans égard, alors qu'il fut un héros de la guerre. Maurice Lévy, lui, a été dénoncé, par

le mari de sa maîtresse. C'était facile : Juif à Vichy ! Il a été ramassé par la Milice...

M.B. - Maurice Sabatier l'avait gardé auprès de lui au ministère ?

M.P. - À ce sujet, il faut rendre hommage à Sabatier. Il a été courageux. Parce qu'un préfet, Aucourt, directeur au ministère, lui avait reproché son geste : « Avec ce Juif, tu vas avoir des emmerdements... » Là, Sabatier réagit en homme de cœur. Il l'a défendu vertement. Lévy n'aurait pas été juif, il l'aurait amené à Bordeaux. Ce n'était pas pensable. Lévy est resté après nous à Vichy. D'ailleurs de Bordeaux, quand je me suis rendu à Vichy en novembre 1943, je l'ai revu juste avant son arrestation. Il avait le tort d'avoir eu une liaison avec une jolie fille qui avait un mari [45] juif aussi... Ils l'ont un peu nargué. Enfin bref... Il a été dénoncé par jalousie.

M.B. - Dans son témoignage au Jury d'Honneur, Maurice Sabatier parle encore de Moatti, auprès de lui...

M.P. - Juif aussi. C'était le frère de Moatti qui fut le second de Soustelle au RPF et finit comme préfet des Alpes-Maritimes. Lorsqu'on a examiné mon dossier, avec ceux de tous les fonctionnaires du ministère, en 1944, il y avait dans le cabinet de Tixier, Moatti, Maisonneuve, Blumel, l'ancien directeur de cabinet de Blum et Valabrègue. J'aime mieux vous dire qu'ils regardaient les dossiers de près ! Mon « épuration » - Jean Morin en a témoigné puisqu'il était directeur du personnel - s'est terminée par ma nomination en qualité de préfet à la Libération. Cela, sur proposition de Cusin et sous la signature du général de Gaulle !

M.B. - Nous y reviendrons. Avez-vous eu vous-même à Vichy des relations avec Pierre Pucheu ?

M.P. - Non. Pucheu, connais pas. Je l'ai aperçu au moins une fois à Noël, au théâtre de Vichy, il distribuait des jouets aux petits enfants... Alors comme père de famille j'ai dû m'y trouver. J'étais un sans-grade ! Je ne fus jamais à Vichy un très haut fonctionnaire responsable !

M.B. - Justement, ce sans-grade, quels sont ses sentiments intimes ? Votre épouse, avec votre fille, vous avaient-elles rejoint à Vichy ?

M.P. - Oui...

M.B. - Quelle était l'ambiance quotidienne ?

M.P. - Débilitante ! Heureusement, on réagissait instinctivement contre cette espèce de décadence. Nous avons formé un petit groupe d'amis très serré. Tous les soirs, on faisait des pokers ou des bridges, dans la chambre de l'un, le lendemain, dans la chambre de l'autre. C'était épouvantable.

M.B. - Vous faisiez un peu de sport, vous-même ?

M.P. - Du tennis.

M.B. - Qui y avait-il dans votre groupe d'amis ?

M.P. - Des fonctionnaires de l'Intérieur.

M.B. - Pierre Maisonneuve ?

M.P. - Non. Il était encore prisonnier en Allemagne. Il est rentré après. Il y avait Rosier, qui est mort, Richardot, en retraite à Aix-en-Provence, un inspecteur général de l'Intérieur, Guillaume, Maurice Lévy, naturellement... Une demi-douzaine. On s'épaulait.

[46]

M.B. - Lorsque les Allemands ont envahi l'URSS à l'été 1941, comment avez-vous réagi ?

M.P. - On a bu le champagne ensemble ! C'était probablement du mousseux...

M.B. - Vous vous trouvez cependant au cœur de ce régime bizarre...

M.P. - Au cœur, vous exagérez ! Remarquez que ce n'était quand même pas le régime fasciste. Je me souviens que tout notre petit clan ne se privait pas de critiquer. On était suspecté et dénoncé, naturellement. C'est d'ailleurs pourquoi, en avril 1942, Sabatier m'a dit : « Vous feriez bien de changer d'air, parce qu'on commence à jaser sur vous ! » Il connaissait mes sentiments anti-allemands.

M.B. - Écoutiez-vous la Radio de Londres depuis Vichy ?

M.P. - Oui, on la prenait. Il n'y avait pas à l'époque de transistors ! Ce n'était pas commode. L'un d'entre nous possédait un poste. Alors on se réunissait chez lui. Mais c'était dur à suivre, car c'était brouillé...

M.B. - La vie quotidienne avait-elle certains charmes au bord de l'Allier ?

M.P. - Non ! Étant donné les conditions d'asservissement dans lesquelles se trouvait le pays, l'atmosphère était insupportable. On faisait notre boulot technique par conscience professionnelle et pour la collectivité nationale. Les Français continuaient d'exister. Cela, on l'a oublié !

M.B. - Pour les vacances, vous ne pouviez plus vous rendre très facilement de Vichy vers Paris, ou à Gretz, en raison de la ligne de démarcation. Vous les preniez où ?

M.P. - Dans la Creuse. Au près de la famille de Maurice Lévy, qui nous louait deux chambres, dans un hôtel de Boussac. On n'était pas isolé. On passait nos vacances là, avec ma femme, ma fille et les Lévy. À l'époque, je tenais un journal...

M.B. - Vous teniez un journal ? C'est une information importante et troublante ! Pourquoi ne jamais l'avoir révélé jusqu'ici, ni lors de votre instruction, ni à vos défenseurs ?

M.P. - Nous en reparlerons... J'ai hésité à le détruire... Si vous lisez les passages que je déchiffre péniblement, en raison de mon écriture impossible, concernant mon fonctionnariat à Vichy, vous comprendrez mon état d'esprit d'alors. Il allait à l'encontre de ce que tout le monde a prétendu aujourd'hui ! Voici les extraits [47] concernant mon passage dans la capitale de l'État français, comme on disait alors :

« 26 juin 1941.

Visite au Lt CC (lieutenant-colonel Camas). J'en reviens avec un malaise. Je n'ai guère su rester dans la position du visiteur neutre. Il n'aura pas compris mon attitude ou l'aura interprétée à partir des valeurs qu'il a posées et qu'il observe sans doute de bonne foi. Il me demande si les réformes auxquelles je pensais naguère - la réforme communale notamment - est en voie d'application. Il s'attend à trouver un homme que l'ordre prescrit satisfait parce qu'il est en poste. Il ne trouve qu'une réponse très molle et des propositions dans le genre de celles-ci : on construit sur le sable. Les organes de direction ou d'administration ne sont nullement en prise sur la population - pour éviter le mot peuple, avec une certaine lâcheté que je ne réalise point. Les abus sont parfois pires qu'auparavant... Et noyant tous les propos, un ton désabusé, un climat défait. Il ne comprend plus, lui qui depuis un an se forge des justifications à son choix : "Les administratifs ont pris la solution la plus facile..." , dit-il en parlant des civils dissidents de l'Afrique équatoriale française. La plus facile, ce serait à voir, ou à discuter. Je ne puis m'empêcher d'exciper du préjugé le plus défavorable, car si son entreprise fut assurément difficile à mener, c'était tout aussi assurément pour s'octroyer et se garantir après coup de plus amples facilités... C'est pourquoi il importe de distinguer toujours entre les conditions d'une entreprise et son objet. On accepte la difficulté des premières et on en tire orgueil, pour faire excuser ou oublier la vanité ou la faiblesse du second. L'inverse peut être vraie aussi et reste honorable quand il n'y a rien de prémédité : je veux dire que la facilité d'exécution n'a pas pesé dans le choix d'un objet qui impose un destin sévère.

Je reviens à la visite : une autrefois, prendre garde de se livrer, même dans l'équivoque. Rester sur le plan de la courtoisie pure et simple, s'y cacher, plutôt que de révéler un cœur hésitant.

Le lieutenant-colonel Camas était au cabinet du général Huntziger, ministre de la Défense :

15 juillet 1941

Hier 14 juillet, défilé de la L. (Légion) à Vichy : les Légions de La Roque - au temps de leur splendeur, en 1935 - en plus vieux, [48] en plus mal, en moins dynamiques et peut-être aussi en moins désintéressées.

Beaucoup de bonnes volontés peut-être, derrière une évidente bonne volonté. La bonne volonté a-t-elle déjà suffi dans le gouvernement des hommes ? Eux non plus, n'ont rien appris. Toujours la même politique réactionnaire, avec cette espèce de paternalisme social que l'ouvrier ne supporte pas. Attention.

Mérite peut-être une mention cette conversation avec de Leusse, qui était au cabinet du général Weygand nommé proconsul en Afrique du Nord :

21 octobre 1941

Hier, conversation intéressante avec de L. (de Leusse) qui me raconte les événements des dernières 48 heures où son patron a été directement mêlé.

L'origine de la cabale contre W. (Weygand) tient essentiellement, semble-t-il à l'ambition jalouse et démesurée de D. (Darlan). Mais les arguments invoqués reposent sur des faits plus ou moins "triturerés" pour les besoins de la cause.

D'abord, au mois d'août, dîner chez le M. (Maréchal Pétain) où arrivèrent W., Sc. (Scapini) entre autres.

Sc. prétend que les Allemands se promènent littéralement en Russie et qu'ils n'enregistrent pas de pertes. Il s'émerveille. Il loue. Il fait de la collaboration.

La moutarde monte au nez de W qui tient le propos suivant : "Plus il y aura de Boches qui hivernent en Russie plus je serai content. " Tout le

monde promet, à l'issue du dîner, de ne pas rapporter ce propos et l'incident est clos.

Il semble bien qu'on retrouverait, à l'origine du dossier Abetz un argument qui ne paraît pas sans lien avec notre soirée, en dépit des paroles d'honneur volontiers prêtées devant le M. sur sa demande.

On reprocherait à W ses liens avec les Américains, les accords Murphy et là encore, l'argument est déformé : il avait fait allusion à des livraisons de matériel de guerre destinés à armer l'armée d'Afrique et à préparer la "rentrée " de la France auprès des Anglo-Saxons.

Or, une personnalité des A. (Allemands) très récemment rentrée de Berlin, prétend que Goering ne reprocherait rien de spécial [49] à W., mais aurait ajouté "qu'une haute personnalité française " était à l'origine du "procès ". On ne peut pas recouper plus clairement, semble-t-il, le rôle de D. qui s'est fait le pourvoyeur du dossier

Dimanche 19, entrevue W. /D. Ce dernier parle de tout, sauf de ce qu'il faut. Il esquive, il fuit. Mais son entourage n'est pas aussi distant. C'est le commandant Guichard qui accompagne la parole du geste. "Il devrait être emprisonné pour crime de haute trahison " et il boucle de la main la porte de cette prison...

Le Maréchal Pétain rejoint Weygand. Celui-ci sort par une porte, pendant que D. entre par l'autre. C'est l'image de la franchise qui règne. C'est l'image aussi du ballottement dont le M. est l'innocente victime. Le statu quo subsiste. Mais c'est partie remise.

Bth (Barthélemy) a été très aimable : mais il n'est pas le dernier à mener la danse. Qu'espère-t-il donc lui et les autres. Hacha avait des lacunes, mais eux ?

De L. ajoute que si W part, Ch. et B. et peut-être N. l'accompagneront dans sa retraite.

Quant à Ea (Esteva), il est pris entre la Marine et sa conscience. »

Je reviens sur le lieutenant-colonel Camas (je dissimulais les noms dans le carnet). Lors de mon service militaire aux Tourelles, au 2e RIC, on m'avait versé, compte tenu de mes notes, dans la compagnie d'instruction, parce qu'on me jugeait capable de conduire des hommes. À ce moment-là, Camas en était le capi-

taine. Je fis la deuxième partie de mon service sous ses ordres. J'avais gardé des relations avec lui. Cet homme, breveté de l'École de Guerre, sortait de l'ordinaire. Je l'ai retrouvé à Vichy, chef de l'état-major particulier du général Huntzinger, ministre de la Guerre du premier gouvernement Pétain... J'allais le voir. Là, je fus très déçu de ce contact. Camas était maurassien. Je l'admettais moins que maintenant. On discutait, ce qui était un rapprochement affectif, malgré nos divergences intellectuelles. À Vichy, je découvrais un homme - ce que je vais dire est trop appuyé - se réjouissant presque de la situation dans laquelle on se trouvait, parce qu'on pouvait faire ce qu'on voulait. Comme j'avais été à l'Intérieur, et que je critiquais, à la fin de la Troisième le fonctionnement du système, il me déclara : « Vous êtes contents, vous allez pouvoir travailler maintenant... » Cela me heurta. Il me dressa [50] l'apologétique de Vichy. En le quittant, je me dis que j'aurais mieux fait de me taire...

M.B. - Vous parlez encore de votre ami de Leusse ?

M.P. - C'était le collaborateur de Weygand.

M.B. - Vous paraissez avoir été bien informé de ce qui se tramait au sommet de l'État, des intrigues autour de Pétain, contre Weygand... Darlan poussait déjà ses pions pour arriver au pouvoir ?

M.P. - J'avais des rapports, par de Leusse qui était très anti-allemand.

M.B. - On voit aussi surgir Pucheu, qui intrigue, en maître de l'ombre...

M.P. - Pucheu représentait les premiers technocrates de Vichy. Les gars les plus intelligents. C'est triste... Certains synarques avaient trempé dans la Cagoule. Par contre la Légion, c'était du théâtre ! Personne ne marchait. Mes copains et moi, on rigolait de tout ça...

M.B. - Cependant, vous-même avez été inquiété par les services de la censure de Darlan parce que vous faisiez passer clandestinement du courrier à la ligne de démarcation ?

M.P. - J'ai été repéré. Parce que comme j'avais un *Aussweiss*, je rendais service. Je passais des lettres de la résistance commençante en 41, de la zone libre vers la zone occupée où j'avais plus ou moins l'autorisation de me rendre à titre officiel. Cela se passait à la gare de Moulins. Des lettres se trouvaient dans une serviette. Je me suis fait pincer un jour. On m'a confondu lors d'un contrôle. Et moi, j'ai pris la poudre d'escampette. Sabatier a été saisi de cette affaire qui est remontée jusqu'à la Commission d'Armistice. Il m'a couvert, mais m'a mis tout de suite et vertement en garde !

M.B. - Où Sabatier vivait-il à Vichy, en tant que sous-ministre ?

M.P. - Dans une chambre d'hôtel, au Queen's, comme moi. Mais pas au même étage. C'était un des grands hôtels qui donnait sur le Parc de Vichy.

M.B. - Où preniez-vous les repas ?

M.P. - Il y avait de tout. Des cantines, infréquentables par leur nourriture. Et des petits bistrots où l'on allait. On a très bien mangé à Vichy pendant cette période. On avait tout ce qu'on voulait.

M.B. - Comment fonctionnait le travail quotidien de directeur de cabinet avec Sabatier ?

[51]

M.P. - Il n'y avait pas de problème. On continuait comme au ministère de l'Intérieur à Paris, en confiance. Il était très exigeant. Mais comme moi j'étais assez travailleur, il n'y avait pas de hiatus.

M.B. - Vu ses fonctions, était-il intégré à l'équipe Darlan, lors de conseils privés ou de conseils des ministres voire lors des conférences des préfets régionaux, qui ont laissé des traces écrites au niveau des comptes-rendus ?

M.P. - Non. Il n'était pas intégré à l'équipe Darlan. C'était une équipe de marins ! Darlan avait finalement pris Sabatier parce qu'il était là. Sabatier a participé à la routine administrative. Il n'était pas un proche de Darlan.

M.B. - Avez-vous quitté la vie de Vichy sans regret ?

M.P. - Oh oui ! Dans mon journal, une phrase en dit long :

« Ce qui m'afflige le plus, c'est ce sentiment de la vie à laquelle je suis condamné alors que je désirerais tout autre chose. »

J'ajoute :

« Essayer de composer, comme d'habitude, et d'abord, partir en province... »

J'étouffais à Vichy !

M.B. - « Composer, faire autre chose ? » Qu'est-ce que cela signifiait ?

M.P. - Il fallait bien toucher une mensualité pour vivre. Je n'étais pas riche. Ainsi, je suis parti pour Bordeaux... Et pour mon destin.

M.B. - Si l'on résume, vous étiez très détaché par rapport au régime, absolument pas impliqué. Tout le monde n'a pas pris le risque de faire passer du courrier clandestinement. Vous fûtes d'ailleurs repéré. C'était un premier acte de distance voire de résistance personnelle. Il vous fallait partir. L'administration continuait sa route, et vous avez éprouvé la nécessité de composer...

[52]

Lyon ou Bordeaux ?

[Retour à la table des matières](#)

M.B. - Comment avez-vous ressenti le retour de Laval au pouvoir le 18 avril 1942, depuis votre poste à Vichy ?

M.P. - Très mal perçu. Ce n'était pas tellement le retour des vieux chevaux de la Troisième. Ce fut interprété comme un resserrement de la collaboration... Pour moi, de toute façon, il était temps, ayant été repéré, que je quitte Vichy. J'avais eu mon franc-parler et j'avais été pris sur le fait par la censure postale. On savait que j'étais déjà « gaulliste ». Ça n'existait pas encore de façon structurée à l'époque... Il fallait faire attention à ses os...

M.B. - Dans son témoignage au Jury d'Honneur, Maurice Sabatier laisse entendre qu'il fut remplacé par Georges Hilaire, nouveau secrétaire général à l'Administration ... Et, ajoute-t-il, pendant quinze jours, il n'eut pas d'affectation ... Il affirme que dans cet interlude, vous deviez être nommé secrétaire général à Lyon. Y avait-il une incertitude quant à votre nouvelle affectation ?

.P. - Oui. Angéli, le préfet de Lyon, me remarqua, parce que c'était un administratif : « Tiens, je prendrais bien ce gars-là comme secrétaire général à Lyon... »

M.B. - Vous n'y êtes pas allé ?

M.P. - Non. J'aurais préféré ! C'était la zone libre !

M.B. - Sabatier affirma en 1981 que vous lui auriez proposé d'aller à Bordeaux avec lui :

« Papon a eu un geste. - "Si vous voulez, je viens avec vous. Sans poste, il venait d'être nommé secrétaire général à Lyon (..). »

M.P. - Non, je n'ai jamais été nommé secrétaire général à Lyon. J'ai plutôt le souvenir qu'il m'a demandé : « Alors Papon, vous venez ? On y va ? » J'ai répondu : « Eh bien oui. Je ne me sépare pas de vous. » J'ai fait une erreur !

[53]

M.B. - Cela ressort de son témoignage au Jury d'Honneur : quand il gagne le poste de Bordeaux, le futur préfet régional a l'impression d'avoir été épuré par Laval, écarté par l'attribution d'un poste territorial. Comment l'a-t-il obtenu, selon vos souvenirs ? Vous en a-t-il parlé ?

M.P. - Non... À l'époque, Laval revient. Et il éloigne de Vichy les gens...

M.B. - Qu'il ne sentait pas ?

M.P. - Qu'il ne sentait pas, disons ça...

M.B. - Est-ce que Laval ne lui a pas attribué l'important poste de préfet régional de Bordeaux plutôt par relation de connaissance ou d'amitié ? Ou bien l'a-t-il écarté, comme le suggère Olivier Baruch dans sa thèse sur l'administration de Vichy ? C'est-à-dire rétrogradé à un poste régional ?

M.P. - Baruch produit un jugement complètement erroné. Il n'y a pas eu de rétrogradation. Il y a eu une équivalence.

M.B. - Effectivement. Sabatier est d'abord nommé préfet hors classe et hors cadre.

M.P. - Voilà. C'est une position d'attente.

M.B. - Sabatier prétend qu'il supputait pour lui-même un poste de gouverneur en Afrique du Nord ?

M.P. - Il souhaitait beaucoup avoir l'Algérie, comme Algérien. Mais tout ça, c'étaient des vapeurs...

M.B. - C'est Laval qui lui a imposé Bordeaux, ou bien a-t-il choisi ce poste sur une liste disponibilités ?

M.P. - Ça ne se passe pas comme ça ! Quel était le ministre de l'Intérieur de l'époque ?

M.B. - Pucheu part, Laval le 18 avril prend l'Intérieur et décide des nominations. Pierre-Alype, le préfet régional de Bordeaux précédent, fut révoqué le 1er mai 1942 de la préfecturale par application de l'article premier de l'acte dit « Loi » du 17 juillet 1940 concernant la révocation des fonctionnaires. On lui appliqua étonnamment ce texte : le Maire Adrien Marquet, son ennemi juré, avait enfin obtenu sa peau en découvrant que ce pétainiste outrancier, très Révolution nationale, qui voulait renverser Marquet de la Mairie de Bordeaux, était franc-maçon. Sabatier fut nommé le même jour. Cela ne ressemble donc pas à un train de nomination, mais à un choix exceptionnel. Laval a traité personnellement à part le cas bordelais, semble-t-il de connivence avec Marquet...

[54]

M.P. - Ce n'est pas une nomination exceptionnelle. Elle est normale.

M.B. - Elle est exceptionnelle car elle est liée à l'élimination de Pierre-Alype. N'avez-vous jamais eu d'information à ce propos ?

M.P. - Non ! Mais ne croyez pas qu'un préfet puisse choisir son poste. C'est du roman. Un poste est attribué d'autorité. C'est au préfet d'accepter ou de refuser pour telle ou telle raison.

M.B. - Sabatier vous a donc demandé personnellement pour Bordeaux ?

M.P. - Bien sûr.... Il m'a dit : « Venez avec moi. On continue l'équipe, etc... »

M.B. - Dans cette équipe, il y avait Jean Chapel...

M.P. - Qui est directeur de cabinet...

M.B. - Alors Chapel ? L'homme ?

M.P. - Un Breton !

M.B. - C'est-à-dire ?

M.P. - C'est beaucoup, un Breton ! Ça fait déjà une silhouette solide.

M.B. - Allez plus loin...

M.P. - C'est un gars très loyal et courageux.

M.B. - Un marin ?

M.P. - Un marin, si vous voulez... Très loyal. Très sûr,...

M.B. - Il se retrouve donc aux côtés de Sabatier comme vous... Là, une question se pose. Ce dernier le nomme directeur de cabinet. Vous, il vous nomme, simplement dirais-je, secrétaire général du Département de la Gironde, alors qu'à Vichy vous étiez son propre directeur de cabinet...

M.P. - Oui, enfin ce n'est pas lui qui me nomme... C'est le gouvernement...

M.B. - Certes...

M.P. - Sur sa proposition... Hiérarchiquement, le secrétaire général passe avant le directeur de cabinet. Mais cette règle est sans importance, car mon amitié pour Chapel passe avant tout...

M.B. - Vous étiez moins en confiance auprès de Sabatier que Chapel en juin 1942 ?

M.P. - Absolument pas !

M.B. - Comment interpréter la différenciation des nominations ?

M.P. - Sabatier m'a dit : « Bon, on fait l'équipe. Qui est-ce que je vais prendre comme directeur de cabinet ? » Voilà ce qu'il m'a dit...

[55]

M.B. - D'accord...

M.P. - Je lui ai répondu : « Écoutez, il y a un garçon qui me paraît bien. C'est Chapel... » Et il a pris Chapel.

M.B. - Vous avez donc influencé Sabatier. Chapel avait le même âge que vous, ou était-il plus jeune ?

M.P. - Le même âge : 1910, novembre. Moi, je suis de septembre. Nous étions très unis, Chapel et moi.

M.B. - Vous étiez ami ?

M.P. - Ami... Alors j'ai désigné... enfin j'ai désigné ... j'ai proposé Chapel... Et Sabatier a dit : « Bon d'accord, je prends Chapel... » Parce que Chapel était déjà dans un bureau de l'Administration départementale et communale à Vichy, avec le grade de sous-chef de bureau, sous les ordres de Sabatier. Pas sous les ordres directs comme moi, qui était secrétaire de direction. Il travaillait dans un bureau. Son titre de directeur de cabinet correspondait en fait à son grade. Comme pour moi, qui avais été nommé sous-préfet, équivalent administratif de secrétaire général dans la dimension territoriale. Il fallait surtout, pour Sabatier, faire correspondre nos grades à l'Intérieur ; à la centrale, et dans le ressort territorial.

Vous savez, je vais vous dire quelque chose que je n'ai avoué à personne jusqu'ici. Il n'y aurait pas eu ma femme.... je n'aurais pas suivi Sabatier à Bordeaux ! On vivait dans un hôtel à Vichy. Elle avait une santé très fragile. Je souhaitais l'installer dans des meubles convenables, qu'elle ait une vie normale, qu'elle respire un peu. La chambre d'hôtel était très étroite. Nous venions d'avoir une petite fille. On se servait d'un petit réchaud avec des pastilles d'alcool, et on faisait chauffer le lait, que j'ai souvent renversé... C'était invivable...

Lorsqu'on prétend aujourd'hui que j'ai reçu de l'avancement à Bordeaux, on se trompe où on ment. Je suis entré à Bordeaux avec l'équivalence de sous-préfet hors classe, et j'en suis sorti à la Libération... comme sous-préfet hors classe !

Permettez-moi, avant que nous quittions mon passage à Vichy, d'ajouter une réflexion. Que veut dire en vérité « servir Vichy », qui est un titre que vous empruntez à l'historien Baruch, qui a d'ailleurs témoigné contre moi à mon procès ? Il y a dans cette formule une connotation péjorative, sinon même une arrière-pensée de condamnation que je révoque. Comme l'a rappelé Olivier Guichard lors de sa déposition, Michel Debré, Maurice Couve de Murville, Georges Pompidou, Jacques Chaban-Delmas... ont été [56] fonctionnaires de Vichy, comme Guy de Saint-Hilaire, chef du réseau Marco-Kléber à l'activité duquel j'ai participé. Alors,

je vous en prie, n'usons pas de formules ambiguës propres à dénaturer les faits et à alimenter une vulgaire querelle politicienne, voire une idéologie d'historien.

Encore un mot, s'il vous plait, sur Vichy. Assimilés à l'extrême-droite, certains, que j'ai pu connaître, qui se sont réclamés de ce régime, se sont engagés ensuite dans la Résistance intérieure ou dans les Forces françaises libres. Beaucoup y ont laissé leur vie. On ne parle jamais des Marquet et des Déat, issus du parti socialiste, des Bergery, issu des Radicaux de Gauche, des Belin, de la CGT d'alors, des Doriot, qui fut un chef communiste, et de bien d'autres. Quant à moi, je me garde bien des généralisations trompeuses, mais j'aimerais qu'on rappelât de temps en temps la vérité des choses et des hommes. On vit dans une époque dominée par l'hypocrisie et le mensonge ! Certes, il y a eu un « gouvernement » de Vichy dont le péché originel est d'être né d'un vote du Congrès de 1940 dominé par le Front populaire. Gouvernement fantoche s'il en fut, le vrai étant à Londres, et Dieu sait s'il lui fut difficile d'être reconnu comme tel par les Français eux-mêmes.

[57]

L'installation à Bordeaux

[Retour à la table des matières](#)

M.B. - Vous n'arrivez pas tout de suite à Bordeaux ?

M.P. - Non. À cause de la maladie de mon père...

M.B. - Au moment de votre prise de poste, la politique des SS se durcit en zone occupée. Les arrestations de Juifs commencent fin juin pour des cas individuels, puis, début juillet, la préfecture et la police vont être impliquées dans la première rafle...

M.P. - Oui...

M.B. - Êtes-vous préparé à assumer les fonctions qui vont être les vôtres ?

M.P. - Pas du tout ! Je tombe en parachute. Avec des soucis affectifs que vous pouvez imaginer..

M.B. - Avez-vous déménagé depuis Vichy ?

M.P. - On ne déménage pas puisqu'on dispose d'un logement de fonction. Et puis, à Vichy, j'étais à l'hôtel. Je n'avais pas grand-chose à amener avec moi. Que mes valises.

M.B. - Lors du départ pour Bordeaux, avez-vous pris le train ? Ou bien la voiture ?

M.P. - Le train. Je n'avais pas de voiture personnelle. Je ne sais plus si l'on est passé par Paris, ou si l'on s'y est rendu directement...

M.B. - Le 15 juin 1942, votre père meurt... Avez-vous pris un congé ?

M.P. - Non. Je me suis rendu à son chevet. Je suis venu à Bordeaux pour m'installer. Puis je suis reparti aussitôt. J'ai fait la navette deux ou trois fois.

M.B. - C'est ce que montre votre agenda pour l'année 1942, que vous avez conservé. On y lit :

« Lundi 1^{er} juin. Papa tombe malade. Installation comme Secrétaire général de la Gironde. Visite M. Marquet, maire de [58] Bordeaux. Départ de Bordeaux pour Vichy. Mardi 2 juin. Transport de Papa à l'Hôpital Pereire. Vichy-Boussac. Rentrée à Vichy de Paulette et Linette. Mercredi 3 juin. Papa à Pereire. Prévenu à Vichy de la maladie de Papa. Vichy-Paris-Gretz avec Paulette et Linette. Jeudi 4 juin. Papa à Pereire. Gretz. Visite Dr Thomeret (...). Samedi 6 juin. Rentrée de Papa à Gretz (...). Mardi 9 juin. Intervention du Dr Thomeret (...). Jeudi 11 juin. Gretz. Départ pour Bordeaux. Vendredi 12 juin. Bordeaux. Dîner chez M. Boucoiran. Samedi 13 juin. Bordeaux. Départ pour Gretz. Dimanche 14 juin. Gretz. Visite du Dr Thomeret. Lundi 15 juin. Mort de Papa vers 22 heures (...) Jeudi 18 juin. Obsèques civiles de Papa 11 h à Gretz. Inhumation au cimetière de Gretz. Départ pour Bordeaux avec Linette... »

Quel fut votre état d'esprit en ces pénibles circonstances ?

M.P. - Que d'émotions fait resurgir la lecture de cet agenda sauvé de la destruction ! C'était d'abord cela qui comptait pour moi ! Le reste devenait secondaire. Tout se brouillait dans mon esprit. Là aussi, c'est un peu comme mon retour de Syrie : je n'avais pas tout à fait mon libre-arbitre et mon autonomie. Parce que si je les avais eus, je n'aurais peut-être pas cédé aux appels de Sabatier !

M.B. - Lors de votre prise de fonction, vous avez fait des visites protocolaires...

M.P. - Forcément ! Le Maire Marquet, Monseigneur Feltin, le Grand Rabbin Cohen, le Pasteur protestant, le Premier Président, le procureur général... J'ai rendu les visites d'usage... Mon préfet, Monsieur Boucoiran, m'a invité à déjeuner...

M.B. - Avez-vous prêté serment au Gouvernement de Vichy lors de votre prise officielle de fonction ?

M.P. - Non Monsieur !

M.B. - Pourriez-vous précisez ?

M.P. - Écoutez... Le jour de la prestation de serment devant Sabatier, parce que les fonctionnaires régionaux prêtaient serment devant leur chef direct, eh bien, je n'étais pas là. Je me trouvais à Gretz au chevet de mon père. On ne peut pas repérer ma signature, sauf à la contrefaire...

M.B. - De toute manière, on peut prêter serment et ne point être fidèle au gouvernement dans son for intérieur... C'était un serment forcé, non volontaire, qu'ont subi tous les fonctionnaires français...

[59]

M.P. - Mais celui-là même, je ne l'ai pas prêté ! Quand je suis rentré de Paris, Sabatier m'a dit : « Vous savez, il faudrait signer. » Alors, là, j'ai quand même usé d'une certaine influence, au moins affective, que j'avais sur lui... Je lui ai rétorqué : « Écoutez, n'insistez pas. » Il n'a pas insisté ...

[61]

III

UNE PRÉFECTURE OCCUPÉE

[Retour à la table des matières](#)

[63]

Le travail administratif

[Retour à la table des matières](#)

M.B. - En juin 42, à Bordeaux les administrations vichyssoises sont bien en place et fonctionnent : une mairie, une police, des services de l'occupation très structurés, sans parler des bureaux allemands...

M.P. - Bien sûr. Ceux-ci étaient largement dominants, sinon en effectifs, du moins en pouvoir. Nous arrivons dans une forteresse, une zone interdite en zone occupée !

M.B. - Sur le terrain, Sabatier, Chapel et vous, découvrez une ville connue ?

M.P. - Totalement inconnue. Pour moi, en tout cas...

M.B. - Comment avez-vous réagi en présence des fonctionnaires de l'équipe antérieure ? Boucoiran, le préfet délégué de la Gironde, votre chef direct, l'intendant régional de Police Duchon, le Divisionnaire Frédou, chef régional de la Sécurité publique ? Sans parler de l'appareil préfectoral hérité de l'équipe précédente, ultra-pétainiste, très suspicieux à votre encontre. Dans quel état d'esprit la passation de pouvoir s'est-elle réalisée ?

M.P. - Pierre-Alype et Reige étaient collaborationnistes. Nous sommes arrivés en contre-pied.

M.B. - Les Allemands étaient installés dans la préfecture du temps de Pierre-Alype...

M.P. - Avec Sabatier, ils en sortent ! Nous étions un peu l'antithèse. Autour des fonctionnaires républicains du département, des anciens élus, de la population, nous avions la réputation, difficile à porter vis-à-vis de l'occupant, que s'en allaient des collaborationnistes et venaient des patriotes.

M.B. - Des patriotes ?

M.P. - Oui. Laval a nommé Sabatier en connaissance de cause dans une ville et un département qui étaient à l'époque - on l'a [64] oublié aujourd'hui - très orientés à gauche. C'est un poste important, Bordeaux. Il y avait de surcroît la base sous-marine à Bacalan...

M.B. - Vous vous heurtez à une organisation préfectorale, à des habitudes, à des fonctionnaires déjà présents en poste à Bordeaux, en confrontation avec l'ennemi, mais aussi qui ont adhéré, plus ou moins, à la politique de Pétain depuis 1940, dans une cité dominée par Marquet, un des ténors de la collaboration ?

M.P. - Oui... Nous prenons nos fonctions avec la modération et la prudence qui dominaient tous les actes et les paroles de Sabatier. Pas de démonstration spectaculaire.

M.B. - Que pensez-vous de l'intendant de police René Duchon ?

M.P. - Un type bien ! C'était d'abord un officier de l'armée française, un colonel. Déjà ça... Malin comme un singe ! Il a passé son temps à rouler les Allemands... Moi je m'entendais bien avec Duchon, mais uniquement sur le plan personnel. Je n'avais avec lui aucune relation fonctionnelle, ne m'occupant pas des problèmes de police, qui relevaient du seul pouvoir du préfet régional.

M.B. - Le commissaire Frédou, chef de la Sécurité publique de Bordeaux ? N'était-il pas l'homme clé de Duchon ?

M.P. - Semble-t-il... Il était contrôleur général de la région. C'est Chapel qui avait des rapports avec Frédou et Duchon... Pas moi.

M.B. - Au sujet d'André Frédou, qui est le seul fonctionnaire français en poste à Bordeaux sous l'occupation à avoir été poursuivi à la Libération pour « trahison » (son procès a abouti à un non-lieu), l'intendant Duchon, déclara lors de son témoignage du 8 février 1945 devant le juge d'instruction Nussy-Saint-Saëns :

« Comme Intendant de police à Bordeaux, j'avais sous mes ordres un certain nombre de chefs de service, douze exactement et en particulier Frédou, lorsqu'il était commissaire divisionnaire à la Sécurité Publique. Dans cette fonction Frédou était plus spécialement chargé d'être mon conseiller technique en matière de Police. Je dois dire que j'étais satisfait du travail de Frédou mais il faut ajouter que lorsqu'il a été promu Contrôleur général, son activité s'est notablement ralentie. Je précise que comme Contrôleur Général, Frédou n'était plus sous mes ordres, mais sous ceux du Ministre ; toutefois, sur les instructions du Préfet Régional Sabatier, Frédou continuait officieusement son rôle de conseiller [65] technique et de chef de la Sécurité Publique auprès de moi. C'est dans ces conditions qu'il a pu être amené à signer des documents à ma place.

Je précise que d'une manière générale et absolue, je signais tous les documents de décision émanant de l'Intendance de Police ; il n'y avait que lors de mes absences que ma signature était déléguée à Frédou. Mais j'ai maintenant la certitude que les chefs de service, en plus des documents dont ils avaient normalement la signature, s'étaient arrogés le droit de signer des documents qu'ils jugeaient bon de ne pas me soumettre. »

Après la lecture de ce document, permettez-moi de vous livrer une impression, ou une intuition générale : dans votre dossier, personne ne s'est vraiment intéressé au partage des tâches au sein de l'appareil policier. Or celui-ci, nous y reviendrons, était central, notamment en matière de rafle et de surveillance des convois, comme dans le processus d'imposition de l'étoile jaune ou dans le contrô-

le tatillon des identités et du déplacement des victimes juives. Frédou, en particulier, jouera un rôle « technique » décisif, de la première à la dernière rafle...

M.P. - Frédou était patriote, prudent, et aussi diplomate avec les Allemands. Il est intervenu pour sauver qui il pouvait. Mais il est certain que son rôle fut central en matière d'action policière. Sous le contrôle du préfet régional qui tenait particulièrement à avoir en permanence la haute-main sur la police, et sous celui de l'intendant Duchon, parfois dépassé en tant que militaire détaché à cette fonction.

M.B. - Vous parlez peu de Boucoiran, votre chef direct, c'est-à-dire le Préfet délégué du département de la Gironde, en poste depuis 1941...

M.P. - On n'en parle pas à cause de lui ! Parce qu'il était en retrait... Mais c'était un brave homme... Il avait les réactions des vieux préfets de la Troisième République, aux ordres du gouvernement... Il servait, mais sans zèle particulier. Avec de la distance, de l'apathie. Une désinvolture apparente, comme si, en fin de carrière, il était blasé, élimé par la politique. Non... Il était incolore, inodore et sans saveur. Mais j'aimais bien Boucoiran... Il a toujours été cordial avec moi...

M.B. - Avenant ?

M.P. - Très gentil ! Plein de civilité. Il adorait les réceptions...

[66]

M.B. - Certains documents de la Résistance parlent de lui comme d'un « germanophile, à écarter absolument ».... Était-il mondain ?

M.P. - Surtout sa femme, qui était une très belle femme...

M.B. - Permettez-moi de m'étonner du portrait que vous dressez *a posteriori*. L'historien, qui n'est pas dans la coulisse, observe un système administratif dans lequel, certes, le style des hommes, leur personnalité jouent, mais où les choses sont aussi très réglementées, hiérarchisées. Même si sous le régime d'exception

que fut Vichy, et sous l'occupation bordelaise, intervinrent des circonstances qui bouleversèrent la logique administrative traditionnelle...

M.P. - Je ne vois pas où vous voulez en venir...

M.B. - Je dispose de copies de documents nombreux, signés Boucoiran, qui montre qu'il n'était point la potiche que l'on veut nous faire croire...

M.P. - De quoi parlez-vous ?

M.B. - En tant que chargé de l'administration du département de la Gironde par le préfet régional Sabatier, il dirigeait par exemple la police administrative des étrangers, mais aussi il est intervenu dans la mise en place de la politique du Service du Travail obligatoire en 1943. Il a signé de nombreuses expulsions d'espagnols dits « rouges », a supervisé le départ des convois de travailleurs forcés vers l'Allemagne, a assumé ses prérogatives en matière d'internement administratif. Je citerai par exemple une lettre du 27 octobre 1942, adressée au chef de la sécurité publique, Frédou. Là, le préfet de la Gironde, votre chef direct avant Sabatier, étale une volonté d'autorité... Voici ce document :

« Le Préfet Régional m'ayant plus particulièrement chargé de l'Administration du département, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir passer à mon cabinet, à 9 h 45, tous les matins.

Je tiendrais, en effet, à être tenu au courant de tout ce qui pourra se passer au point de vue Police, dans le département dont, comme moi-même, vous avez la charge.

Tous les Lundis, à 15 heures, une conférence réunira dans mon cabinet, avec le Secrétaire général, les Sous-Préfets du Département, les chefs de Division, l'Intendant départemental du Ravitaillement.

[67]

Je vous prierai de bien vouloir également y assister, tout au moins au début de chaque réunion.

*Le Préfet délégué,
Boucoiran. »*

M.P. - J'ai pu assister à ces conférences, mais je n'en ai pas gardé le souvenir. Face au système régional de police qui se met en place, et face à la préfecture régionale, le préfet délégué essaye de défendre là ses prérogatives départementales... Mais c'était un homme effacé...

M.B. - Il montre des velléités de contrôle journalier de la police. D'autres documents peuvent laisser penser qu'il avait une certaine tendance à exécuter rapidement et sans état d'âme les ordres du gouvernement de Vichy. On peut donner deux exemples symptomatiques... Dans le même sens que la lettre précitée, montrant son implication personnelle dans les affaires de police, le 21 juin 1943, il adresse à tous les maires du département de la Gironde cette circulaire :

« Le Chef du Gouvernement vient d'appeler spécialement l'attention sur les sanctions à appliquer aux fonctionnaires réfractaires du Service obligatoire du Travail ou à ceux qui, dans le cadre de leur activité professionnelle, inciteraient les jeunes gens soumis au Service obligatoire du Travail, à se soustraire à leurs obligations.

Comme suite à ses instructions, j'ai l'honneur de vous faire connaître que, conformément à la ligne de conduite que s'est tracée le Gouvernement, des mesures très sévères seront prises, dans ces deux cas, contre les fonctionnaires qui donneraient l'exemple de l'indiscipline.

Toute insoumission ou toute contribution à leur insoumission, de la part des fonctionnaires ou agents de l'État, des départements, des communes et collectivités publiques, devront immédiatement entraîner, sur le plan administratif, la révocation des intéressés sans préjudice des mesures répressives prévues par les textes législatifs réglementant le Service obligatoire du Travail.

Je vous prie de vouloir bien tenir tout particulièrement compte de ces directives, en ce qui concerne le personnel des Administrations relevant de votre autorité.

Je veux d'ailleurs espérer que les circonstances ne donneront [68] pas l'occasion d'avoir à les appliquer Je vous serais obligé, en tout cas, de me tenir immédiatement informé de tous faits de cette nature qui pourraient se produire.

*Le Préfet Délégué,
Boucoiran. »*

N'est-ce pas là un texte dans la ligne gouvernementale de Laval, appuyée par Maurice Sabatier ?

M.P. - Le contexte exige pour le moins une certaine prudence d'interprétation...

M.B. - Tout est question d'interprétation, effectivement. Mais certains comptes-rendus de conférences préfectorales régionales, révèlent le zèle de Maurice Sabatier en matière de « STO ». Cette adresse aux maires de la Gironde peut être interprétée dans un sens de connivence instantanée avec la logique lavaliste à l'ordre du jour...

M.P. - Vous allez vite en besogne. Boucoiran écrit tout de même : « *Je veux d'ailleurs espérer que les circonstances ne donneront pas l'occasion d'avoir à les appliquer...* » Ce qui était peut-être une manière de se démarquer tout en ayant l'air d'appliquer les instructions.

M.B. - Un autre texte mérite d'être cité ici afin d'apprécier son préfectorat de la Gironde. C'est un document qui revêt une dimension policière. Le 12 janvier 1944, Boucoiran transmet à l'intendant régional cette note concernant une question de police administrative :

« Par sa dépêche citée en référence, M. le Préfet Régional vous a transmis le texte de la circulaire du 9 décembre 1943 de M. le Chef du Gouvernement, Ministre, Secrétaire d'État à l'Intérieur aux Directeurs des services extérieurs de l'Administration Pénitentiaire touchant les dis-

positions à prendre pour éviter les évasions de détenus des maisons d'arrêt, et plus spécialement d'individus inculpés d'activités communistes, anarchistes, terroristes ou subversives.

Des événements récents et graves m'inclinent à vous rappeler de façon très instante ces instructions, et à appeler votre attention sur la nécessité de faire preuve, plus que jamais, de la vigilance et de la circonspection qui s'imposent en la matière.

Je vous serais obligé de me rendre compte, en m'accusant [69] réception de la présente lettre, de vos diligences pour l'exécution de ces prescriptions, aussi bien que des difficultés que vous auriez pu rencontrer.

*Le Préfet délégué,
Boucoiran. »*

L'intendant Duchon fit savoir aussitôt que les mesures adéquates, qui ne concernaient pas les policiers en première instance mais les fonctionnaires de l'administration pénitentiaire, avaient été prises...

M.P. - Vous êtes là en présence d'une routine de transmission d'instructions sur le papier plus que d'initiatives personnelles de Boucoiran donnant des ordres d'action. Moi, j'étais totalement étranger à ces matières. Ce type de document montre clairement que je n'étais pas le « préfet bis » de la Gironde, comme mes adversaires m'ont accusé de l'être. Boucoiran assumait bien ses fonctions !

M.B. - En matière de contrôle administratif et pénitentiaire, qui s'exerçait notamment sur le camp de Mérignac et sur les internements, le pouvoir du préfet délégué de la Gironde n'est pas en effet une fiction... A tel point que dans une note du 5 février 1945 adressée au procureur général de la Cour d'Appel, le Commissaire de la République, Gaston Cusin, écrivait au sujet de Boucoiran :

« Je crois devoir vous saisir, afin d'ouvrir éventuellement une information judiciaire, du dossier de M. Boucoiran, ex-préfet délégué.

Sans doute, la Commission de vérification des internements a demandé sa libération ; suivant cet avis motivé, M. le Préfet de la Gironde a libéré

l'intéressé. Toutefois, il a été assigné à résidence surveillée, car je persiste à penser que la signature en blanc d'ordres de réquisition en faveur de la Milice constitue un fait grave qui relève de l'autorité judiciaire.

L'explication donnée par cet ancien fonctionnaire, selon laquelle il avait confiance en M. Franck me paraît aggraver et non atténuer son cas, puisqu'aussi bien M. Franck a été condamné à mort et exécuté pour son activité comme chef de la Milice. »

M.P. - Oui, je me souviens de ce dossier. Je n'ai pas voulu accabler un mort...

[70]

M.B. - En tant que secrétaire général de la Gironde, vous arrivez brutalement dans un poste qui n'est plus simplement un travail de bureau, comme à Vichy...

M.P. - Vous savez, le poste de secrétaire général reste à dominante administrative !

M.B. - Parce que c'était « administratif » ? Cela vous a rassuré, au départ ?

M.P. - Certainement !

M.B. - Quand avez-vous découvert, après votre prise de fonction, la réalité des services dits « de l'occupation » surajoutés aux tâches normales d'un secrétaire général de département ?

M.P. - Au fil des jours, des semaines et des mois.

M.B. - Il s'agissait de dix services annexes, dont certains se trouvaient éloignés de la préfecture...

M.P. - Oui. Ils étaient d'ailleurs occupés par des non-fonctionnaires, des contractuels...

M.B. - Avez-vous connu Tabart-Robert, Préfet honoraire, responsable de ces services ?

M.P. - Il s'occupait des réfugiés...

M.B. - On a l'impression, du point de vue qui est le nôtre aujourd'hui, par exemple pour les affaires juives, que vous ne percevez pas tout de suite toutes les implications des dossiers traités...

M.P. - Je le confirme !

M.B. - Combien de temps avez-vous mis pour prendre la mesure de ces problèmes ?

M.P. - Quelques mois, quand même !

M.B. - L'attribution de ces services exceptionnels a-t-elle été la volonté de Sabatier ?

M.P. - Nullement. Ces services se trouvaient déjà dans les attributions de mon prédécesseur.

M.B. - Comment s'est déroulée votre arrivée à Bordeaux ? Sabatier vous a-t-il reçu ?

M.P. - Oui. Mais je suis arrivé très discrètement. Il n'y a pas eu d'orphéon !

M.B. - Que vous a-t-il demandé au niveau de la prise de responsabilité ? Comment vous a-t-il présenté vos attributions ?

M.P. - Ne pensez pas qu'un fonctionnaire nommé à un poste quelconque peut choisir ses attributions ! Il hérite de celles attachées aux fonctions qu'on lui propose. De plus, on avait tellement l'habitude de travailler ensemble, que Sabatier ne

m'a pas dit [71] grand-chose. Il a fait une note de service de répartition des tâches, conforme à la réglementation et à ses éventuels pouvoirs.

M.B. - Vous avez tout de même accepté d'assumer la responsabilité des services relevant de l'occupation...

M.P. - Oui, je sais ! On m'a reproché d'avoir accepté et exercé de mon plein gré telle ou telle attribution. Ce sont des billevesées ! « Accepter.. » C'est un mot dénué de sens ! Je ne pouvais accepter de m'occuper de ceci et refuser de m'occuper de cela ! J'ai des fonctions. Je les remplis, à l'instar de mon prédécesseur Delannet.

M.B. - Avez-vous établi avec le préfet régional, votre « patron », des rapports de confiance sans arrière-pensée ?

M.P. - Nos rapports ne changeaient pas. Ils étaient familiers à Paris ou à Vichy. Ils ont continué à être familiers à Bordeaux, jusqu'à un certain point. Au début, du moins...

M.B. - Sur le plan personnel, d'accord. Mais au niveau des relations de travail ? Ce n'étaient plus les mêmes fonctions. Comment a été négocié le partage concret du travail ?

M.P. - Je n'avais rien à négocier ! Un secrétaire général remplit des fonctions définies par la loi et la tradition depuis Napoléon. Ceci étant dit, mon « patron », comme vous dites en oubliant Boucoiran, a établi des notes de service répartissant les tâches.

M.B. - Il n'y a pas eu de discussion entre vous et lui ?

M.P. - Non... Impensable !

M.B. - Ces notes, est-ce Sabatier qui les a produites ou bien vous en a-t-il confié la rédaction ?

M.P. - Naturellement, c'est le patron... J'ai pu mettre la main à la pâte, mais c'est lui qui a défini le cadre...

M.B. - Donc vous rentrez déjà dans un système...

M.P. - Je n'aime pas du tout ce mot de « système », qui est en l'espèce dénué de sens. Il avait confiance en moi ! Un point, c'est tout ! Le libre-arbitre, ça existe tout de même !

M.B. - Mais existaient tout de même les affaires réservées du préfet régional, alors que vous, vous n'aviez théoriquement à gérer que le département de la Gironde ?

M.P. - Oui, c'est exact.

M.B. - Sabatier s'est réservé des affaires à traiter. C'est ce que montre un document de mai 1943 transmis par son cabinet aux Allemands concernant la répartition des compétences entre la préfecture régionale et la préfecture départementale. Cette pièce, [72] perdue parmi plus de 20 000 documents, constituait la clé de votre procès. Elle montrait en effet que contrairement aux thèses défendues par l'accusation, mais surtout par le Président de la Cour d'Assises, Maurice Sabatier avait explicitement décidé de s'emparer des questions les plus délicates, au cœur desquelles se trouvaient évidemment les affaires juives, dont les rafles et les convois. L'accusation a prétendu que c'est vous qui aviez seul autorité sur ces problèmes. Cette note de Maurice Sabatier prouve l'inverse, d'autant plus qu'elle est transmise aux Allemands et qu'il s'agit du seul document montrant le pouvoir personnel du préfet régional en la matière. D'ailleurs, devant le Jury d'Honneur, Maurice Sabatier avait confirmé qu'il « assumait l'entière responsabilité de la répression anti-juive dans le ressort de sa préfecture », et qu'il n'imaginait pas que Maurice Papon ait pu prendre des mesures quelconques en dehors des décisions que lui-même, préfet régional, crut nécessaires d'assumer. Ce document,

pourtant non cité par lui, fut confirmé au niveau de l'analyse - par le Réquisitoire définitif de l'Avocat général De Fos Du Rau du 19 décembre 1995, lequel concluait initialement au non-lieu (cf. p. 144). Face à cette évidence monumentale, aveuglante, les querelles de signatures apparaissent absolument dérisoires. Ce furent des erreurs d'architecture dans votre procès ! Cette note donne la clé du sens de toutes vos signatures. Il est écrit clairement, noir sur blanc :

« Le Préfet régional de Bordeaux a placé l'administration du Département de la Gironde entre les mains de M. Boucoiran, Préfet délégué, tout en se réservant certaines prérogatives qu'il estime actuellement comme étant particulièrement importantes, notamment : les Affaires concernant l'occupation, les réquisitions allemandes, ainsi que les affaires concernant la circulation, les carburants et les juifs. »

M.P. - Ce document est d'autant plus capital qu'il complète dans un sens très clair les notes de service émanant de Sabatier lui-même. Même si cela ne vous paraît pas pensable, il a été occulté lors des débats... Il se trouvait dans l'instruction, mais personne, pas même moi, n'en a fait état.

M.B. - À la lecture des minutes de divers rapports, on remarque la manie qu'a le préfet régional de réécrire les rapports [73] de ses subordonnés. Sabatier semblait très tatillon. Il veut tout contrôler et fait refaire éventuellement les copies...

M.P. - Oh oui ! Tout le temps ! Les notes intérieures, peut-être pas. Mais les notes extérieures, il les remaniait tout le temps !

M.B. - Sabatier portait-il une grande attention aux contacts avec Paris, avec les autorités supérieures et allemandes ?

M.P. - Dans l'utilisation des épithètes ou des adverbes, il se montrait toujours prudent et très pointilleux.

M.B. - Cela signifie qu'il tenait personnellement et en permanence, le système en main. Il délègue les affaires, mais il les contrôle aussi.

M.P. - C'était lui le préfet régional !

M.B. - Comment le contactiez-vous dans la routine quotidienne ?

M.P. - En principe - en principe parce qu'il y avait beaucoup d'exceptions et donc peu de routine, comme vous dites - je le rencontrais le matin à 11 heures. Je venais rendre compte des problèmes importants, ou je sollicitais des signatures obligées... hiérarchiquement parlant, comme cela se fait. Il n'y a pas de mystère...

M.B. - Vous travaillez, vous, au niveau de la préfecture de la Gironde, pas de la préfecture régionale... La difficulté, c'est qu'il y avait deux préfectures en une.

M.P. - C'était effectivement une difficulté. Sabatier m'a prié parfois de résoudre des problèmes régionaux. Alors là, c'était avec l'intendant des affaires économiques... C'était surtout lui, puisque Duchon, la police, c'était le directeur de cabinet.

M.B. - La police, dont le pouvoir ne peut être administrativement délégué, constituait-elle l'essentiel des « affaires réservées » du préfet régional ?

M.P. - Oui. Incontestablement.

M.B. - Parmi beaucoup d'autres, un document du 24 septembre 1942 montre que, comme vous le signaliez précédemment, le directeur de cabinet de Sabatier, Jean Chapel, avait des rapports suivis avec l'intendant de police. Il s'agit d'une note adressée à Duchon, avec la mention « très urgent », émanant du cabinet du Préfet régional et traitant de la répression des juifs :

« De nombreuses arrestations de Juifs Roumains vont avoir lieu incessamment à Paris et dans la région parisienne.

[74]

Les Autorités Allemandes demandent qu'une surveillance très étroite soit exercée par la Police et la Gendarmerie dans toute la région borde-

laise, afin de procéder à l'arrestation de tous les Juifs qui tenteraient, à la suite de ces mesures, de franchir la ligne de démarcation.

La surveillance devrait porter notamment sur les gares, les bifurcations importantes et les localités frontalières.

La Délégation du Ministère de l'Intérieur à Paris a confirmé qu'il pouvait être déféré à la demande de Police de Sûreté.

Je vous prie de prendre immédiatement toutes mesures utiles pour que soit effectuée une surveillance spéciale des points de passage signalés.

Le Préfet régional. Pour le Préfet régional. Le Directeur de cabinet (signé Jean Chapel). »

En en-tête du document, on peut lire le paragraphe de l'intendant qui a désigné le commissaire Frédou pour avertir la gendarmerie et la police des mesures à prendre. Celles-ci furent appliquées dans toute la région, sans coup férir...

M.P. - Ce document montre qu'en matière de police, le secrétaire général ne disposait d'aucun pouvoir. Par contre, le rôle du préfet régional et de son cabinet est bien mis en évidence.

M.B. - En ce qui concerne la vie quotidienne de la Préfecture, habitiez-vous vous-même en dehors des locaux ?

M.P. - Absolument

M.B. - Sabatier y avait des appartements ?

M.P. - Il résidait dans un hôtel particulier au Bouscat. Et moi à Bordeaux, rue David Johnston, dans un appartement de fonction que j'héritais de mon prédécesseur.

M.B. - Le salaire d'un secrétaire général sous l'occupation était-il important ?

M.P. - Il y avait le logement personnel. C'est en nature, mais c'est beaucoup. Je suis incapable de vous dire, dans les francs de l'époque, quels étaient mes émoluments. Mais ça peut se retrouver facilement dans les archives...

M.B. - Vous étiez chef du personnel du département de la Gironde...

M.P. - Oui. Le secrétaire général est par principe chef du personnel, qu'il faut bien gérer, à la fois dans l'intérêt du service public et dans l'intérêt des fonctionnaires.

[75]

M.B. - Les tâches administratives, dans leur routine, sont difficiles à concevoir pour quelqu'un de l'extérieur... Un chauffeur venait vous chercher à domicile ?

M.P. - Oui...

M.B. - Vous arriviez à quelle heure ?

M.P. - En principe à neuf heures...

M.B. - Surveillance du personnel, de la prise de poste ?

M.P. - Non. Je ne faisais pas le garde-chiourme. D'abord, je triais la correspondance réservée, que m'amenait le bureau du courrier. Avec d'un côté, pour le courrier « passif », reçu à la préfecture, les affaires ordinaires, qui étaient redistribuées avec mes instructions ou mon visa vers les services concernés, intérieurs.

En dehors des centaines de lettres ordinaires, étaient à régler les « affaires signalées », qui partaient dans le circuit hiérarchique de la préfecture départementale, étant entendu que le courrier concernant le préfet régional lui était généralement adressé via son propre cabinet. Pareil pour le courrier actif, de la préfecture vers l'extérieur, qui devait être trié afin de respecter la voie hiérarchique. Même travail de supervision et de signature dans la correspondance énorme avec les

autorités d'occupation après réception du service des traductions. J'étais aidé pour cela par mon secrétariat personnel (Mademoiselle Feuillerat Jacques Dubarry...).

Il y avait ensuite, variables selon les jours, les conférences avec les chefs de divisions... Sans parler des audiences souvent liées à des demandes d'autorisation de circulation ou consacrées à des délégations de maires de la Gironde. Pour les cas les plus importants, je contactais Jean Chapel afin de voir le préfet régional et discuter avec ce dernier des problèmes qui nécessitaient sa décision. Sabatier me demandait bien sûr mon avis, après avoir pris éventuellement celui de Jean Chapel, de Boucoiran, des intendants régionaux... Mais, vu son caractère, il décidait en toute connaissance de cause. Sur l'affaire de la prestation de serment, par exemple, il m'a suivi sans m'imposer sa décision, tout en insistant. J'ajoute que j'avais aussi des comptes à rendre à mon supérieur direct, le préfet de la Gironde, Boucoiran, qui souhaitait être informé. C'était toujours un contact agréable, car Boucoiran était d'humeur égale. Alors que Sabatier était un bouledogue !

M.B. - Si l'on considère que vous avez signé toutes les lettres des services de l'occupation, on découvre votre rôle de « tri postal »...

[76]

M.P. - Je n'étais pas tout de même une femme de ménage à la préfecture !

M.B. - Certes. Mais le secrétariat général a servi de centre de tri du courrier...

M.P. - Ce n'était ni aussi clair, ni aussi simple.

M.B. - Le secrétariat général reçoit bien - on dispose des cachets sur les lettres - toutes les lettres qui viennent des Allemands vers la préfecture, et qui sont réparties selon les services compétents pour y répondre. Il y a donc un tri, pour ne pas qu'il y ait d'erreurs. Il fallait les faire traduire aussi. La traduction durait parfois cinq jours...

M.P. - Oui. De toute façon je ne signalais pas tout ce qui passait par mes mains, le système des signatures répondait aux normes administratives classiques. La

signature et la responsabilité sont deux choses distinctes car, en droit administratif français, la responsabilité ne se délègue pas.

M.B. - Vos signatures étaient donc très réglementées... Certaines concernent des rapports d'informations.

M.P. - Oui. Bien sûr ! Je ne fais que cela, enregistrer et informer ! C'est vraiment le cœur de ma fonction de secrétaire général. Je n'étais pas un décideur ! À fortiori pour les affaires réservées qui sont du domaine du préfet et de son cabinet... surtout quand il s'agit d'affaires aussi graves que les déportations. Vous êtes obsédé par mes signatures, parce que les documents produits contre moi lors de l'instruction et du procès sont signés souvent, sinon toujours, par moi. Mais c'est parce qu'on n'a sorti des archives que les papiers signés « Papon »...

M.B. - Certes, mais sans vos signatures, il n'y aurait pas eu de procès. Ce sont elles qui vous ont fait accuser et ce sont elles qui ont fait impression et donné le sentiment que vous étiez responsable. Cependant comme vous êtes amené à signer un très grand nombre de documents comme secrétaire général, il convient de distinguer d'abord celles qui faisaient partie de vos responsabilités statutaires et fonctionnelles directes comme par exemple, les notes de services concernant l'organisation de la préfecture ou la gestion du personnel. Là, votre responsabilité est directe, c'est vous qui prenez les décisions et qui assumez devant le préfet du département. En terme de signature, c'est votre seule responsabilité.

Mais de plus le secrétaire général centralise les informations (le courrier reçu par exemple) et les enregistrements de la machine [77] administrative sans pour autant être responsable de ce qui passe sous sa signature. C'est le cas de deux autres types de documents signés par vous dont vous n'êtes pas le rédacteur mais l'« enregistreur » ou le « transmetteur » du haut vers le bas ou du bas vers le haut.

Prenons un exemple de chacun des cas : Un ordre de Sabatier peut être signé par vous avant diffusion vers les services concernés (par exemple l'intendance de police), mais c'est le préfet qui a donné l'ordre et rédigé la lettre, pas vous, c'est la responsabilité du préfet régional qui se trouve engagée. C'est comme cela qu'a fonctionné Sabatier notamment dans ses affaires réservées les faisant signer soit par son directeur de cabinet soit par le secrétariat général. Ceci n'implique en au-

cun cas une délégation de responsabilité. Le Conseil d'État confirme expressément cette interprétation classique du droit administratif français, comme vous l'avez déjà fait remarquer, pas son arrêt du 28 juin 1957.

Le président Castagnède n'a sans doute pas eu connaissance de cet arrêt qui l'aurait dispensé de longues heures d'interrogatoires sur cette question.

Deuxième exemple en sens inverse : Lorsque Pierre Garat prend une décision et s'adresse à un supérieur hiérarchique (par exemple l'intendant de Police ou le chef d'escadron de la Gendarmerie) il use de la signature hiérarchique du secrétaire général, lequel n'est pas non plus responsable des affaires décidées par Garat sous l'autorité du préfet ou de l'intendance de police et souvent directement avec les Allemands, quelques fois par téléphone. Le courrier que Garat rédige alors à posteriori est la mise en forme administrative de sa décision qui doit avoir une transmission par voie hiérarchique sans pour autant que le signataire soit responsable de l'affaire traitée. Là non plus, le secrétaire général n'a pas dicté la lettre. Certes il peut influencer et vous l'avez fait souvent sans remettre pour autant en cause le principe fondamental de la responsabilité de Garat. Ce dernier fonctionnait d'ailleurs comme cela du temps de votre prédécesseur avec une marge de manœuvre encore plus grande, nous reviendrons sur cette question lors de l'examen de la rafle de juillet 42.

Il semble que ce soit aussi la volonté de Sabatier qui a décidé de limiter l'anarchie et l'autonomie des services que l'on constatait sous le préfectorat de Pierre-Alype, où un simple Garat, par exemple, pouvait correspondre en toute autonomie avec les services allemands, sans en référer au cabinet du préfet. Par ce système [78] du contrôle des signatures, Sabatier ne tentait-il pas de maîtriser les contacts avec ses chefs de service ?

M.P. - C'est exact.

M.B. - D'ailleurs, il refusait, sauf cas très grave, de les recevoir lui-même. Le cabinet du préfet, comme le secrétariat général pour la Gironde, servait là de relais.

Il ne faut pas confondre responsabilité administrative et responsabilité technique. La hiérarchie formelle n'est pas la hiérarchie fonctionnelle et décisionnelle. C'est sur cette confusion énorme qu'a démarré le procès. Les débats sur cette question, confus et sous-informés, ont aggravé ce contresens qui ne peut être dissipé qu'avec une analyse minutieuse et objective de toutes les pièces, celles signées par vous... et les autres. C'était le travail de l'instruction de comparer et d'étudier les différents types de signatures. Ceci n'a pas été fait puisqu'on s'en est tenu à une interprétation simpliste et totalement partielle : Sabatier = Papon = Garat. Cet amalgame était indispensable pour que l'accusation soit possible.

M.P. Et encore une fois, il faut comprendre ce qu'étaient le contexte et l'atmosphère dans lesquels on travaillait car derrière la façade administrative écrite il y avait tout ce qui était oral parce que précisément cela ne pouvait en être autrement sans dangers. Vous savez, les événements tarabustaient les hommes.

M.B. - Vous partiez le soir à quelle heure 9

M.P. - Oh... Huit heures...

M.B. - C'était un travail de tous les instants ?

M.P. - Exténuant !

M.B. - Vous déjeuniez à la préfecture ?

M.P. - Non, jamais... Ou chez moi. Ou bien à l'extérieur...

M.B. - En ce qui concerne la gestion des personnels et des services, vous aviez la réputation d'un remarquable organisateur, mais aussi d'un patron très exigeant, autoritaire... D'être une « peau de vache », selon l'expression de certains fonctionnaires préfectoraux en retraite que j'ai interrogés.

M.P. - Je sais qui vous avez interrogé. Je ne suis pas surpris de ce diagnostic. Il est faux.

M.B. - Mais, observent-ils encore, bon, anti-allemand, attentif à la promotion et à la carrière des personnels, facilitées par la création d'une école régionale d'administration en 1942, sous votre impulsion.

M.P. - J'ai été autant exigeant envers mes subordonnés qu'envers [79] moi-même, tout en m'efforçant sans cesse d'être juste et de montrer l'exemple. La préfecture demeurait un recours pour la population dans ces temps impossibles. Il fallait aussi reprendre en main les errements de l'administration précédente. Ordre, sérieux, discipline, travail au service de nos malheureux concitoyens... Oui...

M.B. - Un extrait de votre journal illustre vos propos. Le voici :

« 26.1.44.

En pleine tension, en pleines difficultés, tandis que de graves problèmes sollicitaient mon attention et mes efforts, j'ai dû sévir à l'égard de trois agents pour des futilités. Tandis que je dispensais ce lot de sanctions, mon collaborateur me considérait avec une curiosité mesurée et discrète. Aussi je crus bon de lui tenir un discours et je dis à peu près ceci :

« Voyez-vous, dans une grande maison comme celle-ci, que fréquentent six cents employés, il ne faut pas que la discipline fléchisse. Or, la discipline fléchit toujours par les détails. Prenez les cas qui m'occupent : un chef de bureau a manqué de tact parce qu'il a manqué d'observer la voie hiérarchique. Ce n'est pas un hasard. La catastrophe est au bout quand on ne joue pas la règle. Et ce manque de tact a jeté le trouble dans tout un service dont le chef, en faisant appel à moi pour les redressements nécessaires, m'a donné une confiance qu'il ne fallait pas trahir.

L'autre cas, c'est un retard de dix minutes. C'est grave, car, multiplié par 600, c'est 6 000 minutes perdues à jamais. C'est plus grave encore en qualité qu'en quantité. Le coupable est la femme d'un chef de division et je venais de faire des observations qui s'imposaient à l'une de ses collègues. Le personnel ne m'aurait pas pardonné une discrimination, car s'il pense que je suis juste, il est exigeant sur cette justice et il a raison, car elle n'est jamais assez accomplie.

Pour traverser la tempête, il faut la discipline à bord. Et une discipline d'autant plus exigeante que la tempête secoue le navire.

Cette action de détail, dans le secret d'une préfecture, ignorée, reflétée et multipliée partout, maintient l'Administration et à travers elle le pays. »

Nombreuses sont vos notes de service de secrétaire général qui montrent de la rigueur. Vous ajoutez dans votre journal :

[80]

« 24 février 1944

(..) Être obéi sous le couvert d'une hiérarchie n'est rien. Être suivi par ses mérites propres est tout. C'est la seule définition noble du chef. Elle ne tient pas aux principes mais aux faits. Plus précisément au fait de l'homme, c'est-à-dire à la personnalité. »

M.P. - On se raccrochait à l'ordre quotidien. Il faut parler aussi des moments pénibles, les veilles ou lendemains d'exécution d'otages, comme en septembre 1942, où cet ordre et cette discipline furent nécessaires pour faire face... On recevait et on assistait les familles... Sabatier qui est allé protester chez Luther, a dû affronter cela avec le cabinet... Autour de notre administration, rôdait la mort. Et tout le reste : les déportations des juifs mais aussi des résistants, les convocations au STO et au Tribunal militaire allemand, les amendes de la circulation, les réquisitions d'immeubles, l'évacuation des enfants des écoles lors des bombardements... La destruction, les risques, la délation, la peur, la mort des administrés... Mon journal rend bien compte, en filigrane, de tous ces problèmes et du découragement qu'ils entraînaient. Sans oublier le ravitaillement, qui était un rébus toujours recommencé... J'ai bouloigné, là-bas ! Sans parler de la peur d'être arrêté, du souci de protéger les siens, et à la fin, des risques assumés dans la clandestinité...

M.B. - Quels enseignements retirez-vous de ce premier poste bordelais de terrain, par rapport à votre carrière ultérieure ?

M.P. - Ça m'a donné l'expérience devant l'événement. Par exemple un bombardement. Ce n'était plus de la bureaucratie ! Il fallait aller sur place. Organiser les secours sanitaires, le ravitaillement, les abris... Invraisemblable ! Plus peut-être que la chose administrative, c'est la chose humaine qui m'a focalisé. L'urgence !

M.B. - En ce qui concerne le bombardement de mai 1943... ce qui m'étonne, c'est que vous n'en parlez pas, en termes d'émotions vécues, dans votre journal. Il y a eu plus de 300 morts en quelques minutes. Vous ne parlez pas non plus, redisons-le, dans ce même journal, des rafles de juifs ou du débarquement...

M.P. - En l'occurrence à ces moments-là, je n'avais ni le temps ni l'envie de gribouiller. Il faut se remettre dans la réalité d'alors. Elle était dramatique. Et puis c'était une précaution volontaire, au [81] cas où j'aurais été arrêté et où on l'aurait saisi ! Il y a des choses qu'on ne pouvait pas écrire.

M.B. - Quels sont vos souvenirs de ce bombardement par la RAF autour de la base sous-marine, dans les quartiers de Bacalan ? Y avez-vous assisté ?

M.P. - Oh oui ! Il y a eu les sirènes. Et les Allemands, qui paniquaient. Puis le vrombissement impressionnant des avions. Et l'éclatement des bombes...

M.B. - Vous êtes sorti ?

M.P. - Oui ! J'étais sur le toit de la préfecture. J'ai failli tomber, d'ailleurs. Le bombardement terminé, je me suis évidemment rendu tout de suite sur place, avec les pompiers, les services hospitaliers, et tous les mobilisés de la défense passive. Quel spectacle ! J'ai vu des choses affreuses. Des têtes séparées du corps, des corps ouverts ! Affreux ! Bien plus terrible que d'autres événements moins saisissants dans l'instant du drame. Il y avait du sang, des odeurs de gaz... J'ai un flash

dans mes souvenirs. Je vois les corps ouverts et sanguinolents... Le bombardement a duré une vingtaine de minutes. L'amortissement, des jours et des jours...

M.B. - Bordeaux n'avait ni caves, ni métro.

M.P. - Il était très difficile de protéger la population. On l'avait invitée à évacuer ce que l'on appelait les zones sensibles.

M.B. - Le préfet s'est-il rendu sur place ?

M.P. - Je ne me souviens pas. Boucoiran a dû venir de même que le Maire Marquet...

M.B. - N'étiez-vous pas responsable du SPEG, le service de protection des événements de guerre ?

M.P. - Exactement. Ce service, je l'ai organisé dès mon arrivée, en 42. J'avais même réalisé une mission à Nantes, qui venait d'être écrasée sous les bombes anglaises ou américaines, afin de voir ce qu'ils avaient fait. Cela juste avant un bombardement à Lormont. J'avais mis en place les dispositifs d'aide et de secours.

M.B. - Avez-vous sauvé les enfants ?

M.P. - Absolument. On en a profité même, comme vous le montrez dans l'ouvrage d'Hubert de Beaufort, pour faire fuir en zone libre des enfants juifs...

M.B. - Avez-vous des souvenirs concernant les obsèques des morts des bombardements ?

M.P. - Plus ou moins... Il n'y a pas eu des obsèques pour [82] 340 morts. Des personnes ont pris leur mort pour les enterrer ici ou là. Mais une cérémonie fut tenue à la Cathédrale, avec Monseigneur Feltin, le Maire Marquet, trois ou quatre douzaine de cercueils... C'était impressionnant.

MB. - Avez-vous été sensible à la souffrance des gens ?

MP. - Naturellement ! On passait notre temps à intervenir... Pour alléger la peine des hommes et des femmes... Le plus souvent l'atmosphère était très triste, pesante. Je me souviens de certains soirs, face à des morts visibles comme celle des fusillés ou lors des déportations. Je pourrais vous citer un autre extrait de mon journal... Vous comprendrez, malgré la prudence qui s'imposait et qui fait que je ne pouvais pas m'épancher et me confier totalement dans cet écrit intime :

« 14.1.44

Il marchait à la mort avec joie.

Il écrivit sa dernière lettre. A sa mère naturellement.

Comme il savait qu'il allait mourir le 6 janvier à 16 h 30 - il écrivait le matin du même jour - il traça d'abord ces quelques mots : "Pour moi, l'année 1944 sera courte. "

Plus loin - et après avoir dit que sa tête est vide et ses idées incohérentes - il rassemble, il tente de rassembler toutes ses préoccupations et de donner tous ses conseils en une phrase maladroite et belle :

"Tâchez d'arranger votre vie au mieux. " Il a le bonheur de croire en Dieu - en chrétien joyeux - et à plusieurs reprises il dit sans affectation sa joie de mourir Son âme est prête, dit-il.

Hélas ! le post-scriptum est chargé de tendresse. Il ne peut se détacher, comme cela, de sa mère. Il ne peut s'arracher de ses bras. Le Christ aussi eut des larmes pour la sienne.

Je ne m'inquiète pas pour ce garçon qui est parti heureux vers le seigneur de sa croyance. Tandis que son nom courait ce soir le long des routes, porté par les fils qui devaient démentir ou confirmer Il était déjà mort. Depuis sept jours. Ainsi va le destin des vivants qui parlent pour rien et des morts retournés au silence. Ainsi tremble la fragilité des temps présents.

Je pense à la maman.

Je ne m'endormirai pas ce soir dans la plénitude du cœur.

J'oublierai de noter une pensée admirable : la confiance de ce croyant de retrouver après la mort celle qu'il laisse : cette dernière [83] pensée dominée, comme pour noyer les dernières larmes, dans la promesse lumineuse du lendemain. »

Des passages entiers de mon journal décrivent mes états d'âme d'homme abattu, parfois découragé. Nous vivions dans une attente aussi. Dans l'espoir. Nos pensées étaient tristes.

Ainsi, ce propos d'inspiration gidienne :

« 11.4.43.

J'ai vécu aujourd'hui dans l'attente. Dans l'attente d'un événement. Un coup de téléphone, une visite, une déchirure du ciel. L'événement n'est pas venu. Pas de déception puisque je n'espérais rien et ne désirais rien. Ou plutôt, je savais que mon désir secret ne pourrait aujourd'hui s'exaucer Cette attente m'a porté dans une nonchalance confuse jusqu'à ce soir »

Ainsi, cette réflexion plus pragmatique :

« 17.9.43.

L'événement ne répond que rarement à l'attente. Il surgira un jour, à l'improviste. Il faut être toujours prêt. »

Ainsi, cette méditation sur un être perdu :

« 24 septembre 1943.

Il aurait 29 ans, ce frère que la famille ne m'a point donné et que la vie m'a refusé.

C'est aujourd'hui son anniversaire ; l'anniversaire du frère que la mort m'a ravi et que la terre d'Alsace a enseveli.

Depuis août 39 que je l'ai quitté ! 4 ans que je ne l'ai revu et il est encore tout frais dans ma mémoire, comme si je venais de le quitter

Il est demeuré, il est vrai, dans ma vie longtemps après sa mort, comme ces étoiles éteintes qui irradient encore de leur lumière jusqu'à nous.

Je ne sais plus quel mois de 1941, j'ai appris la nouvelle. Mais je n'y ai pas cru tout de suite, car je croyais plus fort en son étoile. Et entre sa mort et son étoile, j'allais vers l'étoile. J'ai réalisé sa mort après juin 1942, après la mort de mon père. Comme si le désert qui se créait autour de moi repoussait jusqu'à l'espoir de revoir le frère que j'avais tant aimé. Depuis lors, j'ai compris que l'étoile l'avait trahi. Je ne crois plus aux étoiles.

Mais je crois à la fidélité de mon cœur.

[84]

Je crois que nous retrouverons son sommeil d'Alsace.

Je crois que l'amour n'est pas vain, qui fait tant souffrir

(Il y a des jours où je souffre tant que je voudrais tout chasser de mon cœur et de mes souvenirs, même lui.) »

Ainsi, l'expression d'un réflexe professionnel :

« 29.11.43

Depuis plus de 18 mois que j'ai la responsabilité d'un personnel nombreux et discipliné, je fuis l'arbitraire comme l'esquif fuit la tempête. Mon souci est de mettre tout en règlements et aussi de multiplier les barrières contre les abus et de tracer un chemin droit et clair, un chemin sur lequel tout le monde sait où aller et où chacun sait à qui il s'adresse.

J'admets l'arbitraire dans un seul cas - et c'est là que l'affaire devient difficile et que selon le mot de Descartes, le jugement est affaire de volonté : réparer l'insuffisance du droit par l'équité. Je veux assurer l'ordre par la justice et non imposer l'ordre sans justice. Dans ce microcosme, les deux civilisations se heurteraient si, pour ma part, je n'avais déjà choisi.

Une autre conviction acquise par l'expérience : la nécessité de l'obstination.

Car même avec cette obstination naturelle qui est mienne, je dois parfois solliciter toute mon énergie pour m'appliquer à demeurer obstiné là où vraiment tous les découragements seraient permis. Et quand on est arrivé au bord du chemin, tout le monde a déjà oublié celui qui s'est écorché les mains à écarter la broussaille et les ronces, à soulever les rochers. »

Après les déportations du 13 décembre, c'est le désespoir.

« 25 Xbre 1943.

Ce réveillon s'annonçait sans joie pour moi. Une grande tristesse m'occupait en cette veillée de Noël. J'éprouvais mieux qu'à l'accoutumance le vide creusé par les êtres chers qui ne sont plus. Je réunissais dans mon chagrin ma mère, mon père, mon ami Jean. J'étendais aux limites confuses du monde que mon cœur embrasse. Je pensais à ceux qui ressentent plus vivement la brisure de la vie. J'évoquais tous ceux qui souffrent, et parmi ceux-là, les visages que je connais et que j'aime : François (de [85] Tessan), Maurice (Lévy), l'un en prison, l'autre dans ces camps inconnus ou se rencontrent les souffrances des hommes.

Parlerai-je de Maurice (Lévy), qui est, celui-là, le compagnon de travail, le forcené des jours lourds de Vichy, le dévoué corps et âme, qui travaillait autant avec son cœur qu'avec son intelligence et non pour lui, mais par devoir Je n'aimais auprès de lui, sans doute, que le dévouement sans borne et personnel dans les tumultes du métier le plus impersonnel qui soit. Il a su assumer tous les courages tandis que la vie nous avait séparés. Celui que j'embrassais comme un compagnon d'arme, très exactement, car la confiance était si totale et si sûre qu'il était un autre moi là où je n'étais pas. »

Enfin, las et sans espoir, je cède aux mauvais sentiments et à l'orgueil :

« Si je reste auprès d'eux en haïssant celle que j'ignore (Suzanne Sabatier), en ayant pitié de celui que je fréquente (Maurice Sabatier), c'est que j'entends bien ne rien sacrifier de ma vie pour eux. Ce sont les circonstances qui s'opposent à mon désir de changer. Je n'infléchirais point le cours de ma carrière pour leur plaire ou pour obéir à mon humeur à leur égard. Mon intérêt est de demeurer ici. Ils ne valent point que je le sacrifie, même pour les fuir. Mon mépris et ma hauteur m'assurent assez contre leur entreprise aussi funeste soit-elle. Et cette entreprise est commune, car ne fût-ce que par sa faiblesse, il en est le complice. Il en souffre assurément. Tant pis pour lui. »

Un bilan ? C'est peut-être bien présomptueux :

« 31 décembre 1943.

Bilan de l'année ? J'entends bilan spirituel. Pour ne pas tomber dans l'invention, user de la méthode expérimentale et considérer d'abord les faits : au début de l'année, la terrible rechute de Paulette et la longue séparation. En mai, le bombardement et ses suites qui m'ont jeté dans le feu de l'action. Puis mes attentes de carrière déçues et les difficultés d'ordre diplomatique avec la hiérarchie préfectorale ajoutant, ce parfait et froid détachement du métier qui m'a restitué une liberté précieuse jusqu'en octobre. Après des hésitations, ma détermination se durcit ; un peu de [86] confiance renaît dans la hiérarchie préfectorale et l'épreuve de Vichy me trouve net et sûr ; un incident exploité à fond dissipe les équivoques accumulées avec M.S. (Maurice Sabatier) et l'ardeur au travail renaît depuis l'automne jaunissant jusqu'au terme de l'année.

Hélas ! si mon cœur est résigné jusqu'aux morts qui l'occupent, la douleur le serre et l'enserme toujours. Il bat tristement quand je m'évade vers ceux que j'ai aimés et si, dans le carnet qui leur est consacré, j'ai dit mes amours perdus pour ma mère et pour mon père, ai-je assez dit la grande ombre qui étend sur ma joie de vivre et sur tout l'an qui s'achève le souvenir de Jean, ce frère si tendre à jamais perdu !

Mais qui me rendra Jean : ce ne sont pas les amis perdus ; ce ne seront pas les amis retrouvés ; ce ne peut être les amis récents, ceux du métier ou ceux de la vie. J'avais quatre ans quand Jean est né. Il est né dans la maison qui m'abritait alors. Septembre 1914. Et c'est juin 1940 qui l'a enlevé : moins les bombes allemandes sans doute que l'impéritie des géné-

raux français : une date et un lieu le précisent : 24 juin 1940, dans un intervalle de ligne Maginot...

Du moins terminerai-je l'année avec Montaigne qui me rassure et Paulette qui m'aime.

Alors ne suis-je pas heureux !

Puisque j'aime, puisqu'Aline m'attendrit. Puisque, au-delà le cercle de famille, je crois à la victoire de l'homme libre, puisque je crois en l'avenir et que j'aime l'espoir »

M.B. - Un comportement variable. Des peurs. Mais aussi un combat, une méthode, et l'espoir du retour à la liberté. Vous compatissiez donc discrètement et intimement à la souffrance d'autrui, parlant de « ceux qui souffrent » et connaissent « la brisure de la vie ». Une activité de travail intense, dans cette atmosphère pesante, incertaine, laissait-elle une part aux loisirs ? Ou bien imposait-elle un repli, finalement, sur la vie privée ? Vous n'étiez pas de Bordeaux. Vous connaissiez donc peu de monde... À l'inverse du préfet Boucoiran...

M.P. - Lui, c'était le roi de Bordeaux !

M.B. - La vie privée était-elle une protection pour vous ?

[87]

M.P. - Mon journal en donne des échos. Le fait d'en tenir un, même si j'avais peu le temps d'écrire et de lire, illustre bien cette période de repli, d'angoisse, de discrétion obligée. On connaissait une douzaine de familles. Mais on faisait très attention. Ma femme a été mon refuge permanent. Par sa générosité, son courage, son sens du devoir. Nous sortions peu, vu les circonstances, et le couvre-feu... Le souvenir central, ce fut le montage du Soulier de Satin de Claudel, à la Comédie française, par Jean-Louis Barrault en 1943. Nous étions venus de Bordeaux pour y assister. Jamais on ne reverra ça au théâtre. Un pur chef-d'œuvre, qui dépassait la grandeur de Claudel ! La mise en scène et la mise en jeu étaient très belles ! À Bordeaux, même si c'étaient plutôt des *ersatz*, quand on montait quelque chose, on y allait. Il y avait un tiers d'Allemands dans la salle ! Nous avons aussi assisté

à des concerts au Grand Théâtre, dirigés par Gaston Poulet, qui jouait beaucoup de musique française...

M.B. - La vie continuait comme les saisons aux bords de la Garonne, au-delà de furtifs instants de bonheur. Cela me fait penser, à la lecture des carnets du Pasteur Boegner, qui révèlent l'insouciance et l'éloignement de la guerre pour beaucoup d'hommes de la zone libre, mais aussi à la demande d'autorisation dérogatoire du Grand Rabbin Cohen afin de se rendre en cure ou bien auprès d'une famille malade en zone libre, en juillet 1943...

M.P. - Évidemment. La vie continuait. Mais avec toutes les restrictions de l'occupation et des contraintes du temps. Nos âmes étaient cependant tourmentées comme le montrent les passages précédents du journal. J'y redécouvre aussi des souvenirs d'angoisse :

« 14 X bre 43.

La "Suite en ré" de Bach m'avait fortement ému l'an passé. Les conditions, il est vrai, étaient propices à une réaction de la sensibilité. P était gravement malade. Elle était cependant assise devant moi, calme comme un ciel qui guette une tempête qu'il ignore, moulée dans un manteau de velours noir Elle ne savait pas encore tout, mais moi, j'avais su l'après-midi l'affreuse révélation qui affirme la certitude, chasse le doute et anéantit l'espoir. Alors, les cordes de l'orchestre qui distillaient le chant de Bach me trouvaient tout ému. Dans cet art dépouillé et authentique en quête de l'homme, tout l'humain du monde, toute [88] la souffrance de la terre y trouvaient leur pleine résonance, en même temps qu'un espoir dont la lumière inonde les pages sacrées. Mon émotion d'hier était moins prenante et moins tragique. C'est qu'aussi bien les circonstances ne lui conféraient pas un tour si personnel. »

M.B. - Votre épouse a été très gravement malade à ce moment-là. Comment a-t-elle vécu le drame ? Fut-elle absente de Bordeaux ?

M.P. - Oui. Elle est venue à Paris se faire soigner. Elle a échappé heureusement à une opération. C'était décidé et rendez-vous pris. Quand elle est rentrée à Bordeaux, elle a refusé d'y aller... Une intuition. Je ne l'ai pas poussée, d'ailleurs.

M.B. - Et les vacances ?

M.P. - On les passait à Boussac, dans la Creuse, où nous nous étions déjà rendus du temps où je me trouvais à Vichy. On était accueilli par la famille de Maurice Lévy, très chaleureuse, qui s'était réfugiée en zone libre.

[89]

Le contrôle de l'administration par Vichy

[Retour à la table des matières](#)

M.B. - Au-delà du travail quotidien à la préfecture de la Gironde sous l'occupation, il semble que l'administration de terrain, bien prise en main par le pouvoir déconcentré du préfet régional, grand-maître de la police, consulte souvent le gouvernement de Vichy ou bien la délégation à l'Intérieur de Paris, dirigée par Jean Legay ?

M.P. - Oui... Cela permettait de gagner du temps face aux injonctions allemandes et d'impliquer les responsables politiques dans les mesures acceptées au niveau gouvernemental. Il faut bien comprendre que le respect des formes de la procédure, les demandes de confirmation, c'était la forme première de la résistance en poste, l'inertie. Les Allemands voulaient aller vite. Nous, nous commençons par gagner du temps !

M.B. - Sabatier aurait donc ouvert sans cesse, comme s'il s'agissait d'un principe de fonctionnement, des parapluies ? Ce comportement ne fut-il pas dicté par Laval et Bousquet eux-mêmes, en zone occupée ?

M.P. - Seul Sabatier, si on l'avait interrogé sur ce point important du processus de décision et sur la question de la responsabilité, aurait pu vous répondre !

M.B. - Il y a, incontestablement un lien direct entre le préfet régional, grand maître du système de décision, et les hommes clés du gouvernement Laval. Le contrôle par le sommet ne se réalise-t-il pas lors des conférences mensuelles des préfets régionaux ?

M.P. - Sans doute ! Sabatier se rendait, soit à Vichy, soit à Paris... Par le train, je crois me souvenir...

M.B. - De plus, tous les quinze jours une conférence régionale se tenait à Bordeaux, complétant Ces conférences mensuelles des préfets régionaux à Vichy ou à Paris. Ces conférences régionales, [90] dont nous ne possédons que de rares comptes-rendus pour l'année 1943, plus ou moins exhaustifs, firent l'objet d'information dans la presse locale. Pas systématiquement cependant.

On peut se référer à ce propos à cette déposition du préfet Boucoiran - encore lui -, le 11 juin 1947 devant le commissaire Caps, lors de l'instruction contre André Frédou, chef régional de la sécurité publique :

« De décembre 1941 à la Libération j'ai été Préfet délégué du département de la Gironde.

En tant que Préfet délégué j'avais pour attribution la plus grande partie des services départementaux. Je leur transmettais soit les instructions du gouvernement, soit les directives du Préfet régional qui lui-même les tenait du gouvernement de fait de Vichy. Il va sans dire qu'à aucun moment je n'ai fait preuve d'esprit d'initiative et je me suis toujours contenté de transmettre purement et simplement les ordres qui m'étaient donnés.

Voici comment les ordres et directives nous parvenaient et comment ils étaient transmis.

Lorsqu'il s'agissait de dépêches écrites, de circulaires émanant des divers ministères, les instructions et les ordres qu'elles renfermaient étaient transmis aux divers services intéressés par les soins des diverses divisions de la Préfecture, et ce la plupart du temps sous ma signature. Mais il arrivait périodiquement qu'à la suite des réunions fréquentes qui groupaient à Paris les Préfets régionaux, des instructions verbales étaient données par ces derniers au chef-lieu de leur région, dans une réunion à laquelle assistaient les Préfets départementaux, les sous-préfets et tous les chefs de service régionaux.

Sur interrogation : Je n'ai plus souvenance si les instructions concernant la création et l'organisation de la brigade de recherches des réfractaires ont été données à l'occasion d'une de ces réunions. Très vraisem-

blablement vous pourrez trouver dans les archives de la Préfecture, au cabinet ou à la 4e division toute documentation à ce sujet.

Demande. Est-il exact que des décisions administratives étaient prises à la Préfecture de la Gironde à la suite d'interventions des autorités occupantes ?

Réponse. Présentée sous ce jour, les faits ne sont pas rigoureusement exacts. Mais il arrivait parfois que les autorités allemandes [91] connaissent avant nous les instructions qui nous étaient données par la suite par le gouvernement. Cela est si vrai qu'au cours de réunions qui avaient lieu à la Préfecture ou à la Kommandantur, les Allemands nous annonçaient parfois des décisions gouvernementales qui ne nous étaient notifiées qu'ultérieurement. J souligne cependant que nous n'avions pas à appliquer les indications que nous fournissaient ainsi les Allemands et il m'est arrivé fréquemment de le leur dire. Nous ne faisons exécuter que les seules instructions qui nous parvenaient du gouvernement.

Mais ce qui est très important, c'est que les Allemands s'efforçaient de savoir si les instructions gouvernementales recevaient bien une rapide exécution, et notamment en ce qui concerne le service du travail obligatoire. Aussi quand M. le Préfet Régional, de retour de Paris ou de Vichy, était porteur d'instructions orales données au cours des conférences périodiques des préfets régionaux, arrivait-il que des instructions fussent par lui données aux divers chefs de service régionaux et ce verbalement avant la réception des circulaires gouvernementales. Il est donc arrivé qu'à la suite d'un voyage du Préfet régional à Paris ou à Vichy, des instructions orales aient été données à Bordeaux au cours de la réunion que le Préfet régional tenait dès son retour. Dans ce cas-là, les instructions gouvernementales confirmant les directives verbales données à Vichy au Préfet régional n'arrivaient à Bordeaux sous la forme de circulaires que trois ou quatre jours après la réunion régionale.

Demande. Pensez-vous que normalement il puisse exister un battement de huit ou neuf jours entre la réunion des chefs de service tenue à la Préfecture de Bordeaux et la confirmation écrite de ces mêmes ordres ?

Réponse. La chose est possible si l'on tient compte que le préfet Régional rentrait rapidement à Bordeaux, parfois par la route et réunissait immédiatement les chefs de service régionaux. En somme ces directives gouvernementales données au cours des conférences à la Préfecture avaient été données au Préfet Régional très peu de temps auparavant à Paris ou à Vichy. La note gouvernementale confirmant ces ordres pouvait ne nous parvenir que trois ou quatre jours après. Son acheminement dans

les divers services de la Préfecture et sa transmission aux services intéressés pouvaient nécessiter le même laps de temps.

[92]

Demande. Pour quelle raison le Préfet Régional, dès son retour de Vichy ou de Paris, transmettait-il aux divers services les directives gouvernementales, alors que vous n'étiez pas en possession des instructions écrites ?

Réponse. Comme il s'agissait d'instructions du gouvernement, le Préfet régional ne pouvait pas ne pas les appliquer immédiatement. D'autre part, il importait de donner aux autorités occupantes l'impression que les divers services mettaient rapidement en exécution les instructions ainsi données, quitte à ne les appliquer par la suite qu'avec une certaine réserve et lenteur

Au sujet de la recherche des réfractaires, je me plais à reconnaître que les divers services de police et de gendarmerie n'ont exécuté les nombreuses instructions relatives à la recherche des réfractaires qu'avec une modération et une réserve louables. Cette modération n'a d'ailleurs pas manqué de provoquer de nombreuses remarques et protestations réitérées des Allemands qui s'étonnaient bien souvent que les services de police et de gendarmerie n'arrivassent pas à découvrir quelques-uns des nombreux réfractaires portés sur les listes.

Demande. Les Allemands menaçaient-ils d'user de représailles si on avait refusé d'obéir à leurs injonctions et notamment en matière de recherches de réfractaires ?

Réponse. Très souvent, les autorités allemandes se plaignaient des lenteurs de l'administration et des services de police, des menaces de sanctions étaient proférées notamment par le chef du service allemand Wildermuth. »

Qu'en pensez-vous ?

M.P. - Je déplore vivement que cette déposition de Monsieur Boucoiran n'ait pas été jointe à l'instruction, ni davantage évoquée lors des débats. Elle illustre la thèse que je n'ai cessé de soutenir pendant le procès sur le fonctionnement des dispositifs administratifs et sur les responsabilités qui en résultent.

M.B. - On peut noter aussi, en plus de l'importance des conférences nationales et régionales de transmission des ordres, avec comme pivot le préfet régional, un autre mode d'influence directe des instances du gouvernement Laval sur l'échelon territorial : les visites de ministres sur le terrain. Par exemple René Bousquet est venu le 22-23 avril 1943 inspecter la police régionale de Bordeaux...

[93]

M.P. - Oui... À ceci près qu'il n'était pas ministre.

M.B. - Étiez-vous assis à sa table ?

M.P. - Oui. Et alors, je n'allais pas déjeuner à la cuisine !

M.B. - Avez-vous gardé des souvenirs de cette visite ? N'étiez-vous pas placé à côté du Secrétaire général à la police de Laval ? J'ai retrouvé le plan du repas ...

M.P. - J'étais à sa gauche ... Je crois. À droite, c'était peut-être Boucoiran... Enfin bref, c'était un déjeuner officiel. Où voulez-vous en venir ?

M.B. - Que dire des relations Bousquet-Sabatier ? N'étaient-ils pas amis ? Ne se tutoient-ils pas dans certaines notes ?

M.P. - Oui. Ils se tutoyaient... Les relations étaient bonnes. Je reconnais que Bousquet était un homme brillant... Brillant intellectuellement. Oui, il était brillant !

M.B. - Il y a eu aussi des visites de contrôleurs généraux qui venaient des ministères de Vichy sur le terrain...

M.P. - Peut-être, oui...

M.B. - Un contrôle par en haut d'abord, afin de donner des impulsions directes...

M.P. - Oui, au plan gouvernemental... Au plan administration, je n'y croyais pas beaucoup !

M.B. - Sur le terrain, c'était moins efficace ?

M.P. - Quand Sabatier se déplaçait, aux conférences des préfets régionaux, ça pouvait peut-être compter, parce qu'il repartait avec des instructions orales... Mais les gens qui venaient sur place, ça comptait pour du beurre ! Ça n'a pas changé d'ailleurs...

M.B. - Comment définir le préfectorat de Sabatier par rapport au Gouvernement de Vichy ? Pourrait-on parler de loyalisme distant ? Par exemple il participe honorifiquement aux cérémonies de la propagande vichyssoise : fêtes des mères, journées paysannes de la Terre, visites régionales, accueil de René Bousquet et d'autres personnalités à Bordeaux. Sans parler de compromission, il perpétue tout de même, par rapport à Vichy, une politique fonctionnelle...

M.P. - Que voulez-vous dire par « politique fonctionnelle » ? Vous évoquez les cérémonies de la propagande : la Fête des Mères pour ne prendre que cet exemple. Ce n'était pas une mauvaise idée. La Quatrième et la Cinquième Républiques l'ont adoptée. Cela dit, le préfet, en tant que tel, réagit certes en fonctionnaire, mais il assume corrélativement l'apparat faisant des [94] concessions à l'officialité de Vichy... tout en surface... Votre formule « loyalisme distant » n'est pas mal trouvée... L'accueil de Bousquet ? Il est hiérarchiquement l'émanation directe du pouvoir.

M.B. - Ne pourrait-on pas présenter quelques exemples de l'attitude officielle du préfet régional ? Citons le Service du Travail obligatoire, instauré par Laval en 1943... Premier document. Il s'agit d'un extrait d'une conférence régionale tenue

dans le cabinet de Maurice Sabatier le 20 août 1943 à 15 h 30, à laquelle, d'après le compte-rendu, vous assistiez. Il est indiqué :

« En ce qui concerne les résultats déjà acquis dans les opérations de la Relève, la Région de Bordeaux s'est classée parmi les trois meilleures. M. le Préfet Régional transmet, à ce sujet, les félicitations qu'il a lui-même reçues du Président Laval. »

Il s'agissait tout de même d'envoyer en Allemagne des travailleurs spécialisés et d'obtenir en échange le retour d'un contingent très limité de prisonniers français...

M.P. - La Relève a précédé le STO et impliquait effectivement le retour de Français au compte-gouttes... On a du mal aujourd'hui à imaginer l'importance émotionnelle que revêtait le retour des prisonniers de guerre. Dans le même temps, d'ailleurs, je m'efforçais de multiplier les dispenses. La liste des garçons ayant échappé ainsi au STO figure au dossier.

M.B. - Autre document qui montre le zèle de Sabatier en la matière. Le 16 février 1943, eut lieu à 18h 30 une conférence dans le cabinet de l'intendant de police, à laquelle assistèrent les chefs des services régionaux. Duchon transmet les directives que venait de lui donner dans un entretien privé le préfet régional. Le compte-rendu montre que Maurice Sabatier tient en main sa police, et gère directement, jusque dans les détails des services, les questions de contrôle, d'organisation et de fonctionnement. Au sujet du recensement des « oisifs », c'est-à-dire des Français refusant de se rendre au STO, on peut lire :

« Monsieur l'Intendant indique à M. Frédou que M. le Préfet désire :

1° Que les rafles soient multipliées et très nombreuses.

2° Que les noms et adresses des individus paraissant oisifs ou [95] douteux soient notées et qu'une liste de ceux-ci soit adressée tout de suite à l'Office du Travail, étant entendu que si celui-ci juge nécessaire de faire des enquêtes, il y fera procéder lui-même.

3° Que soit indiqué au rapport quotidien, sous forme statistique :

- a. le nombre des individus interpellés ou contrôlés.
- b. le nombre de ceux dont le nom aura été envoyé à l'Office du Travail ci-dessus indiqué.

4° Que les renseignements statistiques mentionnés en quatrièmement, soient adressés chaque jour au service de l'information de la Préfecture.

Monsieur l'Intendant insiste sur l'importance considérable qu'attache M. le Préfet Régional à cette question au moment où un apport de main-d'œuvre de 164 000 ouvriers et employés va être exigé. »

Pour ce qui est de la Relève, divers articles publiés dans la presse locale montrent l'adhésion de Maurice Sabatier à la politique de Laval. Par exemple, le mercredi 19 août, furent reçus à la préfecture, avec photographie de groupe dans la Cour d'Honneur (en votre présence), dix-huit rapatriés des Stalags, premiers prisonniers girondins libérés au titre de la Relève. Maurice Sabatier leur souhaita la bienvenue. Le compte-rendu ajoute :

« Monsieur le préfet régional termina sa courte allocution en adressant une parole de gratitude émue à M. Pierre Laval et au Chef des Français, le Maréchal Pétain. »

Même cérémonie le 20 septembre 1942. On note dans la presse du 8 octobre votre présence sur le quai de la gare Saint-Jean lors de l'arrivée d'un nouveau convoi de prisonniers rapatriés, auxquels on donna de copieux casse-croute. Cependant la presse du 13 octobre nous apprend qu'un convoi de 500 spécialistes (dix fois le nombre des prisonniers libérés !) partit de Bordeaux. Étaient présents sur le quai de la gare Bourrut-Lacouture, l'intendant Duchon, les commissaires Frédou, Bonhomme, Lescure et Lachaux.... En partant, les Girondins crièrent « Vive la Relève ! Vive le Maréchal ! » Le compte-rendu précise :

« Sous l'impulsion du préfet régional de Bordeaux, une active propagande en faveur de la Relève se poursuit actuellement en [96] Aquitaine, notamment dans l'agglomération de Bordeaux (...). Il est d'ores et déjà

permis d'affirmer que les travailleurs girondins entendent contribuer aux efforts du Maréchal et de son gouvernement pour le redressement du pays. »

M.P. - Assister au retour de prisonniers était un devoir élémentaire. Au diable la politique du Maréchal ! La réalité humaine, c'étaient les retrouvailles de prisonniers depuis deux ans avec leur famille et avec leur patrie. Vous faites une sorte de comparaison comptable entre ceux qui partent et ceux qui reviennent. C'est une vue un peu courte. En particulier en ce qui concerne le retour des prisonniers détenus depuis juin 1940 ! A l'époque prévalaient les réactions de la sensibilité populaire.

M.B. - Il semble que le préfet régional Sabatier ait encouragé la création des services policiers anti-terroristes (c'est-à-dire luttant contre la Résistance) que le commissaire Poinot et l'intendant Duchon organisèrent en octobre 1942 sur le modèle des Sections de Recherche judiciaires à orientation politique (les SRA-JOP, transformées ensuite en Section des Affaires politiques des SRPJ) concoctés par René Bousquet. De plus, il avalisa le projet de régionalisation de la police établi par Duchon, qui confiait l'appareil répressif au seul préfet régional sur le plan réglementaire. Sabatier n'a-t-il pas favorisé encore la carrière de Poinot, en lui attribuant comme note annuelle des 19/20 - Poinot étant ce policier qui luttait contre la Résistance de façon outrancière, au sein de la Section des Affaires Politiques du SRPJ de Bordeaux ?

M.P. - Oh... oh ! Sabatier s'en méfiait de Poinot

M.B. - Il se méfiait de lui ?

M.P. - Je puis vous assurer qu'il s'en méfiait. La note annuelle, c'était l'alibi ! N'oubliez pas que Poinot était un homme des Allemands appointé par eux, à la tête d'une bande de délateurs et d'hommes de main, qu'il prenait ses ordres souvent directement chez eux. Comment vouliez-vous que Sabatier le note ? L'important n'est pas là.

M.B. - Sabatier était-il ou non un préfet idéologue, un propagandiste ?

M.P. - Oh non ! C'était un pragmatique. N'oubliez pas qu'il avait été élevé avant la guerre dans le giron de la politique radicale.

[97]

M.B. - Quelles étaient ses relations avec le Maire Adrien Marquet, qui, lui, au départ, était assez engagé dans la politique de collaboration ?

M.P. - De 42 à 44, Marquet a été très attentif à ce qu'il faisait et à ce qu'il disait. Je le voyais. Sabatier l'invitait quelques fois à déjeuner. Je n'avais pas de raison de ne pas y aller. Je n'étais pas tout seul, bien sûr...

M.B. - Sabatier était-il en confiance, avec Marquet ?

M.P. - Ils avaient des rapports corrects. D'amitié, serait trop fort. Mais enfin, de considération. Réciproques.

M.B. - Face à un système préfectoral très renforcé, face à une police d'État qui lui avait été ôtée, Marquet ne perdait-il pas de fait une grande partie de ses prérogatives par rapport au système de pouvoir local de la Troisième République ?

M.P. - C'était le résultat des textes généraux... Il y a eu des petits heurts, au départ. Mais enfin c'était technique... Et Marquet a conservé son pouvoir face à Maurice Sabatier qui restait le relais du chef du gouvernement, Laval, à la fois allié et adversaire de Marquet sur le fond. Lequel dominait l'autre ?

[98]

La délation à la préfecture

[Retour à la table des matières](#)

M.B. - Vichy est aussi présent à Bordeaux par la surveillance que les recrues de la première préfecture, les délateurs, les tenants locaux de la Révolution nationale, ainsi que les agents allemands infiltrés exercèrent à l'encontre de l'équipe Sabatier. Les risques étaient d'autant plus réels que la bande de Déhan, du Commissariat aux Questions juives, membre aussi du Mouvement socialiste révolutionnaire de Deloncle (plus tard de la Milice et de l'Abwehr) rapportait tout aux Allemands. N'êtes-vous pas menacés, trahis sans cesse dans votre dos ? Policiers compris ?

M.P. - Déhan, chef de la SEC, était un agent allemand ! La préfecture était totalement infiltrée à tous les niveaux. Anti-allemands et collaborateurs vivaient ensemble, si je puis dire. Personne aujourd'hui ne peut imaginer l'atmosphère de suspicion dans laquelle nous étions plongés.

M.B. - Des documents des archives de l'intendance de police que j'ai découvertes à Bordeaux en 1984, montrent que le MSR de Lucien Déhan avait organisé le vol de cartes d'identité à la préfecture, en décembre 1943, au moment où la promotion éventuelle de ce dernier à la tête de la délégation régionale du CGQJ était à l'ordre du jour. Avez-vous des souvenirs de ces faits ?

M.P. - De l'événement. Pas des détails de l'enquête...

M.B. - Déhan, qui à l'occasion dénonça aux Allemands les policiers des Renseignements généraux qui le surveillaient de près, déroba ces pièces officielles

ainsi que des tampons, peut-être pour fabriquer de faux papiers pour camoufler des agents de son mouvement, voire pour les Allemands...

M.P. - Des cartes d'identité, j'en ai prélevées aussi, mais pour les distribuer à des résistants ! Je me méfiais des Français qu'on ne connaissait pas très bien. On se posait à chaque instant la [99] question de savoir si un tel était sûr ou non ! C'est le problème de Maurice Claux, ce rédacteur stagiaire qui était en fait un provocateur pétainiste, membre du mouvement « Les Amis du Maréchal », très influents dans la première préfecture. Claux, qui venait de réussir le concours très orienté de commissaire de police, sabota gravement le travail de son service en envoyant à des citoyens du département de fausses convocations pour le STO. Une enquête sérieuse fut menée avec l'appui de la police. Je me suis méfié à juste titre de ce gars-là, et ce n'était pas le seul ! J'ai eu du nez, ce jour-là !

M.B. - J'avais recueilli le témoignage biaisé de l'intéressé, très remonté contre vous, tant à la Libération que lors de votre procès. Ce témoignage est très révélateur pour l'historien des problèmes posés, cinquante ans ou plus après les faits, par les témoignages oraux. Car la révocation de Claux par Sabatier, suite à cette enquête de police, vous a été imputée au cours du procès. Mais une lettre que j'ai découverte dans les archives de l'intendance de police, signée de Sabatier, rétablit les faits et vous disculpe complètement :

« J'ai l'honneur de vous adresser, sous ce pli, une ampliation de mon arrêté du 1er mars 1943, par lequel j'ai suspendu de ses fonctions M. Claux, Maurice, rédacteur stagiaire à la Préfecture de la Gironde, en application des dispositions de la Loi du 12 août 1941 fixant les pouvoirs des Préfets Régionaux.

Voici, brièvement exposés, les faits qui m'ont amené à prendre cette décision.

Les murs d'un des lavabos de la Préfecture étaient, depuis quelques temps, recouverts d'inscriptions subversives, immédiatement renouvelées dès qu'elles étaient effacées. Une surveillance exercée sur mes instructions, a permis d'en découvrir l'auteur : M. Claux, Maurice, rédacteur stagiaire. Celui-ci ne fit, d'ailleurs, aucune difficulté pour reconnaître les faits qui lui étaient reprochés.

D'autre part, trois boulangers d'une Commune du département se présentaient récemment au Bureau du Travail, à la préfecture, porteurs de lettres les invitant à se rendre à la Mairie de leur domicile, munis de vêtements de travail et de vivres de route. Bien que la rédaction de ces lettres n'ait rien d'analogue à celle des convocations officielles, les destinataires se sont crus désignés pour aller travailler en Allemagne, et n'ont pas mis en doute l'authenticité de leur convocation qui était établie sur du papier à en-tête de la Préfecture.

[100]

L'enquête ouverte pour rechercher l'auteur de cette mystification a permis, grâce à certaines particularités, d'acquérir la certitude que le faux avait été confectionné avec la complicité du sieur Claux.

Invité à fournir les raisons de son attitude, il a déclaré avoir agi sans mobile précis, par enfantillage ; il a affirmé n'avoir aucune attache avec un parti politique quelconque, et il est de fait qu'il avait, à cet égard, une réputation de loyalisme bien établie. Le procès-verbal d'audition, dont ci-joint copie, corrobore ses affirmations.

Dans le but de racheter ses erreurs, M. Claux a émis le désir de partir travailler en Allemagne. Cette solution ne soulève de ma part, aucune objection ; elle permettra de terminer cette affaire sans autre sanction que la révocation, que je vous demande de bien vouloir prononcer :

*Le Préfet régional.
Maurice Sabatier »*

M.P. - Ce document a démontré la mauvaise foi de mes accusateurs qui voulaient faire croire avec acharnement que j'avais seul révoqué ce « grand résistant ». Ce dernier s'est dégonflé comme une baudruche lors de son audition, présentée par la presse aux ordres comme un « tournant du procès Papon »... Son témoignage devait être pour moi le coup de grâce. Certains avocats adverses, rouges non de honte mais de colère, ont failli s'étouffer lorsque j'ai lu moi-même cette pièce à la Cour. Mais personne n'a voulu tenir compte des procédés malhonnêtes déchaînés contre moi ! Il fallait humilier et diminuer le fonctionnaire français que j'étais ! La vérité n'intéressait personne !

M.B. - De fait, la préfecture était peuplée de provocateurs issus pour la plupart de cette équipe antérieure dirigée par Pierre-Alype, qui a fourni agents allemands et délateurs, appointés ou non, comme le MSR de Lucien Déhan et de Young, ou bien le Service des Sociétés Secrètes de Besson-Rapp...

M.P. - J'ai surveillé l'activité de cette équipe. Mais avec beaucoup de précautions. Il ne fallait pas se découvrir.

M.B. - On l'observe dans les documents de fichage des fonctionnaires de la préfecture par la police parallèle contre les Sociétés Secrètes. On sait, à partir du dossier de l'instruction menée en 1945 contre ses membres, que tous les agents de l'État se trouvaient fichés. Voici la liste concernant l'état-major préfectoral :

[101]

<i>Dir. du Cab. du Préfet rég.</i>	<i>Chapel Jean</i>	<i>Ami du Préfet, américainophile, ne veut pas se compromettre.</i>
<i>Chef de cabinet</i>	<i>Bourrut-Lacouture</i>	<i>Beaux états de service guerre 1939, était très bien sous M. Pierre-Alype, s'occupait des jeunes, maintenant, ne fait plus que de l'administration. Dé- fend sa place.</i>
<i>Sec. général de la préfecture et chef du personnel</i>	<i>Papon, Marcel (sic)</i>	<i>Ami du Préfet, américainophile. Bon administrateur, ne veut pas se com- promettre. Créature de M. Sabatier, Préfet régional. Est, comme M. Cha- pel, l'instrument de M. Sabatier pour le retour à l'ancien régime.</i>
<i>Sec. du Préf. de la Gironde</i>	<i>Dubany, Jean</i>	<i>Très distant, insignifiant.</i>
<i>Chef de la 1re di- vision</i>	<i>Merville</i>	<i>Ancien chef de bureau du cabinet de M. Bodenan. Suspect, ami intime de Derck, est au courant de l'affaire des faux passeports Ingrand, sa femme est chef de Bureau de la 3e Division.</i>

<i>Chef 2e div.</i>	<i>Gaudin</i>	<i>Gaulliste, bon vieux fonctionnaire IIIe République, rapports agréables.</i>
<i>Chef 3e div.</i>	<i>Benaben</i>	<i>Pas d'autorité, brave homme, fait confiance au Maréchal.</i>
<i>Chef 4e div.</i>	<i>Castaing</i>	<i>Fonct. Sans éducation, Gaulliste, connaît son métier, à surveiller.</i>
<i>Chef 5e div.</i>	<i>Garrigues</i>	<i>Était Front populaire avant-guerre Très Révolution nationale mainte- nant, homme loyal, très bien, très courageux</i>
<i>Conseillers de Préfecture</i>	<i>Jacquin</i>	<i>Président du Conseil, amorphe, ne veut pas se compromettre.</i>
—	<i>Botton</i>	<i>National, mais tient à sa place.</i>
—	<i>Thomas</i>	<i>Assez dangereux, à surveiller</i>
—	<i>Courrèdes</i>	<i>Amorphe, ne veut pas se compromet- tre.</i>
<i>Service des Israéli- tes</i>	<i>Garat</i>	<i>Son père, notaire à Lesparre, Gaul- liste, a été démissionné de la munici- palité, ne veut pas se compromettre ; fait bien son métier vis-à-vis des juifs.</i>
<i>Occupation alle- mande réquisitions</i>	<i>Bladet</i>	<i>Ancien radical. A organisé son servi- ce pour « servir ». Très bien. Très Révolution Nationale.</i>
	<i>Heliot</i>	<i>Américanophile à fond, à surveiller.</i>
<i>Commissaire Div. de police</i>	<i>Frédou</i>	<i>National, mais prudent.</i>
<i>Sous-Préfet Lan- gon</i>	<i>Dubreuil</i>	<i>Maurassien, mais très prudent.</i>
<i>Commissaire de police de Talence</i>	<i>Reuilh</i>	<i>National, très bien</i>

[102]

Vous êtes donc traité d'« américainophile » par le clan pétainiste. Par contre on peut voir que Garat est encore bien notée parce que les manipulations sur le fichier juif de la préfecture en fait réalisées en liaison avec le Grand Rabbin Cohen, dénoncées plus tard, n'ont pas encore été découvertes. Une fiche du 8 janvier 1943, signé de Soyres, décrit en ces termes votre attitude anti-vichyssoise :

« Objet : Monsieur Papon.

François Archambaud, 21 ans, titulaire du 1er examen de doctorat en Droit, avait été occupé à la Préfecture lorsque M. Reige était secrétaire général.

Monsieur Reige lui ayant demandé des rapports écrits sur certaines personnes ayant des tendances au Gaullisme, il les fit.

Monsieur Archambaud ayant quitté la Préfecture pour préparer son examen, fit une demande de réintégration après l'avoir passé.

Il fut appelé par M. Papon qui lui fit remarquer que les rapports qu'il avait fait étaient en sa possession ; qu'il n'aurait pas dû faire de rapports écrits, ou tout au moins les signer, que malgré ces fautes de jeunesse, il allait examiner sa demande.

Monsieur Archambaud est ami personnel de M. Bourrut-Lacouture, qui lui a dit que lorsque M. Reige était secrétaire général, on faisait de la politique de Révolution Nationale, mais que depuis son départ et l'arrivée de M. Papon, on ne fait plus de politique tout au moins de politique nationale.

Monsieur Papon a dit la semaine dernière à un de ses amis que les ordres venant de Vichy, n'avaient pas gros intérêt pour lui et qu'il préférerait s'attacher aux demandes formulées par les anciens élus, députés, conseillers généraux, etc. »

M.P. - Face à un dénonciateur avéré, il fallait être prudent. J'ai donc fait une remarque sur le seul plan formel. Pour ne pas le braquer. Mais l'essentiel était de

l'éloigner. J'ai éconduit la demande de réintégration en question. Quoi qu'il en fut, on devine là l'ambiance de la passation de pouvoir entre les deux préfectures, la précédente, maréchaliste, de Pierre-Alype, et celle de Maurice Sabatier. Nous étions bien en présence de délateurs permanents, qui passaient leur temps à dresser des fiches contre nous. Je note que mes adversaires d'autrefois, les collaborateurs des Allemands, se faisaient une idée assez juste de nos sentiments réels. D'où le [103] danger, qui n'était pas imaginaire, contrairement à ce que nos juges d'aujourd'hui pensent, et la nécessité à l'époque de ne donner aucune prise !

M.B. - Des documents complémentaires dénoncent Maurice Sabatier comme gaulliste et franc-maçon. Selon ceux-ci, n'était-il pas membre des cabinets de Salengro, Dormoy, Francs-maçons notoires ?

M.P. - Ce qui est faux !

M.B. - Poursuivons la lecture de ces rapports rédigés par de Soyres, chef régional du SSS. Les fiches insistent sur le fait que Marquet, maire néo-socialiste de Bordeaux, le fit nommer directeur des affaires départementales et communales en 1940. Ne fut-il pas appuyé par le Franc-Maçon Berthoin à l'Intérieur ? Un rapport édifiant du 26 avril 1943 dénonce Sabatier en des termes déformants, mais très pétainistes :

« La désaffection pour la Révolution Nationale croît chaque jour dans les Landes et la Gironde. Les partisans de l'ordre nouveau sont découragés et l'opposition, grossie des mécontents, marque des points et relève la tête (...).

Le Préfet régional, Préfet de la Gironde, M. Sabatier et le Préfet des Landes, M. Gazagne, sont les responsables de la composition de leur Conseil Départemental et quand on connaît le curriculum vitae de ces deux hauts fonctionnaires, on se rend compte qu'ils n'ont rien renié de leur passé et que leurs protestations de loyalisme envers le Maréchal sont des simagrées (...).

Si, à la Préfecture de la Gironde, grâce à M. Reige (ex-Directeur de cabinet de M. Pierre-Alype, actuellement sous-Préfet de Montidier) les

« nationaux » étaient entrés en très grand nombre, M. Sabatier s'est chargé d'en débarrasser ses bureaux (...).

M. Sabatier, lui, veut m'ignorer. Je sais, par mes informateurs de la Préfecture de la Gironde, qu'il me déteste et je ne puis jamais être reçu par lui. Quant à ses sentiments envers les Francs-Maçons l'affaire Cossaune (mon rapport du 12/3/1019/P) en témoigne.

D'ailleurs M. Sabatier et M. Gazagne font tout ce qu'ils peuvent contre la Révolution Nationale pour le retour à l'ancien régime. M. Gazagne m'a expliqué un jour comment, en 1936, alors qu'il était "sur sa demande " attaché au cabinet de Blum, lui et ses collègues ont freiné la Révolution communiste en se [104] "mettant en boule ", et par du sabotage ou de la procédure administrative. J'ai pensé aussitôt, et j'ai failli lui dire : "C'est ce que vous faites actuellement contre la Révolution Nationale."

Une des causes principales de la désaffection pour la Révolution Nationale dans les campagnes résulte des exigences du Ravitaillement qui prend leur maïs aux paysans, exige des œufs et ensuite de la volaille en quantités exagérées.

Si l'on veut des œufs, il faut laisser des poules et si l'on veut des poules, il faut leur donner du maïs.

Or là encore, la faute en est aux Préfets. (...).

Le Français moyen et le paysan du Sud-Ouest qui entendent continuellement critiquer le régime actuel sans contrepartie, finissent par espérer le retour à l'ancien régime. Et parmi eux, ceux qui ont cru à la Révolution Nationale et au Gouvernement du Maréchal n'y croient plus parce que les tenants de l'ancien régime sont toujours en place, qu'ils soutiennent leurs amis et persécutent les partisans du Maréchal.

Tout espoir de voir aboutir la Révolution Nationale n'est pourtant pas perdu, mais il faudrait en haut une poigne de fer qui démissionne les Préfets indésirables et contraigne les autres à obéir, qui réforme la Justice - où il y a aussi pas mal d'indésirables - et surtout la Police qui en pullule. L'Intendant de Police m'a dit lui-même qu'au tableau d'avancement de la Police de la Région, plus de la moitié des fonctionnaires proposés étaient Francs-Maçons. Le Commissaire spécial des Landes, Henriët, est Franc-maçon, et celui de Bayonne, Papi, l'est également.

Or un Gouvernement qui a contre lui son Administration Préfectorale, sa Magistrature et sa Police, ne peut réussir une Révolution et gouverner »

Il semble là que l'intendant de police Duchon ait été imprudent en prêtant une oreille complaisante aux propos de certains intégristes pétainistes, que lui, à la différence de Sabatier, accepta de recevoir. Peut-être en raison de ses fonctions de surveillance policière.

M.P. - Mais d'où tirez-vous ces documents que j'ignorais et qui ne sont pas apparus lors de l'instruction menée contre moi ?

M.B. - Des archives du dossier judiciaire mené contre Besson-Rapp et de Soyres en 1945, responsables bordelais du Service des Sociétés Secrètes.

[105]

M.P. - Voilà donc comment la préfecture de Maurice Sabatier était traitée par les partisans de Vichy et du Maréchal Pétain ! Et aujourd'hui, nous serions des « criminels contre l'Humanité » !

M.B. - Un autre rapport de plusieurs pages détaille le processus de passation de pouvoir à partir de mai 1942 entre l'équipe Pierre-Alype, limogée par Laval et Marquet, et celle de Maurice Sabatier. En voici quelques extraits :

« Monsieur Maurice Sabatier, Secrétaire général pour l'Administration au ministère de l'intérieur, remplace M. Pierre-Alype et prend possession de son poste le 16 mai 1942. Par des indiscretions, on apprend dès ce jour qu'au cours d'un dîner offert en son honneur par M. Boucoiran, Préfet délégué, qu'il se déclare avoir le désir de tout changer, de mettre de l'ordre (...).

Dès son arrivée, il déclare ne vouloir avoir aucun rapport avec le personnel ; seuls, les chefs de Service pourront être convoqués ; vouloir réformer la Préfecture, supprimer le rattachement du Service de la Censure et de l'Information au cabinet du Préfet pour le mettre sous la direction de M. Labrunie, chef du service en tant que Délégué départemental du ministère de l'Information. Mais on s'aperçoit que bientôt ses rapports avec ce dernier sont très tendus (ce service créé par M. Pierre-Alype dont le chef est une des créatures de M. Reige doit ou disparaître ou être épuré).

Le 1^{er} juin, M. Dubreuil est nommé sous-préfet de Langon et M. Jean Chapel, sous-chef de bureau au Service de l'Urbanisme au ministère de l'intérieur le remplace à la Préfecture. M. Maurice Papon, ancien directeur du cabinet de M. Sabatier au Ministère, est nommé Secrétaire général de la Préfecture de la Gironde. Ces deux hommes, entièrement dévoués à leur chef (M. Sabatier), à qui ils doivent leur situation, vont s'occuper eux aussi de défaire peu à peu le travail entrepris par M. Pierre-Alype et par M. Reige. Ils vont s'efforcer de faire régner une politique de cicatrization. L'ancien régime ayant regagné du terrain sur celui tant désiré du Maréchal, les parlementaires recevront un accueil chaleureux, les Francs-Maçons, les maires révoqués par M. Pierre-Alype seront désignés comme Conseillers départementaux Une politique d'attentisme sera observée, ou plutôt, suivant M. Sabatier, aucune politique, ce qui peut être une politique néfaste envers le Chef de l'État (...).

Depuis son arrivée, M. Maurice Sabatier a détruit systématiquement [106] tout ce qu'avait fait M. Pierre-Alype et surtout M. Reige. Ses rapports avec les Autorités d'occupation manquent de cordialité et l'on murmure même que la suppression du drapeau de la Préfecture et de la Mairie a été exigée par celles-ci à cause des idées peu collaborationnistes de M. le Préfet Régional.

Nommé à Bordeaux à la demande de M. Adrien Marquet, M. Sabatier a continué à être non seulement un ami mais un collaborateur de M. Marquet, à tel point que celui-ci vient à la Préfecture en moyenne cinq fois par semaine. Et l'on peut dire, et je l'affirme, que M. Marquet est non seulement Maire de Bordeaux, mais Préfet régional ou du moins Préfet de la Gironde. Tous les changements apportés par M. Sabatier, tant à la Préfecture qu'à l'extérieur, ont été pris sur l'ordre de M. Marquet (...).

Les rapports mensuels adressés au Président Laval sont remplis de nouvelles mensongères. En lisant les rapports du Préfet Régional, le Chef du Gouvernement est persuadé que le ravitaillement est bon, la population dévouée au Chef de l'État et à lui-même, acceptant avec soumission les nouveaux impôts, les restrictions, les malheurs de plus en plus grands qui s'abattent sur la France. Il croit que les anciens parlementaires se sont amendés. C'est Faux ! Le Ravitaillement est aussi mauvais si ce n'est plus avec ce Préfet qu'avec son prédécesseur La population est 90 % anglophile et américanophile. Les anciens parlementaires se permettent de critiquer le Chef de l'État et le Président Laval, souhaitent ardemment la victoire des Anglais, ce qui rétablirait la République.

M. Sabatier ne veut pas, je le répète, faire de politique et c'est pour cette raison qu'il a demandé à des maires révoqués pour leurs idées anti-

nationales, à des francs-maçons, etc... de faire partie du Conseil Départemental.

L'ambition de M. Sabatier était d'obtenir le Gouvernement général de l'Algérie. Il désire maintenant un poste de Ministre (il se contenterait de l'Intérieur) et ne veut avoir aucune histoire. Ce n'est pas un Préfet Régional, c'est tout juste un Chef de Bureau d'administration centrale qui prône l'économie et fait recommencer ses lettres cinq ou sept fois, son style de primaire étant difficile à comprendre. Ayant peur des responsabilités, Américanophile (il ne s'en cache pas plus que ses collaborateurs), d'un orgueil incommensurable, il doit être nommé à un poste de Chef de Service. C'est tout ce qu'il mérite... Comme il [107] est Conseiller d'État, on pourrait peut-être le nommer en service ordinaire ?

Grande est la Préfecture de Bordeaux, importante est sa région, difficile son administration car plus que dans les autres régions, le ravitaillement est défectueux, la région de Bordeaux étant composée de trois pays de monoculture (Pin et Vin) - ce n'est pas avec ces deux produits qu'elle se nourrira... Les luttes parlementaires plus aiguës que dans les autres départements ont dressé les habitants les uns contre les autres, ce qui n'a pas été fait pour faciliter l'administration du pays.

Redonner à cette région qui a vu naître l'État Français une Unité nationale sera une dure tâche, mais qu'un homme jeune, courageux, Français, choisi en dehors de l'administration, saura rétablir, à condition que M. Marquet, maire de Bordeaux, soit mis en disponibilité et remplacé comme dans d'autres villes par un Conseil Administratif. Certes, on nous répondra que M. A. Marquet est soutenu par les Autorités Allemandes. C'est faux. Avec quelques faits précis, on pourra montrer à ces dernières la véritable personnalité de celui qui en 1936 a embrassé le drapeau rouge Cours de l'Intendance - le Maquereau aux souliers vernis de M. Léon Blum - le Don Juan de Carrefours...

Un Préfet Régional entouré de bons collaborateurs, équipe dévouée jusqu'à la limite de ses forces à celui qui "a fait don de sa personne à la France", fidèle au Chef du Gouvernement, appuyé par celui-ci, fera de la Région de Bordeaux un exemple frappant de l'ordre nouveau pour tous les Français. »

Que pensez-vous de ce document sur la lutte de faction entre les pétainistes et la nouvelle équipe ?

M.P. - Oh ! Il s'agissait plus que d'une lutte de faction. D'un côté, des vichyssois outranciers, profitant de la présence de l'ennemi, de son armée et de sa police, pour nous dénoncer à lui et prendre la machine en main. De l'autre, une équipe de patriotes à son poste, contre vents et marées, pour préparer le retour de « l'ancien régime », c'est-à-dire de la République. Des traîtres d'un côté. Des patriotes de l'autre ! Voilà... Évidemment, ce document a été totalement occulté au cours de mon instruction et de mon procès. N'étais-je pas devenu, pour mes adversaires malhonnêtes, un fonctionnaire servile de Vichy et un collaborateur zélé des Allemands ?

[108]

M.B. - Il faudrait aussi citer un bref extrait de la conclusion du rapport rédigé le 25 octobre 1945 par le commissaire Charles Robbin du SRPJ de Paris concernant le Service ultra-pétainiste des Sociétés Secrètes. Il résume bien les conditions d'exercice du métier de fonctionnaire à l'époque, en zone occupée :

« Il y a lieu de remarquer, après l'examen des différentes pièces qui ont pu être découvertes dans les diverses perquisitions effectuées, tant dans les services de Vichy et à Paris, qu'aux domiciles de fonctionnaires ayant appartenu au Service des Sociétés Secrètes (SSS), que l'activité des agents de la Région de Bordeaux ne s'est pas limitée, sous l'occupation allemande, à déceler les francs-maçons et à appliquer la législation en vigueur en matière de sociétés secrètes, mais qu'elle s'est attachée surtout à démasquer l'attitude de tous les fonctionnaires et agents des administrations et services publics, et ainsi à dénoncer ceux qui étaient anti-gouvernementaux, gaullistes, socialistes, communistes, anti-collaborationnistes, et qui, en général, avaient une activité en faveur de la Résistance. »

M.P. - Cela se passe de commentaires !

M.B. - Sabatier avait-il conscience de la délation ambiante à la préfecture régionale ?

M.P. - Bien-sûr, il était très méfiant ! Avez-vous vu Mlle Malabre, sa secrétaire, qui est restée avec lui sans discontinuer ?

M.B. - Oui. Je l'ai interrogée en 1983. Elle a témoigné de son état d'esprit suspicieux et patriote lorsque Sabatier observait les Allemands de ses fenêtres et s'écriait : « Ah ! Les salauds ! Les salauds ! »... Selon sa secrétaire personnelle, Sabatier contenait sa colère, de même que sa peur... En tout cas, quotidiennement dans cette préfecture de la zone occupée et de la zone interdite, pesa le poids d'une administration allemande parallèle. Celle-ci comprenait des services structurés, des chefs tatillons, disposant d'un *imperium* romain, et de centaines de fonctionnaires qui doubleraient le travail des services français (la police nazie de Bordeaux, le KDS, disposait de 130 fonctionnaires permanents installés au Bouscat). Sans parler des ordonnances militaires et policières du MBF ou du BDS, exécutoires sur l'heure de façon comminatoire, qui affectaient la vie quotidienne des Girondins...

M.P. - Bien évidemment ! Mais tout cela, que note l'historien, [109] a été oublié par mes contempteurs judiciaires et journalistiques d'aujourd'hui. C'était notre pain quotidien ! Les Allemands occupaient Bordeaux, même si cette réalité provoque le mépris et les sarcasmes des censeurs qui en parlent à leur aise aujourd'hui !

[110]

La contrainte allemande

[Retour à la table des matières](#)

M.B. - Afin d'apprécier les conditions d'exercice du travail administratif face à l'armée d'occupation et au SD, c'est-à-dire à la police politique nazie, on peut citer une lettre du chef du KDS, à Sabatier, du 2 septembre 1942. Ce dernier exigeait d'être tenu informé de toutes les arrestations effectuées par les Allemands. Luther lui répondit sèchement :

*« Objet : communication des arrestations effectuées par ce service.
Référence : entretien personnel.*

Après nouvel examen de la question, je regrette de devoir vous communiquer qu'il n'est pas possible de vous aviser régulièrement de toutes les arrestations effectuées sur mon ordre. Cependant vos services de police reçoivent communication de la plupart des arrestations car elles sont effectuées en étroite collaboration avec la police française. Au-delà de ceci, je suis prêt, sur votre demande le cas échéant et le plus possible par retour du courrier, à vous remettre des renseignements si une personne déterminée recherchée a été arrêtée ou non, ce qui réduira les inconvénients faisant l'objet de cet entretien à un minimum supportable. »

M.P. - Comme vous le voyez, ce n'était pas commode ! Cette réponse allemande sur la collaboration ou même l'interpénétration des polices est très éclairante. Elle permet de bien comprendre notre situation : on se trouvait en zone interdite. En fait, nous avions effectivement les Allemands qui nous surveillaient la tête par-dessus l'épaule, 24 heures sur 24... Pour les Allemands la police devait obéir à leurs injonctions. Elle échappait en partie à Sabatier.

[111]

M.B. - Dans ses relations tendues avec l'occupant, l'équipe autour de Maurice Sabatier a-t-elle été dépendante des relations Duchon-Frédou-Garat établies avec le KDS de Bordeaux antérieurement à votre arrivée ?

M.P. - Avez-vous lu le rapport des experts Delarue, Béliou et Gouron de 1985 ?

M.B. - Oui...

M.P. - Ils le disent en toute lettre : « À l'arrivée de Monsieur Sabatier, tout change ! »

M.B. - Le rapport que vous citez compare dans un passage important consacré aux arrestations, aux internements, et aux déportations de Juifs avant votre entrée en fonction, l'attitude des deux préfectures : celle pétainiste dirigée par Pierre-Alype de 1940 à 1942, et celle prise en main par Maurice Sabatier, de mai 1942 à août 1944. Il affirme à la page 85-86 :

« On ne peut qu'être frappé par la platitude et le "non-engagement" de l'Administration au temps de M. Delannet (Secrétaire général de la Gironde sous Pierre-Alype) lorsqu'elle saisit les Autorités allemandes de demandes formulées par les internés ou leurs familles. Ce sont des lettres de transmission (aux Allemands) : "Je vous serais très obligé de vouloir bien m'indiquer la suite que vous jugerez opportun de réserver à cette affaire", "... si vous le jugez utile... ". Toutes les "interventions" sont dans ce ton. L'Administration française joue un rôle de témoin passif d'un affrontement qui ne semble pour elle concerner que les Allemands et les Juifs. Avec l'arrivée de M. Sabatier, les choses changent et surtout le ton (...). Le comportement de l'Administration (du temps de Pierre-Alype) vis-à-vis des questions évoquées apparaît comme neutre et bureaucratique - avec parfois un excès de souplesse vis-à-vis de l'autorité allemande qu'on ne retrouve pas dans la période suivante. »

M.P. - Il n'y a pas de périphrase à faire... A l'arrivée de Monsieur Sabatier, dans les relations avec les Allemands, tout change ! Je ne veux pas charger mon prédécesseur, qui est d'ailleurs outre-tombe maintenant. Mais le rapport dit bien : avec Monsieur Delannet, on signait les transmissions... À l'arrivée de Monsieur Sabatier, on discute...

M.B. - Le ton respectueux de certaines requêtes, du côté des [112] fonctionnaires français, peut s'expliquer parfois par le fait que l'on s'adresse à un ennemi qui a seul le pouvoir de décision. D'où la prudence...

M.P. - La prudence est un mot qui reste incompris de tous ceux qui ont oublié les conditions de l'occupation en général et à Bordeaux en particulier. Mais la prudence n'est pas la complaisance ! Pierre-Alype ne se bat pas pour les Juifs de Bordeaux. Il avait d'ailleurs fermé sa porte au Grand Rabbin Joseph Cohen. Ses fonctionnaires, habitués à obéir et à travailler sous la férule allemande, à transmettre à l'ennemi tout ce qu'il demandait, rapports confidentiels compris, sont tétanisés dans leurs bureaux. Ils obéissent et exécutent sans protester ni insister et sans rien tenter. Avec Sabatier, nous luttons pied à pied... À tous les points de vue, l'équipe préfectorale dirigée par Pierre-Alype (condamné à mort par contumace à la Libération) tranche avec les comportements de la préfecture suivante.

M.B. - Vous rappelez-vous d'Herbold, votre vis-à-vis à la *Feldkommandantur* ? *Que* pourriez-vous me dire de cette préfecture parallèle ?

M.P. - Herbold, c'était mon équivalent, si j'ose dire ! Knoertzer-Sabatier, Herbold-Papon. J'avais de bons rapports avec Herbold dans l'intérêt de la population française, mon objectif permanent. Magistrat de formation, sans être nazi, il administrait pour l'Allemagne un territoire occupé. Il avait compris qu'en administration, il ne pourrait pas me « la faire ». Parce que je la connaissais bien ! Alors il montra une espèce de respect muet. D'ailleurs, il l'a mis dans ses notations sur moi. Et ça m'a nui : « Grande compétence »... Eux aussi, ils étaient en panne, quelques fois. Il me disait : « Comment faire dans cette affaire ? » Moi, j'essayais de trouver une solution... qui ne soit pas défavorable évidemment aux intérêts

français... C'est à pleurer d'avoir à dire ça aujourd'hui ! C'est impensable, mais c'est comme ça !

M.B. - Est-ce que Maurice Sabatier fréquentait les Allemands lui-même ? Était-il invité ?

M.P. - Je sais qu'il y avait quelques fois des soirées allemandes, etc... Là aussi, je me distinguais par le fait que je n'y mettais pas les pieds ! Ça se terminait parfois, je crois, par des réunions dansantes. Et mon épouse ne décolerait pas que telle ou telle femme de nos relations ait valsé dans les bras de ces Messieurs.

[113]

M.B. - Comment définiriez-vous la contrainte allemande, concrètement ?

M.P. - J'avais le sentiment très net et très précis non seulement de cette contrainte, mais de cette menace. Je savais très bien, et tout le monde le savait très bien, qu'on ne pouvait pas faire ou signer quoi que ce fut sans que le regard allemand ne contrôlât par-dessus l'épaule ce qu'on faisait.

M.B. - Avez-vous ressenti, dans vos fonctions, que vous disposiez personnellement d'une relative marge de manœuvre dans vos stratégies administratives ? À la lecture de certains documents de correspondance entre la *Feldkommandantur* et la préfecture, concernant des dossiers généraux, on a l'impression que vous rendez les choses difficiles pour les Allemands. Vous devenez procédurier. Vous opposez les deux législations, afin de gagner du temps, vous protestez avec les formes afin de les mettre en contradiction...

M.P. - Bien sûr ! J'essayais de les coincer. Mais pas absurdement. C'est pour cela je crois qu'Herbold me respectait. Il se rendait bien compte que je jouais mon rôle intelligemment. Pas du tout comme une brute inutile. J'aurais terminé au Fort du Hâ ! Herbold, Rhénan bien assis, ayant du bon sens, comprenait très bien que je manœuvre contre lui. Mais jamais de mauvaise foi ! C'est bien ce qui les embêtait. Ils ne pouvaient pas me coincer.

M.B. - On devine cependant une pression de leur part, quotidienne. Ils vous donnent des ordres, car c'est eux, en définitive, qui décident ...

M.P. - J'ai retrouvé dans mon journal la trace d'une des rares entrevues que j'ai eue directement avec le général Knoertzer, *Feldkommandant*. Il y avait un drame que je résume. La radio de Londres diffusait souvent des fausses nouvelles : « Il va y avoir un bombardement extraordinaire et puissant de la base de Bacalan et de la région de Bordeaux... » On entend ça. Chapel, de permanence un dimanche, donna aussitôt - peut-être légèrement mais il croyait défendre ses concitoyens - des ordres d'évacuation de Bordeaux. Le lundi, c'était l'exode ! Les Allemands ont été furieux. Ils voulaient arrêter Chapel, le mettre en tôle ! Sabatier m'a demandé aussitôt d'aller défendre son directeur de cabinet. Tactiquement, il n'a pas condescendu à y aller lui-même ! J'ai pris mon courage à deux mains, parce que ce n'était pas très agréable. J'ai vu Knoertzer : conversation de deux heures. J'ai plaidé la bonne foi de Chapel. Il me dit : « Donc, vous écoutez la [114] Radio de Londres »... Voyez, d'une question à l'autre, on pouvait finir au trou, n'est-ce pas ! Je fais allusion dans mon journal, à cette entrevue forcée à la *Feldkommandantur* (que j'appelais « Fernand », par précaution). Voici l'extrait considéré :

« 5 janvier 1944.

Ce tantôt, discussion difficile, orageuse, menaçante, même, avec mon ami Fernand. Durant deux heures d'horloge. Pour défendre un principe, et cela valait la peine. Je reviens tendu par l'effort. Mais qu'est tout cela, et le risque par surcroît, j'évoque ce qu'a donné Jean, vers l'image de qui je me tourne. Il a tenu, lui, et il est mort sous le fracas des bombes (je vous reparlerai de Jean, déjà cité, ultérieurement). La foule irritée et ingrate ? Si tous avaient tenu, elle serait plus reconnaissante. Il ne faut pas attendre les pourboires dans la vie. Le soldat au feu ne se retourne pas pour voir si son village le regarde. "On n'a rien donné quand on n'a pas tout donné. " Alors qu'importe l'orage des vainqueurs et la menace de la loi martiale... Ma seule joie, bien modeste - est que cet honorable magistrat qui me trouvait jeune encore il y a tantôt huit jours, a pensé et a dit en sortant - car il y était "Il s'est bien défendu " (...).

6 janvier 1944.

Hier, Fernand avait dit non. Avec brutalité. Mais la nuit porte conseil. Ce matin, pendant la réunion même consacrée à l'affaire, on apprend que, revenant de sa position, Fernand est d'accord pour la formule proposée la veille en vain. C'est un fait qui, bien présenté, est dénué d'intérêt. Mais il me permettra, plus tard, d'évoquer la psychologie du débat. Assurément, si je n'avais tenu deux heures, rien de tout cela n'eût été obtenu. Et ce qu'on me dit à ce sujet m'apporte une certitude qui manque à ce don Quichotte de la 13e heure... C'est en vain qu'il cherche à neutraliser la première heure. Il ne donne le change à personne, mais comme il ressemble à son frère quand il propose l'impossible, n'insiste pas et se lève en fustigeant les autres. Il tente de relever le menton, mais l'œil est torse et le plis des lèvres peu sûr. Tel est le visage de tous les repentis (...).

À demain - le dur ouvrage sans cesse recommencé (car l'accord du 7 avec Fernand a été remis en question le 8. Fernand n'avait pas dit cela, à ce qu'il paraît...) (...).

[115]

12.1.44.

Mon ami Fernand s'est calmé. Après instruction du procès, naturellement. Toujours la même question : qui est responsable ? Il y avait un certain docteur âgé moins à l'aise que moi.

A noter, par ailleurs, une réaction excellente de ce brave ingénieur, X comme il se doit, responsable d'un service. Comme je l'encourageais à ne pas céder sans au moins avoir tenté quelque chose, il me répondit : "Mon collègue des Ponts vient d'être arrêté dans telle ville voisine ; c'est une indication dont il faut tenir compte. " »

Voilà nos conditions quotidiennes de fonctionnement ! Il fallait toujours tenter quelque chose ! Le magistrat en question, c'est le *Feldkommandant* Knoertzer. Je m'étais battu, modestement. Cette fois-là, ils avaient cédé. Et leur chef, vieux magistrat, qui me trouvait trop jeune, considérait que je m'étais bien défendu ! Mais il s'agissait de la *Feldkommandantur*. Pas des SS !

M.B. - Voilà comment, dans son audition devant le Jury d'Honneur en 1981, le préfet Sabatier a reconstruit ce type de pression que vous décriviez ainsi dans votre journal de l'époque :

« Il y avait en zone interdite à Bordeaux trois fois plus de SS que partout ailleurs. Les plus durs ! Nous avions les Knochen et compagnie. Des types atroces. Il fallait manœuvrer fin, je vous le promets. C'était tous les jours pareil (...). »

De même, Jean Chapel, devant le Jury d'Honneur, livra ce témoignage :

« J'avais évidemment beaucoup de contacts et de conversations avec Maurice Papon. Nous nous faisions un petit compte-rendu, chaque soir, de nos activités (...). On avait beau cohabiter sur le même palier, nous nous montrions circonspects, car nous étions entourés de gens qui ne demandaient que d'avoir notre peau. Les dénonciations contre Maurice Papon, contre moi, étaient fréquentes auprès du Service de Sûreté des Allemands (...). De ce fait, nous étions prudents (...). La SD, le Kommandeur Luther, c'était la SS. La police secrète ! Celle-là était redoutable. Nous avons failli, lui comme moi, être arrêtés à plusieurs reprises. Parce qu'ils étaient méchants comme pas un ! Ils voyaient dans [116] nos attitudes des gestes d'hostilité à l'armée allemande. Ce en quoi ils ne se trompaient pas, bien sûr »

M.P. - Témoignage émouvant et réaliste d'un ami mort...

M.B. - Vous auriez donc eu une certaine marge de jeu, en tant que fonctionnaire, au cas par cas, dans vos relations avec l'occupant ? Un exemple montre la « finasserie » déployée, auraient dit les Allemands... Il concerne une visite de détenus au Fort du Hâ, avec un avocat général de Bordeaux. Vous constatez que des détenus de droit commun arrêté par les Allemands n'ont pas été livrés, comme cela aurait dû être fait, à la justice française. Vous rencontrez le Docteur Alt à la

Feldkommandantur, qui reconnaît l'erreur : la prison en Allemagne avait une autre fonction qu'en France, justifia-t-il...

M.P. - J'ai réussi à les mettre en contradiction avec eux-mêmes, cette fois-là ! Mais je ne gagnais pas à tous les coups !

M.B. - Vous semblez subir une pression quotidienne dans la plupart des dossiers. La *Feldkommandantur*, comme le KDS, dont toutes les lettres d'injonctions sont traduites quotidiennement par la préfecture, vous demande par exemple la liste des fonctionnaires des services administratifs et des maires, avec leur état civil. Il faut signaler sur-le-champ toute mutation...

M.P. - La notifier, oui, mais à notre manière. Vous me comprenez !

M.B. - Je ne parle pas des restrictions en matière de déplacement d'une zone à l'autre, de permis de circulation, d'autorisations économiques diverses, de contrôle du ravitaillement, du couvre-feu, de l'utilisation ou de l'armement des forces de police... Les Allemands contrôlent la législation, son application, imposent la leur, surveillent les budgets, les mutations au sein de tous les services départementaux et municipaux français, le fonctionnement concret de toutes les administrations... Peut-on parler de situation de tutelle ?

M.P. - Non ! Pas de tutelle... mais du contrôle permanent et des injonctions ! On ne peut pas considérer que nous sommes des fonctionnaires libres. Avec ces gens-là, on jouait naturellement au chat et à la souris. Seulement cela n'est plus compris aujourd'hui.

M.B. - Vous vous battez en poste ? L'attribution, le sabotage sont-ils vos armes quotidiennes ?

M.P. - Absolument !

[117]

M.B. - Vous subissez une contrainte que vous contournez parfois : le jeu du chat et de la souris avec « Fernand »...

M.P. - J'ai déployé, ainsi que toute l'équipe - si l'on peut parler d'une équipe responsable dans ces circonstances ! - des relations d'hostilité larvée. Qui ne leur a pas échappée, d'ailleurs, puisqu'ils m'ont noté en conséquence !

M.B. - Les Allemands notent, tel un interrogatoire du chef de la Section IV du KDS, Dhose, en 1948, votre compétence (« *Maurice Papon était trop habile pour se compromettre* »)... Se heurtent-ils vraiment à votre légalisme ?

M.P. - Je me sers beaucoup du droit, en l'interprétant. Toujours de bons motifs...

M.B. - Jamais d'impulsions, de coups de tête ?

M.P. - Surtout pas ! Un savoir-faire technique... Et en technique, je les bat-tais !

M.B. - Eux-mêmes ne connaissaient pas tous les arcanes de notre législation...

M.P. - Ils étaient moins surs que moi !

M.B. - Il apparaît clairement, à la lecture de documents allemands concernant le fichage policier des fonctionnaires de la préfecture, que les délateurs de l'équipe pétainiste informaient régulièrement l'ennemi. En témoigne cet extrait d'un rapport tiré des Archives de France (série AJ 40) concernant Maurice Sabatier, signé par Dörnemann, responsable de la *Propagandastaffeln* du Sud-Ouest, en date du 22 janvier 1943 :

« En raison d'une question posée par une source sûre, la Propagandastaffeln Sud-Ouest, filiale de Bordeaux, s'est procurée les informations ci-après sur le Préfet régional Sabatier (...).

En 1941, le Préfet régional a épousé la veuve d'un colon algérien. On déclare qu'elle avait été sa maîtresse et qu'il avait seulement régularisé, pour l'extérieur, l'état de fait existant depuis un certain temps. Sabatier n'a pas d'enfants.

Des indicateurs qui exerçaient dans l'environnement proche du Préfet régional il y a encore peu de jours, et qui à présent sont écartés en tant qu'anciens collaborateurs de son prédécesseur Pierre-Alype, déclarent que Sabatier serait démesurément ambitieux, extrêmement susceptible quant au culte de sa personnalité et qu'il arrive également qu'il se laisse aller à des "remarques [118] imprudentes" en cas de difficultés avec les services administratifs allemands.

Sabatier viserait surtout un objectif : ne pas avoir de difficultés ici à Bordeaux, ni avec Marquet - puisqu'il aurait le destin de son prédécesseur à affronter clairement - ni avec les services allemands. Par ailleurs, le service de la Propagande est depuis longtemps au courant que Sabatier a tenté à plusieurs reprises de faire intervenir Marquet afin d'obtenir sa mutation à Alger. Son plus grand désir serait en effet d'obtenir le poste de gouverneur d'Alger Il considérerait son travail à Bordeaux uniquement - selon ce que rapportent des propos de milieux français - comme une sorte de mise à l'épreuve pour sa candidature à ce poste de gouverneur

Durant les mois de sa présence à Bordeaux, Sabatier ne s'est presque pas profilé sur le plan politique en public. Il participe seulement aux manifestations officielles et y demeure toujours fidèlement dans la mouvance de Marquet, sous l'influence duquel il est. Jusqu'à présent, Sabatier n'a pris aucune initiative particulière impliquant sa responsabilité. Lors d'occasions les plus diverses, où le service local de Propagande eut affaire à lui, notamment à l'occasion de l'exposition anti-bolchevique, ou au moment de la Relève -, il a évoqué ne pas avoir d'instructions supérieures et n'a pas mobilisé l'énergie nécessaire. Durant les journées de tension politique extrême avant la visite de Laval auprès du Führer, et après, à la Préfecture régna une complète léthargie.

Jusqu'à présent, Sabatier n'a prononcé en public aucune déclaration en faveur de la collaboration quoique, depuis sept mois, il avait l'occasion de le faire. De la part de la population française, il est considéré comme un modèle d'administrateur sec, qui, pour l'amour du ciel, n'ose prendre aucun risque ni aucune décision de son propre chef, et qui, en homme prudent et hésitant, se retire derrière le travail administratif Ce qui est ca-

ractéristique à ce propos, c'est que l'ancien Préfet régional Pierre-Alype avait des amis et des ennemis dans la population, alors que Sabatier ne joue aucun rôle et n'est pas considéré comme une personnalité (on ne critique pas Monsieur Sabatier, mais on est "contre la Préfecture"),

Lorsqu'il est venu en mai de Vichy, Sabatier a amené un nouveau Secrétaire général, Papon, un nouveau Directeur de cabinet, Chapel, et un nouveau chef de cabinet, Bourrut-Lacouture (..).

[119]

Sabatier désigne ces trois personnes volontiers comme "son équipe". Parmi les trois, Papon serait le plus intelligent. Il n'est pas personnellement connu du Service. En tout cas, il s'est abstenu (zurückgehalten) de toutes relations avec les services allemands. à moins qu'elle ne revêtent une dimension de service.

De l'ensemble de la préfecture de Bordeaux, de la part des quatre personnes citées, il n'a été énoncé, durant les sept derniers mois, à l'exception de phrases officielles discrètes isolées, ni de déclarations et prises de position, ni un engagement actif au sens d'une information ou prise d'influence de la population bordelaise pour le rapprochement franco-allemand ou pour le nouvel ordre européen. Au contraire, on s'est appliqué à observer la plus grande réserve comme cela sied bien à un fonctionnaire qui ne veut heurter personne. »

M.P. - Ce document, émanant de Dörnemann qui était nazi, est stupéfiant ! Personne ne l'a évidemment cité jusqu'ici. On devine qu'une partie des informations vient de fonctionnaires préfectoraux proches de Pierre-Alype. Nous étions bien espionnés par le clan pétainiste et livrés aux Allemands ! Le portrait de Sabatier est assez juste. En ce qui me concerne, les services, non de la *Propagandas-taffeln* mais de la *Feldkommandantur* m'ont dépeint de la même façon.

M.B. - En effet un document du 21 juillet 1943 précise à votre rencontre :

« Papon peut être décrit comme un administrateur habile, qui apparaît comme sachant faire face aux tâches difficiles. Il sait bien négocier. Ses manières sont correctes et ses rapports sont aisés. Dans les situations difficiles, il est souvent très réservé et se retranche derrière son chef Sabatier

Papon a dû être autrefois monarchiste ; il passe aujourd'hui pour partisan du Maréchal Pétain et du gouvernement Laval.

Il travaille bien avec la Feldkommandantur, est rapide et digne de confiance. Aucune réclamation contre lui n'a été faite jusqu'ici ; on peut donc considérer qu'il est un représentant de bonne foi de la politique officielle actuelle du gouvernement. »

M.P. - Manifestement, ce rapport-ci n'a pas été inspiré par les mêmes informateurs ! C'est risible. Puisque là, je suis supputé être monarchiste, voire maréchaliste et lavaliste tout à la fois !

[120]

M.B. - Un autre rapport vous concernant, émanant cette fois du SD, c'est-à-dire de la police nazie de Bordeaux, signé Nährich, responsable de la répression antijuive au KDS, écrit nettement le 9 décembre 1943, à partir d'informations communiquées là encore par un « homme de confiance » :

« Papon serait très américainophile et hostile à une collaboration avec l'Allemagne. Le SD reconnaît sa compétence. »

M.P. - Cette fois, c'est plus proche de la vérité. Vous voyez bien que nous étions surveillés par la police allemande parce que trahis par des salauds qui dressaient des fiches sur le moindre de nos faits et gestes ! Cela a été totalement occulté pendant mon instruction et mon procès...

M.B. - En ce qui concerne Sabatier, on dispose de deux autres rapports tirés des archives du M. BF d'Angers, où il est indiqué :

« Sabatier se conforme exactement aux ordres de Vichy. Il ne prend aucune initiative personnelle ni aucune responsabilité dans sa fonction. Il

manifeste une extrême réserve quant à la Collaboration. On lui reproche ses rapports d'autrefois avec la Gauche (...).

Exceptionnellement habile, très intelligent. Très expérimenté, très travailleur. Il domine bien son domaine de compétence. Dans ses conversations avec les cercles collaborationnistes, il apparaît comme très germanophile. En public, par contre, il se retient de toute déclaration. Très ambitieux, il évite toutes difficultés qui pourraient lui porter préjudice auprès des autorités d'occupation ou de son gouvernement.

Il exécute avec loyauté, rapidité et de A à Z les consignes de ces dernières. La confiance qu'on peut lui témoigner dépend directement de la mesure de la puissance qui le dirige.

À la Préfecture, il règne en despote et ne supporte aucune volonté à côté de la sienne. Contrairement à son prédécesseur, il est un intime du Maire de Bordeaux. »

Sur Boucoiran, on peut lire de même :

« On dit qu'il a appartenu au Front populaire, et qu'il a encore aujourd'hui cette orientation (...). Devant la forte personnalité de Sabatier, n'apparaît que très peu. Ses compétences sont légèrement [121] supérieures à la moyenne selon les critères français. Possède peu d'initiative. Exécute les ordres des autorités d'occupation sans réserve. Citoyen calme, sérieux, qui laisse plus faire les choses qu'il ne les influence. »

M.P. - Ces documents allemands sont symptomatiques de la contrainte qui pesait sur nous. L'œil de Berlin était toujours ouvert.

M.B - Dans ces conditions, on doit se poser une autre question : celle de la marge de manœuvre de la police. Celle-ci, pensons à Duchon, est-elle sous le contrôle du KDS ?

M.P. - Comment pouvait-il en être autrement ! C'est comme Garat, qui ne peut faire un pas sans qu'ils le sachent...

M.B. - Afin d'apprécier le poids de la pression allemande, il faudrait citer ici la liste des fonctionnaires bordelais emprisonnés de façon temporaire ou durable, déportés ou tués en mission. Les policiers (184 à être réprimés entre 1940 et 1944) étaient quant à eux quotidiennement obligés de saluer les soldats et officiers allemands qui déambulaient dans les rues. On pourrait épiloguer aussi longuement sur les exécutions d'otages, tenues pour négligeables, comme le contexte de la contrainte dans son entier, par l'instruction menée contre vous de 1981 à 1997.

M.P. - Vous avez raison. Pour les juges instructeurs de Bordeaux, il n'y avait plus d'allemands, plus de Wehrmacht, plus de SS, plus de collaborateurs ou de miliciens. Une cible unique : le secrétaire général de la Préfecture de la Gironde. Pourquoi ? Parce que c'était le seul survivant de la tragédie de l'occupation. Et Dhose ou tout autre, à supposer qu'ils aient survécu, n'intéressaient personne. Quand on pense que Dhose, l'équivalent de Barbie à Bordeaux, que vous avez vous-même interviewé en avril 1985, est mort en 1995, à la fin d'une instruction de quinze ans, et que ce responsable de la police allemande n'a jamais été interrogé ! N'importe quel juge consciencieux aurait organisé une confrontation Dhose-Papon. Mais aucun Allemand ne fut entendu ou convié à s'expliquer ! Il en avait été de même dans la première instruction, qui avait recueilli le témoignage de Maurice Sabatier sans l'inculper - un des motifs de l'annulation de celle-ci ! - Là c'est encore plus grave ! Le fait de ne pas avoir entendu Dhose, ne devaient-ils pas faire annuler la seconde ? Et que dire de Nâhrich, responsable un temps de la politique antijuive au KDS de [122] Bordeaux, jugé en Allemagne en 1983 sans avoir été ni entendu ni inculqué dans la procédure « contre *Papon et tous autres...* »

M.B. - À ce propos, un fait très significatif qui a échappé à beaucoup, - Hubert de Beaufort l'a bien mis en lumière dans sa contre-enquête - : la coïncidence, le 21 septembre 1942, entre la fusillade de 70 otages et le départ d'un convoi de 71 déportés juifs vers Drancy. Pour bien se rendre compte de la situation de pressions psychologiques et des menaces réelles, il faudrait citer un extrait de l'interrogatoire du Kommandeur du KDS, Luther, recueilli le 24 août 1946 par le Service des Crimes de guerres au camp de Dachau, concernant précisément l'affaire de ce dramatique 21 septembre :

« Je me suis (...) rendu chez l'intendant de la police française, colonel Duchon, pour le mettre au courant de l'ordre reçu et lui demander de mettre au courant le préfet régional Sabatier, et de préparer 70 cercueils. Comme je l'avais espéré, le préfet régional me demanda aussitôt au téléphone et vint tout de suite dans mon service pour protester contre cette mesure. Je lui ai déclaré que personnellement, je repoussais les mesures ordonnées de la façon la plus absolue et qu'en conséquence, je m'étais aussitôt adressé au BDS et avais déjà amené la Feldkommandantur à faire la même démarche. J'espérais réussir, mais je ne pouvais naturellement rien lui garantir. Je lui suggérais cependant qu'il pourrait, de son côté, s'adresser à son gouvernement à Vichy et demander à celui-ci de faire à Paris les démarches en conséquence. À ma connaissance, Sabatier a d'ailleurs fait cela, mais il a eu tout aussi peu de succès que la Feldkommandantur et moi-même. Pour l'exécution de cet ordre, je m'entretins avec le préfet régional. J'avais l'intention de faire inhumer les fusillés dans des tombes individuelles. Sabatier demanda qu'on ne procède à cette inhumation que deux semaines environ après l'exécution de l'ordre, car on pourrait ainsi diminuer l'agitation de la population. J'ai déféré à cette demande. Pour l'exécution elle-même, il n'y avait pas d'ordre du BDS. La Feldkommandantur et moi-même nous mîmes donc d'accord pour nous baser sur les prescriptions du code de justice militaire au sujet des fusillades, ainsi que sur quelques anciens ordres du MBF et, par ailleurs, pour tout faire pour une exécution aussi humaine que possible de l'ordre. Je désire encore ajouter au paragraphe précédent que j'ai après ma [123] visite au préfet régional, adressé un nouveau télégramme au BDS. Dans ce télégramme, je mentionnais la protestation du préfet régional et ma réponse, et je demandais, pour terminer, que l'on tînt compte de mes diverses représentations (...). »

M.P. - Pour mes accusateurs d'aujourd'hui, un témoignage allemand est nul et non avenu. Il gêne la construction laborieuse d'un coupable français sur mesure. Toute intervention non prévue grille le système. Alors, on occulte...

M.B. - L'exécution avait été ordonnée par l'OKW de Berlin après un attentat au cinéma Rex à Paris et à la suite de l'élimination de divers officiers allemands par la Résistance. Les 70 fusillés bordelais, désignés sur une liste de 86 détenus considérés par le BDS comme « personnes destinées à expier » (c'est-à-dire appartenant à une réserve d'otages, selon la nouvelle politique d'Oberg à son arrivée

à Paris), furent en fait choisis par Dhose en personne, qui se rendit à Paris soumettre ses propositions à Boemelburg.

À Paris, 50 autres otages furent en même temps passés par les armes. À la question de savoir pourquoi le nombre des fusillés fut plus important à Bordeaux qu'à Paris, le commissaire Caps et l'inspecteur Bertrand, dans leur rapport SRPJ du 3 mars 1949 concernant les crimes de guerre commis par les membres du KDS, notèrent qu'à Paris, il n'y avait pas assez d'internés correspondants aux conditions établies par Berlin. Le KDS de Bordeaux accepta d'exécuter l'ordre à partir de listes de détenus dont 65 sur 70 avaient été arrêtés par la Section des Affaires politiques (la SAP du commissaire Poinot) et les Renseignements généraux de Bordeaux. Les perquisitions occasionnées n'avaient rien donné. Les internés, soupçonnés d'être communistes et gaullistes, ne relevaient que de chefs d'inculpation mineurs, ne justifiant même pas la déportation selon les critères allemands ordinaires. Les versions de Maurice Sabatier, du colonel Duchon, et de Jean Chapel, lors de l'enquête, apportent des éclairages très sensiblement différents par rapport au témoignage de Luther qui tentait de se disculper. En tout cas, sans pouvoir établir de lien formel entre les deux événements, la convergence du convoi et des fusillades permet d'imaginer quel dût être l'état d'esprit de Sabatier, de l'état-major policier et de son cabinet ! L'atmosphère était difficile, tendue. La réalité de la pratique administrative apparaît donc plus complexe que ne le laisse supposer le dilemme suggéré par [124] certains : ou l'on démissionne tout de suite, ou l'on collabore et l'on devient complice...

M.P. - Le drame était permanent pour nous et pour les Français occupés. La « pensée unique », cinquante-cinq ans après les faits, oublie le contexte de l'angoisse, de la menace comme celle que vous venez de décrire. C'est ou l'un ou l'autre. Ou l'on collaborait, ou l'on était résistant armé ouvertement. Mais des résistants, il n'y en avait pas un sur cent ! Et on a jeté sur la formule du double jeu un regard péjoratif et méprisant, pire, on nie toute possibilité et toute utilité à cette résistance administrative qui a pourtant rendu des services essentiels à nos concitoyens, aux résistants armés et à la France !

M.B. - Certes, mais ces « affaires de l'occupation » ne concernaient pas l'administration ordinaire. Elles étaient dérogatoires, exceptionnelles. N'appliquait-on pas des législations illégales, au sens républicain ?

M.P. - Sous le régime de fait de Vichy, nous, les fonctionnaires républicains, nous savions qu'il n'y avait pas de législation, mais des textes administratifs de fait. Vu d'aujourd'hui, tout paraît illégal, inhumain. En l'instant, nous attendions. Nous savions qu'il fallait patienter, que ça ne durerait pas. Que le sort du pays se jouait sur un terrain mondial et militaire. Que le régime du vieux Maréchal, déjà battu en brèche en 1942, ne serait pas éternel. Mon journal indique maladroitement les tensions et les problèmes de conscience, voire d'inconscience que la situation nous imposait. Sur le terrain, à Bordeaux, nous subissions l'occupation et ses traquenards, dans la myopie la plus complète et dans l'entrecroisement des « législations » vichyssoise et allemande.

Pour le préfet régional, pour l'intendant, pour les gendarmes, pour les policiers, quand on leur demandait d'arrêter des juifs étrangers, parfois en infraction au regard de la Loi de l'occupant voire des résistants, il ne s'agissait pas d'actes « illégaux » et de complicité criminelle. Évidemment, il n'aurait pas fallu perdre la Bataille de France ! Il s'agissait d'appliquer la Convention d'Armistice, sous peine non seulement de révocation immédiate mais aussi et fréquemment d'emprisonnement, de déportation, ou pire. Ces opérations, c'étaient des ordres subis, autorisés par les instances supérieures de Paris et de Vichy systématiquement impliquées. Ces ordres de fait, imposés par les Allemands qui [125] occupaient le sol national manu militari, étaient exécutés au cas par cas. Jamais les initiatives ne vinrent du côté français.

De plus, nous avions peur. Nous redoutions tous la répression allemande, comme les ordres chaotiques, soudains, irrationnels des SS qui nous prenaient toujours au dépourvu et plongeaient l'administration restée sur place pour défendre la population dans des difficultés incroyables. Ces actes de fait, imposés dans l'urgence, dont je parlais plus haut, étaient enrobés d'aspects techniques dérisoires, banalisées. Ils revêtaient des dimensions de routine quotidienne. Les documents concernant certaines rafles de juifs parlent de « tact et de dévouement ». On ne connaissait jamais les tenants et les aboutissants. Nous étions victimes du « grand secret » de l'ordre noir des SS ! Les Allemands, ordonnent, surveillent, contrôlent tout. Quand ils le décident, souvent parce que cela ne va pas assez vite ou qu'ils

soupçonnent à juste titre un sabotage larvé, ils agissent eux-mêmes. Les exemples sont nombreux, tels que les convois de déportés juifs de novembre et de décembre 1943 pour déjouer le sabotage de la préfecture. Les choses se déroulent non selon la loi, mais selon l'imperium de la guerre... Cela je crois que vous ne pouvez l'imaginer, vous les hommes d'aujourd'hui !

M.B. - On a parfois l'impression, cependant permettez-moi de le dire, que les fonctionnaires français, dont certains sont d'ailleurs résistants, ne se sont pas posés de question de conscience en matière par exemple de politique antijuive ou de poursuite des « récalcitrants » et des « oisifs » pour le STO ! Certains policiers ont bien accepté d'être désignés pour surveiller les convois, ce qu'ils ont fait avec un zèle apparent...

M.P. - Tous ne font pas du zèle. Ils sont placés devant le fait accompli, ceux qui ne voulaient pas marcher étaient dénoncés et arrêtés (cf. le cas de Saufrignon). Il y a eu 140 policiers arrêtés ou déportés à Bordeaux, dont beaucoup sont morts ! À l'époque, ils ne savent pas ce qu'ils font. J'ajouterais d'ailleurs que mes adversaires, à travers une cabale politique montée sciemment, ont fait citer contre moi, à plusieurs reprises, des policiers résistants. Pas du tout pour parler du problème réel que vous soulevez ici, mais au contraire pour essayer de leur faire dire qu'ils ne m'avaient pas connu comme résistant !

M.B. - Effectivement, des policiers résistants ont été contraints de participer à des arrestations de juifs voire de résistants. Mais [126] l'UGIF aussi a été impliquée dans le système des arrestations et des rafles, *a priori* comme *a posteriori*. Je veux bien croire que leur état d'âme était lié à l'état des informations alors en leur possession concernant ce qu'aujourd'hui nous connaissons nous comme cette abominable « solution finale ». Cependant, je vous rappellerai cet extrait des Mémoires du Grand Rabbin Cohen de Bordeaux, au sujet de la première rafle, soi-disant réalisée avec « tact et dévouement » selon les termes du rapport de Maurice Sabatier du 18 juillet 1942 concernant l'exécution des ordres allemands :

« À Bordeaux, la rafle se déroula dans la nuit du 15 au 16 juillet, avec une brutalité inouïe. Des familles entières furent arrachées à leurs foyers et entassées pêle-mêle dans des cars, hommes, femmes et enfants en bas âge, tous ensemble au camp de Mérignac. »

M.P. - Il faut rappeler à nouveau qu'un rapport officiel sur une question aussi sensible ne pouvait pas porter une appréciation libre. Il n'avait pas pour but de rendre compte de la réalité... En l'occurrence, n'oubliez pas non plus que les policiers français étaient accompagnés eux-mêmes de soldats et policiers allemands... La menace était omniprésente ! Ces événements furent dramatiques, il faut y revenir...

M.B. - Parmi d'autres faits, je pourrais citer aussi la distribution de l'étoile jaune, début juin 1942, par la police de Bordeaux, qui eut lieu avant votre arrivée en poste. Dans ses rapports de fin de mission, l'intendant de police Duchon déclarait que « *cette formalité administrative* » s'était « *déroulée sans incident* » alors qu'il s'agissait d'appliquer un ordre spécifiquement nazi ! Qu'en pensez-vous ?

M.P. - Ce type de réaction officielle, par écrit dénote la peur intériorisée des fonctionnaires à qui l'on imposait de telles mesures en zone occupée. C'est un refoulement ! On ne pouvait pas dire ce que l'on pensait dans des rapports administratifs ! Il y avait ce que l'on écrivait, les formules, et ce que l'on ressentait. Dans mon journal, je ne me livrais pas non plus. La peur nous habitait. La prudence devait nous guider aussi, pour tenir. C'est ce que Londres avait bien compris en invitant les fonctionnaires et les magistrats à demeurer à leur poste !

M.B. - Comment réagissiez-vous, vous qui étiez formé à [127] l'école de l'administration républicaine et de ses valeurs, à cette « législation » de fait de Vichy, dans son application, dans sa dimension la plus irrationnelle, la plus inhumaine ? Qu'en pensiez-vous en conscience ? N'avez-vous pas compris, à titre personnel, qu'il s'agissait d'actes illégaux et criminels, vous, les fonctionnaires républicains dont certains étaient déjà résistants, en juillet 1942 ?

M.P. - Résistant, je l'étais moi-même, nous en reparlerons. Sur le terrain, les textes de 1941, 1942, ne sont plus simplement des actes de papier, en effet. À Bordeaux, vu de mon poste, et cela reste valable pour la majorité des fonctionnaires d'autorité, nous avons compris que le sort des personnes arrêtées, convoyées, puis déportées vers l'inconnu, était en jeu. Comme pour les résistants pris sur le fait, déportés, voire fusillés. Étions-nous des complices de déportation ou des fusillades lorsqu'on devait gérer les inhumations ? Dans notre esprit, non ! Comment pouvions-nous être complices quand nous faisons en conscience tout ce qui nous apparaissait possible pour nous y opposer ou pour sauver ces otages ! Pour les hommes d'aujourd'hui, nous le sommes devenus ! C'est impensable ! Mais à Bordeaux, nous ne savions rien de ce que tramaient « loin vers l'Est » les SS que nous avions en face de nous tous les jours. Dire que nous avons endormi lâchement nos consciences est faux. Nous avons cherché à savoir ! Dans un rapport rédigé pour Maurice Sabatier qui l'avait envoyé à Drancy au moment du second convoi d'août 1942, Garat écrit nettement :

« Les SS ont gardé absolument secrète la destination (des convois de déportation)... »

Garat leur avait demandé des précisions sur la destination des trains ! Il ne put obtenir d'eux une autre réponse. Pas plus que Laval ou Bousquet, d'ailleurs, tout de même mieux placés que nous pour connaître l'issue de ce drame. C'était je le redis, « le grand secret ». Je n'évoquerais pas des personnalités internationales qui avaient elles aussi d'autres moyens et une autre liberté que le secrétaire général de la préfecture de la Gironde. D'ailleurs, je vous rappelle que malgré tous les efforts de mauvaise foi, pour ne pas dire plus, le Tribunal a bien été obligé de reconnaître ce point capital comme établi. Mais paradoxalement, cela ne servait à rien puisque je pouvais être « complice » et « coupable » sans rien connaître.

[128]

Ensuite, les humiliations touchaient autant les malheureuses victimes que ceux qui devaient les encadrer, voire ordonner les arrestations et assumer les tâches humanitaires d'accompagnement, notamment au moment des convois massifs. Cette situation, combien l'ont affrontée, y compris de nombreux responsables de

la communauté juive, et jusque dans les camps. C'est justement une des caractéristiques des systèmes totalitaires que d'obliger par la contrainte à des actes contre la conscience. Dans ces circonstances, chacun fait de son mieux modestement et avec son courage. Mais je pense que ceux qui n'ont pas affronté cette situation ne peuvent pas comprendre et encore moins juger, sauf à vouloir se fabriquer une bonne conscience à peu de frais. Certains rapports indiquent explicitement que les opérations étaient menées « à contrecœur ». Vous m'avez cité précédemment des cas de répression de policiers. Les menaces de représailles, explicites dans les documents, n'étaient pas illusoires !

Vous savez, administrer dans de telles circonstances, c'était subir, savoir encaisser, accepter les humiliations, se contenir, rester présent pour sauver tout ce qu'on pouvait sauver, dresser *a posteriori* les listes des personnes arrêtées pour laisser trace des actes perpétrés par l'ennemi : fusillades, convois de déportation, commande des cercueils, organisation des obsèques... Sans parler de l'aide humanitaire possible, des tentatives de libération des personnes arrêtées (J'en ai plusieurs à mon actif !). Une société, comme la nôtre, qui juge les morts et s'amuse à refaire son histoire, ne les fera pas revenir.

Pour ce qui est de mon état d'esprit général, par rapport à l'occupation allemande, voici un passage de mon *journal* qui définit bien le sens du combat que personnellement je menais contre la peur :

« 22 février 1944.

Dirai-je un jour ces moments où il semble que le cœur va céder ; où, tandis que la discussion dure et inutile a tendu les esprits et les rapports, épuisé les arguments et les conciliations, usé les finesses et la patience, on ploie sous la menace. On se trouve au bord de la cassure : la cassure de l'entretien ou la cassure de sa propre résistance avec ce qu'emporte l'une et l'autre. Parfois, en un éclair, une maladresse, une association d'idées ou un incident permet de relancer le fil et, dissipant un malentendu, [129] d'en reprendre un autre avec tout le temps gagné et peut-être sous un tour différent.

Mais souvent - sur un mot - on est calé. Et ceux d'en face tiennent. C'est un moment de panique, qu'il faut surmonter sans aucune faiblesse aussitôt exploitée, sans lâcher de peur ou de fatigue, le mot qui perd tout, sans cesser d'entretenir les liens prêts à se briser.

Ce n'est plus une affaire d'intelligence. Ou du moins, l'intelligence n'est plus qu'un maillon. C'est une affaire de cœur. Il faut alors en une seconde, serrer le cœur, oser faire front, indiquer que sur cette ligne arrêtée on ne recule plus, quelles que soient les conséquences.

Et aussitôt enchaîner, avec l'esprit, par la dialectique.

Il faudra que je revienne, un jour, sur cet intense et bref moment où sur le fil tendu, prêt à se rompre, on frôle du poids d'un cil la chute mauvaise si on cède à la peur »

Je n'arrive pas à accepter comment on n'a pas pu comprendre cette situation de contrainte, comment on a été jusqu'à en nier l'existence. En conscience aujourd'hui, je n'ai pas souvenir de n'avoir pas fait dans ces moments dramatiques tout mon possible.

M.B. - La question que le lendemain de ma première déposition, à ma grande surprise, le Président de la Cour et son premier assesseur me posèrent (après quinze ans d'instruction !), fut celle de savoir si oui ou non les fonctionnaires français avaient subi des menaces. Il me souvient encore que ce point central ne fut pas retenu par vos défenseurs, malgré l'existence de documents de l'intendance apportant les preuves de représailles contre les policiers.

[131]

IV

LA POLITIQUE ANTI-JUIVE

[Retour à la table des matières](#)

[133]

Le service des affaires juives, le Commissariat aux Questions juives, la police anti-juive

[Retour à la table des matières](#)

M.B. - Abordons si vous le voulez bien des généralités concernant la politique anti-juive dans laquelle se sont trouvées impliquées la préfecture régionale, la préfecture départementale...

M.P. - « Impliquées » contraintes et forcées !

M.B. - ... De même que les services policiers de Bordeaux. Quand vous arrivez - c'est un élément majeur - Pierre Garat a déjà été intronisé responsable du service des affaires juives de la préfecture de la Gironde.

M.P. - En 1941, il a pris le poste occupé auparavant par des chefs de division, Cazemajou, Touya, je crois, et même Joseph Lajugie, frais émoulu de la Faculté de Droit de Bordeaux, chef adjoint du cabinet du préfet régional précédent Pierre-Alype. Pierre Garat, lui aussi licencié en droit en 1941, était par ailleurs membre des Amis du Maréchal et ancien membre du Parti Populaire Français de Doriot.

M.B. - Garat fut aussi désigné par Duchon, Frédou et Pierre-Alype comme le représentant départemental des affaires juives lors d'une conférence à l'intendance de police le 20 février 1942. Aussitôt, il joua un rôle important dans la correspondance et les contacts avec les services allemands. Ce fut le cas notamment lors de l'application des premières ordonnances policières des 7 février et 28 mai 1942, concernant respectivement l'assignation à résidence, les interdictions et le contrôle

du déplacement, de même que l'imposition de la terrible étoile jaune, nous y reviendrons.

M.P. - Je n'étais pas encore en fonctions à Bordeaux...

M.B. - Face à la police aux Questions juives, dirigée par [134] Chenard, début 42, peuplée d'antisémites idéologues et délateurs, Garat semble avoir eu des relations convenables avec certains membres de ce service : une lettre de Testas de Folmont du 20 septembre 1943 lui transmet, alors qu'il était devenu chef de cabinet du préfet des Landes, « ses meilleurs souvenirs ». Sabatier confirma Garat dans ses fonctions d'interface avec la police et les Allemands dès le mois de mai 1942. Je rappelle aussi que Julien Delannet, votre prédécesseur, supervisait la dimension administrative du service des affaires juives en signant toutes les lettres de la correspondance active et passive. Donc Pierre Garat, ce n'est pas Maurice Papon, chronologiquement du moins, et vice versa ?

M.P. - Ni chronologiquement, ni logiquement. Je vous renvoie au rapport des experts de 1985. Il procède très clairement à la distinction entre avant et après Sabatier. C'est essentiel. C'est pour cela qu'on a cherché à les éliminer. À cela près, votre analyse est exacte.

M.B. - Garat, avait été effectivement membre du Parti populaire français de Doriot, en compagnie de Maurice Duverger...

M.P. - Voilà... C'était un condisciple de Duverger... lequel fit, comme on sait, l'analyse favorable des lois antisémites de Vichy appliquées à la Fonction publique !

M.B. - À qui on permit cependant de faire des cours à l'école régionale d'administration de Bordeaux, en 1943, que vous avez créée ! Ainsi Duverger croisa dans les couloirs le commissaire Téhoucyres et Pierre Garat, qui tous deux assumaient des enseignements avec lui...

M.P. - Duverger était un jeune juriste compétent. Fait symptomatique : « professeur au journal *Le Monde* » pendant des années, et grande conscience de gauche s'il en est, il devint récemment député européen rattaché au parti communiste italien !

M.B. - Il fut aussi en 1998 l'invité d'honneur de l'Institut d'Études politiques de Bordeaux lors du cinquantenaire de cette féodalité socialiste que Duverger fonda en 1948. Tout cela reste symptomatique effectivement, quand on sait qu'à l'époque, ce juriste frais émoulu de la Faculté de Droit de Bordeaux, fut un temps un des hagiographes complaisants de la Révolution nationale, dans la logique de dévoiement de l'école positiviste de droit de cette faculté dirigée alors par le doyen Roger Bonnard. Duverger, dont la carrière s'accéléra sous le régime de Vichy, [135] grâce à sa valeur et à la protection bienveillante de ce dernier, fut aussi un membre influent de « l'équipe » du Progrès *de Bordeaux*. Ce journal politique, dont j'ai pu reconstituer la collection complète, n'était rien moins que l'hebdomadaire du maire Adrien Marquet, de 1941 à 1943, affichant des tendances collaborationnistes et antisémites explicites. Pour revenir à Pierre Garat, comment le perceviez-vous ?

M.P. - Je m'en méfiais !

M.B. - Il traitait déjà avec les Allemands ?

M.P. - Oui. Et en tant que membre intronisé par l'équipe Pierre-Alype, il avait la réputation d'être collaborationniste et pétainiste... Bon... Le balancer, cela revenait à me découvrir... Donc je m'abstins de le faire...

M.B. - Votre appréciation rejoint celle de Jean Chapel dans son audition au Jury d'Honneur, qui déclara à son encontre :

« Pierre Garat n'avait pas notre confiance, car il avait collaboré d'une façon très étroite avec Pierre-Alype, et il continuait. Toute cette affaire du départ des juifs de juillet 42, c'est encore Pierre Garat (...). »

Cela confirmerait l'autonomie de Garat au moment de la première rafle, à laquelle personne n'a pensé au cours de votre procès, d'autant plus importante qu'il est en bonnes relations, on l'a vu, avec Testats de Folmont, de la police des Questions juives. Décrivez moi physiquement Pierre Garat... Il est grand ?

M.P. - Non... De taille moyenne...

M.B. - Des lunettes ? Un front dégarni ?

M.P. - Un visage d'une grande douceur. Non il n'est pas dégarni. Il est jeune...

M.B. - N'a-t-il pas le statut d'auxiliaire de guerre ?

M.P. - Il est contractuel. Mais à l'époque, vous savez, la moitié des gens l'étaient... Celui qui s'occupait des carburants, celui qui s'occupait des affaires d'occupation... C'était la pagaille... Je rappelle en passant que le chef du service des carburants, M. Demelle fut arrêté comme résistant et est mort en déportation. Replaçons-nous dans le contexte de cette époque. Je n'ai pas voulu liquider Garat parce que je me découvrais. Je l'ai endossé, si j'ose dire, et je reconnais quand même, que comme il était intelligent, il a évolué sous mon influence... Il était nettement moins engagé après qu'avant. C'était déjà incontestablement un résultat...

[136]

M.B. - Lorsque Garat vient vous voir, dans votre bureau de secrétaire général, est-ce régulièrement ou de temps en temps ? Dans la semaine, par exemple...

M.P. - Non. Dans le cadre de la supervision administrative que m'a confiée Sabatier, il vient quand il y a un événement. Je le vois surtout quand il y a les événements.

M.B. - Beaucoup de rapports sont rédigés par Garat...

M.P. - Presque tous. C'est le rédacteur... C'est normal, puisqu'il est le chef du bureau. Il a d'ailleurs un certain talent d'écriture...

M.B. - C'est lui qui rédige et vous fait signer « pour le préfet régional », parfois « pour ordre » ou « sous couvert », ce qui signifiait qu'il avait une autonomie personnelle et une responsabilité propre... Vous avez signé et transmis de nombreuses notes de lui. Étiez-vous conscient des conséquences de vos signatures ?

M.P. - Oui. Mais j'en signalais des centaines par jour, pour tous les services, notamment les huit ou neuf autres dits des « affaires d'occupation », lettres d'information pour la presque totalité... Pour les choses impliquant les personnes, je ne signalais cependant pas sans prendre la distance nécessaire, sans réfléchir, voire sans en référer, dans les cas graves, au préfet départemental et régional qui avaient leur pouvoir de décision et y tenaient, surtout Sabatier.

M.B. - Le style de Garat n'est pas le vôtre. Il y a des expressions malheureuses, lourdes d'idéologie... Vous le reprenez, parfois...

M.P. - Je le reprends toujours... Je rature des phrases, qui sont trop engagées, trop avancées... D'ailleurs, il admet très bien ça... Garat ne m'a jamais fait de scène !

M.B. - Quelle est sa part d'autonomie ?

M.P. - Par exemple, les relations avec le Grand Rabbin Cohen... C'est lui aussi qui les mène. D'ailleurs, voyez, le Grand Rabbin parle de lui ! Il ne parle pas de moi ! Et avec les Doberschütz, Luther et compagnie, eh bien, il leur tient le crachoir ! Ce n'est pas moi ! Au reste, c'est son rôle, pas le mien, moi j'évite, d'ailleurs, stratégiquement et tactiquement, d'être en contact direct avec les SS. Parce qu'une confrontation risque de devenir un engagement, même contraint ! Il faut se réserver et avoir du recul. Et les relations avec eux, en particulier sur ces questions relevaient uniquement de Duchon, ou, dans les cas [137] graves, du préfet régional, qui s'est rendu auprès d'eux pour protester, et pour répondre à des

convocations comminatoires. Chaque fois, je prenais du recul, je mettais du mou dans le système.

M.B. - Nous reviendrons sur l'autonomie de Garat lors des rafles. Garat a quitté le service des affaires juives vers juillet 43, après des restructurations au sommet de la police anti-juive. Il passera un concours de directeur de cabinet... Il deviendra après chef de cabinet du préfet des Landes... Ce concours... Vous vous en débarrassez, ou il le passe parce qu'il n'était qu'auxiliaire et qu'il voulait avoir une meilleure situation ?

M.P. - Il voulait faire sa carrière, ce qui était normal... Mais je ne l'ai pas retenu ! Parce que j'avais davantage confiance en Dubarry, dont je connaissais les sentiments et qui était mon chef de cabinet.

M.B. - C'est vous qui avez choisi Dubarry, mais c'est Garat qui vous l'a proposé dans une note du 19 juillet 1943, au moment de la restructuration du service des affaires juives...

M.P. - Je n'avais pas besoin de Garat pour choisir Dubarry. Ce dernier était chef de mon secrétariat particulier. Je lui ai demandé : « Voulez-vous vous charger en plus de ça... ». Il m'a répondu : « Oui. » Les attributions du service avaient d'ailleurs singulièrement décliné au profit du Commissariat général aux Questions juives.

M.B. - La « question juive », nous l'avons vu dans la note aux Allemands, faisait partie des affaires que Maurice Sabatier s'était réservée. Il ne vous l'avait donc pas déléguée intégralement. Il s'en occupa aussi, lui-même ?

M.P. - Oui. Les événements étaient assez graves pour qu'il soit obligé de s'y intéresser... Cela faisait partie des affaires réservées, même s'il me chargeait de les suivre au point de vue administratif et pour les cas individuels, avec ordre de lui rendre compte systématiquement. Par ailleurs, il faut rappeler que pour l'essentiel, c'est-à-dire la police, je n'étais en aucun cas concerné. Or, c'était le cœur de la question.

M.B. - Sabatier délègue ?

M.P. - Il délègue, mais pas pour les grandes décisions, touchant aux événements graves comme les rafles. Ça se passait d'ailleurs dans le cabinet du préfet. Et je n'y étais même pas systématiquement convié.

[138]

M.B. - Vous n'êtes jamais, avez-vous dit, allé vous-même chez les SS ?

M.P. - Jamais... Au Bouscat, non, ce n'était pas moi...

M.B. - Où se trouve le service de Garat ? Dans les murs ou en dehors de la préfecture ?

M.P. - À la préfecture. Il n'occupait que deux bureaux. Un pour lui, et un pour son secrétariat...

M.B. - Garat a-t-il pu aller directement rendre compte de certaines affaires à Maurice Sabatier, puisqu'il est avéré qu'il a transmis certains rapports directement au préfet régional et à l'intendant de police, sans passer par vous, mais « sous couvert » de vous ?

M.P. - Au moins il contactait son directeur de cabinet...

M.B. - C'est-à-dire Jean Chapel...

M.P. - Bien sûr. Par exemple, pour la police. Ce n'est pas moi qui réquisitionne la police, contrairement à ce que l'on a prétendu. C'est la prérogative du seul Préfet.

M.B. - La police, non. Mais la gendarmerie ? Pour ce qui est de la réquisition des gendarmes du mois d'août 1942, on dispose de deux documents. L'un est un original signé par Sabatier et adressé à l'intendant de police.

M.P. - Pour accompagner de Mérignac à la gare Saint-Jean...

M.B. - Il s'agit d'une escorte de six gendarmes. L'autre document est un ordre de réquisition sous forme de copie, sur papier à en-tête de la préfecture, que vous avez signé, mais qui n'est pas l'original. Il a été signé deux jours après le convoi (le 28 août). Il s'agit d'une minute pour les archives du service des affaires juives. C'est d'ailleurs Pierre Garat qui a écrit de sa propre main : « Pour le préfet le secrétaire général, Maurice Papon ». Dans la marge, il y a même écrit « minute »...

M.P. - Ce n'est pas à vous que je dirai qu'il faut toujours procéder à un examen critique des archives. Isolées, elles sont muettes, ou bien on brode et on se trompe. J'ai l'impression que ce papier n'est pas démonstratif. On l'a classé comme un autre, par l'effet de la routine afin de me mettre sur le dos l'acte de réquisition des gendarmes.

M.B. - Deux remarques alors. Dans ce cas, si la minute est bien le fac simili de l'original, vous auriez signé l'ordre après le départ du convoi, contrairement à celui dont nous disposons, du 24 août, impliquant Maurice Sabatier. Autrement dit, pour 6 gendarmes, [139] le texte transmis à l'intendance aurait été régulier, antérieur à l'opération, mais pas celui pour 60 gendarmes entre la gare Saint-Jean et Drancy (on a d'ailleurs l'impression que les archives de l'intendance de police ont été « nettoyées » en 1944 par une main bienveillante). Ensuite, aviez-vous le pouvoir de réquisitionner vous-même les gendarmes, prérogative du seul Préfet, étant entendu que vous affirmez n'avoir aucun pouvoir hiérarchique et décisionnel, voire même fonctionnel sur la police ?

M.P. - La minute, comme l'a inscrit de sa plume Pierre Garat, n'a pas force exécutoire. C'est un titre indicatif, sans plus. Cela ne veut pas dire que je l'ai signée. De plus, on ne dispose pas de l'original.

M.B. - Sabatier se trouvait présent pour signer l'original du 24 août, mais point la réquisition du même jour pour la grande escorte de 60 gendarmes, dont on sait qu'ils avaient pris leur cantonnement aussitôt l'ordre donné, au moins 24 heures avant le convoi. Il y a là une incertitude. On ne dispose pas des originaux... Les copies ne sont pas datées de la veille ou du jour du convoi, mais de deux jours après.

M.P. - Sans doute, je le répète, était-ce une régularisation administrative. On usait de mon nom, ou de ma fonction, non de ma signature ! Vous mesurez le paradoxe qui consisterait à justifier la signature du Préfet pour six gendarmes et celle du secrétaire général pour soixante gendarmes ? C'est absurde ! De toute évidence, c'est une régularisation de dossier intervenue après coup ! Le jeu des dates le prouve. Deux jours après ! Et avec un préfet aussi formaliste que Sabatier !

M.B. - On pourrait envisager que Pierre Garat, qui avait une certaine autonomie de chef de service, prit par automatisme, pour les minutes, le tampon « Pour le Préfet, le Secrétaire général », sur des documents dont les originaux auraient été signés par lui-même « sous couvert ». Parce que nous ne disposons que de minutes...

M.P. - Oui. Tout cela me paraît relever du sexe des anges. De nombreux documents montrent que Garat avait une autonomie certaine par rapport au contrôle hiérarchique administratif, comme tout chef de service responsable de son service. Garat agissait souvent dans l'urgence. L'époque n'était pas à la routine tranquille. D'autre part, il était aussi en liaison directe avec le [140] cabinet et Duchon. Alors moi, avec ma responsabilité administrative, même hiérarchique, j'étais souvent à la traîne, on me faisait signer « pour ordre » et l'on régularisait après-coup. N'importe quel esprit ouvert au bon sens peut comprendre cela dans de pareilles circonstances. Au reste, je n'étais pas moi-même tout le temps disponible voire présent pour contresigner. En tout cas, comme vous le démontrez, ce n'est pas moi qui ai signé de mes mains la minute en date du 28 août. C'est bien Garat. Et il ne peut s'agir d'un ordre de réquisition puisque le convoi était parti depuis deux jours.

M.B. - Garat prend effectivement des initiatives, et donne souvent par téléphone des consignes aux divers commissariats de Bordeaux, comme à celui du Bouscat, le 17 juillet 1942, en lui demandant de bien vouloir arrêter deux Israélites... On reste piégé parfois par la signature des minutes. Nous ne disposons la plupart du temps que de minutes signées par lui...

M.P. - Autrement dit la minute n'est pas nécessairement le fac simili de l'original. C'est un moyen d'archiver, sans plus.

M.B. - Il s'agit d'autant moins d'une question byzantine que les modalités de la réquisition de la gendarmerie obéissent aux règles d'un décret de 1903 très rigoureux dans la forme, puisqu'il s'agit de mobiliser une force militaire dépendant du ministère de la Guerre, requise « au nom du peuple français ». On ne réquisitionne pas téléphoniquement a priori. Le colonel Duchon, intendant de police, n'avait pas lui non plus la qualité pour le faire. Seul le pouvait un préfet, un sous-préfet de ressort, un officier de police judiciaire. Il est vrai que vous étiez vous-même « sous-préfet de Bordeaux » en titre...

M.P. - Oui ! En titre ! Dans le schéma de la hiérarchie préfectorale. Mais c'était purement théorique. Sinon, j'aurais signé les originaux ! Vous parlez de la forme. Peut-on asseoir une démonstration sur la forme alors qu'on est en pleine guerre ? C'est dérisoire.

M.B. - Il n'y a aucun doute tant que l'on ne dispose pas de l'original. Signer la minute ne revient absolument pas à donner l'ordre de réquisition de la gendarmerie ! Entre accepter de signer une minute pour conserver un document à finalité comptable et ordonner soi même l'opération, il y a une différence de nature considérable, et non de degré, différence qui précisément vous exonère de la responsabilité ! Cette démonstration, que j'ai reprise lors de ma déposition, n'a pas pu être réfutée, notamment [141] par l'avocat général qui s'est tu après mes observations. Il ne s'agit donc pas uniquement d'une discussion de méthodologie historique pointilliste. Lors de mes premières analyses du mécanisme des rafles et des convois, je n'avais pas mis en évidence cette question...

M.P. - Vous posez le vrai problème : l'instruction et ses vacuités. L'arrêt de renvoi a bien mélangé la réquisition et la régularisation. De la première phrase à la dernière, c'est un acte à charge, alors que le magistrat devait instruire à charge et à décharge.

M.B. - L'arrêt de renvoi, en sa page 38, a confondu de façon symptomatique la date de signature des minutes du convoi d'août 1942 (le 28) avec celle du convoi lui-même (le 26 août). C'est cette erreur qui m'a ouvert les yeux sur la différence entre les minutes-copies, restées dans le service, et les originaux de réquisition partis vers l'intendance de police. Cette énorme erreur sur les faits eux-mêmes a été occultée lors des débats !

M.P. - Elle est très significative du mode de raisonnement de l'accusation. Mais croyez-vous que ce soit une erreur ?

M.B. - Que pensez-vous du Grand Rabbin Cohen en fonction des révélations et des analyses que j'ai proposées dans l'ouvrage d'Hubert de Beaufort ? Vous l'avez rencontré en visite protocolaire...

M.P. - Oui... Il a coopéré avec le service des affaires juives et Pierre Garat. Jamais à la Libération et après il n'a accusé un fonctionnaire français. Et surtout il n'a rien dit à Gaston Cusin, le commissaire de la République... Monsieur Cohen, à ce moment, a même écrit une lettre à son ancien préfet régional, qui le soutint dans toutes ses demandes de dérogation (notamment, vous le montrez dans l'ouvrage d'Hubert de Beaufort, pour se rendre en cure à l'été 1943), lui disant : « Monsieur le Préfet régional..., le temps où nous luttions ensemble... » Il lui rend hommage ! Lettre mise au panier par les parties civiles, bien évidemment, puisque son texte contrariait leur stratégie.

M.B. - Cette lettre à laquelle vous faites allusion, constituait la clé décisive d'interprétation de la situation, puisqu'elle émanait d'une victime qui était à un poste d'observation, de décision et de responsabilité morale privilégiée. Votre

défense ne l'a pas non plus utilisée ! Vous faites là allusion à cette lettre de Joseph Cohen au préfet Sabatier du 15 septembre 1948 :

[142]

« Cher Monsieur le Conseiller, béni soit ce jour où vous pouvez vous réjouir de la promotion du Grand Rabbin de Bordeaux sans vous exposer aux ordres des représentants légaux de notre pays. Je n'ai pas oublié les temps maudits où vous avez failli être exécuté pour avoir présidé une assemblée générale à laquelle j'assistai avec mon étoile jaune de triste mémoire, où, pour corser l'affaire, on avait (Monsieur Labroue et ses acolytes) invoqué contre vous votre origine algérienne qui faisait de vous un "gaulliste-né". Que l'exécration du défunt passé ne me fasse pas perdre de vue l'objet de votre aimable lettre à laquelle j'étais infiniment sensible, ce dont je vous exprime les plus vifs remerciements. Veuillez recevoir Monsieur le Conseiller à l'assurance de mes sentiments distingués. »

Ou bien cette lettre constitue une montagne d'hypocrisie, ou bien le Grand Rabbin, à qui l'ancien préfet régional avait, quatre ans après les faits, adressé un mot de félicitations pour une promotion personnelle, se souvint de risques partagés en commun lors d'une réunion de propagandistes pétainistes.

Joseph Cohen, lui-même maréchaliste affirmé, ne fut pas avare de reconnaissance envers le maire Adrien Marquet pour lequel il témoigna lors de son procès en Haute Cour de justice en 1948 : ce dernier avait protégé son épouse à l'hôpital municipal et le reçut maintes fois à la Mairie. Quant au colonel Duchon, il déclara lors d'une instruction de 1945, de même que dans ses mémoires de justification, qu'il avait rencontré secrètement dans son bureau de l'intendance cet ancien de Verdun, comme lui, à qui, tout comme Marquet, il avait conseillé de quitter Bordeaux. Confirmez-vous que Joseph Cohen coopère avec Garat et avec le service des affaires juives en toute confiance ?

M.P. - En toute confiance et en permanence ! Relisez la déclaration du Grand Rabbin Cohen au procès Déhan où il rend hommage à Garat : *« Son départ est une catastrophe. »* Encore un document étouffé dès qu'il fut évoqué !

M.B. - Le service de Garat lui délivre en effet des autorisations diverses, pour se rendre au Camp de Mérignac, pour ses déplacements à l'aérium d'Arès, pour aller en cure dans les Pyrénées. Le rapport de Garat du 16 juillet 1942, le lendemain de la nuit de la rafle, indique par ailleurs :

[143]

« Il semble que les internés et la communauté juive (entretien verbal avec le Grand Rabbín) ont parfaitement compris l'origine de la mesure et apprécié que celle-ci ait été opérée par la police française »...

M.P. - Tout cela est établi. Mais personne n'a voulu tenir compte de ce passage que vous soulignez.

M.B. - Vous-même intercédiez auprès des Allemands, notamment pour tenter de faire, à la demande de Joseph Cohen, libérer de la prison du Fort du Hâ le délégué régional de l'UGIF de Bordeaux, Albert Errera, arrêté le 12 août 1942. Une lettre signée par vous « pour le préfet régional » en date de décembre 1943 indiquait ainsi (lettre qui ne se trouve pas dans le dossier d'instruction)...

M.P. - Pourquoi ?

M.B. - Peut-être parce que cette intervention plaiderait en votre faveur et éclairait bien le sens de votre action. Voici ce document :

« En accusant réception du bref entretien qu'a eu mon représentant avec le lieutenant Doberschütz relatif à l'incarcération du juif mentionné dans la rubrique ci-dessus (Errera Albert), j'ai l'honneur de vous rappeler rapidement cette affaire. L'intéressé, qui est emprisonné par vos services depuis plus de deux mois, est placé dans le Secteur allemand du Fort du Hâ, et possède la carte de légitimation n° 706 de l'Union des Israélites de France, organisme autonome et public, qui a été créé par la loi du 29 novembre. Cette carte : 1) protège son détenteur et les membres de famille de toute mesure d'internement ; 2) Elle est délivrée avec l'approbation des Autorités d'Occupation, qui détiennent une copie conforme à Paris, 31 bis,

avenue Foch. Je vous serais reconnaissant d'avoir l'obligeance de me faire savoir si vous accepteriez de bien vouloir examiner la prochaine libération de l'intéressé. »

Albert Errera, qui était en fait le seul membre du Consistoire israélite de 1940 à être resté à Bordeaux courageusement sous l'occupation, fut libéré grâce à cette lettre le 6 janvier 1943, particulièrement habile.

M.P. - Je ne dispose pas de ce document... Mais tout ce que voulait le Grand Rabbin, on le faisait, dans la mesure du possible ! [144] C'était un devoir sacré. D'ailleurs, nous reviendrons plus en détail sur les sauvetages, les libérations et les interventions qu'il était possible de faire.

M.B. - Au cours d'une récente recherche dans les archives, j'ai découvert l'importance des conférences régionales, évoquées précédemment notamment par l'audition du préfet Boucoiran, et cela tout spécialement pour le processus de décision concernant la répression des juifs. Je vous citerai, brièvement, trois documents :

Le premier date du 20 octobre 1942. Le sous-préfet de Bayonne écrit au préfet régional et à l'intendant de police, dans un rapport sur les rafles qui viennent d'avoir lieu dans son ressort :

« Il ne vous échappera pas que, contrairement aux instructions que vous nous avez données au cours d'une conférence régionale, les enfants ont été dans l'obligation d'accompagner leurs parents incarcérés. »

Le second est extrait d'un rapport du 17 juillet 1942 signé par le préfet des Landes, Gazagne, et envoyé au préfet régional (« intendance de police »). Le voici :

« (...) J'ai appris le départ pour le camp de concentration de Mérignac de la nommée Ciolek, israélite, probablement de nationalité tchèque, qui

était incarcérée à la prison de Mont-de-Marsan pour avoir tenté de franchir la ligne de démarcation.

L'intéressée est mère d'un enfant de trois ans qui a été confié par mes soins à l'Administration de l'Hospice de Mont-de-Marsan.

Les autorités allemandes se seraient paraît-il refusées à laisser cet enfant avec sa mère.

Je vous serais obligé en la circonstance de bien vouloir me faire connaître si une intervention auprès des autorités allemandes doit être tentée en vue de permettre à ce bébé de rejoindre sa mère au camp de concentration en conformité des instructions qui m'ont été données à ce sujet par vos services, et dans la négative, à qui je puis m'adresser pour confier cet enfant à l'organisme prévu à cet effet.

Je dois ajouter que conformément aux directives que vous m'avez données, lors de la conférence du 11 juillet, je me suis opposé formellement à l'arrestation des Français, qu'ils soient libres, incarcérés ou en prévention, des femmes enceintes ou des femmes ayant des enfants de moins de 2 ans. »

[145]

Troisième élément : ce passage d'un rapport du 30 juillet 1942 du Préfet des Landes, Gazagne, adressé à Maurice Sabatier (« cabinet. Affaires juives. Bordeaux ») :

« J'ai été averti que le Président de l'Union des Israélites de France avait écrit à l'Économe de l'Hôpital-Hospice de Mont-de-Marsan, pour lui demander de lui envoyer les enfants des juifs actuellement dans son établissement.

Cette chose me paraît évidemment conforme aux directives qui m'avaient été données lors de la conférence tenue à Bordeaux à ce sujet, dans votre cabinet. »

Ainsi se trouve révélée dans ces trois documents...

M.P. - Je n'avais pas connaissance des documents de la préfecture des Landes ! C'est ahurissant que l'instruction ne les ait pas recherchés ! Ils sont décisifs quant au processus de décision !

M.B. - Le premier se trouvait dans l'instruction, mais personne n'a remarqué la phrase du sous-préfet de Bayonne. J'ai découvert après le procès les deux autres. Il apparaît donc à nouveau et d'une manière évidente (et d'ailleurs comment aurait-il pu en être autrement) que certaines décisions parmi les plus graves - nous allons revenir sur la terrible affaire des enfants de juillet 1942 -, que l'on vous a attribuées à vous seul, avaient en fait été prises par le préfet régional dans son cabinet, en présence des responsables de l'intendance de police !

M.P. - Cela constitue un élément nouveau. Ma mémoire, là, sur ces faits cruciaux, m'a peut-être fait défaut, même si j'ai déclaré, sans être entendu au Président de la Cour qui m'interrogeait sur la rafle de juillet 1942 :

« Je n'ai pas donné d'instructions car l'opération était confiée à l'intendant de police par M. Sabatier et c'est lui qui a conservé la maîtrise de l'opération jusqu'à son terme » (p. 691 du tome 1 du compte-rendu sténographique publié chez Albin Michel).

M.B. - Cela devrait d'autant moins constituer une surprise pour vous qu'il existait dans l'instruction un document daté du 14 juillet 1942, émanant de l'intendance de police, donnant un compte-rendu partiel de ladite conférence du 11 juillet. Le Président de la Cour a d'ailleurs cité ce document (p. 691 de l'ouvrage que vous venez de signaler) sans insister, en le banalisant. Voici cet extrait :

[146]

« Questions juives :

Doivent être déportés : 40 000 juifs pour la zone occupée et 10 000 pour la zone non occupée.

Les enfants des juifs déportés seront confiés à "l'Union des Israélites ".

Les femmes enceintes et celles qui allaitent ne doivent pas être inquiétées.

Juif apatride : "Celui qui ne possède pas de passeport"

Ne pas fournir de liste de juifs étrangers aux Autorités allemande (?).

En cas d'incertitude au sujet d'un juif, téléphoner à M. Legay, à Paris. »

Duchon écrit dans la marge que les questions soulevées se trouvaient « réglées avec M. Garat ». Cela ne passait donc pas par vous ! Sinon l'intendant de police aurait cité votre nom, d'autant que vous assistiez à la séance...

M.P. - Vous insistez sur ce document, mais personne jusqu'ici n'en a tiré de conclusions en ma faveur ! Pour aller plus loin, il faudrait retrouver, s'il en existe encore, les comptes-rendus de ces conférences régionales...

M.B. - Qui avaient lieu tous les quinze jours, et qui, je le rappelle, firent l'objet pour certaines d'entre elles, d'annonces et de comptes-rendus officiels dans la presse locale... Ce qu'il fallait comprendre, dans la rafle de juillet 1942, c'est qu'elle connut deux phases de préparation. L'une, commençant le 2 juillet, arrêtée le 6 vers 17 heures sur ordre du préfet régional qui obéissait aux consignes de Paris, en raison de tractations au sommet. Et une seconde phase, commençant le 9, au retour du préfet régional de la conférence gouvernementale tenue à Paris le 6 juillet, dont j'ai retrouvé le compte-rendu officiel précisément dans les archives de l'intendance de police en 1984 ! Sabatier le 11, devant tous les fonctionnaires régionaux, résuma le contenu des accords entre Bousquet, Laval et les SS de Paris. Il donna ensuite ses directives personnelles sur tous les points litigieux. Le dispositif des nouvelles modalités d'arrestation fut bien abordé lors de la conférence régionale du 11 ! Reste à savoir s'il le fut lors de celle qui se tint à Bordeaux le 2 juillet (la date reste incertaine).

M.P. - Vous cherchez midi à quatorze heures ! Au retour du préfet régional de Paris ou de Vichy, Sabatier répercuta ses ordres [147] lors de ces conférences régionales comme celles que Boucoiran a évoquées précédemment dans la déposition que vous m'avez lue. Au cours de mon procès mes souvenirs étaient quelque peu brouillés.

M.B. - Sans parler de l'absence des témoins véritables côté administratif notamment, le procès a fonctionné sur l'absence de mémoire particulièrement en ce qui concerne le processus de décision en matière de politique anti-juive ! Sabatier a donc donné des instructions oralement aux responsables régionaux concernés même en matière de police et de rafles. Quelles étaient ces consignes orales ? Corrigeaient-elles les consignes écrites et officielles comme c'était souvent le cas ? On peut le supposer mais on n'en a pas trace. Cela fut-il le cas lors d'autres opérations ? Il faudrait connaître la périodicité de ces conférences. Cet échelon capital dans l'analyse du processus de décision a été systématiquement écarté. Alors que le document du 11 juillet concernait tout de même l'affaire des enfants, la livraison des listes de Français, l'arrestation de Français même internés, le concept d'apatride (fixant l'arrestation d'étrangers, dont les Hongrois), les modalités d'interventions et d'exemptions... Est-ce qu'en tant que chef de service chargé par Duchon et Frédou le 20 janvier 1942 de la police régionale des questions juives, Pierre Garat participa à de telles conférences ? Par exemple à celle du 11 juillet ?

M.P. - C'est une question capitale. Je ne peux pas vous répondre. Je n'en ai gardé aucun souvenir, bien que j'aie pu assister moi-même à certaines d'entre elles...

M.B. - Les secrétaires généraux y étaient en effet conviés eux aussi.

M.P. - C'est donc un comble que l'instruction menée contre moi n'en ait ni recherché la trace ni évoqué l'importance pour analyser ce que vous appelez « le processus de décision » !

M.B. - Une autre question de portée générale se pose encore : pourquoi les fonctionnaires français (vous-même au moins une fois) se sont-ils rendus sur le quai de la gare de Bordeaux Saint-Jean, soit pour accueillir des prisonniers libérés, soit pour valoriser les volontaires qui partaient pour l'Allemagne, alors qu'aucun d'entre eux, si ce n'est le commissaire spécial, ne se trouva présent pour accompagner et soutenir les Juifs mis de force dans les convois ?

M.P. - Pourquoi ? C'est très simple. Nous en avons déjà parlé. La présence au départ des déportés juifs, c'était apporter une [148] caution à une politique inacceptable, celle des nazis. C'eût été manifester un sentiment d'approbation et de collaboration avec un ennemi conduisant une politique raciste. Cela est évident. Il ne faut pas mélanger les circonstances. En l'espèce, l'une - le retour des prisonniers - était à l'opposé de l'autre - la déportation des personnes -. J'ai conscience de m'adresser à un historien pour condamner la méthode utilisée par nombre de ses confrères qui consiste à mettre sur le même plan par amalgame des faits profondément différents dans leur nature et dans leur conséquence. Je répète qu'accueillir des prisonniers rapatriés sur le quai de la gare répondait à une émotion naturelle et spontanée quand on songe ce qu'était l'internement prolongé dans un camp de prisonniers. Il n'était nul besoin en de telles circonstances d'en appeler aux slogans de Vichy ! C'était une réalité à la fois collective, affective et un signe d'espoir malgré tout. Il en va singulièrement tout autrement quand il s'agit d'accompagner des déportés par l'effet de décisions arbitraires du vainqueur et de l'occupant.

M.B. - En ce qui concerne Maurice Sabatier, ne peut-on pas interpréter son manque d'implication personnelle et son absence systématique comme de l'indifférence ? Je note, de façon symptomatique, qu'alors qu'il était au courant (depuis au moins le 22 août) qu'un convoi de 450 juifs devait partir pour Drancy le 26, il reçoit la veille, le 25 août, en grande pompe, le secrétaire d'État aux communications Robert Gibrat. Il l'accueille en personne très tôt le matin à la gare Saint-Jean, l'invite à la préfecture (en votre présence), assiste à midi au « banquet intime » que lui offre le Maire Marquet, dîne au Splendid avec lui et toute la Chambre de Commerce, puis le raccompagne le soir à son train, le saluant sur le quai. Le lendemain, Sabatier n'aura pas la même sollicitude à l'égard des victimes juives ! Ce

qui est d'autant plus regrettable que dans le convoi du 26 août, se trouvaient les 15 petits enfants ramenés de force, nous y reviendrons, dont les parents avaient déjà été arrêtés en juillet, et qui jusque-là avaient été protégés en Gironde. Que pensez-vous de l'attitude de Sabatier ?

M.P. - On ne peut tout de même pas reprocher à Maurice Sabatier d'avoir reçu un ministre en mission ! Dans le cas des déportés juifs, sa présence eût équivalu, je le redis, à une soumission à l'ennemi. Il en fut d'ailleurs de même pour les convois de résistants politiques... Vous savez, les convois de résistants - il y en eut d'importants, de près de 800 personnes d'un coup - on ne [149] les connaissait pas ! Dhose ne nous prévenait pas ! On le savait après, par les gars de la gare.

M.B. - Pour les juifs, il n'y a pas eu de présence, notamment de Garat ?

M.P. - Garat a accompagné tout de même un convoi jusqu'à Drancy, nous l'avons vu, pour obtenir tous renseignements utiles... Il y avait de temps en temps Duchon, ou Frédou et les policiers des escortes françaises, qui rendaient compte sous le contrôle allemand et qui assistaient les malheureux.

M.B. - Les victimes furent parfois enchaînées. Les conditions de convoiement furent particulièrement dures, pas seulement pour l'escorte !

M.P. - Je le sais. J'ai adressé un rapport pour améliorer et humaniser le transport. Mais sans résultat ! Les SS se contentaient, pour les victimes, de wagons de marchandises, d'un seau hygiénique, et de bottes de foin ! Nous avons tenté aussi d'assumer humainement les conditions du ravitaillement : c'est ainsi qu'ont été réquisitionnés wagons de voyageurs et autobus, faits qui sont aujourd'hui imputés à charge.

M.B. - Comment interpréter le fait, vu d'aujourd'hui, que dans votre journal, des événements dramatiques comme les rafles et les convois de juifs, mais aussi les bombardements, le débarquement du 6 juin, les fusillés résistants de septembre 42..., ne soient pas évoqués ?

M.P. - Nous en avons déjà parlé. Ils sont évoqués souvent avec des formules obscures. Dans mon journal, il n'y a en principe pas d'allusion en clair aux événements de la guerre. C'était une conduite de prudence ! Le KDS et ses auxiliaires français savaient très bien fouiller, perquisitionner et trouver. Souvenez-vous de l'Archevêché de Bordeaux investi par les hommes d'Hagen en juillet 1940. Et si vous étiez arrêtés, on ne vous proposait pas de repasser chez vous pour trier vos papiers... Ces messieurs s'en chargeaient très bien eux-mêmes.

M.B. - Vous aviez peur d'être arrêté ?

M.P. - Absolument ! C'est pour cela que je camouflais les noms, que j'utilisais des pseudonymes ou des initiales... Aucun nom en clair ! Pas d'allusion aux événements subis ! En cas d'arrestation, ne pas se compromettre a priori !

[150]

La rafle de juillet 42 et le sort des enfants

[Retour à la table des matières](#)

M.B. - Un point mérite d'être approfondi : l'autonomie de Pierre Garat avant votre arrivée. Nous en avons déjà parlé. À lire les documents de la rafle de juillet 1942, incomplets, puisqu'il nous manque les archives privées de Maurice Sabatier (agenda, minutes, notes téléphoniques...), il se pose une question qui a accaparé le Président de la Cour d'Assises : la reconduction de consignes concernant des arrestations massives, prévues antérieurement depuis février 1942 par Hagen et négociée via la Police des Questions juives avec la précédente préfecture de Pierre-Alype. Le Président vous demanda si vous étiez au courant de ces dispositions antérieures des SS.

M.P. - Je n'étais pas au courant.

M.B. - C'était une question tactique, qui voulait vous gêner, puisque cela remettait en cause votre version de la surprise, selon laquelle vous étiez pris de court, vous manquiez d'expérience pour faire face à la demande de rafle du 2 juillet. En effet, si vous aviez connu ces instructions, vous auriez pu vous préparer, anticiper, non improviser. Dans un document ultérieur, non daté, rédigé semble-t-il par Garat le 3 juillet, ces instructions de février et mars 1942 sont peut-être citées. En effet, Garat écrit :

« Les précédentes instructions indiquaient que ces wagons étaient déjà à la disposition des autorités allemandes. »

Mais ici il peut s'agir d'une comparaison avec des instructions données le 2 juillet par le SS Doberschütz. Selon vos souvenirs, Garat connaissait-il les instructions antérieures en question ?

M.P. - C'est possible. Mais encore une fois, moi je ne les connaissait pas et il ne m'en a pas parlé... Le 2 juillet Garat qui venait d'être convoqué chez les SS, m'a transmis une première [151] note résumant les ordres comminatoires de Doberschütz adressés au préfet régional. Je n'ai pas compris la curiosité insistante du Président de la Cour sur le point de fait que vous soulevez. La réponse se trouve, je crois, dans la seconde note de Garat du 3 juillet adressée au préfet régional qui devait recevoir le matin Doberschütz en personne. En tant que relais je l'ai transmise à Maurice Sabatier pour décision. À la lecture de la minute, j'ai découvert avec brutalité, totalement pris de court, les mesures en question. J'ai refait de ma main une phrase importante car Garat, technicien déjà au courant de certaines choses, donnait avec beaucoup, trop, d'autorité son avis personnel, écrivant en effet :

« Conclusion : L'exécution de ces mesures dans le laps de temps imposé est difficile, mais possible. »

Si j'avais connu moi-même les dispositions antérieures envisagées entre Hagen et la précédente préfecture de Pierre-Alype, je n'aurais pas manqué de le signaler !

M.B. - Le SS Hagen, ami intime d'Eichmann, venait de quitter précipitamment Bordeaux pour prendre la direction du cabinet d'Oberg, chef des SS en France, fin juin 1942... Certains documents traitent (par erreur) Garat de « commissaire de police ». De février à juillet 42, avant que vous le repreniez en main, avait-il une autonomie de chef de service ?

M.P. - Ne parlons pas de « commissaire de police ». Parlons de chef de service. Il avait l'autonomie d'un chef de service, c'est-à-dire qu'il était pleinement responsable de ce service. Qu'il soit soumis au contrôle de l'autorité hiérarchique, c'est tout simplement le cas d'un chef de division de la préfecture, qui dirige en

pleine responsabilité cette division et qui est placé sous le contrôle et l'autorité du préfet (surtout pour les affaires réservées) et sous le contrôle du secrétaire général pour la régularité administrative. C'était exactement sa position symétrique.

M.B. - Avez-vous donné des consignes à Garat tout de suite, dès la rafle de juillet ? Ou l'avez-vous pris en mains plus tard, lors des semaines ultérieures ?

M.P. - Je ne l'ai pas véritablement orienté pour la rafle de juillet, que je découvre en arrivant. Je débarque à Bordeaux depuis trois ou quatre jours, fin juin. Mes réactions ne peuvent être que d'ordre général, et le fond, c'était toujours de sauver ce qui pouvait être sauvé. Telle avait été ma réaction instinctive.

[152]

M.B. - L'analyse précise de la chronologie fait apparaître une difficulté. Le 2 juillet, de 15 h à 19 h, si on lit *La Petite Gironde*, toute l'équipe préfectorale, dont vous-même... est conviée à une conférence du Préfet régional. Du type de celles dont nous venons de parler précédemment. Personne n'a relevé ce fait décisif, sauf un avocat des parties civiles, Arno Klarsfeld, qui ne l'a évidemment pas relié dans ses analyses au planning des opérations. Vous souvenez-vous de cette conférence ?

M.P. - Non ! Je vous l'ai dit.

M.B. - Cela signifie que si la conférence en question a bien eu lieu ce jour-là (une incertitude demeure car un autre quotidien, *La France de Bordeaux*, la situe le 1er juillet et non le 2), les SS ont contacté le même jour, le matin ou l'après-midi, directement le commissaire Frédou (pour des « entretiens préparatoires ») et Pierre Garat (après, semble-t-il), sans que la hiérarchie préfectorale et policière, théoriquement occupée par ladite conférence, n'ait été consultée. La preuve en est que dans un document, dont j'ai démontré qu'il émanait du cabinet de l'intendance de police en date du 2 juillet vers 18 h 30, la hiérarchie, Sabatier en tête, a découvert l'objet des négociations, semble-t-il entamées par les deux fonctionnaires convoqués chez les SS séparément, en dehors de tout contrôle hiérarchique.

M.P. - C'est parfaitement possible...

M.B. - Une fois encore nous mesurons les limites de « l'oralité des débats » lors de votre procès. Car ce n'est pas un point secondaire. Il s'agit d'établir rien moins que votre participation à vous dans le processus de décision côté préfecture. Or nous n'avons pas, sur le plan documentaire, toutes les pièces du puzzle. Le scénario serait plausible, à la condition que Frédou et Garat n'aient pas participé à la conférence ! Cependant, ils auraient pu être convoqués le matin du 2, et dans ce cas, des consignes répercutées auraient pu être données en connaissance de cause par Maurice Sabatier et l'intendant Duchon pendant la conférence de l'après-midi. Ce scénario s'écroule dans l'hypothèse où la conférence régionale aurait eu lieu le 1er juillet. On reste dans l'incertitude. En tout cas, ce n'est que le soir du 2 juillet que l'intendant Duchon téléphona à Paris pour connaître la marche à suivre. Si des consignes furent données par Maurice Sabatier lors de la conférence régionale l'après-midi, on comprend mieux que Pierre Garat ait commencé le travail de préparation des listes imposés par les SS [153] dans le document envoyé au préfet régional. En tout cas un fait apparaît certain : les SS contactèrent Frédou, puis Garat sans passer par la voie hiérarchique...

M.P. - Mais le plus ordinairement, cela se déroulait comme ça ! Ils étaient convoqués directement, par-dessus la tête du préfet. Que croyez-vous donc que c'était, l'occupation sous la férule de l'ennemi tout-puissant ?

M.B. - Il est vrai que Frédou, lors de son interrogatoire du 12 février 1949, déclara au capitaine instructeur Noël Stienne :

« Pendant l'occupation, j'étais Commissaire Divisionnaire et par la suite Contrôleur Général, en Sécurité publique.

J'avais été chargé par M. le Préfet Régional et M. l'Intendant de Police d'assurer la liaison entre l'administration et les diverses autorités allemandes.

C'est à ce titre que j'ai connu Dhose, auprès duquel, pour raisons de service, je devais me rendre assez souvent.

J'ai été chargé par M. le Préfet et par M. l'Intendant de Police de faire des démarches auprès de Dhose en faveur de personnes qui avaient été arrêtées par les divers services, de police allemande. »

On comprend mieux ainsi que ce soit Frédou qui ait été chargé de négocier les mesures policières concernant la première rafle ! Garat n'était donc pas seul face aux SS. Au-dessus de lui, totalement en dehors de vous, il y avait Frédou...

M.P. - Évidemment... Non seulement sans mon accord mais sans même que j'en sois averti !

M.B. - C'est dans cette logique que Garat s'est rendu à la convocation du KDS. Voici, sous forme d'extraits, en quels termes il vous a informé le 2 juillet de sa rencontre avec les SS :

« J'ai l'honneur de vous rendre compte que, sur convocation, je me suis rendu, aujourd'hui, auprès du Capitaine Oberschutz (sic), chargé des questions de police juive à la Sicherheitspolizei. »

La teneur des instructions qui m'ont été communiquées au cours de cet entretien, est ci-après résumée (..).

J'ai posé la question de savoir si la mesure sera appliquée aux mères d'enfants en bas âge.

Il m'a été répondu qu'aucune exception ne serait faite à cet [154] égard et que ces enfants devront être confiés à l'Union générale des Israélites de France (..).

J'ai demandé au Capitaine Oberschutz, si l'organisation Todt pourrait mettre des camions à la disposition de la police française pour le transport des Juifs des centres de Groupage vers le camp de Mérignac.

Il m'a été répondu négativement (..). »

Garat ne vous rend compte qu'au retour. Il a été convoqué sans votre accord, au-dessus de vous, directement par Doberschutz. C'est un fait décisif en soi. En effet, cela signifie que pour les SS, Garat fonctionne dans la logique de ses attributions fixées antérieurement du temps de Pierre-Alype. On s'aperçoit qu'il pose des questions importantes et négocie directement avec le lieutenant SS. D'où ma question : est-ce bien vous qui le contrôlez lors de cette première rafle ?

M.P. - C'est le correspondant normal et naturel pour Doberschutz. Il rend compte après ! Où se situe le problème ? Je vous rappelle à nouveau que les Allemands occupent le territoire en vainqueurs. Cela c'est le fait qui se suffit à lui-même. La convention d'armistice c'est le droit... s'il y a encore de la place pour le droit !

M.B. - Il est nécessaire d'approfondir ce point. Correspondant, il l'était avant juillet avec Hagen et le Docteur de la Feldkommandantur, comme le montrent un certain nombre de documents ignorés par la Cour, qui a refusé obstinément, malgré la demande de la Défense, d'accorder un complément d'instruction concernant notamment le versement des archives de l'intendance de police aux débats. Cela aurait-il retardé le procès ? En tout cas, cela aurait permis de prendre connaissance, vu l'enjeu public de l'affaire, de pièces décisives dans l'analyse du partage des responsabilités et du contexte de la prise de décision. J'aimerais en citer quatre pour le démontrer.

D'abord, datée du 7 mars 1942, plus de trois mois avant votre arrivée à Bordeaux, une lettre paraphée « PG/SE » (Pierre Garat/Sabine Eychenne), signée par votre prédécesseur, le secrétaire général de la Gironde Julien Delannet et adressée à l'intendant de police Duchon. Nous sommes encore sous le préfectorat de Pierre-Alype. En voici le contenu :

[155]

« J'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'il résulte des explications fournies par les Autorités occupantes au sujet de l'application de l'ordonnance du 7 février 1942 relative au changement de résidence et à la limitation des heures de sortie pour les juifs, que désormais tout déplacement est interdit aux intéressés sans autorisation préalable. »

Les Juifs doivent en effet, passer toutes les nuits, sans aucune exception dans leur habitation.

Le Commandant Ernst de la Feldkommandantur 529 a demandé que les mesures de surveillance dans les lieux publics et les visites domiciliaires, chez les intéressés, soient menées avec la plus grande énergie et que tous les contrevenants aux prescriptions de l'ordonnance soient immédiatement internés.

Je vous serais très obligé de vouloir bien porter ces indications à la connaissance des services de police placés sous votre autorité.

Un compte-rendu des opérations effectuées devra être adressé dans tous les cas au Service des Questions Juives de la Préfecture ainsi qu'à M. le Délégué Régional de la Police des Questions Juives, 24, cours du Chapeau Rouge à Bordeaux.

Le Service compétent de la Préfecture devra seulement être tenu au courant des opérations effectuées dans le département de la Gironde alors que le Délégué Régional à la Police des Questions Juives devra être informé de toutes les opérations intéressant la Région.

*Pour le Préfet régional,
Le Secrétaire général.
Paraphé par Pierre Garat. »*

Ensuite, une pièce identique du 7 mars 1942, rédigée par Garat qui s'adresse, sous le couvert du secrétaire général Delannet qui signe de façon strictement hiérarchique, au Commandant Chef d'Escadron de la Compagnie de Gendarmerie de la Gironde. Garat lui ordonne ceci :

« Comme suite à la visite que vous avez faite au Chef du Service des Questions Juives de la préfecture, j'ai l'honneur de vous transmettre, ci-joint, une liste des juifs résidant dans les communes du département dans lesquelles il n'y a pas de Commissaire de Police.

Dans lesdites communes l'exécution de l'ordonnance du [156] 7 février 1942, relative à l'interdiction faite aux juifs de changer de résidence et de sortir entre 20 heures et 6 heures devra être assurée par vos soins.

À cet effet, je vous adresse copie du texte de l'ordonnance et de la lettre en date du 17 février qui m'a été adressée par la Feldkommandantur 529.

Au résultat de ces instructions, les juifs ne peuvent désormais plus se déplacer sans autorisation et doivent passer toutes les nuits sans aucune exception dans leur habitation.

Les contrevenants devront être immédiatement internés.

Vous voudrez bien m'adresser des comptes-rendus des opérations effectuées et envoyer un double de ces documents à M. le Délégué Régional de la police des Questions Juives, 24, cours du Chapeau-Rouge - Bordeaux.

*Pour le Préfet régional,
Le Secrétaire général.
Paraphé par Pierre Garat. »*

Puis, le 19 mars 1942, une brève note envoyée cette fois par Garat directement au Commandant Hagen, chef du Sonderkommando SS, avec la signature officielle du secrétaire général Delannet et la traduction en Allemand. Garat révèle en ces termes ses relations directes avec les SS :

« Conformément au désir que vous avez exprimé, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le juif Schvagen, né le 30 juillet 1904 à Vinitza, a été interné au camp de Mérignac-Beaudésert, pour infraction à l'ordonnance du 7 mars 1942.

*Pour le Préfet régional
Le Secrétaire général
Paraphé par Pierre Garat. »*

Dernier élément documentaire illustrant l'autonomie du chef de service : dans la marge d'une circulaire ronéotypée adressée par de Brinon aux préfets de la zone occupée concernant le port de l'étoile jaune, imposée par l'ordonnance allemande

du 28 mai 1942, Garat écrit cette remarque édifiante de sa main, en paraphant, à la page 4 :

[157]

« Téléphoné le 3 juin 42 aux Services du Commandant Hagen (Sicherheitspolizei). La mesure s'applique aux Allemands mais ne s'applique ni aux Turcs ni aux Grecs. »

Le chef du service des affaires juives de la préfecture avait donc des relations suivies à la fois avec les Allemands mais aussi avec les chefs de la police qui l'avaient intronisé, redisons-le, responsable des questions juives pour la Gironde le 20 février 42 lors de la conférence à l'intendance de police dont nous avons parlé. On décèle, à cette date, avant l'arrivée de Sabatier, une complémentarité effective de Garat avec la police des Questions juives...

M.P. - Nous inversâmes, nous y reviendrons, cette funeste tendance du temps de Pierre-Alype. Ce qui me stupéfie, c'est que l'instruction n'ait pas utilisé ce type de pièces ! Elles sont décisives ! Elles montrent effectivement - et pour cause, puisque je n'étais pas là -, que Garat n'avait pas besoin de mes instructions pour donner des ordres à la gendarmerie et surtout, ce qui est plus grave, pour téléphoner sans autorisation aux SS, pour répondre à leur désir immédiat d'arrestation ou pour prendre leur consignes ! Je ne comprends pas que la Cour, sous l'influence de son Président ait refusé un complément d'information afin de rechercher les archives de l'intendance de police ou toutes autres susceptibles d'apporter un éclairage aussi important. Ou plutôt, je comprends mieux !

Si l'on suit le contenu de ces pièces, Garat, du temps de Pierre-Alype, avait des prérogatives informelles de police, voulues et décidées par l'intendant Duchon et le commissaire chef régional de la Sécurité publique Frédou. C'est effarant !

Il est plus aisé de comprendre que je me méfiais de lui, avant de lui imposer mes conceptions, d'autant qu'effectivement, même si Sabatier l'obligea à passer par la voie hiérarchique, il conserva ses habitudes, si je puis dire, avec les chefs policiers voire avec les SS. J'essayais de le contrôler, autant que faire se peu. Mais début juillet, je venais d'arriver, je le répète.

En tout cas, de tels documents auraient permis de lire mon dossier avec une tout autre perspective que l'équation faussement administrative et hiérarchique : Papon = Garat et Garat = Papon. Que n'eus-je de telles pièces pour étayer ma défense !

M.B. - Vos défenseurs, de même que le général Noël Stienne, juge instructeur de l'ex-Tribunal militaire de Bordeaux qui traita [158] les dossiers Déhan, Luther et Dhose, ont eu en main, avant le procès, des extraits conséquents (285 pages rédigées alors) de mon étude en cours « Le dernier départ. La politique antijuive à Bordeaux (1940-1944) », dans laquelle j'analysais le rôle de Pierre Garat avant l'arrivée de Maurice Sabatier et votre prise de poste, de même que les modalités et les conséquences de l'imposition de l'étoile jaune (p. 26-86). Je ne pense pas qu'on en ait tenu vraiment compte !

M.P. - Ce dossier relevait plus d'un esprit de finesse que d'un esprit de géométrie. Mais on ne pouvait pas tout observer. On était noyé par une masse de faits saisis analytiquement sans recul. Un point de vue synthétique était impossible. Je ne parle pas de l'ambiance très tendue et du contexte judiciaire, peu propice à une analyse sereine, comparative, comme vous le faites des séquences de documents toujours difficiles à interpréter. Et je ne parle pas seulement pour moi, homme de 88 ans que j'étais lors du procès, fatigué par des audiences longues et pénibles.

M.B. - Pour comprendre l'attitude administrative de Garat, de juillet 1942 à juillet 1943, période pendant laquelle vous avez pu lui donner des recommandations de lutte pied à pied, il est décisif de connaître son comportement concret de février à juin 1942. C'est-à-dire l'autonomie dont il a disposé, de même que le caractère policier élargi de ses compétences octroyées du temps de Pierre-Alype. Cette réalité constitue une des clés de la lecture de votre dossier. Les lettres dont on vous a reproché la signature, furent toutes rédigées par Garat. Cela est significatif ! Il n'est pas étonnant, au regard des documents précités, que le 2 juillet 1942, ce chef de service se soit rendu à la convocation de Doberschutz sans passer par vous !

M.P. - Effectivement. Il avait ses habitudes que j'ai essayé de redresser. Mais, n'ayant qu'une place hiérarchique secondaire par rapport au préfet régional, à l'intendant de police et au divisionnaire Frédou, sans parler de Boucoiran, je n'y suis pas arrivé tout de suite.

Le 2 juillet, Garat m'a rendu compte après, afin que j'avertisse le préfet régional. La police, qui agissait seule, avec Frédou ne l'avait pas encore alerté. Cela semble indiquer que Sabatier non plus n'avait pas donné à Garat de consignes. Mon compte-rendu est d'ailleurs différent de celui-ci rédigé intégralement par Garat, puisque, je le redis, j'ai supprimé la dernière phrase qui me paraissait [159] trop hâtive et inacceptable à plus d'un titre. Vous comprenez mieux pourquoi, après la citation des quatre documents précédents. Il n'était pas habituel avant mon arrivée - on me le reproche bien-sûr aujourd'hui - de lui faire suivre la voie hiérarchique ! Non seulement parce que Sabatier l'avait décidé ainsi, comme pour tous les autres chefs de service, afin de bien tenir la machine en main face aux SS, mais surtout pour éviter que Garat persiste sans contrôle dans l'autonomie de ses comportements antérieurs. Il a donc été obligé de passer par moi pour communiquer sa note d'information de même que ses premiers avis de responsable au préfet régional qui seul devait décider. J'ai servi a posteriori de simple relais d'information, non de décision ou d'instructions. Et Sabatier n'était pas Pierre-Alype. Il souhaitait tout diriger et contrôler lui-même, dans les matières les plus délicates, nous l'avons vu.

M.B. - Il est important de revenir sur le fait que c'est le commissaire Frédou, chef régional de la Sécurité Publique, qui contacta le premier les SS. Avant son « entretien préparatoire » avec Doberschütz », il fut d'abord convoqué le 2 juillet au KDS afin de s'expliquer sur la fuite de deux ou trois victimes juives que les Allemands voulaient faire arrêter et transférer par la police française avec d'autres prisonniers. Sans prétendre réinstruire ici votre dossier judiciaire...

M.P. - Dieu vous en garde !

M.B. -... Il faut brièvement essayer d'approfondir ce problème. Le processus d'interaction entre police et préfecture à cette date revêt une certaine complexité.

La question fondamentale de votre dossier est : dès la première rafle, la police disposa-t-elle d'une part d'autonomie ? Un fait troublant fut relevé à ce propos par le Président de la Cour, mais il concernait le convoi du 25 novembre 1943 : la préfecture ne fut informée de son existence que deux heures après le départ du train encadré pourtant par les services de la sécurité publique de Frédou. L'intendance, qui avait directement reçu des ordres des SS, oublia bizarrement le service des affaires juives à cette date. Qu'en fût-il en juillet 1942 ?

M.P. - C'est une question capitale que l'on ne peut poser voire résoudre que si l'on abandonne la théorie consistant à tout me mettre sur le dos, à faire du secrétaire général un bouc émissaire idéal - parce que le seul survivant. N'étais-je pas devenu le grand maître de la police, des rafles et même des convois ? [160] N'avais-je pas déporté seul moi-même, comme le suggérèrent maints journalistes, plus de 1800 personnes en instrument zélé des SS ?

M.B. - Pour la période de juillet 1942, la réponse se trouve dans une lettre qui a donné lieu à beaucoup de commentaires discutables dans votre dossier. Il s'agit d'un document que vous avez signé le 27 juin au nom du préfet régional à l'adresse de l'intendant de police. Il révèle les liens distendus entre les deux appareils, un peu comme si Sabatier n'avait pas encore réussi à s'imposer face à une police qui, comme Garat, avait ses habitudes du temps de Pierre-Alype, et prenait seule des décisions d'exécution des ordres des SS sans en référer hiérarchiquement.

M.P. - L'enjeu n'était pas qu'une question de préséance, mais bien celui du contrôle des demandes d'arrestation par les Allemands adressées directement à la police en dehors de la préfecture. Effectivement, la préfecture, ce n'est pas la police, ni l'inverse d'ailleurs. Il y avait bien deux circuits : l'un administratif et généraliste, l'autre policier..

M.B. - L'affaire en question, gérée d'abord de façon indépendante par le commissaire Poinsot, fut ensuite confiée à la première division de la préfecture (3e bureau), concernée par la police des étrangers. Le préfet régional, désireux d'affirmer son autorité sur la police, donna ces directives à son intendant par une let-

tre dictée en dehors de vos services par Sabatier et signée par vous pour transmission :

« Vous m'avez adressé avant hier des demandes d'arrestations concernant les nommés (Junick, Kurchin, Harth et Braun) présentées par les autorités allemandes accompagnées d'un rapport sur chacun des intéressés et d'une note me signalant que parmi eux, les nommés Junick, Kurchin, et Harth, auraient pris la fuite ; les autorités allemandes supposent, ajoutez-vous, que ces trois individus auraient été prévenus par un fonctionnaire de la préfecture (..).

Je vous serais obligé (...) de vouloir bien inviter M. le Commissaire spécial Poinot à demander au service allemand qui lui a remis ces demandes d'arrestation de les adresser désormais directement à M. le Préfet régional en vue d'éviter des retards tels que ceux auxquels la présente affaire a donné lieu.

Je charge pour le moment M. le Commandant de Gendarmerie de procéder à l'arrestation de ces juifs et à leur transfèrement au [161] camp de Mérignac, me réservant dès qu'ils auront été rassemblés dans le camp, de prescrire leur mise en route sur le camp de Drancy.

*Pour le Préfet régional,
Le Secrétaire général
Maurice Papon. »*

La police reproche indirectement à la préfecture d'être la cause des fuites. Et la préfecture critique la police parce qu'elle la court-circuite et risque d'occasionner des retards de fonctionnement (prétexte habile sans doute pour reprendre la main). Sans parler des menaces pour les victimes que l'acceptation de faire donner la gendarmerie par Sabatier impliquait, l'affaire était d'autant plus grave que le KDS venait de repérer effectivement la préfecture : trois Juifs avaient été prévenus par un de ses fonctionnaires et s'étaient enfuis ! Il s'agit là des cas individuels de juin 1942, pour lesquels vous aviez signé des ordres isolés de transfert notamment le 6 juillet, alors que Sabatier se trouvait à Paris à la conférence des préfets régionaux. J'évoque là les affaires Robert Goldenberg, Victor Braun et Léon Librach.

M.P. - Vous n'allez pas me croire : vous êtes le premier à interpréter de façon inédite ce document sur lequel la Cour a bataillé contre moi... Et vous êtes encore

le premier à souligner le fait qu'à partir du 5, et au moins jusqu'au 7, 8, ou 9 juillet 1942, Maurice Sabatier ne se trouvait pas à Bordeaux mais effectivement à la conférence des préfets régionaux à Paris. On a là grossi mes signatures sur des cas de transfert individuels de personnes déjà arrêtées par les Allemands. De fait, sans me rappeler de quoi que ce soit précisément pour ces dossiers isolés, j'ai dû signer sur ordre et selon les consignes de Sabatier en son absence, dans l'urgence. Il ne s'agissait rien moins que de ses prérogatives personnelles en matière de police à la suite d'une fuite repérée par les Allemands ! Il fallait arracher le dossier à Poincot. D'autant que la préfecture était repérée. Parce que j'ai signé une lettre sur ordre du préfet régional, dictée sur du papier à en-tête de la première division à des secrétaires que je ne reconnais pas, des esprits mal intentionnés ont laissé croire que mes fonctions consistaient à donner des ordres à la police ou à la gendarmerie au-dessus de l'intendant régional ! Ils ont confondu les signatures « pour ordre » et les ordres eux-mêmes. C'est Sabatier qui décidait. Pas moi !

[162]

M.B. - En marge de cette lettre que Sabatier vous fit envoyer à l'intendant, on découvre une micro-information que personne n'a remarquée au cours de votre procès, écrite au crayon bleu de la main de Duchon, et qui en dit long sur les relations d'alors entre police et préfecture :

« M. Frédou. M. Poincot. Demander aux Autorités d'Occupation de transmettre directement au Préfet Régional (Intendance de Police) les demandes de ce genre pour éviter de tels retards. Duchon. »

M.P. - Les questions d'arrestation ne passaient donc pas par le secrétariat général, puisque l'intendant précise que les exigences allemandes devaient être adressées directement à Sabatier ou à son cabinet, mais après qu'il ait en ait été saisi lui-même. En fait, Sabatier souhaitait connaître et apprécier les demandes d'arrestation en cause. Il aura la même attitude début octobre 1942 lors d'un entretien avec le kommandeur Luther afin d'obtenir de lui les listes des personnes arrêtées par le KDS, mais sans résultat. Le document du 2 octobre 1942 que nous avons commenté à ce sujet, lors de l'analyse de la contrainte allemande, montre en

tout cas, comme la lettre du 27 juin signée par moi au nom de Sabatier, que le préfet régional souhaitait maîtriser face aux SS (ne serait-ce que pour tenter de faire obstacle) la question des arrestations. On le comprend ! C'était une des pierres de touche de ses affaires réservées.

M.B. - J'insiste sur le fait que personne au cours du procès, dont le Président de la Cour, n'a repéré cette information en marge du document du 27 juin, à savoir que les demandes d'arrestation devaient toutes passer désormais par l'intendance de police avant d'être traitées par le préfet régional en personne ! Le but, il est vrai, était de « prouver » que comme vous aviez signé des ordres de transfert de personnes du Fort du Hâ vers Mérignac ou de Mérignac vers Drancy, et que là vous sembliez donner vous-même des ordres à l'intendant, eh bien ! vous aviez des prérogatives de police, ce qui est insoutenable.

M.P. - Bel exemple, encore une fois, des syllogismes abusifs de l'accusation !

M.B. - En marge de ce document du 27 juin, un papillon dont personne n'a perçu l'intérêt, contenait cette information capitale :

[163]

« Frédou a vu le commandant Luther le 2/7/42 à ce sujet (la fuite de trois Juifs). »

Dans le cadre des attributions dont nous avons parlé précédemment, que lui confia le préfet régional, Frédou prit logiquement contact avec les SS le 2 juillet. Il rencontra, peut-être sur convocation express, le kommandeur Luther pour s'expliquer sur l'affaire des fuites de la préfecture de même que sur l'évasion des trois personnes que les SS avaient ordonné à Poinsot d'arrêter directement. Frédou dut présenter à Luther les instructions nouvelles suggérées par le préfet régional en matière d'ordres d'arrestations et de transferts de prisonniers, qu'expose la lettre du 27 juin.

Cette convocation de Frédou par les SS démontre surtout que l'occupant suivait de près les problèmes d'exécution des ordres et disposait de ses propres instruments de contrôle pour le faire.

M.P. - Vous remarquerez que dans cette affaire rôde comme une ombre maléfique le commissaire Poinot qui disposait lui d'une autonomie semblable à celle de Garat, dont nous avons parlé, mais qui la gardera jusqu'au bout. Cette tentative de contrôle que Sabatier voulut imposer le 27 juin, et que vous mettez bien en perspective ne fut pas retenue lors du procès.

M.B. - Avant d'engager les arrestations massives, les SS souhaitaient, à cette date, tester le dispositif français qui séparait préfecture et police. Les fuites en question, qui eurent lieu vers le 15 ou le 17 juin, les rendirent méfiants. On comprend les liens entre l'affaire des fuites et la première rafle si l'on met en relation la convocation de Frédou chez Luther le 2 juillet et l'entretien verbal préparatoire de Frédou le même 2 juillet au KDS. À la lecture des instructions transmises au préfet régional, rédigées par Doberschutz et signées par Retzeck, on saisit mieux les précautions exigées par les SS dans l'établissement des listes d'arrestation.

Ainsi, en accord avec Doberschutz, Frédou désigna Garat pour dresser les listes dont on ne sait si c'étaient celles d'arrestation ou bien celles à communiquer aux policiers à partir de listes préparées par les Allemands, comme ceux-ci l'avaient envisagé lors d'instructions précédentes que Chenard, de la Police des Questions juives, résumait en ces termes dans une lettre à sa direction parisienne du 13 février 1942 :

[164]

« Le Commandant Hagen est toujours décidé à procéder dans un proche avenir à l'internement de tous les Juifs d'origine étrangère (surtout d'origine allemande, autrichienne, tchèque, polonaise) résidant dans les Basses-Pyrénées, les Landes et la Gironde.

Ces Juifs seraient au nombre de 300 à 400.

Les autorités allemandes (...) donneront au dernier moment les adresses des Juifs touchés par cette mesure, et les instructions utiles.

Cela permet de penser que les SS, qui disposaient d'un certain nombre d'informations très précises, bien avant le fichier de l'étoile jaune dressé sous leurs ordres au printemps 42, étaient déjà en mesure de dénombrer les victimes et d'en donner les noms au dernier moment à la police française. Comment ce qui était possible en février 1942 ne l'aurait plus été en juillet suivant ? Quoi qu'il en fut, les instructions nazies du 2 juillet à Maurice Sabatier précisaient à propos des listes et du rôle de Garat, très en continuité avec sa période d'autonomie du temps de Pierre-Alype :

« (...) Les Juifs en question seront tout d'abord internés au camp de Mérignac. A cet effet le délégué pour les questions juives Garat établira des listes en six exemplaires contenant les noms, dates de naissance, profession, nationalité et dernier lieu de résidence de chaque juif. Chaque liste comprendra 10 Juifs.

Les arrestations à opérer suivant ces listes seront effectuées d'un seul coup par la police française sous contrôle de notre service. Chaque fonctionnaire français est à rendre responsable pour les Juifs indiqués dans sa liste et son attention doit être attirée sur ce que dans le cas de négligence ou voire d'appui à l'égard des juifs à arrêter, les mesures les plus sévères seront prises contre lui-même. »

Le mystère demeure : pourquoi est-ce Garat qui fut désigné pour dresser les listes ?

M.P. - Je ne suis pour rien dans sa désignation, ce qui montre que je n'avais pas un pouvoir permanent sur lui en la matière. C'est Frédou qui s'interposa, le désigna et négocia ces questions de police.

M.B. - Évidemment. Mais pourquoi Doberschutz et Frédou désignèrent-ils Garat pour dresser les listes, et pas un policier, comme Téchoueyres ?

[165]

M.P. - Il m'est impossible de répondre. Je ne le sais pas.

M.B. - En l'état de l'instruction, il était difficile de le savoir, puisque personne n'avait étudié et compris l'importance du fichier de l'étoile jaune. Or la consultation des archives de l'intendance de police, écartées par la Cour, nous livre une autre information capitale à ce propos : le 19 juin 1942, l'intendant Duchon transmet à Pierre Garat, un double complet des émargements du registre de l'imposition de l'étoile jaune par cette lettre absente du dossier :

« J'ai l'honneur de vous faire parvenir, sous bordereau joint, états d'émargement et rapports qui m'ont été adressés par les différents services de police, à la suite de la remise, aux juifs, des insignes distinctifs et du contrôle qui a été effectué à cette occasion.

Je vous prie de bien vouloir m'adresser, aussitôt que possible, une copie de l'état d'émargement concernant les Juifs auxquels votre service a effectué une remise d'insignes, ainsi que le solde des insignes non remis et les points textiles, pour me permettre d'en faire retour au Ministère. »

Donc Garat disposait d'un double complet du fichier de l'étoile jaune livré par l'intendant de police. On peut avancer l'hypothèse que c'est pour cette raison que Frédou le signala à Doberschütz pour dresser les listes des personnes porteuses de l'étoile jaune entre 16 et 45 ans. Sa tâche consistait selon le texte des instructions à établir des listes en six exemplaires, avec 10 noms par page, afin de mieux repérer les équipes de policiers responsables de fuites éventuelles. Il lui suffisait de retirer, par arrondissement de Bordeaux, les enfants de 6 ans à 15 ans, de même que les personnes de plus de 45 ans. Cette opération sera stoppée le 6 juillet au soir, par contrordre après les pourparlers au sommet qui limitèrent les premières rafles à certaines catégories de Juifs étrangers et apatrides, sans toucher théoriquement les Juifs français.

On sait par ailleurs que le KDS, par la police des Questions juives à qui Sabatier avait permis d'accéder aux données le 26 juin 1942, disposait du fichier de l'étoile jaune qu'il avait lui même commandité.

Retenons enfin que les menaces allemandes furent explicites dans ce document. Les trois fuites de juin, attribuées à la préfecture, [166] ne devaient pas se reproduire ! Un fait surgit, évident, que personne n'a voulu retenir : Garat se trouvait le 2 juillet sous les ordres de la police. Doberschutz, qui n'avait pas encore contacté un responsable de la préfecture (il aura une audience, nous y reviendrons le 3 juillet avec le préfet régional), entérina la désignation de Garat par Frédou pour dresser les listes.

Ainsi, c'est totalement en dehors du secrétaire général de la Gironde que furent décidées les préparatifs techniques et l'utilisation de Garat pour la première phase de la rafle de juillet. La lettre du 27 juin montre que sept jours avant, la police avait une très grande autonomie par rapport à la préfecture. Alors n'en fût-il pas de même après le 2 juillet ?

M.P. - Garat, pas plus bien sûr que Frédou, n'avaient à solliciter mon autorisation pour se rendre auprès de Doberschutz. C'était la pratique ! De plus, vous remarquerez que le secrétariat général n'apparaît absolument pas comme l'instance saisie par les SS. Je n'étais pas la plaque tournante du dispositif ! Ce n'est pas moi qu'on sollicite, ni à moi que l'on adresse des rapports ou des instructions, voire des injonctions !

M.B. - Oui, mais lors d'opérations ultérieures, au mois d'août 1942 par exemple, Garat vous demandera téléphoniquement l'autorisation de se rendre auprès des SS ?

M.P. - Cela, c'est la reprise en main de Garat !

M.B. - Avez-vous assumé d'une manière quelconque la direction hiérarchique de Garat lui donnant des instructions lors de la première rafle ?

M.P. - Absolument pas !

M.B. - Pourtant vous lui signez un ordre de mission spécial, le 3 juillet, afin d'obtenir de tous les services les renseignements nécessaires pour assumer les préparatifs, la logistique de la rafle, voire les listes d'arrestation...

M.P. - Le document en question émane du préfet régional, au-delà de ma signature de répercussion hiérarchique. La mission spéciale en question consistait à prendre contact avec les chefs d'autres services administratifs qui étaient eux-mêmes les supérieurs hiérarchiques de Garat. Puis-je citer le service du Ravitaillement ou les services sanitaires dont on avait besoin. On a tenté de donner à cette note une portée qu'elle n'avait pas. C'est de la mauvaise foi.

M.B. - Il semble que ladite mission, lancée le 3 juillet, concernait aussi la supervision des listes d'arrestation...

[167]

M.P. - Cela reste à prouver ! Je n'en ai aucun souvenir précis et surtout personnel, et comment pourrais-je l'avoir puisque cela concernait Garat.

M.B. - Un document du 4 juillet émanant du directeur du camp de Mérignac l'indique. Et les consignes écrites de Doberschütz, discutées avec Frédou le 2 juillet, valables jusqu'au 6, semblent le confirmer. Mais nous entrons là dans un second problème soulevé par le Président de la Cour d'Assises au sujet des événements de juillet 1942 : le décalage entre les ordres d'Ingrand, données directement par téléphone à Duchon et à Sabatier, le 2 juillet au soir, de différer toute initiative en matière de rafle, et le fait que dès le 3 juillet, Garat commença la préparation des listes d'arrestation, ou du moins le contrôle de listes (« travail *en cours* », écrit-il). C'est un mystère que ni vous ni la Cour, ni les autres acteurs du procès n'ont su expliquer.. après quinze ans d'instruction ! On ne sort de cette contradiction qu'en revenant à l'hypothèse vraisemblable selon laquelle Garat se trouvait dès le premier jour sous la coupe de l'intendance de police avec une autonomie importante, en dehors de la voie hiérarchique normale. Par ailleurs le circuit policier disposait d'une marge d'action importante : nous venons de le voir avec le document du 27 juin, et nous savons que le 2 juillet au soir, l'intendant prit sur lui

de téléphoner à Paris afin de connaître la marche à suivre, précisément au cabinet de Legay (Duchon s'entretint avec le Commandant Saudes).

M.P. - L'autonomie de l'intendant et de Garat dont vous parlez était dans la mécanique habituelle, dans la logique d'avant !

M.B. - Par ailleurs Doberschutz, responsable SS de la répression antijuive à Bordeaux, à cette date, avait demandé une audience à Sabatier pour le 3 juillet au matin. A-t-il été reçu ?

M.P. - On ne le sait pas. Dans mon agenda de 1942, j'ai noté que Sabatier s'est rendu chez les SS le lundi 13 juillet...

M.B. - Il serait impensable qu'un SS ait été éconduit par le Préfet régional ! Ça aurait laissé des traces dans les archives ! Cela signifie cependant que Sabatier se trouve bien au cœur du dispositif. Ce n'est pas vous que Doberschutz a demandé à rencontrer. Cela prouve aussi que les injonctions allemandes au niveau national sont bien répercutées par la hiérarchie allemande au niveau régional. Sabatier est face à eux directement. On peut concevoir que Doberschutz ait donné l'ordre au préfet régional de préparer le dispositif. D'où le travail préparatoire dès le 3 juillet...

[168]

M.P. - Ce n'est pas effectivement contradictoire avec l'attente liée aux tractations à Paris. Là, Bousquet parle. Sur le terrain bordelais, les SS décident de préparer sans attendre. C'est plausible, surtout quand on connaît le caractère de Sabatier. Il fallait peut-être interroger ce dernier sur ses responsabilités. De 1983 à 1989, je constate que les deux juges d'instruction concernés ne l'ont pas fait.

M.B. - Nous savons cependant que dans son rapport du 18 juillet 1942, le préfet régional a écrit qu'il s'était opposé dans un premier temps aux opérations prévues initialement. Quoi qu'il en fut, Garat a bien adressé son rapport du 16 juillet 1942 décrivant la première rafle à laquelle il a assisté avec un pouvoir de décision

sur le placement des enfants, non pas à vous, mais directement à l'intendant de police et au préfet régional, sous votre couvert. Il n'est pas passé par vous comme dans sa note préliminaire du 3 juillet que vous aviez filtrée vers le préfet régional ?

M.P. - C'est exact... Votre analyse est logique et surtout réaliste. C'est réaliste, étant données les circonstances de l'époque, les conditions dans lesquelles la prise de pouvoir s'est faite, et compte tenu du rythme des événements et des habitudes prises.

M.B. - Pourtant, vous avez parlé, dans vos réponses à la Cour d'Assises, d'une équipe mobilisée et tendue dès le 2 juillet au soir.. Il semble cependant que la première mobilisation ait eu lieu le 3 juillet, après l'entrevue Doberschütz-Sabatier...

M.P. - Si j'ai répondu cela c'est parce que le souvenir que j'en garde c'est précisément cette mobilisation. C'était l'ambiance. Comment se souvenir à un jour près cinquante huit ans plus tard ! Cela se passe au niveau de Maurice Sabatier. Mais le 2, l'état-major Sabatier-Duchon-Frédou est saisi des injonctions allemandes et il contacte Paris pour connaître la marche à suivre. Paris demande de ne pas s'engager, de différer.

M.B. - Passons sur le détail de la préparation, qui connut des rebondissements et de nouvelles modalités d'exécution au retour de Paris du préfet régional, entre le 7 et le 9 juillet. Nous en avons parlé, étant entendu que Maurice Sabatier a donné ses consignes personnelles lors de la conférence régionale du 11 juillet. Une autre question se pose, délicate. La nuit des opérations, le soir du 15, est-ce que l'équipe dont vous avez parlé fut mobilisée ou non ? Le préfet régional, Jean Chapel, l'intendant Duchon ?

M.P. - Oui, naturellement. Comment peut-on en douter !

[169]

M.B. - Le chef régional de la Sécurité publique, Frédou, semble avoir eu un rôle particulièrement actif, comme le montrent les rapports officiels des 4 et 10 juillet demandés par lui au commissaire Téhoueyres, le technicien qui conçut la police de la rafle. Cela de façon contradictoire en apparence avec une stratégie de « sabotage » des opérations, dont parlent deux rapports de la police des Questions juives des 15 et 16 juillet.

M.P. - Contradictoire ? Oui... C'était la vie même que nous vivions.

M.B. - Vu d'aujourd'hui, c'est Frédou qui a demandé, concernant la tactique policière d'arrestation, de prévoir les techniques de « ramassage », de « concentration » et de « barrage », au niveau du département et de l'agglomération bordelaise, constituant ainsi une nasse infernale pour les victimes juives qui avaient pu s'enfuir..

M.P. - Frédou et Téhoueyres, sûrement... Je fus évidemment étranger à la mise en œuvre de ce dispositif supervisé par le préfet régional. Cela concernait la police, à tel point que le commissaire Téhoueyres fut désigné par Frédou pour prendre les opérations en main, en dehors de Pierre Garat dont il occupait en permanence le bureau pour être à portée de mains du Préfet régional.

M.B. - Quel fut le rôle précis de Garat, chef du service des affaires juives, le soir de la rafle ?

M.P. - C'est la police qui opère et naturellement commande...

M.B. - Et vous-même ?

M.P. - Les opérations de police sont totalement en dehors de mes compétences. Elles m'échappent absolument. Je ne pouvais rien faire et je n'y assistais pas.

M.B. - Concrètement, comment ça se passe ? Garat, vous venez de le dire, est-il sur le terrain sous les ordres de Duchon et de Frédou et face aux Allemands ?

M.P. - D'accord, Garat - les documents le montrent - est sur le terrain pour sauver le maximum de monde en faisant jouer tous les artifices du fichier, du dossier ou de l'état des personnes. Et il connaît mieux que la police toutes les « ficelles » administratives dont il peut se servir.

M.B. - Nous savons que les instructions concernant la rafle furent données par le préfet régional lors de la conférence du 11 juillet pour parler de la seconde phase de la rafle de juillet 1942... Cependant vous avez affirmé au cours des débats que Garat [170] disposa d'instructions que vous lui aviez données vous-même. Lesquelles ?

M.P. - Il s'agit de recommandations de sauvetage, de combat, pied à pied : « Non, pas celui-là, parce qu'il a la Croix de guerre. Non pas celui-là, parce qu'il a un enfant en bas âge. Non pas celui-là parce que c'est un ancien combattant. Non pas celle-là parce qu'elle est enceinte... » Ont été mis en avant tous les arguments possibles et imaginables, même des faux, pour tenter de sauver les Français, les étrangers, les cas litigieux en fonction de l'irrationalité des instructions allemandes, irrationalité que soulignait également le Grand Rabbin Cohen. C'est ce qu'on refuse de reconnaître aujourd'hui. Et pourtant on se battait ! De bonne foi ou de mauvaise foi, on faisait jouer tous les arguments. On ne se désintéressait pas du sort des victimes, voyons ! C'est incroyable d'avoir à témoigner là-dessus aujourd'hui. Nous agissions en chrétiens. Les documents laissent des traces de nos interventions et de nos protestations chaque fois. Quand l'échelon de Bordeaux était terminé, on signalait les cas au niveau supérieur, pour faire suivre le processus d'intervention et gagner à nouveau du temps.

M.B. - Quelle fut la réaction de Sabatier lors de ces opérations inhumaines, qui ont abouti à séparer les enfants de leurs parents et surtout à arrêter des innocents ?

M.P. - Il n'est pas à l'aise ! Mais la réalité lui échappe des mains. Et le problème ne se posait pas dans les termes d'aujourd'hui.

M.B. - Quel est son sentiment à lui ? Il se trouve au cœur du dispositif, la nuit des opérations. Il n'est quand même pas en train de dormir ?

M.P. - Je n'en sais rien !

M.B. - Sabatier ne se rendra jamais dans la permanence nocturne, semble-t-il, selon les informations disponibles. Le rapport du 16 juillet ne signale que la présence de Duchon, de Frédou, comme chefs hiérarchiques, sans parler de la visite à deux reprises de Doberschutz lui-même. Sabatier donne l'impression de se désengager des décisions qu'il a prises, de s'isoler physiquement. Reste-t-il dans son bureau, ou dans sa villa de fonction, le soir des rafles ?

M.P. - Moi, je ne suis pas Chapel... Je pense que Chapel le tenait au courant. De même que Duchon...

M.B. - Il était donc absent du terrain lors de l'exécution de la rafle de juillet ?

[171]

M.P. - Il faudrait demander à Chapel... Mais Chapel n'est plus là...

M.B. - Sabatier prend seul, verbalement, par conférence, par téléphone, par télex chiffré ou sur le papier, les décisions ultimes. Il impulse les chefs de service, assume la responsabilité des opérations mais s'efface au moment de l'action.

M.P. - Qu'appellez-vous donc les décisions ? Les « décisions », ce sont les injonctions de la force allemande. Il n'y a pas de décision à prendre côté français ! Être présent aurait signifié pour lui qu'il approuvait ces mesures ! Même s'il désapprouve, un chef n'est pas en première ligne car il ne contrôlerait rien du tout.

M.B. - Sabatier est tout de même une courroie de transmission entre Laval, Bousquet et les fonctionnaires de terrain. N'est-ce pas le sens de sa participation aux conférences de préfets régionaux, comme celui des conférences régionales dont nous avons parlé ? Nous ne pouvons que regretter, je me répète, l'absence de

ses archives personnelles, celles du coffre-fort du préfet, susceptibles de révéler son implication dans le détail...

M.P. - Qu'importe... Vous vous figurez qu'il y a toujours des papiers. Les historiens sont un peu comme les procureurs ! On fouille dans les poubelles avec des préventions et des préjugés. Je ne dis pas ça pour vous...

M.B. - Vous semblez défendre Sabatier ! Pourquoi le couvrir ? C'est lui qui est saisi par Frédou, Garat, puis vous-même, indirectement, des instructions allemandes du 2 juillet. Il est tenu informé de toutes les étapes et des détails de l'opération. Il se rend à Paris pour recueillir les instructions de Pierre Laval et de René Bousquet, le 6 juillet, puis organise une conférence au niveau de la région, le 11 juillet. Il donnera lui-même, au retour de Paris, de nouvelles consignes, à partir du 9 juillet, sans attendre. Il assume la responsabilité de la préparation générale, même s'il n'assiste pas à la phase d'exécution. Il signe ensuite les rapports d'information au ministère de l'Intérieur. Il félicite la police pour son « tact » et son « dévouement ». N'assume-t-il pas seul la responsabilité de l'ensemble des opérations, dès le mois de juillet 1942 ?

M.P. - C'est à peu près ça... Mais si Sabatier n'avait pas assumé tout cela, on lui reprocherait aujourd'hui de s'être déresponsabilisé des problèmes posés par les injonctions allemandes. On aurait parlé de lâcheté, de désertion.

[172]

M.B. - Garat, lui, surgit, comme un négociateur qui sert de fusible dans les contacts immédiats avec les Allemands. Il semble être, au-delà des recommandations que vous lui communiquez, le chargé de mission spécial du préfet à côté ou sous la direction de l'intendant de police et des commissaires Frédou et Téchoueyres.

M.P. - Le « fusible » est un bon terme, très significatif.

M.B. - Il prépare aussi la logistique de l'opération...

M.P. - Objection ! La logistique est à la fois dans la mission et dans les moyens de la police. Garat n'a rien en main que sa plume.

M.B. - La question reste en suspens pour l'établissement des listes d'arrestation, nous en avons parlé. Une lecture serrée des documents disponibles, comme une comparaison des listes de personnes à arrêter, effectivement arrêtées, internées à Mérignac, et convoyées à Drancy, nous interroge sur la responsabilité spécifique de la préfecture, de la police comme du service des affaires juives dans l'établissement de ces listes. Le témoignage de policiers en 1947 désigne bien Garat comme porteur de listes d'arrestations. D'après mes découvertes récentes, il semble qu'il ait commencé dans un premier temps à dresser certaines listes, mais qu'en raison du contrordre donné le 6 juillet, puis de consignes ultérieures, le processus de désignation des personnes ait été corrigé. En effet, furent portés sur les listes remises aux Allemands au dernier moment, des noms de personnes déjà arrêtées. De plus, il ressort de déclarations de policiers, dont celle que j'ai enregistrée en 1987 et 1988 de Jean Milhat - qui participa à la rafle de juillet et au premier convoi -, que des Allemands étaient présents avec leur propre liste lors des arrestations, auprès de certaines équipes de la police française. J'ai retrouvé des listes en Allemands, sur lesquelles étaient apposés des noms de Hongrois.

M.P. - Vos informations sont plus complètes que celles de l'instruction à ce sujet...

M.B. - Le 16 juillet 1942, Garat transmet symptomatiquement son rapport directement à l'intendant de police qui semble le diriger directement lors de la rafle. Il indique d'ailleurs qu'à 16 h, l'après-midi du 16, il fut dans l'obligation d'aller rendre compte à Doberschutz des opérations en lui remettant une note détaillée. N'est-ce pas là une preuve de son rôle indépendamment de votre contrôle hiérarchique ? Là encore, il ne vous a pas demandé votre avis ?

[173]

M.P. - Non. Mais mon avis ne comptait pas beaucoup pour les SS. Effectivement, c'est Duchon qui le dirigea concrètement. C'est ce que laisse entendre le compte-rendu de la conférence du 11 juillet 1942, émanant de l'intendance, dont

l'original stipule que les affaires concernées étaient réglées avec Garat. Pas avec moi, vous avez eu raison de le souligner précédemment, lorsque nous avons parlé des conférences régionales au cours desquelles Sabatier donnait directement ses instructions.

M.B. - Il eût fallu peut-être insister sur ce point lors de votre procès ! Le service des affaires juives a donc servi, dans les deux sens, de courroie de négociation, d'information, de protestation, mais aussi d'élément relatif de contrôle et de décision, notamment en ce qui concerne la logistique du convoi et la gestion des enfants, séparés de leurs parents le 16 juillet.

M.P. - Le service de Garat fait de l'information. Et cette information n'est pas égale dans un sens ou dans l'autre. Il n'est pas décideur. Le décideur, ce sont les SS, dont on s'est bien gardé de parler durant cet étrange procès. Il y a ensuite le préfet régional et la Police.

M.B. - Au-delà des rapports d'information au préfet ou à l'Intérieur, que vous transmettez, et de l'ordre de mission « spéciale » signé « pour le préfet régional » le 3 juillet à Pierre Garat, vous n'apparaissez pas, en tant que secrétaire général, dans le processus ni de préparation ni d'exécution ? Sauf à régulariser les actes de Garat au nom du préfet régional...

M.P. - Non. Je n'ai eu lors de cette rafle de juillet, qu'un rôle d'observateur.. Qu'y pouvais-je ? Je n'ai pas de responsabilité personnelle. J'ajouterai que dès le début, les SS ont surveillé l'ensemble du dispositif qui n'aboutit pas aux résultats escomptés par eux. Les deux trains prévus pour Bordeaux, de 2 000 personnes, n'ont pas été formés, en raison des pourparlers nationaux entre Bousquet, Oberg et Knochen, mais aussi à cause du sabotage bordelais de l'opération. À tel point qu'Eichmann, furieux des retards des convois venant de France, demanda des explications à son équipe. Bordeaux reste la seule ville d'Europe à avoir saboté le dispositif de déportation orchestré par les SS...

M.B. - Un télégramme du 15 juillet de Röthke, adressé à Dannecker, responsable de la IV J du BDS de Paris, confirme en ces termes votre commentaire :

[174]

« Le 14 juillet 1942, vers 19 heures, le SS-Obersturmbannführer nous a téléphoné de Berlin, pour savoir pourquoi le convoi prévu pour le 15 juillet 1942 était annulé. Je lui ai répondu qu'à l'origine on aurait dû inclure dans les arrestations en province les porteurs d'étoile jaune, mais que suite à un accord récemment conclu avec le gouvernement français, on ne pouvait provisoirement arrêter que des Juifs apatrides. On avait dû annuler le convoi du 15 juillet 1942, car, d'après les indications du détachement du SD à Bordeaux, il n'y avait là-bas que 150 Juifs apatrides. On n'avait pu, en raison de trop brefs délais, trouver de Juifs en remplacement des manquants pour ce train-ci. Mais le SS-Obersturmbannführer Eichmann a fait remarquer qu'il s'agissait d'une affaire de prestige. Qu'il avait fallu mener de longues conversations avec le Ministère des Transports du Reich pour ces trains, que ces conversations avaient été enfin couronnées de succès et voilà que maintenant Paris annulait un train. C'était la première fois qu'il voyait une chose pareille. Cette affaire était de nature à faire très mauvaise impression. Lui-même ne voulait pas en informer immédiatement le SS-GruppenFührer Müller, car en le faisant il se déconsidérerait et se couvrirait de ridicule lui-même. Il allait réfléchir et se demander si, enfin de compte, il ne fallait pas devoir purement et simplement rayer la France de la liste des pays d'où l'on pouvait évacuer les Juifs.

Je l'ai prié de n'en rien faire, en ajoutant que cela n'était nullement la faute de nos bureaux locaux si ce train avait dû être annulé. En outre, le bureau IV J n'avait eu connaissance que très tard du fait qu'il n'existait à Bordeaux que 150 juifs apatrides ; et dès réception de cette communication, on en avait immédiatement fait part par télex à l'Office central de la Sécurité du Reich. J'ai ajouté que les autres trains rouleraient comme prévu. »

M.P. - Je n'ai pas voulu interrompre la lecture de cette pièce essentielle, enfouie dans la procédure par le ministère public, avec l'assentiment implicite des parties civiles. Et pour cause ! À elle seule, elle aurait pu conduire au non-lieu ! Cet événement met sens dessus dessous la hiérarchie allemande. Il ne crée apparemment aucune émotion parmi mes poursuivants et pas davantage au sein du ministère public. Expliquez-moi cette incroyable disparité. Ce rapport est central

et lourd de signification. Voilà un fait avéré : dans toute la France, seule la préfecture de Bordeaux a [175] manœuvré intelligemment au point de supprimer un train ! Et supprimer un train, vous constaterez que cela a fait du bruit dans le landerneau nazi ! Jusqu'à Berlin ! Voilà une preuve de l'action des fonctionnaires de Bordeaux, agissant à leurs risques et périls. Les passages que je souligne impliquent que Bordeaux était bien repérée par les autorités nazies de Berlin. Même si l'échec des nazis s'explique aussi par le résultat des tractations Oberg-Bousquet, qui ont permis de substituer..

M.B. - Provisoirement dit le télégramme...

M.P. - ... À tous les juifs porteurs de l'étoile jaune, les étrangers, ce qui diminuait incontestablement les effectifs envisagés par les SS. Mais demeure un fait, indépendamment de l'aspect humain dramatique, à Bordeaux, la rafle de juillet fut sabotée. A Berlin, Eichmann et Himmler ont su que Bordeaux avait saboté.

Une des conséquences ? Eh bien ! le 21 septembre suivant, quand il s'agira de désigner des otages après des attentats de la résistance à Paris au Cinéma Rex et l'élimination d'officiers allemands, Bordeaux, où la situation était calme, se verra infliger, sur ordre de l'OKW, la fusillade de 70 personnes arrêtées. Alors qu'à Paris, le chiffre de 50 fut retenu. Bordeaux avait mécontenté Himmler et perturbé les plans de transport de la Reichsbahn pour la déportation des juifs ! Cela était impardonnable !

J'ajouterai que les SS de Bordeaux, responsables des services antijuifs, repérés eux aussi par leurs chefs de Berlin, après cet incident, suivront les choses de très près. Ils deviendront intraitables en matière de rafles et de convois. Dans leur logique, ils avaient intérêt, désormais, à faire du zèle. Nous l'avons ressenti dès les opérations du mois d'août. De même lors du convoi de septembre et des opérations d'octobre 1942. Les délais d'action furent condensés à un ou deux jours, les ordres d'exécution particulièrement surveillés, le contrôle plus dur. La marge de manœuvre se rétrécissait. Ce fut aussi cela les conséquences de notre sabotage de juillet. Nous avons dû essuyer, seuls, les réactions !

M.B. - Devant le capitaine Avner Less, de la police israélienne, qui l'interrogeait, je signale qu'Eichmann répondit qu'il eut une explication vive avec Dannecker au sujet du train de Bordeaux. Cette affaire bordelaise avait bloqué la logistique de l'ensemble des transports et perturbé tous les horaires des trains convoyant les juifs prévus à cette date. D'autres documents, dont un rapport du 15 juillet émanant de la délégation bordelaise de la police des [176] questions juives, qui, ne l'oublions pas côté français vous surveillait aussi et de très près, laisse entendre qu'après le contrordre du 6 juillet du préfet régional, des fuites eurent lieu, les arrestations prévues pour le 15 suivant étant devenues dans Bordeaux « *un secret de polichinelle* ». Voici cette pièce essentielle :

« *Objet : synthèse d'information.*

Une opération de police ayant pour but l'arrestation de tous les Juifs de la région entre 16 et 45 ans, devait avoir lieu le 6 dernier à l'instigation des autorités occupantes. Cette opération fut contremandée au tout dernier moment. À cette occasion nous avons pu constater que, si l'organisation et la préparation de cette affaire bénéficia d'un certain secret, une heure après le contrordre, ce secret était devenu celui de Polichinelle ; dès le lendemain matin, nous en avons des échos par les Juifs eux-mêmes. Par ailleurs, des convocations urgentes remises dans la journée du 6 ne parvinrent à leur destinataire que le 11 ; dans ce cas comme dans l'autre, il ne saurait être question d'une simple négligence. Ces "révélations" ont eu naturellement pour résultat d'augmenter dans des proportions notables l'exode des juifs en zone non occupée où, comme nous l'avons déjà signalé, ils semblent jouir, non seulement, d'une impunité totale mais de faveurs marquées et substantielles. Outre le grand monopole du grand marché noir, ils exercent du point de vue politique une action d'autant plus néfaste qu'elle se couvre du pavillon de la "révolution nationale". »

Ce document, certains porte-parole des parties civiles ont tenté purement et simplement de l'occulter. Il n'a pas non plus retenu l'attention du Président de la Cour comme évidemment du ministère public. Le contenu en est pourtant décisif dans la preuve qu'il apporte du double jeu. Les Allemands eurent évidemment en main ce document produit par leurs agents qui possédaient par ailleurs les listes de l'étoile jaune. Il accuse explicitement l'administration française de sabotage.

Sans oublier les « fuites » effectives émanant de certains fonctionnaires policiers et préfectoraux, il semble bien que l'opération de juillet, exception faite pour les 70 personnes qui en furent victimes, ne fut pas un succès pour les SS de Bordeaux, qui en exigeaient au départ 2 000, puis 500, puis 400. Dans son audition du [177] 24 novembre 1947 devant le commissaire Caps, l'intendant de police Duchon précisa quant au sabotage de cette première rafle :

« Dans l'exécution de ces opérations, les fonctionnaires de police ont toujours fait montre d'esprit humanitaire et de sens national. Lors des premières opérations, les listes des personnes à appréhender avaient été transmises à l'avance aux services de la Sécurité publique. De nombreux fonctionnaires s'étaient ingéniés pour avertir à l'avance les intéressés.

Sabotée au départ, l'opération était donc vouée à un échec certain, ce dont les Allemands se montraient vivement mécontents. Ce mécontentement s'est traduit par de violentes observations.

Cette méthode ayant donné de très piètres résultats, pour pallier cet inconvénient, les services de police ne furent plus informés à l'avance de la nature des opérations qui leur étaient demandées. Par voie de conséquence, nous ne savions donc plus quelles étaient les personnes contre qui nous devions opérer »

Lors des opérations suivantes, ils se méfièrent des services français et prirent des précautions supplémentaires (en octobre, la liste de 400 noms fut dressée au dernier moment par les Allemands eux-mêmes). Pourtant, ils avaient donné des instructions précises, organisé un contrôle serré. Et dès le début, leurs exigences furent comminatoires. Leur logique, à Bordeaux comme ailleurs...

M.P. - Je suis heureux de vous entendre décrire la réalité masquée systématiquement pendant le procès. Vous parlez de leur logique. Leur logique, c'était la violence et le fait accompli ! Un problème humain dramatique va surgir, au moment de la première rafle, à tel point qu'une autre réalité a été inventée. C'est précisément le problème des enfants, retenus en juillet et retournés au mois d'août 42 « rejoindre leurs parents »... Une sorte de réalité de substitution, pour mieux dissimuler la vérité historique. Depuis 15 ans, je suis devenu un bonhomme horrible, un croque-mitaine, vicieux, arrogant, qui a livré ces malheureux enfants aux SS !

M.B. - Effectivement, dans un premier temps, on refuse à Bordeaux de donner les enfants avec les parents. Contrairement à la suggestion de Legay, qui se vante dans une note téléphonique du 14 juillet 1942 à 18h 30, d'avoir obtenu à Paris cette « concession » de la part des SS (nous y reviendrons). Legay a suggéré d'adopter cette position à Bordeaux, contrairement aux ordres de [178] Doberschutz qui refusait de convoier les enfants avec leurs parents, explicitement dans ses instructions du 2 juillet. Ainsi l'équipe de Bordeaux avait une marge éventuelle de négociation... Nous avons vu que cette décision de garder les enfants, fut en fait confirmée par Maurice Sabatier dans son cabinet le 11 juillet 1942...

M.P. - Pouvoir de décision, certainement pas. Car si tel était le cas, il n'y aurait pas eu de rafle ni d'étoile jaune, ni rien ! Comme vous y allez ! Marge de manœuvre, peut-être, et pour réussir, fallait-il une dose de courage.

M.B. - C'est Pierre Garat qui reçut le 14 juillet la communication téléphonique de Jean Legay, délégué de la police en zone occupée. Il dut vous contacter immédiatement afin de prendre l'avis du préfet régional ? C'est vous qui rayez, semble-t-il de votre main sur une minute en double de ce document, la solution proposée par Legay. Ce qui exempte les femmes enceintes... L'historien repère votre écriture... En fait, vous ne faites qu'appliquer les consignes données par Sabatier lors de la conférence régionale du 11 juillet ?

M.P. - C'est exact. En marge, ça, c'est moi ! Tout à fait... Attendez voir... Ça aussi, c'est de moi. Mais je ne me lis plus : « Sept à huit wagons voyageurs... au lieu de 12... Landes et Basses-Pyrénées... » Là, « médecin allemand », que j'ai rayé...

M.B. - Dès le 16 juillet, le Grand Rabbin Cohen prit en charge certains enfants, cela conformément à la demande du service des affaires juives qui ne faisait qu'appliquer les consignes des SS. Les nouveaux documents que j'ai découverts montrent clairement que ce sont les SS de Bordeaux et de Dax qui refusèrent de réunir les parents et les enfants à Mérignac. Cela contre les plaintes répétées au-

près de Maurice Sabatier de nombreux fonctionnaires régionaux qui supplièrent les hommes du SD de ne pas séparer parents et enfants. Plusieurs cas problématiques remontèrent à la préfecture régionale, qui ont laissé des traces d'archives. L'humanité, en l'instant du drame, militait pour la non-séparation. Ce sont les SS qui en décidèrent autrement, avant de revenir sur leur position au mois d'août. Pour la Gironde, la liste de FUGIF, les listes du commissaire Téchoueyres, celles dressées par Garat peuvent être recoupées. En les comparant, notamment avec celles des personnes arrêtées, on trouve 50 enfants concernés, et non 10, 11, ou 18, comme cela a été avancé au cours de votre procès. Garat a d'ailleurs commis lui-même une erreur dans son [179] rapport du 16 juillet 1942 : il parle de 18 enfants, alors que quelques lignes plus loin, dans son décompte, on en dénombre 23. Il en a oublié 5... La liste de l'UGIF des personnes d'accueil, permet de repérer 29 enfants. En ce qui concerne le convoi du mois d'août, les SS donnèrent l'ordre de ramener les enfants. Il semble qu'il y ait eu des « négociations » préliminaires, fin juillet jusqu'au 21 août, que par hypothèse l'on peut supposer liées à l'intervention de Maurice Sabatier à propos de l'usage d'escortes de gendarmes entre la ligne de démarcation et le camp de Mérignac, mais aussi à votre propre intervention à la demande de Chapel pour faire libérer des enfants et des vieillards de la prison de Langon. L'ordre de Luther était valable pour les 50 ou les 30 restés à Bordeaux... Parmi eux, 15 seront intégrés au convoi du 26 août. Huit seront arrêtés lors de la rafle allemande des 20-21 décembre 1943, puis convoyés le 30 décembre suivant. Un dernier sera arrêté puis miraculeusement sauvé lors de la rafle du 10 janvier 1944. C'est-à-dire que les Allemands, ou bien la police des questions juives, allèrent chercher ces neuf enfants isolés et protégés, un an et demi après.

M.P. - Votre analyse est irréfutable. Personne ne l'a faite dans le prétoire, soit faute de document, soit par l'effet d'un silence délibéré...

M.B. - Il y en a donc 23 qui partent pour la mort, et 27 qui restent, sur les 50...

M.P. - Vous êtes le premier à poser clairement la question, à ceci près que nul ne pouvait alors imaginer qu'ils portaient vers la mort ! Les historiens sont utiles, lorsqu'ils se donnent la peine, comme vous, d'aller dans le détail, et de ne pas trier les archives en bonnes archives accusatrices et en mauvaises archives sciemment

occultées. Vous venez de faire, sur un exemple central, le procès du procès. Et durant ce procès, les historiens ne se sont pas couverts de gloire.

M.B. - Certains des 27 enfants ont quitté Bordeaux en dehors de toute intervention officielle, administrative. La petite Esther Fogiel, par exemple, avait été déposée par les soins de sa mère chez un passeur deux jours avant la rafle. Celle-ci devait revenir avec son autre fils la chercher. Personne ne s'est jamais plus présenté. On trouve également un document montrant que Garat accepte de laisser chez une dame qui l'a accueilli bien que n'étant pas apparentée, le petit Gast, souffrant, la police ne devant pas venir le [180] chercher (ce qui semble indiquer qu'il était prévu que des inspecteurs de police reprennent certains enfants)... Il n'est jamais parti dans les autres convois... Dans un autre document de juillet 42, on observe qu'un fonctionnaire de la préfecture a communiqué une liste d'enfants à un organisme juif américain, le *Joint*, représenté par Madame Simone Linval, à l'Hôtel Carnot... Ce document vient des archives du cabinet du préfet (série continue, liasse 481 des Archives départementales de la Gironde). C'est peut-être celle de Boucoiran, ou de son secrétariat. Mais ça peut être aussi celle de quelqu'un du service des affaires juives, voire de l'UGIF... Les listes ont été demandées. Le *Joint* a-t-il pu recueillir certains de ces enfants ? En sauver ? C'est une piste qui montre clairement que toutes les occasions de sauver ont été saisies. Là encore, il n'existe que cette note téléphonique car il s'agissait d'une action clandestine de protection.

M.P. - Ce document pose une question. Il n'apporte pas de réponse.

M.B. - Il y eut donc 27 enfants protégés, dont personne ne sait ce qu'il sont devenus, à quelques exceptions près (le petit Boris Cyrulnick, sauvé par Made-moiselle Farge une première fois, puis une seconde en janvier 1944 ...). En tout cas ce document nous interroge objectivement... Il est possible que la préfecture ait communiqué les listes au *Joint*. Cet organisme était chargé de sauver les enfants, avec de l'argent américain... Il reste à faire des recherches complémentaires dans les archives du *Joint*. Le Grand Rabbin Cohen et l'UGIF ont permis d'en sauver un certain nombre, tout en acceptant d'en ramener d'autres, comme je l'ai

montré dans l'ouvrage d'Hubert de Beaufort... D'après certains témoignages, il semble aussi que Garat se soit arrangé avec les personnes d'accueil pour qu'elles puissent les garder...

M.P. - Ou les confier à des familles en observant le plus strict anonymat. Car c'est bien comme cela que ça s'est passé !

M.B. – L'UGIF avait communiqué leur liste à la préfecture, le 17 août 1942. On est d'autant plus étonné qu'à Bordeaux, cet organisme très officiel n'a pas fait protéger les enfants en totalité dans l'intervalle d'un mois entre le 14 juillet et le 21 août 1942. Par contre le Grand Rabbin Cohen, à côté de l'UGIF de Germaine Ferreyra, avait inventé, selon les propres termes de son journal, des « familles apparentées » pour ceux qui n'avaient plus de parents en Gironde.

[181]

Là encore, au-delà de son dévouement et de son implication, une autre décision fut prise à la préfecture lorsque les SS exigèrent le 21 août qu'ils soient intégrés dans un futur convoi. Celle-ci était double : accepter de laisser en Gironde les enfants qui pouvaient disposer d'une garde, alors que les SS redemandaient l'ensemble de ceux dont les parents avaient été arrêtés en juillet précédent. Ensuite, faire ramener les autres petits malheureux, les livrer dans le convoi après avoir organisé leur retour du lieu où ils se trouvaient jusqu'à l'annexe de Bacalan. Des factures de taxi payées par le service des affaires juives suggèrent que Garat est intervenu...

M.P. - N'est-ce pas plutôt l'UGIF qui a réglé les factures ? Ce qui montrerait son implication dans cette triste affaire. Implication dont je ne discute pas la bonne foi...

M.B. - Qui a donné l'ordre et a supervisé cette décision, dans laquelle, là aussi, le Grand Rabbin s'est trouvé *a posteriori* contraint d'assumer ses responsabilités ?

M.P. - L'UGIF c'était essentiellement le Grand Rabbin et Madame Ferreyra...

M.B. - Plus quelques personnes, le couple Branschwig, Albert Errera...

M.P. - En soulevant ce douloureux problème, je pense à la question que m'a posée Daniel Mayer, au Jury d'Honneur. Car on a discuté des enfants, en admettant le bien-fondé de l'exposé que j'avais présenté et au terme duquel il a été admis que je n'étais, pas responsable de la vie de ces malheureux : « Mais *qu'est-ce qui vous autorisait à enlever les enfants des bras de leurs parents* » ?, me dit-il. Parce qu'il y a deux thèses. Effectivement, il y avait des parents qui voulaient garder les enfants avec eux. Comme c'était le cas de la famille Stolpnicki. Pourquoi les séparer ? Et il y en avait d'autres qui préféraient épargner à leurs enfants l'épreuve de la déportation ! Qui peut trancher ?

M.B. - De fait, ce furent les SS qui imposèrent leur solution contradictoire. Ne pas emmener les enfants en juillet, les mettre dans les convois en août. La question fondamentale est de savoir qui a participé à la décision. Le préfet régional, comme le montrent les documents précités de Bayonne et de Mont-de-Marsan, donna ses instructions personnelles à ce propos lors de la conférence régionale du 11 juillet tenue dans son cabinet à Bordeaux, dont nous avons déjà parlé.

[182]

M.P. - Le mot décision n'est pas, je le redis, adapté à la situation côté français...

M.B. - Mais qui a traité avec le Grand Rabbin ?

M.P. - C'était Garat...

M.B. - Vous, vous avez été informé ?

M.P. - Plus qu'informé ! À ce moment-là, c'est un peu ce que me reprocha Daniel Mayer au Jury d'Honneur, le préfet régional avait pris position pour séparer les enfants des parents, comme l'exigeaient les Allemands. Vous voyez que c'est inextricable ! Mais qu'en pensez-vous ?

M.B. - Je suis étonné que Bordeaux n'ait pas suivi les consignes de Legay qu'avait reçues par ailleurs personnellement le préfet des Landes Gazagne, qui lui avait consulté Paris avant de demander des instructions à Maurice Sabatier. Cela veut-il dire que les fonctionnaires préfectoraux, influencés par le Grand Rabbin Cohen et par l'UGIF, avait une appréhension sur le sort des enfants ? Qu'il fallait les protéger parce qu'on sentait qu'il y avait un risque ? Le Grand Rabbin affirme contre cette interprétation *a posteriori* :

« *Nous en étions encore au temps des grandes illusions.* »

C'est vu d'aujourd'hui, en inversant les faits et les représentations, que ce grappillage, qui consistait à séparer les enfants de leurs parents, revenait à les protéger...

M.P. - À l'époque, effectivement, tout était incertain et redisons-le, on ignorait tout du sort des déportés.

M.B. - Dans un document du 2 juillet 1942, le SS Doberschutz demanda que l'UGIF s'occupe des enfants, étant entendu que les ordres d'arrestation donnés par lui à Garat et à la police ne concernaient que les personnes entre 16 et 45 ans. En l'espèce, garder les enfants revenait à suivre à la lettre les modalités d'arrestation imposées par les SS. On ne pouvait pas prévoir que le 21 août, les enfants non exigés le 2 juillet seraient demandés à leur tour. Peut-être à ce niveau Legay a-t-il une responsabilité dans les exigences du KDS le 21 août, dans l'hypothèse où ce-

lui-ci aurait pris connaissance des solutions négociées à Paris au niveau de Dannecker. Pour ce qui est des enfants, on sait par des échanges téléphoniques entre Paris et Berlin que révèle l'interrogatoire d'Eichmann, que c'est Himmler en personne qui décida, autour du 20 juillet 1942, de faire déporter les enfants...

M.P. - Votre description des choses illustre bien hélas ! quelle [183] était la puissance nazie, quel mécanisme implacable les Allemands avaient mis en œuvre. Dans ce monde à la Kafka, que voulez que fasse un fonctionnaire subalterne, fût-ce un secrétaire général de préfecture, ou même un chef investi d'autorité publique comme un préfet. Croyez bien qu'Himmler se moquait pas mal de Sabatier !

M.B. - En tout cas, à Paris, dès le 14, Legay, en accord avec Bousquet et Laval, acceptait de livrer les enfants à des Allemands qui ne les demandaient pas et qui n'avaient point encore reçu l'ordre d'Himmler. Cela, sous le « *fallacieux prétexte* », écrira le Grand Rabbin Cohen, que les petits allaient rejoindre leurs parents.

M.P. - Mais la confusion était totale. Souvenez-vous de l'Ambassade américaine protestant auprès de Vichy contre cette séparation tout en refusant d'accueillir eux-mêmes les enfants comme leur - avait suggéré Laval. Vichy a sans doute cru bien faire pour son image internationale. Beaucoup d'autres protestations s'élevaient contre cette séparation. Le Grand Rabbin Cohen parle d'un « *fallacieux prétexte* » après les faits. Mais non pendant, où il avoue avoir été plongé lui aussi dans de « *grandes illusions* ». Son journal montre bien ses doutes et ses hésitations quand il dut ramener lui-même certains enfants aux Allemands.

M.B. - C'est donc Sabatier qui s'est opposé à cette suggestion. D'après des extraits rédigés après les faits et non publiés du manuscrit de son journal, on observe que Joseph Cohen, contrairement à son entourage (Germaine Ferreyra semble-t-il), se méfiait intuitivement des intentions des SS. Selon lui, il fallait s'assurer d'abord du sort des parents avant de leur envoyer les enfants. Il se posait des questions, mais il a finalement ramené certains enfants !

On peut aussi remarquer que les autorités municipales, les services sociaux officiels de la préfecture, l'Église catholique et ses chefs, d'autres organismes religieux, de bienfaisance, ne semblent pas avoir été directement contactés. Ils ne marquèrent pas non plus spontanément leur solidarité, dans cette affaire, contrairement à d'autres villes comme Lyon où des réseaux catholiques autour du Révérend Père Chaillet se mobilisèrent avec l'Archevêque et certains magistrats, contre la préfecture et la police de la ville. À Bordeaux, la préfecture se retrouve seule...

M.P. - À Lyon, en zone libre, la situation était totalement différente. Les Allemands n'étaient pas sur le terrain omniprésents. [184] La responsabilité des autorités françaises est, en zone libre, et à cette époque beaucoup plus engagée. Le Cardinal Gerlier protestera officiellement auprès de Pétain et ce sera le début d'une réaction des autorités religieuses qui gênera beaucoup Laval, lequel s'en plaindra aux Allemands et menacera la hiérarchie catholique. Rien de tel n'est envisageable en zone occupée. À Lyon ce n'est qu'en novembre 42, avec l'invasion de la zone libre que Barbie et le KDS terroriseront la ville. À Bordeaux tout le monde avait peur, même s'il y avait un sentiment craintif de solidarité, il restait caché. On savait la préfecture antiallemande, on supposait qu'elle faisait son possible. Sur le terrain, c'est Garat qui géra le problème. Comme il le put.

M.B. - Les mémoires du Grand Rabbin attestent que la préfecture a bien eu à gérer la séparation des enfants et des parents dans la dramatique nuit du 15 au 16 juillet, avant que lui-même n'intervienne le lendemain. Joseph Cohen écrit précisément, ce qui confirme les instructions de Doberschutz du 2 juillet :

« *Les Allemands n'avaient l'intention de garder que les parents.* » En tout cas, au regard des documents nouveaux que j'ai cités précédemment, il ressort que c'est Sabatier qui prit la décision dont nous venons de parler. On aurait pu faire l'économie, au regard de surcroît du rôle du Grand Rabbin et de l'UGIF dans cette affaire, de vous rendre responsable de l'arrestation des enfants ! D'autant que Garat, son rapport du 16 juillet 42 et d'autres documents le montrent constamment, rendit compte des événements uniquement à l'intendant Duchon et jamais à vous ! N'est-ce pas une preuve *a contrario* extrêmement forte, compte tenu de votre rigueur administrative ?

M.P. - On a voulu là, sciemment, sur un dossier particulièrement émouvant, manipuler les sentiments spontanés, et combien naturels, de l'opinion ! Il est évident que le drame des enfants est particulièrement atroce et que l'on avait absolument besoin d'un coupable.

M.B. - Vous restez en retrait par rapport aux rafles nocturnes dont vous êtes informé *a posteriori*. Après que se soient déroulées dans des conditions dramatiques prévisibles les opérations de police contre la population juive, le lendemain, qu'est-ce que l'on ressentait ?

M.P. - D'abord, bien sûr, une immense tristesse ! Mais en même temps, à l'opposé de tout désir de fuite, d'abandon, de lâcheté, [185] il y avait les interrogations sur les tentatives d'interventions recommandées à Pierre Garat : « Combien avez-vous pu en sauver ? Combien en avez-vous mis de côté ? Comment avez-vous manœuvré ? »

M.B. - Il fallait agir ou démissionner sans se compromettre ?

M.P. - Il fallait agir ! Soutenir et témoigner ! Sinon, la police des Questions juives se serait chargée des problèmes ! Elle n'a pas manqué de le faire d'ailleurs, de s'immiscer, de trahir, dès la première opération...

M.B. - Son rôle précis lors de la rafle de juillet 1942 reste un mystère. Elle est très bien informée de ce qui se passe, elle dispose du fichier de l'étoile jaune, complètement occulté par l'instruction. A-t-elle participé aux opérations, comme le laisse entendre les rapports du 15 et 16 juillet produits par sa délégation régionale ? Cette police parallèle, que nous aurons l'occasion d'évoquer plus loin, constituait une menace interne au système français. Rattachée directement au Commissariat général aux Questions juives de Paris, elle était composée d'antisémites notoires qui jouaient le rôle de rabatteur pour les Allemands.

M.P. - Je ne me souviens plus de ce qu'ils ont pu faire. Ils ont sûrement été présents, puisqu'ils ont rédigé des rapports qui dénoncent notre sabotage et donnent des précisions inédites sur la marche des opérations. Ils nous surveillaient de

près ! Nous devions nous en méfier autant que des Allemands eux-mêmes. Certains membres des parties civiles ont malhonnêtement assimilé le service de Pierre Garat à ces officines ennemies. En ce qui me concerne je me suis toujours battu quotidiennement, pour empêcher leur tentative de surveillance ou d'infiltration, sans parler de leur désir de copier nos archives et de s'immiscer dans le mécanisme de radiation du fichier juif, c'est-à-dire pour nous d'un aspect essentiel de notre sabotage, nous y reviendrons. Comme vous le voyez, nous étions enfermés des deux côtés. C'est pourquoi nous étions forcés de ruser et de fabriquer de l'hypocrisie... Mais je pense que c'était la seule possibilité pour être efficace, pour saboter et faire de la résistance. A condition de ne pas se faire prendre ! C'est ce qu'ont reconnu d'ailleurs ceux avec qui j'ai travaillé.

M.B. - On vous a aujourd'hui reproché de ne pas avoir montré assez de sensibilité et de combativité à l'égard du sort des victimes. Pourtant, Sabatier, nous l'avons vu, avait envoyé Garat à Drancy en août 1942...

[186]

M.P. - Garat, à son retour de Drancy, où il avait été bouleversé, nous apprit que le camp était encadré par des juifs eux-mêmes, qui faisaient le tri - c'est affreux ! - entre ceux qui restaient, et ceux qu'on envoyait dans les camps ! Silence total sur ce sujet tabou !

M.B. - Les valeurs chrétiennes qui ont inspiré en partie votre jeunesse se sont trouvées bafouées dans ces temps impossibles ? Je parle des valeurs de la conscience personnelle...

M.P. - Les vrais valeurs chrétiennes, oui ! Ce n'est pas parce que Monseigneur Feltin bénissait le corps de Philippe Henriot ! D'ailleurs Hitler et les nazis ne l'ont jamais caché, il y avait une espèce de retour au paganisme, dans les ors wagnériens... Le héros Siegfried... Ils étaient antichrétiens. Les premières valeurs chrétiennes étaient bafouées, ne fût-ce que par la déportation des juifs !

M.B. - Vous avez déclaré, dans un de vos interrogatoires, que la population de Bordeaux, n'avait pas tellement aidé les juifs dans leur calvaire...

M.P. - Ils ont été dans l'ensemble partagés entre l'indifférence et la peur. N'oubliez pas qu'on pouvait être arrêté pour un oui ou pour un non, emprisonné, pris comme otage. Ceux qui auraient tenté de s'opposer ouvertement ne pouvaient se faire aucune illusion quant à leur sort. N'oubliez pas les 140 policiers arrêtés. Nous en avons déjà parlé !

M.B. - Face à la violence allemande, il y avait un sentiment d'impuissance et de stupeur. Mais il est vrai que devant les ordres allemands, la préfecture est seule à assumer avec la police. Cependant tous n'ont pas été sauvés par des policiers qui les avertissaient avant les rafles. Et entre les SS et les victimes, au-delà des fonctionnaires instrumentalisés, il y avait bien le gouvernement Laval, de même que Bousquet !

Vous avez critiqué précédemment Monseigneur Feltin. Cependant le Sonderkommando SS d'Hagen le suspectait et le lui avait fait savoir dès l'été 40 en perquisitionnant à l'Archevêché et en l'interrogeant pendant plusieurs heures. Les collaborationnistes de Bordeaux le traitaient de « judéo-gaulliste ». Il est vrai qu'il avait fait paraître un article retentissant prenant la défense de tous les persécutés dont les juifs, cités explicitement, en première page de *La Liberté du Sud-Ouest* du 23 juillet 1941...

M.P. - Il n'était pas collaborateur mais pétainiste. Il se battit à Verdun avec le général Pétain ! Il avait donc une dévotion pour le Maréchal. Mais, bien sûr, il ne favorisait pas les Allemands ! Il [187] était sur la même longueur d'onde que le Grand Rabbin et même que Sabatier, lui aussi ancien soldat de Verdun, comme Duchon. Ils se sont tous sentis solidaires, c'est incontestable, mais désarmés. Verdun, qu'est-ce que c'est aujourd'hui ? Même la génération qui juge a oublié Verdun, si tant est qu'elle l'ait connu, en un temps où l'on n'enseigne plus l'histoire et où parler de patrie fait ringard !

M.B. - Afin de nuancer ce que vous dites sur l'attitude des Bordelais à l'égard des victimes juives, un fait, parmi d'autres, mérite d'être rappelé, qui a été oublié de nos jours, notamment par les prélats favorables à la « repentance » des années 90 : lors des premières arrestations massives, le Grand Rabbin contacta l'Archevêque Feltin très attentif au sort des juifs, pour intervenir auprès du Pape Pie XII au sujet des déportés. On dispose de cet extrait de son allocution à Bordeaux, le 2 novembre 1944, au cours d'une cérémonie de commémoration à laquelle vous assistiez peut-être en tant que représentant du Commissaire de la République :

« Grâce à son Excellence Monseigneur Feltin, que nous ne saurions jamais assez louer, ni assez remercier pour ses interventions courageuses pendant toute l'occupation, nous avons pu faire parvenir une supplique au Vatican en vue d'obtenir l'autorisation pour tous les déportés d'apporter simplement leur signature en bas d'une carte postale imprimée par les soins de l'administration allemande elle-même. Le Saint-Père répondit « qu'il était étonné de toute la latitude que les Allemands laissaient à l'épiscopat français, que lui même ne jouissait pas des mêmes privilèges, qu'il n'avait pas le droit de recevoir des nouvelles de tous ses prêtres et fidèles habitants en pays occupés. »

M.P. - Ces propos caractérisent remarquablement les réactions et les illusions des acteurs de l'époque face au drame de la déportation. Surtout, il montre bien le sentiment de peur impuissante devant le *diktat* du vainqueur qui dominait les mentalités des contemporains. Si on fait, comme aujourd'hui, abstraction de cela, tout paraît lâche et dérisoire.

M.B. - La solidarité envers les victimes juives ne fut pas totalement absente en Gironde. Là, deux sources croisées permettent d'apporter une appréciation partielle : les rapports mensuels de la police parallèle des Questions juives - à utiliser précautionneusement [188] à cause de leur antisémitisme flagrant -, ensuite, les comptes-rendus de la police officielle, dont ceux des Renseignements généraux, adressés à l'intendant régional Duchon.

M.P. - Auriez-vous quelques exemples ?

M.B. - Nous dépassons là le cas de la rafle de juillet 42. Avant de lire les archives, il est utile de préciser que les réactions en question apparaissent principalement en 1944, au moment de l'arrestation massive des juifs français résidant à Bordeaux et en Gironde. On ne trouve pas de mouvements d'émotion enregistrés par ce type de documents lors des premières rafles qui concernaient majoritairement les étrangers. J'ai cité dans l'ouvrage d'Hubert de Beaufort (p. 225-228) un rapport de juin 1941, émanant de *L'American Jewish Joint Of Distribution Committee* de New York, qui montre que malgré des preuves de solidarité antérieure, une distinction très nette était faite entre les juifs français et les juifs étrangers par les autorités de Bordeaux. Cela, admis par les autorités juives de l'époque, ne signifie pas qu'il n'y eut pas de solidarité en faveur des persécutés en 1942. Mais elle fut moins manifeste qu'en 1944. La réaction à l'imposition de l'étoile jaune en zone occupée en juin 1942 laissa bien quelques traces de désapprobation générale, mais les documents sont peu prolixes. Lors des premières rafles en zone occupée, donc à Bordeaux, on ne dispose d'aucune trace directe comparable à l'opposition vigoureuse de la hiérarchie catholique en zone sud, il est vrai nous l'avons rappelé encore Zone libre à ce moment-là. Furent cependant constantes la lassitude, la peur de la population, comme la réprobation, intériorisée lors de l'arrestation des juifs étrangers, puis extériorisée après les rafles de juifs français.

Ceci étant dit, on peut citer en premier lieu un rapport du commissaire de Libourne au chef régional de la Sécurité publique du 12 janvier 1944, décrivant les réactions à l'arrestation des jours précédents, qui signale un rassemblement de solidarité :

« J'ai l'honneur de vous rendre compte que les 10 et 11 janvier la gendarmerie française et la Feldgendarmerie ont procédé à Libourne et dans l'arrondissement à l'arrestation d'israélites dont un certain nombre ont été déposés à la Maison d'Arrêt de Libourne et dirigés ensuite par route sur Bordeaux.

Le départ de ces derniers a eu lieu ce jour, à 16 heures, le convoi comprenant 21 personnes des deux sexes dont 2 enfants.

[189]

Une foule d'une centaine de personnes environ s'était rassemblée devant la Maison d'Arrêt au moment de l'embarquement dans un camion fermé, mais toutefois sans manifester. Elle a été dispersée sur les injonctions des feldgendarmes d'escorte dont l'un d'eux a tiré en l'air deux coups de fusils.

Aucun incident n'est à signaler.

La population se montre émue de ces arrestations et des conditions dans lesquelles elles sont effectuées, d'autant qu'il s'agit cette fois d'israélites de nationalité française. »

Même sensibilité au sort des victimes juives à Bordeaux, révélée par cet extrait d'un rapport des Renseignements généraux du 15 janvier 1944 :

« Les 9 et 10 janvier 335 juifs de nationalité française en résidence dans le département de la Gironde, ont été arrêtés par la police allemande, avec la collaboration de la police et de la gendarmerie françaises. Ils ont été rassemblés à la synagogue rue Labirat et de là, 317 ont été dirigés sur la gare Saint-Jean pour être embarqués à destination du camp de Drancy et 23 ont été internés au camp de Mérignac.

La nouvelle de ces arrestations s'est répandue rapidement dans toute la ville et une foule de curieux est venue stationner devant la synagogue, attirée semble-t-il par sympathie pour les israélites qui cependant n'étaient pas très aimés à Bordeaux.

Cette opération est critiquée dans tous les milieux de la population. On la réprouve surtout, parce qu'elle était dirigée contre des citoyens français, également en raison de l'état de santé et de la situation de certains israélites arrêtés (vieillards, enfants de tous âges, femmes enceintes, mutilés, etc.).

La coopération de la police française à l'exécution de ces mesures est également condamnée par la population, même par les éléments pondérés.

La population ne comprend pas que de telles opérations ne soient pas exécutées par la police allemande seule. La police française y a collaboré à contrecœur mais avec tout le tact et la délicatesse dus à l'âge et à l'état de santé de nombreux israélites. Ceux-ci l'ont d'ailleurs reconnu.

Il faut craindre toutefois que le crédit dont jouit la police d'État de Bordeaux ne soit diminué par des opérations de ce genre.

[190]

L'opinion publique s'étonne aussi que de semblables opérations soient faites à Bordeaux pour la première fois en zone Nord, alors que le calme le plus complet règne depuis plusieurs années dans la région (aucun attentat depuis 1941, aucun incident suscité par des juifs, etc.).

De pareilles opérations ne peuvent qu'engendrer l'hostilité contre les troupes d'occupation, provoquer des attentats contre elles. Elles sont préjudiciables au bon ordre pour l'avenir. »

M.P. - Ce document a été écarté par l'instruction et le procès. Il montre, comme le précédent, que les fonctionnaires, pris entre leur devoir et la réprobation de telles mesures, n'étaient pas insensibles au drame. On mesure là la responsabilité de la difficile décision de Maurice Sabatier d'avoir, contre mon avis, nous y reviendrons, accepté la présence des forces françaises, que les victimes perçurent cependant comme étant un dernier rempart humain, au-delà de leur calvaire. Ce document est d'autant plus émouvant qu'il révèle bien, vous avez raison, les réactions de solidarité d'une partie de la population bordelaise...

M.B. - Un rapport équivalent du 1er février 1944 émanant de la Police des Questions juives ajoute ces précisions quant à la réaction des policiers eux-mêmes :

« À l'occasion de l'arrestation de 400 juifs dans la région, on a pu remarquer une vive effervescence aux abords de la synagogue où étaient rassemblés les juifs. Il s'agissait d'amis de ces derniers et leur réaction n'était pas inattendue.

En ville, rien de sérieux à signaler. Quelques membres de la police officielle crurent bon de commenter par quelques réflexions antigouvernementales la mesure prise. »

Cet extrait d'un autre rapport mensuel du 15 avril 1943 de la SEC de Bordeaux apporte des éléments complémentaires de réponse :

« Jamais depuis 1939, les tenants de l'ancien régime ne se sont montrés plus insolents qu'aujourd'hui dans toute la Région ; quant aux juifs, la plupart et les plus nocifs ont "pris leurs précautions" et se croient désormais à l'abri de toutes mesures sérieuses contre eux. Ils comptent de plus en plus de sympathisants ou de complices [191] dans toutes les branches de la société grâce surtout à une très habile propagande tendant à les faire passer pour une catégorie de Français persécutés par l'envahisseur et ceux qui travaillent "à leur solde ". »

On trouve encore dans cet extrait d'un rapport mensuel de la SEC du 30 novembre 1943 :

« La majorité de la population aryenne continuait à manifester des sentiments anti-allemands et même gaullistes pour beaucoup. Certaines arrestations de juifs très âgés et malades par les autorités d'occupation ont encore accru ces sentiments. »

Le rapport mensuel des Renseignements généraux en date du 25 janvier 1944 souligne le trouble occasionné par la rafle massive de janvier sur l'opinion des Bordelais :

« Dans l'étude des réactions manifestées au cours du mois, ce fut sans aucun doute les arrestations nombreuses de juifs qui ont permis au Service des Renseignements Généraux de se faire une juste idée de l'état d'esprit général qui a persisté pendant tout le mois.

Lassitude et inquiétude peuvent synthétiser cet état d'esprit.

Lassitude, parce que toute la population est fatiguée de la prolongation des événements, de l'occupation, qui sont à l'origine de toutes les difficultés rencontrées.

Inquiétude, en raison de l'incertitude de l'avenir immédiat :

- *invasion éventuelle d'une partie de notre territoire avec toutes les suites qu'elle comporte.*
- *crainte d'une répression accentuée de la part des autorités d'occupation.*

Les dernières arrestations de juifs opérées dans la région ont permis, par les réflexes suscités, de se rendre compte avec précision que l'appréhension a gagné une grande partie des classes de la société.

Des fonctionnaires se demandent si demain ils ne seront pas arrêtés comme les juifs : les hommes valides, de leur côté, ne sont pas tranquilles en pensant qu'ils sont susceptibles d'être internés, au moment du débarquement allié. »

[192]

Documents troublants qui nous plongent dans un univers difficile à cerner : la mentalité populaire moyenne de la seconde ville française de la zone occupée.

M.P. - Les fonctionnaires connurent effectivement eux aussi l'humiliation et la peur dont je parlais précédemment. Je regrette de ne pas avoir connu ces documents plus tôt. Ils mettent en évidence la responsabilité des serviteurs de l'État face à l'occupant, dans leur protection de la population, quand ils avaient, évidemment, une marge de manœuvre possible !

[193]

La marge de manœuvre

[Retour à la table des matières](#)

M.B. - En matière de politique antijuive, si, au niveau des rafles et des convois, l'exécution des ordres comminatoires laissait, quoi que l'on en pense cinquante-cinq ans après, très peu de marge de jeu à la préfecture et à la police, il était cependant concevable d'agir contre les mesures imposées. On n'appliquait pas les ordres hiérarchiques. On pouvait se défilier, individuellement parlant. Tergiverser, temporiser, opposer les règlements vichyssois et allemands, contradictoires entre eux, demander des dérogations au cas par cas, prévoir des interventions... Voire saboter ouvertement le dispositif, nous l'avons évoqué en citant le témoignage de l'intendant Duchon, de même qu'un rapport de la police des questions juives pour la première rafle de juillet 1942. Au-delà du simple accompagnement des malheureux dans leur calvaire, en terme « humanitaire ». La résistance en poste était concevable en la matière ?

M.P. - Oui. Ce fut difficile, risqué, mais possible. On a pu le voir pour la rafle de juillet 42. Par contre vous dites : « Se défilier individuellement... » Je n'ai jamais usé de stratagème pour me dérober. Mon éducation, ma formation, mon éthique, ce fut toujours de me battre pour les autres. Je portais une responsabilité dans ma conscience. Mon journal de l'époque, que vous m'avez fait ressortir, peut en témoigner. Se dérober personnellement ne me paraissait pas, et ne me paraît pas encore aujourd'hui une solution humaniste. Mais tergiverser, chafouiner, s'opposer, saboter, oui ! Telles étaient nos armes. On ne veut pas se mettre dans la tête que c'était une lutte en rase campagne, à mains nues de notre côté, où l'on pouvait perdre la liberté ou la vie.

M.B. - Parlons de l'imposition de l'étoile jaune, c'est-à-dire de l'application en zone occupée par la police et par Garat de [194] l'ordonnance allemande du 29 mai 1942. Par cette mesure policière, avant même que les rafles ne commencent, les Allemands possèdent fin juin 1942 un fichier de tous les juifs de Bordeaux extrêmement précis, actualisé par rapport aux fichiers antérieurs que leur avait déjà remis la Police des Questions juives quelques mois auparavant...

M.P. - Effectivement. Le fichier des juifs se trouve entre les mains des Allemands et de la Police des Questions juives, composée d'un ramassis d'antisémites, d'agents dénonciateurs prébendés et corrompus. Cette police parallèle est d'autant plus redoutable qu'elle est composée de Français agissant sous couvert de Vichy et parfaitement introduits partout.

M.B. - J'ai hélas découvert, dans des documents nouveaux, que Maurice Sabatier (dont on savait qu'il avait permis la livraison de listes de juifs fin juin 1942 à Arcachon) autorisa le préfet des Landes à communiquer, sous son couvert, les renseignements demandés par le directeur régional de la Police des Questions juives, concernant les statistiques des juifs du département, mais aussi, le 26 juin, la liste des juifs ayant retiré l'étoile jaune. La consultation des archives de l'intendance de police nous apprend par ailleurs que les SS de Bordeaux possédaient les listes en question...

M.P. - Tout ceci, qui est évidemment très important se passe avant mon arrivée à Bordeaux ou bien en dehors de moi. Ceci étant, Sabatier savait peut-être que ces listes étaient déjà entre leurs mains. En tout état de cause, on voit bien à nouveau à ce sujet, que c'est lui qui prend les décisions.

M.B. - Pour ce qui est par exemple, des listes d'arrestation en octobre 1942, j'ai retrouvé un document allemand émanant de Luther, le kommandeur du KDS, précisant clairement au SD de Dax la marche à suivre pour la rafle prévue le 19 octobre :

« (...) En ce qui concerne la désignation des personnes à arrêter, il y aura lieu de se baser sur le fichier de la Préfecture, Sous-Préfecture ou Commissariat de Police. On devra s'assurer que la consultation de ces fichiers ne permettra pas que les Juifs soient informés des mesures envisagées.

Dans le cas où les services de la Police allemande possèderaient de tels fichiers, il n'y aurait pas lieu de se servir des liste françaises. Cette mesure portera sur les hommes, femmes et enfants sans distinction d'âge (...). »

[195]

Ce document est la preuve de l'implication du KDS en son entier en tant que structure dans les rafles et les déportations juives. Ce que pourtant Luther avait nié lors de son procès.

M.P. - Document évidemment absent de l'instruction et du procès ! Comme les Allemands d'une manière générale... Aucune analyse des fichiers et des listes n'a été dressée de façon comparative. On m'a attribué la responsabilité du travail de Garat sur les listes, qui n'a pas été élucidé, et qui avait été fait bien avant moi, mais aussi on m'a accusé d'être responsable de la liste des personnes convoyées. Sans parler des SS qui contrôlaient le camp de Mérignac et décidaient seuls des personnes à convoier, on a littéralement omis, côté français, le rôle redoutable de la Police des Questions juives, présente au cœur du dispositif depuis le mois de février 1942. Comme vous l'avez montré lors de votre audition, sans retenir l'attention de quiconque, le fichier de l'étoile jaune a disparu de l'instruction et du procès. Je ne parle pas de l'affaire des listes de janvier 1944, qu'on a voulu me faire endosser, nous y reviendrons. C'est vous qui aviez démontré que la vérité se trouvait dans une confrontation tirée du procès de Lucien Déhan, caviardée comme il se doit par les magistrats de Bordeaux. « L'affaire des listes », si je puis l'appeler ainsi, fut particulièrement déloyale à mon encontre ! Les historiens auront du pain sur la planche pour rétablir la vérité !

M.B. - Votre expression « caviardée » me paraît beaucoup trop faible concernant une dissimulation dont on peut se demander quelles en furent les raisons vé-

ritables : d'abord de la part du juge qui a trié les pièces de façon partielle dans le dossier Déhan puisqu'elles ne se trouvaient pas dans l'instruction ; ensuite de la part du Président de la Cour, qui lors de son interrogatoire a tenté de vous déstabiliser en misant sur votre oubli de ce document qu'il a ignoré lui-même, et que pourtant j'avais quelques jours auparavant dûment cité et longuement commenté lors de ma déposition ; enfin de la part du ministère public qui s'est échiné à démontrer que c'est vous qui aviez livré les listes aux Allemands pour la rafle du 9 janvier 1944. Malgré un léger incident d'audience suscité par vos défenseurs, personne n'a pris en considération les faits eux-mêmes bien établis, comme ce qui peut être interprété comme une preuve de déloyauté groupée des magistrats à votre encontre. Le plus extraordinaire c'est que le verdict n'en a pas tenu compte non plus et vous a reconnu coupable d'une chose [196] qu'à l'évidence vous n'aviez pas commise et dont la preuve matérielle existait ! Il est vrai que ce n'est pas le seul exemple...

Effectivement l'analyse des listes reste décisive. J'ai tenté de montrer, dans mon témoignage, que lors de la première rafle à Bordeaux, le 15 juillet 1942, les Allemands avaient utilisé des listes d'arrestation dressant le nom de hongrois dont tout le monde déclara qu'ils ne devaient point être arrêtés à cette date. J'ai découvert depuis, au-delà de témoignages de policiers qui confirmèrent la présence d'Allemands lors des arrestations de juillet, des documents nouveaux qui expliquent l'arrestation des hongrois, décidés par le SD de Dax et de Bordeaux. Laubenberger, chef de l'antenne de la police allemande à Dax, écrit ainsi le 13 juillet au préfet des Landes, en lui transmettant les consignes d'arrestations modifiées par rapport à celles communiquées le 5 :

« Les juifs de nationalité hongroise sont aussi à arrêter, par contre les Juifs de nationalité française ne le sont pas. Les Juifs français qui sont incarcérés sous n'importe quel motif ou dont une affaire judiciaire est en cours doivent être arrêtés et conduits à Dax (..). »

M.P. - Ce document constitue un fait nouveau qui efface les tentatives de mettre sur le dos de Garat, c'est-à-dire de Papon, l'arrestation des juifs hongrois de Bordeaux le 15 juillet 1942... L'affaire s'est posée, au cours des débats, notam-

ment à propos du témoignage émouvant de Monsieur Georges Gheldmann, dont la mère, hongroise, fut déportée comme polonaise et séparée de son enfant dans les Landes précisément. J'ai subi les attaques en règle d'Arno Klarsfeld à ce propos...

M.B. - Le débat concernant l'affaire de l'arrestation et du convoiement, puis de la déportation de Madame Gheldmann illustre bien, une fois de plus, les lacunes graves de l'instruction et leurs conséquences sur le déroulement des débats. C'est en raison des protestations de cette victime (hongroise mariée à un roumain dont elle avait divorcé en 1939) qui désirait ardemment garder son enfant avec elle, que le problème de l'arrestation des hongrois se posa. Elle fut décidée par le SD de Dax, qui prit langue avec ses supérieurs de Bordeaux. De plus, ardemment défendue par le commissaire de police et le sous-préfet de Dax dans son désir de garder avec elle son enfant de 10 ans, Madame Gheldmann se [197] vit refuser cette autorisation par Laubenberger en personne. Le chef du SD de Dax le confirme dans une lettre du 16 juillet au commissaire de police. Le Sous-préfet de cette ville transmet lui-même cette information le 25 juillet au préfet des Landes, en ajoutant :

« La police spéciale allemande (SD) déclarant (au sujet de l'affaire Gheldmann) ne pas avoir connaissance de ces accords, se mit en rapport téléphoniquement avec ses services supérieurs à Bordeaux qui lui confirmèrent que les enfants juifs ne pouvaient suivre leurs parents et devaient être confiés aux autorités religieuses juives. »

C'est par cette affaire que les autorités françaises des Landes saisirent dès juillet le préfet régional sur la question des enfants. Ainsi, l'autorisation d'emmener les enfants ne se posa pas à Bordeaux seulement le 21 août, comme on l'a vu précédemment, et comme les débats contre vous l'ont prétendu. Le préfet des Landes rédigea un projet de lettre, non envoyée, à destination du chef du SD de Dax, Laubenberger, pour lui indiquer :

« J'ai l'honneur de vous faire connaître que je suis informé par l'Administration supérieure que les femmes juives peuvent, si elles le désirent, emmener avec elles leurs enfants.

Ces instructions ont été appliquées déjà à Paris et à Bordeaux. En conséquence, j'en informe immédiatement les services de police placés sous mes ordres. »

Le refus de Laubenberg compliqua les choses. Pris entre des théories contradictoires, les autorités landaises demandèrent des instructions précises à Maurice Sabatier, qui avait fixé des règles, on l'a vu, lors de la conférence régionale du 11 juillet à laquelle assistaient entre autres le préfet des Landes et le sous-préfet de Dax.

M.P. - Il n'était pas facile - ce cas de Madame Gheldmann dont vous renouvez l'analyse le montre clairement - de s'opposer aux décisions du SD. Les fonctionnaires des Landes, par humanité, décidèrent de ne pas séparer les enfants de leur mère. Vu d'aujourd'hui, cette décision paraît catastrophique. Le paradoxe, c'est que le refus vint des SS eux-mêmes. Tout cela était tragique, inextricable !

M.B. - Sabatier, finalement, suivit à la lettre leur décision initiale... [198] Pouviez-vous saboter vraiment des mesures contre les juifs qui étaient si totalement contrôlées par les SS ?

M.P. - On tentait à chaque occasion, selon l'opportunité qui s'offrait.

M.B. - La plupart du temps, il fallait passer tout de même par leur autorisation dérogatoire et circonstancielle. Même Garat. Voire Madame Eychenne, rédactrice importante au service des affaires juives de la préfecture...

M.P. - Son mari était milicien... Mais ça ne marchait pas entre eux.

M.B. - Certains ont dit qu'elle avait une liaison avec Garat, qui l'a épousée après la guerre...

M.P. - Je ne le savais pas. Moi - je le dis loyalement à sa décharge, je ne sais pas si elle vit toujours - je me suis servi d'elle pour prévenir des familles juives des rafles. Je sais par recoupement qu'elle l'a fait.

M.B. - Sabine Eychenne est décédée en 1991 (Pierre Garat en 1976). Elle n'a jamais été entendue au cours des trois instructions à votre encontre...

M.P. - C'est impensable !

M.B. - Une poignée de policiers a aussi alerté quelques familles lors des rafles, mais en petit nombre. Par exemple des membres du réseau F2 (Germaine Larvier notamment, secrétaire de l'intendant de police Duchon, qui tapait les listes des Juifs à arrêter) ont averti les victimes avant les opérations, dans la mesure du possible. Mais rappelons que les Allemands avaient imposé que chaque agent ne dispose que d'une liste de 10 noms de personnes à arrêter, afin de responsabiliser chaque policier, de repérer d'éventuelles fuites ou anomalies, et de lancer des représailles, le cas échéant. Quand ils n'ont pas participé eux-mêmes aux arrestations, encadrant les équipes de policiers français. De fait, les policiers de terrain et les gendarmes conservaient, dans le cas où ils se trouvaient seuls, une marge pour faire fuir les victimes et ne pas les arrêter. Sauf quand tout était contrôlé. Il y aurait donc eu, selon vous, malgré la contrainte, une marge de jeu ? Vous pensez vraiment l'avoir jouée à fond ?

M.P. - Comment peut-on en douter ! Nous avons eu la volonté, à défaut de résultats chaque fois.

M.B. - Comme les autres fonctionnaires de l'équipe ? Chapel, Sabatier, Duchon ?

[199]

M.P. - Duchon aussi ! En Duchon sommeillait le vieil officier. Il était antiallemand ! Chapel aussi et finalement Sabatier, si l'on se rapporte, aux dires de sa secrétaire, Mlle Malabre. Vous faites état du témoignage de cette dernière, incon-

nu du magistrat instructeur ou du ministère public, et pour cause. Ça n'allait pas dans le sens qu'ils entendaient imposer d'une façon arbitraire.

M.B. - Je reste réservé en ce qui concerne Sabatier et Duchon. Après un arrêt du Conseil d'État concernant Madame Molina, de Langon, de même qu'une décision de la direction du statut des personnes et des affaires juridiques du Commissariat aux Questions juives en date du 17 novembre 1942, vous avez décidé de faire procéder à de nombreuses radiations du registre des juifs des personnes ayant seulement deux grands parents juifs et n'ayant pas adhéré à la religion juive avant le 25 juin 1940. Cette conception procédurière suivait en fait, à la lettre, le texte du 2 juin 1941, de même que les prescriptions de l'ordonnance allemande du 26 avril 1941, modifiée le 24 mars 1942. Ainsi vous avez eu la possibilité de radier de nombreux israélites du terrible fichier institué fin en 1940. L'expertise de 1985 l'a reconnu...

M.P. - Plus de 139 personnes ! Les experts considérant que ce n'était pas complet et qu'il y en avait d'autres qu'ils n'ont pu identifier. Il faudrait compter..

M.B. - Il doit y en avoir davantage, puisqu'un document que j'ai retrouvé, de début février 1943, émanant de la SEC de Bordeaux, parle plus de 400 radiations (mais les chiffres contiennent : également le nombre de personnes décédées depuis 1940)... Évidemment, il aurait fallu chercher..

M.P. - Le juge Léotin, comme elle ne pouvait pas ne pas en faire état, fut bien obligée de reconnaître que les radiations opérées par le secrétaire général étaient susceptibles de nuancer la décision pénale. Même ce personnage n'a pu être en état de nier ces radiations. Au contraire, certains avocats des parties civiles, dont Maître Zaoui, ont affirmé lors des audiences que le sauvetage, le grappillage et les radiations ne faisaient pas partie des faits incriminés et ne devaient donc point être retenus ! Quel aplomb !

M.B. - Ce problème complexe des radiations n'a pas vraiment été analysé avec les archives adéquates. On pourrait vous objecter que vous n'avez fait radier que des « non-juifs » du terrible fichier. Et que certaines personnes ont été radiées trop tard, en raison d'inexplicables lenteurs du service des affaires juives. Mais ce

[200] que ne comprennent pas les tenants de cette thèse, c'est précisément que l'essentiel consistait avec la complicité du Grand Rabbin Joseph Cohen, à transformer des juifs en « non-juifs »... Les Allemands, dans leur ordonnance du 27 septembre 1940, avaient défini le « non-juif » comme issu de mariage mixte et dont l'ascendant « aryen » devait compter au moins trois générations de « non-juifs ». Dans les cas douteux, le chef du service des affaires juives de la préfecture était censé contacter le Rabbin. Celui-ci pouvait donc subrepticement avoir une influence dans le système des déclarations et des radiations du fichier. Lors de la première demande, Joseph Cohen raconte, dans les extraits sélectionnés de son journal, qu'il refusa d'obtempérer sous le prétexte que les SS lui avaient confisqué ses archives. Le chef de division Touya, qui avait à l'époque en charge le service des affaires juives, lui rendit aussitôt visite : il ne pouvait se défilier. Les Allemands exigeaient sa signature. Joseph Cohen n'eut pas le choix. Il accepta cette responsabilité. Il écrit à ce propos :

« Profitant de l'ambiguïté de la formule adoptée par les services : "Un tel est-il inscrit sur vos registres ? ", je réponds régulièrement "non inscrit" (La question embarrassante eut été : "Un tel est-il juif ?"). Le subterfuge passa sans encombre. »

On se trouve là au cœur du dispositif de sabotage, que vos adversaires ont refusé de prendre en compte. J'ai décrit leur position en ces termes dans l'ouvrage d'Hubert de Beaufort (p. 261-262) :

« Certains ont fait croire que Maurice Papon était incapable de citer des noms, de se prévaloir d'une politique de sauvegarde, puisqu'il n'avait sauvé personne. Il n'était pas là pour sauver, mais pour arrêter (...). D'autres ont prétendu que le secrétaire général de la préfecture était jugé non pour les Juifs qu'il prétendait avoir sauvés, mais pour ceux qu'il avait contribué à faire déporter. D'autres, habiles avec les faits, ont considéré que les juifs radiés du terrible fichier, en fait, se trouvaient être des non-juifs, inscrits globalement et par erreur par les chefs de famille lors du recensement de décembre 1940. Radier des non-juifs n'était donc pas un exploit, un acte de résistance, mais simplement une régularisation de situation, se sont-ils écriés ! D'autres, plus cyniques, ont constaté que les radiations effectuées par la police [201] antisémite des Questions juives,

puis par la SEC ou les Allemands, étaient plus "rapides " que celles tentées par le service de Pierre Garat qui dépendaient de ses derniers dans cette procédure, et ne disposaient par conséquent d'aucune marge de manœuvre. Le Président de la Cour a quant à lui affirmé qu'une lettre du 19 mai 1943 concernant la prise en main des radiations par les SS à partir de cette date, ne se trouvait pas dans le dossier, alors que je l'avais livrée avec d'autres pièces illustrant mon témoignage le 19 janvier 1998 quelques jours avant. Divers documents "à décharge " sur ce problème, comme le témoignage écrit du Grand Rabbin Cohen dans son journal, n'ont pas été retenus.

En fait, le processus de radiation fut complexe et multiforme. La préfecture, au moins jusqu'à ce qu'elle se fasse repérer, eut, à son niveau, une marge d'intervention pour la part des radiations qu'elle pouvait gérer de son propre chef. Ce que l'on n'a point voulu admettre, c'est qu'une grande partie des "non-Juifs " radiés du fichier, purent, alors qu'ils étaient Juifs, être transformés en non-Juifs, notamment en raison de leur âge ou de la mixité religieuse de leurs parents ou grands-parents. L'irrationalité contradictoire entre les deux législations, nazie et vichyssoise, permit de gérer un certain flou. Cela a duré des mois, jusqu'à ce que la SEC et les Allemands, qui supervisaient eux-mêmes certaines radiations, s'en aperçoivent. Il paraît discutable de présenter les conflits importants entre la SEC et la préfecture à ce propos, comme de vulgaires querelles de compétence, de préséance, entre des services qui cherchaient à faire de la surenchère mais participaient à la même politique de répression. »

M.P. - Je ne possédais pas tous les documents que vous mettez en avant. Pour étayer ma défense je n'avais que ma seule mémoire ! Bien insuffisante... après cinquante années ! ...

M.B. - J'ai l'impression qu'au niveau de l'analyse précise des sabotages et des interventions de la préfecture, votre système de défense ne s'est appuyé que sur le rapport des experts de 1985, cité subrepticement puisqu'annulé avec la première instruction. Lors de ma déposition, j'ai longuement insisté sur les points que je viens de signaler. Personne n'a vraiment adhéré à la réalité que suggérait la lecture de documents écartés par l'instruction. En plus des 402 personnes citées dans une note statistique émanant de la police des Questions juives de février 1942, j'ai souligné les [202] interventions *intuitu personnae* pour des libérations (comme celle d'Albert Errera et d'Alice Slitinsky), les grappillages lors de chaque rafle et

de chaque convoi (entre 150 et 170 personnes, soit 20 % des rafles hors les victimes arrêtées par les Allemands et convoyées indépendamment des rafles), les personnes exemptées du port de l'étoile jaune par dérogation à l'ordonnance allemande du 28 mai 1942 (1181, dont 950 français et 231 étrangers). Ce chiffre reste stupéfiant en soi. Sur ce dernier point, le Président de la Cour d'Assises se livrant à une interprétation manifestement fautive, déclara, lors de votre interrogatoire du 16 février 1998 :

« Nous savons que dans le cas des exemptions, le départ n'est que différé de deux ou trois convois (...) » (cf. l'Albin Michel, Tome II, p. 473).

Il n'en fut rien ! En effet, il apparaît qu'après 15 ans d'instruction, la question des exemptions du port de l'étoile jaune ne fut jamais soulevée par quiconque. Personne n'avait étudié ce fait jusqu'ici. Comment affirmer que l'on « savait » cela alors ? Le Président a confondu là certaines exemptions des convois avec l'exemption du port de l'étoile jaune. C'est incroyable !

Par ailleurs, il apparaît que ces exemptions, qui ne sont pas non plus liées à la question des radiations du fichier juif, ont protégé définitivement les personnes concernées des mesures de répression. Les statistiques comparées des personnes enregistrées, des personnes marquées par la funeste étoile jaune, des personnes arrêtées et des personnes convoyées, montrent qu'un certain nombre de résidents à Bordeaux et en Gironde ont effectivement échappé aux rafles.

Le problème de l'exemption du port de l'étoile jaune, qui ne fut soulevé que par mon témoignage, a été en fait totalement occulté dans sa signification réelle. Par ailleurs, il est impensable, je le redis, que l'ensemble de l'instruction et des débats ait effacé totalement le problème du fichier de l'étoile jaune et les conséquences de son imposition par la police française trois semaines avant la première rafle. C'est dans la même logique d'occultation que le problème des radiations n'a pas été analysé sérieusement. Pour l'accusation, il était inutile voire impossible épistémologiquement parlant, de considérer qu'il y ait pu avoir des sabotages, des sauvetages et une protection du maximum de personnes [203] possible. Au bout du compte, si l'on peut se permettre dans ce contexte tragique de faire une addi-

tion - malgré tout on doit la faire – on peut considérer que 1181 personnes ont été définitivement sauvées en étant exemptées de l'étoile jaune, que 402 l'ont été par radiation du fichier, et que 150 à 170 ne furent pas déportées *in extremis*. Tel est le vrai bilan de l'action de la préfecture, sans parler des libérations individuelles. Ces 1800 personnes environ sont à mettre au crédit de l'administration française de terrain et en grande partie à votre présence et à votre action.

Que serait-il arrivé si la Police des Questions juives avait pu vous éliminer ? On l'imagine en consultant des documents importants qui nous font découvrir le conflit permanent entre le secrétariat général de la Gironde et la délégation régionale du Commissariat aux Questions juives.

M.P. - Conflit qui aurait pu mal se terminer aussi pour moi, prison, camp, déportation, ou poteau, car ces gens des Questions juives, antisémites fanatiques, avaient hélas ! de l'influence sur les SS dont ils étaient, nous l'avons vu, les domestiques appointés, et dont certains se déclaraient être les « amis » - Déhan parle ainsi de Mayer. Mais comme l'a observé l'un des experts, Monsieur le Professeur Gouron, lors de son audition, le jeune Arno Klarsfeld défendait plus volontiers la SEC ou les Allemands que les Français de la Préfecture ! Il n'était pas le seul. Qui s'en est étonné ? Il fallait casser la vaisselle ! Ce fut bien le point d'orgue des positions déformantes de certains portes-paroles des parties civiles. Plutôt la SEC ou les Allemands que les fonctionnaires français !

M.B. - Pour en revenir aux radiations, Garat, semble-t-il, a joué le jeu en accord avec le Grand Rabbin Cohen. C'est ce que montre la lecture du journal de ce dernier, de même que son témoignage dans l'instruction contre Lucien Déhan, au cours de laquelle il déclara le 14 mai 1947, devant le capitaine Noël Stienne, juge instructeur :

« Quand Garat est arrivé au début de 1941, il a fait preuve d'un certain sérieux dans son service. Mais très rapidement, il m'a paru jouer le double jeu. Il a incontestablement rendu de très grands services. Il est évident qu'il a dû lâcher du lest. Après son départ, il y a eu un terrible changement équivalent à une véritable catastrophe. »

[204]

M.P. - Garat a effectivement joué le double jeu. Il a observé mes consignes de ne pas faire de zèle, d'essayer de gagner du temps, d'avertir les personnes, de saboter. Mais enfin, c'est moi qui l'ai engagé, ce combat ! Subrepticement ! Jusqu'au jour où cela a été découvert ! La catastrophe est due à l'entrée en jeu des services du Commissariat aux Questions juives qui héritaient d'attributions confiées d'abord au Service des Questions juives de la Préfecture.

M.B. - Certains documents en ont gardé trace. Le 8 avril 1943, vous avez écrit une lettre au Grand Rabbin lui demandant si deux personnes résidant à Bordeaux, Georges et Paulette Lévy, figuraient sur les registres de la Synagogue, selon le dispositif convenu. Sur la réponse négative de Joseph Cohen, ces personnes, malgré leurs patronymes, furent radiées. Quelques cas identiques se renouvelèrent encore, qui alertèrent la délégation régionale du Commissariat aux Questions juives. Celle-ci contacta aussitôt sa hiérarchie à Paris. Ainsi, le 28 avril 1943, le directeur de la SEC dudit Commissariat pour la zone nord, écrivit au directeur de cabinet de Darquier de Pellepoix le rapport suivant :

« J'ai l'honneur de vous signaler l'attitude de la Préfecture de la Gironde qui procède elle-même à des radiations assez nombreuses depuis quelques temps du registre des israélites. Votre Délégation de Bordeaux ne peut contrôler ces agissements, puisque les services préfectoraux refusent communication des dossiers. Elle a cependant connaissance d'un ou de deux cas de radiation dont le bien-fondé paraît douteux et espère pouvoir les soumettre bientôt. En outre elle remarque que les intéressés ont plutôt tendance à s'adresser au service juif de la Préfecture plutôt qu'à elle-même, ou à s'y présenter lorsqu'ils sont convoqués par elle ; ce qui paraîtrait indiquer dans les milieux juifs qu'on y trouve un accueil plus bienveillant. »

M.P. - Pensez-vous que ce document majeur a eu quelque impact, quelque force démonstrative ? Eh ! bien, pas du tout. Et pourtant pouvait-on trouver meilleure défense et illustration de l'esprit de nos efforts que cette dénonciation ! On

avait décidé de condamner pour l'Histoire, paraît-il, avec un H majuscule. Il n'était pas question de juger un homme avec impartialité.

M.B. - Donc la police antijuive se voyait refuser tout accès aux archives de Garat à cette date. En effet, le préfet régional, plus [205] circonspect qu'en juin 1942, avait confirmé le 15 avril 1943 cette position au délégué régional de la SEC qui avait demandé explicitement par lettre que lui soient communiqués par la préfecture les documents justificatifs de radiation fournis par les demandeurs. L'autorité de Sabatier sur ses services étaient enjeu. La lettre afférente fut semble-t-il dictée directement à Garat par vous-même, au nom du préfet régional. Elle indiquait :

« J'ai refusé de déférer à cette invitation estimant que les Préfectures ayant été chargées, par l'ordonnance allemande du 27 septembre 1940 et par la loi du 2 juin 1941, de recevoir les déclarations des juifs et par conséquent d'en tenir la liste officielle, le représentant de votre Section d'enquête et de contrôle ne me semble pas avoir qualité pour demander impérativement communication des pièces figurant dans mes dossiers. En outre le Préfet étant dans le département, le représentant du Gouvernement et du Chef de l'État, n'a pas à subir le contrôle d'un service local. »

M.P. - On a du mal aujourd'hui à mesurer ce que cela représentait de faire front aux alliés des SS. Il fallait du courage pour s'opposer et, à tout le moins, du culot. Mais les générations qui n'ont pas connu la dictature nazie n'ont aucune idée de cela. Et c'est par ceux-là qu'on est jugé...

M.B. - Un autre document du 25 avril 1943, ignoré lui aussi, comme les deux précédents, de l'instruction, laisse transparaître le fond du conflit. Il est adressé par le délégué de la SEC de Bordeaux, Testas de Folmont, au responsable de la zone nord du Commissariat aux Questions juives, Lafont. Déhan et Testas de Folmont viennent vous intimider dans votre bureau et vous demander des explications sur la régularité de vos signatures. En voici le contenu :

« Suivant les instructions que vous avez données avant votre départ, l'Inspecteur Déhan et moi-même, nous nous sommes rendus ce jour à l'audience suivant votre demande qui nous avait été accordée par M. Papon, Secrétaire général de la Préfecture de la Gironde à Bordeaux. M. Déhan lui avait exposé si les différences qui ressortent des signatures apposées sur divers documents émanant de ladite préfecture et signés sous la griffe du Secrétaire [206] général sont naturelles. Monsieur Papon a demandé si nous lui posions la question officiellement. Sur notre réponse affirmative, ce dernier se leva et nous déclara qu'il n'avait pas à nous répondre, car ce qui se passait dans la Préfecture ne regardait juridiquement que le Secrétaire général du ministère de l'Intérieur que dans ces conditions nous n'avions qu'à lui adresser une demande écrite, en y joignant les documents précités. Nous avons, cependant, tour à tour, précisé à Monsieur Papon que notre demande avait pour but de le mettre en garde contre un usage abusif éventuel de sa signature. Sur ce, sans insister, nous prîmes congé de Monsieur Papon après les salutations d'usage. Avant que l'audience nous soit accordée et pendant notre attente, Monsieur Garat est venu nous interroger sur le motif de notre visite à Monsieur Papon. Il nous avait même interrogé par téléphone auparavant. »

M.P. - Voici un bon exemple d'opposition. Plus que d'opposition - et le style de ce compte-rendu en témoigne -. Je les avais jetés à la porte de mon bureau. Il était essentiel que ces messieurs ne prennent pas pied dans la maison ni pouvoir sur quiconque.

M.B. - Il est intéressant de noter que vous n'aviez pas mis Garat, qui paraît préoccupé, au courant de cette audience inquiétante ! Le 27 et le 28 avril suivant, le service de Pierre Garat transmet aux SS du Bouscat deux lettres les informant de procédures de radiations d'israélites de Bordeaux. Vraisemblablement averti par les délateurs de la police des Questions juives qui avaient flairé les sabotages organisés par vous dans le service des affaires juives de Garat, Lucien Déhan en tête, le SS Nährich envoya en réponse le 19 mai, le mot suivant au préfet régional :

« Je vous prie de procéder comme suit lors de la radiation de personnes du Registre des Juifs. Votre service mettra au point la situation généalogique du requérant et sur ce, fera parvenir ici les pièces à l'appui produites, avec la demande de radiation, en joignant votre appréciation. No-

tre service décidera ensuite s'il y a lieu de donner suite à la demande de radiation. »

Autrement dit, c'en était en partie fini de l'autonomie de Pierre Garat, en connivence avec le Grand Rabbin Joseph Cohen et [207] vous-même, en matière de radiation. Les SS, alertés de vos agissements, demandaient désormais l'envoi des pièces justificatives et se réservaient le soin de décider eux-mêmes, cas par cas...

M.P. - Vous prouvez ce que je n'ai cessé de dire, il est vrai que je ne disposais pas de ces pièces. Cependant on peut se demander si elles auraient touché le jury !

M.B. - Cela ne vous empêcha pas cependant de continuer le mécanisme de dissimulation orchestré avec la « complicité » de Joseph Cohen.

En effet, ce mécanisme fut découvert en septembre 1943. Le 11, le Commissariat aux Questions juives, à nouveau alerté par sa délégation bordelaise au sujet d'une radiation du 3 mai 1943 entérinée dans un premier temps sur le plan local, concernant un sieur Paul Lévy, vous adressa cette vive remontrance :

« En l'espèce, la seule preuve fournie est une lettre du Grand Rabbin, attestant que l'intéressé ne figure pas sur les Registres de la Synagogue. Ceci est manifestement insuffisant. En effet, le fait de ne pas figurer sur les registres de la Synagogue, établit seulement que l'intéressé ne cotise pas, et non qu'il ne suit pas les rites de la religion juive. En d'autres termes, ceci reviendrait à dire qu'un catholique ne serait pas catholique parce qu'il ne figurerait pas sur les listes du denier du culte (...). Je crois devoir vous rappeler que seul le Commissaire général aux Questions Juives est compétent pour statuer sur la qualité raciale d'un intéressé, au regard de la loi du 2 juin 1941, sous le contrôle suprême du Conseil d'État. Si donc vous avez cru devoir, de votre propre initiative, procéder à de nombreuses radiations du registre des juifs de votre département dans des cas analogues, je crains fort que vous ayez commis de graves erreurs. Je vous demande donc de revoir chaque cas de radiation et de me communiquer leur dossier Enfin, d'une manière générale, pour éviter toute difficulté ultérieure, soumettez-moi tous les cas douteux. »

M.P. – J'avais oublié le détail de ces faits. Pour ce qui est de l'entrevue avec Testas de Folmont et Déhan, c'était manifestement une manœuvre ! Je ne revois même plus la tête de Déhan. Pourtant, j'ai, à défaut des noms, la mémoire des visages... Il y a plus de cinquante ans ! Quoi qu'il en soit, le système des radiations est dénoncé par les collaborateurs du Commissariat aux [208] Questions juives et découvert par les Allemands de ce fait. Ça ne suffit pas, semble-t-il, pour emporter la conviction des magistrats. Qu'en penser ? Ce n'est hélas ! que trop clair !

M.B. - Vous avez donc encouragé, en vous faisant prendre sur le fait, la délivrance par le service des affaires juives de certificats de non-appartenance, cela avec la complicité du Grand Rabbin de Bordeaux. L'affaire des radiations révèle le fond de la lutte menée par la préfecture contre la SEC. À tel point que Testas de Fohnont, en décembre 1943, puis Lucien Déhan en janvier 1944, seront révoqués sur intervention personnelle de Maurice Sabatier !

M.P. - Ce dont je me souviens bien, c'est que le conflit avec la SEC a fini par dégénérer à un moment. Il était permanent ! Il a même pris une tournure telle que mon sort était en jeu. Là, je dois reconnaître que Sabatier m'a couvert. Il est monté au filet, quand la bataille s'est exaspérée. Il m'a défendu. Parce qu'ils avaient mobilisé à Paris le Commissariat aux Questions juives ! Sabatier est entré directement à mon sujet en relations avec Darquier de Pellepoix. Quand Sabatier, qui avait un ton autoritaire, intervenait, ça portait ! Darquier de Pellepoix a calmé le jeu. Mais à partir de là, j'étais repéré et je pouvais très bien être arrêté et déporté.

M.B. - À partir de l'été 43, c'est la SEC qui va s'emparer, statutairement parlant, de la plupart des compétences du services des affaires juives de la préfecture. Garat quitta donc ses fonctions. Dès l'automne suivant, avec le changement de Kommandeur au KDS (Machule remplaçant Luther), on assiste à un durcissement. Désormais de la part des SS, c'est la politique du fait accompli. Ainsi, lors du convoi imposé par les Allemands le 25 novembre 43, le service dirigé par Jacques Dubarry ne sera pas informé des opérations, l'intendance de police étant directement sous les injonctions des SS... Après la fuite du Grand Rabbin, le 16 décembre 1943, que Déhan et Mayer étaient venus arrêter pour n'avoir pas respec-

té les ordonnances allemandes en faisant quitter à un de ses enfants son domicile bordelais vers la zone libre, ces derniers, fous de rage, se saisirent, en représailles, des proches de Joseph Cohen à la Synagogue (le couple Baïs et André Klotz), des responsables de l'UGIF (le couple Brunschwig et de Germaine Ferreyra, qui elle se suicidera au véronal le 22 décembre), des vieillards de l'asile de la rue Henri-IV, sans parler des 82 personnes saisies immédiatement au titre d'otages dans la nuit des 20 et 21 décembre.

[209]

M.P. - Comment mieux montrer que nous étions un obstacle. La préfecture ne fut pas informée. Vous avez très clairement analysé l'enchaînement des faits de décembre 1943 et de janvier 1944 dans votre entretien avec Hubert de Beaufort.

M.B. - Un convoi de 135 victimes enchaînées depuis le camp de Mérignac jusqu'à Drancy, quitta Bordeaux le 30 décembre. Sur vos indications, Jacques Dubarry tenta de grappiller un certain nombre de victimes (dont le socialiste Jean Zyromsky), avec succès. Mais trois semaines après, toujours furieux de ne point avoir retrouvé le Grand Rabbín de Bordeaux Cohen en faite, les Allemands allaient précipiter le sort de tous les israélites français de Bordeaux et de la Gironde.

M.P. - C'est un fait établi de diverses sources, que la fuite du Grand Rabbín a déclenché cette dramatique opération - qui a surpris tout le monde. Les nazis furieux une fois encore avaient pour principe de régler féroce­ment leurs comptes, on l'avait bien vu après l'annulation d'un train de déportés.

M.B. - À ce propos, j'aimerais vous citer l'extrait d'un document que j'ai découvert dans les Archives de l'UGIF, ignoré par l'instruction. Il s'agit d'une lettre envoyée au responsable de l'UGIF, Edinger, par Frédéric Léon, rescapé, l'informant du drame qui s'est déroulé à Bordeaux après la fuite du Grand Rabbín :

« Le 10 janvier 1944.

Monsieur, resté à peu près seul à Bordeaux à m'occuper des pauvres, des malades et infirmes qui nous restent, je prends la liberté de vous écri-

re quoi qu'inconnu de vous, pour vous mettre au courant de la situation qui est faite à nos coreligionnaires. Vous êtes certainement au courant du départ de notre rabbin, départ qui a entraîné des représailles, arrestation du personnel de la maison du Consistoire, ainsi que des vieillards de la maison de retraite et de son personnel au complet. Votre déléguée, Mlle Ferreyra, honorée et estimée de tous n'a pu supporter d'envisager la déportation et s'est suicidée devant ceux qui venaient l'arrêter. Je passe sur les circonstances dramatiques qui ont suivi. La maison de retraite mise sous scellés et fermée, et les SS ont mis la main sur toute la comptabilité, les provisions et sur tout ce qui constituait l'avoir de ces vieillards, du personnel, ainsi des quelques fonds dont - je suppose - devait encore être en possession Mlle Ferreyra. Bien entendu tout ce monde interné pendant 8 jours au camp de [210] Mérignac a été ensuite déporté dans des conditions angoissantes, sans qu'il nous ait été permis d'adoucir leur misérable sort en quoi que ce soit. Nous supposons qu'ils sont à Drancy...

En même temps, la nuit, vers 4 heures, ont été arrêtées et déportées environ 135 personnes juives étrangères pour la plupart, dont 35 enfants, entre 6 mois et 10 ans. Le fait pour un fils d'avoir été demander ce qu'était devenu sa mère, âgé de 85 ans, et tombée en enfance, a suffi pour le faire interner. Inutile de vous dire dans quel état moral se trouva ce qu'il reste de communauté, je passe mon temps à les remonter et c'est bien difficile. Mr Errera, le seul membre du Consistoire qui nous reste, est actuellement dans une clinique pour une quinzaine, et je suis tous les jours harcelé par les pauvres qui demandent quand ils vont pouvoir toucher les secours que Mlle Ferreyra leur distribuait au nom de l'UGIF, et je suis bien embarrassé pour leur répondre, ne pouvant leur conseiller que de prendre un peu de patience. On nous avait annoncé la venue du secrétaire général de l'UGIF assisté d'un docteur allemand juif : mais comme nous n'avons rien vu venir, j'ai tout lieu de supposer que ces MM. n'ont pas reçu l'autorisation de voyager. Il y avait à Bordeaux deux Messieurs qui étaient délégués par l'UGIF pour aider Mlle Ferreyra, mais tous deux se rendant compte que la carte de l'UGIF, loin de les abriter, ne servait en somme qu'à servir d'otage en cas d'histoires causées par les coreligionnaires, ne veulent plus rien entendre et s'en désintéressent. La situation devient de plus en plus angoissante du fait des fausses nouvelles qui circulent, propagées par on ne sait qui, et qui affolent les gens. Pour ma part, je ne crois pas du moins pour l'instant à des arrestations ni à une déportation en masse, je pense plutôt que le cas échéant, on nous donnera 48 heures pour quitter la ville, comme on a fait à Bayonne, d'ailleurs, sauf le cas de représailles, on n'a jamais arrêté que ceux qui directement ou indirectement n'observaient pas les ordonnances (...). »

M.P. - Encore aujourd'hui, on reste bouleversé à cette lecture, dramatique dans ce qu'elle rapporte, émouvante en ce qu'elle donne la parole aux victimes, redoutable en ce qu'elle suggère l'ampleur du drame qui se nouait. Ce document, à lui seul, est décisif dans la cause débattue. On comprend qu'il n'ait pu peser sur l'intime conviction, puisque l'instruction l'a ignoré.

M.B. - Cette lettre courageuse de Frédéric Léon (qui deviendra [211] plus tard membre du CRIFF de la Résistance juive) confirme les termes mêmes d'un rapport des Renseignements généraux du 21 décembre 1943 qui parlait d'otages supposés pour les arrestations massives opérées dans Bordeaux. Mais les SS, dans la suite des événements, contrairement aux prévisions rassurantes de Frédéric Léon, n'allaient pas appliquer la solution utilisée à Bayonne. Ce qui montre, indirectement, qu'il s'agissait bien d'un cas de représailles particulièrement grave.

Nous en arrivons à la terrible rafle du 10 janvier 1944, au cours de laquelle plus de 380 personnes allaient être parquées, en plein hiver dans la Synagogue transformée en geôle - ce lieu de détention étant choisi de façon inédite pour se venger de la fuite définitive du Grand Rabbin Joseph Cohen...

[212]

La rafle du 10 Janvier 1944

[Retour à la table des matières](#)

M.B. - Le 10 janvier 44, le KDS de Bordeaux, dirigé par Mayer, donne donc l'ordre d'arrêter tous les juifs français de la ville...

M.P. - Alors là, Sabatier, quoi qu'on dise, va réagir avec vigueur... Il s'est battu pied à pied. Ma position personnelle fut de tenter un refus total de participation de la police française à ces événements. Je ne fus pas suivi. C'est pourquoi je suis resté en retrait. Il est vrai que l'enjeu était énorme ! Risque de destitution par Vichy et remplacement de l'équipe par des hommes de Darnand et de la Milice, mais aussi, arrestation immédiate par les Allemands. Ce n'est pas avec moi que Sabatier s'est rendu en voiture chez les SS, dans l'après-midi du 10 janvier. Duchon, Frédou, Chapel étaient en première ligne comme ils l'avaient été depuis la première rafle. Moi j'avais décroché de tout ça. Clandestinement, mais j'avais décroché...

M.B. - Sabatier a-t-il eu des moments de doute, de faiblesse ?

M.P. - Chapel ou Bourrut-Lacouture auraient mieux répondu que moi... Parce qu'ils étaient plus proches de lui, et à cette date, je dois vous avouer que mes liens avec Sabatier étaient tout de même assez distendus... Mais le drame et l'urgence primaient...

M.B. - Jean Chapel a déclaré peu de chose à ce propos, hélas devant le Jury d'Honneur en 1981. Il ne s'est souvenu que du refus du Préfet régional de participer aux opérations. Dans un entretien de 1983, Monsieur Bourrut-Lacouture, à la

question de savoir si l'équipe de Maurice Sabatier suivait la politique de Laval fidèlement, m'a répondu :

« Absolument pas. J'ai assisté un soir à une discussion entre le Préfet régional et Laval. C'est-à-dire en fait à cinq ou six conversations téléphoniques. Le Préfet régional de Bordeaux refusant [213] de procéder aux arrestations d'israélites qui étaient demandées (...). Jusqu'au moment où Laval lui a dit : "Sabatier, si vous ne faites pas vous-même arrêter les israélites, ce sont les Allemands qui le feront, et ce sera beaucoup plus grave ". »

Nous disposons d'un document connu, que j'ai découvert en 1984 dans les archives de l'intendance de police de Bordeaux, dans lequel l'ensemble de l'équipe face au drame, dont vous-même, a signé un compte-rendu heure par heure de la rafle du 10 janvier 1944. J'en rappelle le résultat final, tiré du rapport mensuel de l'intendant de police du 1er février 1944 : 228 personnes arrêtées par la gendarmerie et la police françaises en Gironde, 89 par les forces de police allemande, sur un total de 473 prévues. Le convoi qui partira le 12 janvier vers Drancy comptait 317 victimes escortées par le Groupe mobile de Réserve « Guyenne ». Sabatier, qui jusque-là avait accepté sans de telles protestations les rafles et les convois de juifs étrangers, est intervenu ostensiblement...

M.P. - Avec une énergie peu commune ! Il nous a demandé notre signature sur le document relatant toutes les circonstances de l'événement... Sabatier réunit un matin Duchon, Frédou, Chapel, et moi-même. Il dicta une sorte de procès-verbal des événements et du processus de ses actions... qui est un compte-rendu de ses efforts pour éviter l'entreprise des Allemands... Le texte rapporte ses efforts pour s'opposer à l'opération, avec toutes ses démarches...

M.B. - Oui, mais le soir, il a finalement accepté d'obéir au gouvernement Laval-Darnand ! N'aurait-il pas pu tenter un Fort Chabrol en s'enfermant dans sa préfecture protégé par ses Groupes mobiles de réserve dûment armés ?

M.P. - C'est facile à dire aujourd'hui, « le Fort Chabrol ». Avec les mitrailleuses des SS, c'était suicidaire ! C'était impossible ! C'est du roman, cela !

M.B. - De 13h environ à 20h 15 le préfet Sabatier refuse d'obéir. C'est une position de fermeté... Ce jour-là fut dramatique. Le sort de tous les juifs français restant à Bordeaux se jouait.

M.P. - C'était en contradiction avec les accords Oberg-Bousquet !

M.B. - Quel souvenirs avez-vous gardé de cette journée ?

M.P. - Sabatier a résisté. Il s'est déplacé au Bouscat chez les SS avec Chapel.

M.B. - Quel était son état d'esprit ?

[214]

M.P. - Je crois qu'il avait une réaction saine. Saine et courageuse. Finalement, ça s'est mal terminé. Mais dans sa réaction première, il était horrifié. Par ailleurs, en administrateur avisé, il s'appuyait sur l'accord concédé selon lequel les juifs français devaient rester en dehors. Ainsi, en début d'après-midi, il se sentait fort ! C'était une illusion ! Qu'importait la règle et tous les accords, même les plus honnêtes, aux nazis s'ils gênaient leurs objectifs ! Le problème pour eux, comme vous l'avez démontré de façon irréfutable, documents à l'appui, c'était la fuite du Grand Rabbin Cohen, fait laissé de côté au procès.

M.B. - Effectivement, quand Sabatier demande les motifs de l'arrestation aux SS, de vive voix, Mayer met en avant la fuite du Grand Rabbin. Il devait se trouver caché, ajouta-t-il, dans une famille bordelaise. Les SS avaient d'ailleurs donné son signalement à la police française. Donc en arrêtant tous les juifs français de Bordeaux, on devait pouvoir le retrouver... Ce motif de la rafle est d'ailleurs confirmé par un rapport des Renseignements généraux du 15 janvier 1944, qui précise qu'il s'agissait d'une arrestation inédite en France à cette période (« pour la

première fois *en zone nord* »), dans une ville où de surcroît aucun attentat n'avait eu lieu...

M.P. - Sabatier nous a donc fait signer un document collectif relatant les événements pour témoigner. Parce qu'il avait l'arrière-pensée de témoigner plus tard de ce qui s'était passé et par conséquent d'en laisser la trace...

M.B. - Cela montre en tout cas que c'est bien lui qui dirigeait l'équipe, et qu'il était le seul décideur... Comme il l'avait affirmé dans sa note aux Allemands fixant ses affaires réservées. Dans ce document collectif, il est à noter que Boucoiran n'est pas convié à signer. Ni Bourrut-Lacouture.

M.P. - Le décideur ? Vous y allez fort ! Le décideur, je le redis encore, ce sont les SS !

M.B. - Vous avez raison, analyser le fonctionnement côté français amène à être écarté même involontairement de l'essentiel : des SS. Un fait reste troublant : il n'y avait personne au KDS le 10 janvier 1944. Le Kommandeur Machule est malade, et le chef administratif, Nährich, ne rentrera de vacances que le soir du 10. Il semble que ce soit le sous-lieutenant Mayer qui, en dehors de ses chefs, ait décidé la rafle en relation avec Lucien Déhan... Ce sont eux qui avaient tenté d'arrêter le Grand Rabbin, [215] le 16 décembre 1943, et qui l'avaient inquiété une première fois à son domicile en novembre précédent...

M.P. - Un des jours de novembre ou de décembre 43, Dubarry me prévient : « Ça sent mauvais dans le service allemand pour le Grand Rabbin - il faisait la navette. Je crains le pire pour lui. Peut-être, Monsieur le Secrétaire général, jugerez-vous utile de... » Alors j'ai dit : « Écoutez ! Je vais en rendre compte à Sabatier. » Je suis parti, tout de suite. J'ai prévenu Sabatier. On se voyait le matin à onze heures. Mais quand il y avait quelque chose comme ça, je téléphonais : « Je peux venir vous voir ? » Deux secondes, comme ça. Je lui ai dit : « Voilà l'information que je viens de recueillir. Peut-être faudrait-il le prévenir... » et j'ai regagné mon bureau. À partir de là se sont déroulés un certain nombre d'événements dont je n'ai ni la connaissance directe, ni le contrôle, sur lesquels j'ai d'ailleurs plusieurs versions. Et la version que j'avais, était que Sabatier avait prévenu le

Grand Rabbin en même temps que Monseigneur Feltin. La version qui m'était parvenue, je ne sais plus par quelle voie, c'est que Feltin avait accueilli Cohen. Or il semble que ce que Feltin avait recueilli, c'étaient les objets du culte de la Synagogue, que Cohen lui avait confiés amicalement. Toujours est-il que le Grand Rabbin a disparu sans avertir personne avec les conséquences que cela eut.

M.B. - Regretter qu'il n'ait prévenu personne, semble-t-il, ne revient pas pour autant à oublier les circonstances dramatiques de son arrestation et de sa fuite heureuse pour lui. Et qui pourrait lui reprocher cette attitude de sauvegarde personnelle ? Revenons au 10 janvier 1944. Avant que le Gouvernement ne donne l'ordre d'obéir aux SS, comment Sabatier a-t-il techniquement réagi ?

M.P. - Il a divisé les tâches. Moi, j'avais pour mission d'informer par téléphone M. Parmentier, directeur général de la Sûreté. Je l'ai fait. Lui, Sabatier, accrochait Laval ; Duchon, la police ; et chacun devait apporter la réponse. La réponse... En fait il n'y avait pas de réponse ! On appelait à l'aide en invoquant au moins le respect de leurs propres règles. En vain ! Les SS s'en foutaient !

M.B. - Vous avez été lâchés par le Gouvernement...

M.P. - Évidemment !

M.B. - Devant l'équipe, devant les signataires du document du 10 janvier, comment Sabatier a-t-il réagi intimement le soir ou le lendemain matin, après les arrestations auxquelles participèrent, [216] « *à contrecœur* », nous en avons parlé, la police française et la gendarmerie ?

M.P. - De la colère, de la tristesse, de la révolte. Et en plus il avait été battu. Un combat... Mais moi, à l'époque, j'étais déjà depuis longtemps dans la période où j'adoptais une attitude de réserve. Alors qu'avant, j'étais très fréquemment chez Sabatier qui m'appelait à propos de tout et de rien... Mais après ma semi-rupture avec lui... Parce qu'entre nous on avait sauvé la face, sans plus, je mettais les pieds chez lui le moins souvent possible. Je ne prenais plus d'initiatives. Je décro-

chais progressivement. Je savais ce qui allait arriver et je voyais que l'on s'enfonçait dans une logique détestable !

M.B. - Le 10 janvier, celui-ci disposait tout de même d'une marge : il aurait pu attendre, gagner du temps, comme vous l'aviez préconisé avant, car les chefs du KDS, nous l'avons vu, se trouvaient absents. Mayer n'était pas le chef responsable en titre...

M.P. - Non, non. C'était un sous-chef

M.B. - Sabatier aurait pu...

M.P. - Gagner du temps ? Il l'a fait !

M.B. - Il commet peut-être une erreur tactique, liée à sa psychologie, à sa personnalité. Il décide en effet d'en référer à son gouvernement. Donc il dépend de ce dernier dans sa décision...

M.P. - Ça peut être une tactique pour gagner du temps !

M.B. - Mais n'aurait-il pas pu attendre le retour des responsables du KDS ? Leur demander d'écrire leurs exigences, impliquer Nährich et le Kommandeur Machule, dont l'absence représentait une faiblesse flagrante dans les exigences de Mayer ? A-t-il eu raison en outre de se précipiter en terrain adverse, d'aller discuter avec Mayer en personne alors que le 3 juillet 1942, c'est Doberschutz qui avait demandé une audience au préfet régional, se rendant lui-même à la préfecture ? Là, c'est Sabatier qui se rend en terrain ennemi chez les SS... J'ai l'impression, après une analyse serrée des interactions, que le préfet régional, au milieu de l'après-midi, ne voyant aucune réponse parvenir, ni de Duchon qu'il avait délégué au Bouscat, ni de Paris qu'il avait désespérément appelé au secours, a paniqué. Qu'en pensez-vous ?

M.P. - Je vois ce que vous voulez dire. Sabatier a peut-être cru gagner du temps en en référant au gouvernement. Comme je vous l'ai précisé, encore une fois ce n'était pas mon opinion et je n'étais pas d'accord. Ceci étant, c'est facile après les faits... Sans oublier que depuis 1942, l'atmosphère s'était alourdie. Les injonctions [217] allemandes étaient plus brutales. Il ne restait plus guère de marge de manœuvre. De plus il est clair que nous étions un peu les garants du Grand Rabbin vis-à-vis des SS. Sa fuite rendait la négociation quasi impossible. Sans compter qu'en téléphonant à Laval, on s'est rendu compte de l'influence de Darnand ! Comment s'en sortir ? Les logiques totalitaires d'asservissement sont toujours inextricables !

M.B. - Certes ! On ne refait pas l'histoire. Mais on ne peut s'empêcher d'analyser un processus de décision et mesurer la part de tactique et les résultats d'une action, surtout lorsque celle-ci aboutit à l'arrestation, à la séquestration, à la déportation, et - on le sait aujourd'hui - à la mort de plusieurs centaines de personnes. On sent que Sabatier, à cette date, assume sa responsabilité, prend seul la décision. Mais il semble avoir peur...

M.P. - Il y avait de quoi, quand on était sur le tas ! On a retenu cette rafle et ce convoi à ma charge. C'est inouï !

M.B. - Chercha-t-il à se couvrir a posteriori en vous faisant signer le *mémoire* pour vous impliquer ?

M.P. - Ce papier n'implique pas nécessairement tous les signataires ! C'est le compte-rendu de ce qui s'est passé, des efforts qui ont été faits avant qu'il se résigne à s'incliner. Il n'y a nullement complicité dans sa décision finale à laquelle j'étais opposé.

M.B. - Si Sabatier avait refusé d'obéir au gouvernement, cela entraînait quoi ?

M.P. - Le lendemain, le préfet régional aurait été arrêté par les SS, et sans doute beaucoup d'autres avec lui ! On se trouvait en zone interdite ! Commandement militaire allemand prévalant et totalitaire...

M.B. - Vers le mois d'avril 44, Boucoiran, le préfet de la Gironde, votre supérieur direct, se vit déléguer vos signatures, notamment en ce qui concerne les affaires juives. Pourquoi Sabatier prit-il cette décision ?

M.P. - Parce qu'il avait bien vu notre désaccord et qu'il constatait que je décrochais de plus en plus. Alors il n'osait pas trop évidemment me faire une scène, parce qu'il savait que j'avais de la réplique et que mes objections étaient fortes ! Il a donc changé son dispositif.

M.B. - Au sujet de la terrible rafle du 10 janvier 1944, quelles sont vos réactions, en tenant compte du fait que vous aviez déjà décroché, et qu'au-delà de la rédaction de rapports sur les faits, [218] vous avez donné des ordres à Dubarry pour les interventions humanitaires, et que vous avez aussi signé un ordre de réquisition de deux autocars pour le transport des victimes entre la Synagogue et la gare Saint-Jean ?

M.P. - C'était humanitaire, les autobus ! Fallait-il laisser les camions que les Allemands avaient utilisés pour les arrestations, en plein hiver ou contraindre ces malheureux à faire le parcours à pieds, comme on l'a vu par ailleurs ? Allons ! ce sont nos contemporains qui sont contre l'humanité ! Les interventions dictées par moi à Dubarry pour sauver qui pouvait l'être, ont permis - c'est insuffisant, vu d'aujourd'hui - de ne tirer du drame qu'une trentaine de personnes. Mais malgré tout, celles-ci furent sauvées ! Ce fut pratiquement le drame absolu ! Que la Cour, ou plutôt le jury ait retenu ma responsabilité dans cette affaire est proprement incroyable. Ma seule intervention, hors des actes de sauvegarde humanitaire, est un compte-rendu verbal par téléphone à Monsieur Pelletier, directeur général de la Sûreté à Vichy, et un compte-rendu écrit au ministère de l'Intérieur. C'est d'autant plus incroyable, que dans son Réquisitoire définitif, le procureur général avait reconnu qu'un compte-rendu n'engage pas la responsabilité - et par conséquent n'implique pas la culpabilité - quand il se borne à rapporter des événements dans lequel le rédacteur n'a pris aucune part. Ce qui, au contraire, était tout de même le cas sur le plan opérationnel, c'est-à-dire policier. On a aussi essayé de me rendre responsable de la constitution des listes d'arrestation, en dissimulant volontaire-

ment, nous l'avons vu, un document tiré de la procédure contre Lucien Déhan : la confrontation en 1947 entre André Torrès et le chef intérimaire de la police des questions juives, que nous avons déjà évoquée. Dans cette confrontation, le témoin et Déhan décrivent les arrestations et la façon dont avaient été dressées les listes par Mayer, avec la complicité de Déhan. Tout ceci est incontestable et appuyé par des documents. De plus, j'étais déjà, je le redis, en position de repli, mon journal l'atteste. Et cela, bien avant l'Affaire Grandclément. Cependant il était essentiel que je reste en poste, ne serait-ce que pour assumer mes responsabilités pour et dans la Résistance et aider Dubarry à sauver le maximum de personnes possibles...

M.B. - En parlant de ce repli, justement, un document tiré de l'instruction, qui se trouvait donc au dossier, a été diversement commenté, mais non cité intégralement lors des débats – notamment [219] pas par vos défenseurs -. J'aimerais avoir votre propre appréciation, avec le regard détaché d'aujourd'hui. Il s'agit d'une lettre du 7 février 1944 que vous adresse votre ami Jean Chapel, directeur de cabinet de Sabatier, ainsi rédigée :

« Note pour Monsieur le Secrétaire général

Par note du 4 février, adressée sous votre couvert, le Chef du Service des Questions Juives, m'a transmis copie d'une lettre du Chef de la police de Sûreté allemande prescrivant le recensement de tous les Juifs en traitement dans les hôpitaux ; sanatoria et maisons de santé de la Gironde, ainsi que le transfert au Camp de Mérignac de tous les Israélites actuellement hospitalisés, dès leur rétablissement.

M. le Préfet Régional, consulté, me prie de vous demander de bien vouloir saisir immédiatement de la question le Commissariat général aux Questions juives, et en aviser, en communication, le Chef du Gouvernement.

Il y a lieu de prendre, d'ores et déjà, toutes dispositions pour qu'il soit procédé au recensement demandé.

*Le Sous-Préfet,
Directeur du cabinet,
(signé Jean Chapel). »*

Certes, les SS cherchaient à se venger par tous les moyens de la fuite du Grand Rabbín de Bordeaux, Joseph Cohen, qui prit la préfecture comme à revers, sans que rien ne puisse être fait face à des arguments cyniques et à des représailles immédiates. Dans leur fureur, les SS détruisirent même, après l'avoir pillée et profanée, la Synagogue transformée en geôle par vengeance après la rafle de janvier 1944. Ils cherchèrent ensuite à « ramasser » tous les juifs français qui restaient, les vieillards, les malades, les aliénés. Le calvaire des vieillards après celui des enfants de juillet-août 1942 ! Était-ce là, après la terrible rafle de janvier, la façon qu'avait le préfet régional de protéger les rares juifs français qui restaient encore dans son ressort et de « gagner du temps » ?

Des malades ont bien été arrêtés ultérieurement... On les intégrera de force dans le convoi du 15 mai 1944, après que le corps médical des hôpitaux et des maisons de santé de la Gironde ait accepté leur transfert... On n'a d'ailleurs jamais demandé de comptes aux médecins concernés, dans cette affaire. Je dispose de [220] leurs noms. On peut considérer leur responsabilité comme non négligeable.

Sabatier n'est-il pas là en train d'obéir sans réticence aux exigences irrationnelles de l'occupant ? Ne fait-il pas du zèle ? Ne s'est-il pas trop pressé en demandant de procéder « d'ores et déjà » au recensement demandé, qui servira - les archives de l'intendance de police le montrent - à « ratisser » - pour employer le langage du commissaire Norbert Téhoueyres - les malades et les vieillards ?

M.P. - C'est une forme de la faiblesse de Sabatier. De plus, vous remarquerez que Dubarry a rencontré directement Chapel « sous mon couvert », c'est-à-dire vraisemblablement sans passer par moi directement. En tout cas, ce n'est pas moi qui ai accepté de traiter ce dossier, puisque c'est le chef autonome du service des affaires juives qui a saisi directement le cabinet du préfet régional. Voilà un exemple de mon retrait. Je refuse d'obtempérer à la demande allemande et la fait transmettre indirectement au cabinet qui doit décider. Donc Chapel contacte à son tour Sabatier. Ce dernier, au lieu de me téléphoner, ou de m'appeler, comme il en avait l'habitude, me fit écrire cette note par son directeur de cabinet, alors que nos bureaux se trouvaient au même étage. Cela aussi, c'est très significatif ! Et Sabatier donne ses consignes sur un ton que vous apprécierez (« *Monsieur le préfet*

régional me prie de vous demander de bien vouloir saisir immédiatement... »). Je crois me souvenir que je n'ai rien fait. Je me suis contenté, si je puis dire, d'intervenir en faveur de diverses personnes, dont des anciens combattants que j'ai tenté de sauver. D'ailleurs aucune correspondance ne subsiste avec le Commissariat aux Questions juives ou avec le Gouvernement. Et comme vous le soulignez ironiquement, Sabatier, sans attendre la correspondance avec les autorités supérieures qu'il ordonna pour se couvrir, avait décidé d'obtempérer... Effectivement, c'est un document troublant que personne n'a commenté dans votre sens. Mais il suggère bien la distance que j'avais à ce moment-là avec le préfet régional... et semble-t-il avec Chapel.

M.B. - Dubarry qui signe sa correspondance de cette période avec des tampons inédits (« *le préfet régional, pour le Secrétaire général, le chef de service* ») a cependant obéi à l'ordre du préfet régional, avec ou sans votre accord, comme un effet pervers de cette distance que vous vous imposiez. Il demanda en [221] effet le 16 février aux hospices et aux hôpitaux les listes des malades juifs...

M.P. - N'oubliez tout de même pas que dans cette affaire, l'ordre venait du chef du KDS de Bordeaux.

M.B. - Ce document pose bien le problème de vos relations personnelles avec le préfet régional qui se sont dégradées depuis 1943, et qui sont arrivées à un point de rupture.

[223]

V

DU REPLI À LA DÉLIVRANCE

[Retour à la table des matières](#)

[225]

La rupture avec Maurice Sabatier

[Retour à la table des matières](#)

M.B. - Votre évolution, dès 1943, apparaît sensible. Vous venez d'affirmer que progressivement, vous décrochiez par rapport à Maurice Sabatier. C'est essentiel pour comprendre votre chemin durant ces années terribles à Bordeaux. Vous aviez perdu votre père en juin 1942. Face à de dramatiques événements, humains et administratifs, avant de retrouver une sorte de père de substitution avec de Gaulle, vous allez perdre progressivement confiance dans votre « père professionnel », si je puis dire, celui qui vous avait formé, dont vous aviez jusque-là, « porté les valises », ce grand « patron » de la préfectorale qu'était Maurice Sabatier...

M.P. - Je m'excuse de vous interrompre. Je n'ai jamais porté les valises de Sabatier ! Lui-même était trop correct pour m'en donner l'occasion.

M.B. - Personne jusqu'ici, à part le témoignage de Jean Chapel devant le Jury d'Honneur en 1981, n'a vraiment abordé ce problème de l'évolution de vos relations avec votre préfet régional. Chapel déclara en effet :

« Sabatier était un homme habile, très intelligent, très autoritaire, soupe au lait, très dur quelques fois pour des collaborateurs. Entre Maurice Papon et lui, le contact n'était pas très aisé. Car l'un comme l'autre avaient du caractère. Moi-même, j'ai eu avec mon préfet régional des sur-sauts assez durs (...). Il y a eu des liens d'amitié profonds entre Maurice Sabatier et Maurice Papon, qui se sont dénoués à la faveur de ces drames de l'occupation, pour devenir inexistantes à la fin. Mais il y avait, de la part de Maurice Sabatier, une confiance profonde en l'intelligence et l'ha-

bileté de Maurice Papon, pour faire face à cette [226] situation difficile. De là ces contacts qu'il y avait entre le Préfet régional et le Secrétaire général de la Gironde. Nos bureaux étaient presque voisins. Maurice Sabatier appelait souvent Papon, alors qu'il ne dépendait pas du tout de la préfecture régionale (...). Il y a eu aussi des problèmes de femmes. Madame Sabatier était très difficile. Madame Papon ne la supportait plus. Ma femme avait les pires difficultés (...). »

Lors d'un échange avec le procureur général de la Cour d'Assises de la Gironde, à propos des événements de janvier 1944, parlant de « dissensions » entre Sabatier et vous, vous avez déclaré :

« Au service de la vérité, on arrive à se dénuder petit à petit, mais ce n'est pas sans forcer, croyez mon instinct (,,). Je n'ai pas à charger M. Sabatier que je respecte. »

Lors d'un échange précédent avec le Président de la Cour, qui vous demandait des exemples de vos relations difficiles avec le préfet régional, vous aviez convenu qu'il y en avait eu peu. Alors des dissensions, d'un côté, un respect de l'autre, n'est-ce pas contradictoire ? J'avancerai une explication personnelle que j'exprimerai ainsi : n'êtes-vous pas, dans le fond, la victime de ce préfet autoritaire et « malin » que fut Sabatier ?

M.P. - Sabatier était mon chef.

M.B. - Parlez-moi de l'homme ?

M.P. - Ah ! C'était un homme qui avait une grande notion de ce qu'il représentait : les affaires de l'État. Et il avait un sens aigu si non absolu du service public. Un grand commis. Au niveau de l'apparence, d'abord. Il aimait son image, se contempler dans une glace, prenant soin de sa posture, de son habillement. Un œil clair, une voix autoritaire. Il savait avoir de la bonhomie, mais se raidissait très vite... Voilà...

M.B. - Bourrut-Lacouture, qui fut son chef de cabinet, me l'a dépeint en ces termes, proches des vôtres :

« Si nous prenons simplement le physique, en entrant dans le bureau de Pierre-Alype, on était frappé par cette distinction, par cette autorité, cette classe, d'un homme qui en avait beaucoup. La seconde fois que je suis entré dans le bureau de Sabatier, j'ai [227] été frappé aussi, d'abord, par la jeunesse du Préfet régional, l'énergie, la puissance concentrée en lui. Mais occupant dans son fauteuil une place plus petite, plus tassée. Moins de panache apparent (...). C'était un homme qui avait une très forte personnalité, avec en lui une énergie concentrée qui lui permettait de résister, de prendre des colères terribles et d'administrer dans le sens qu'il pensait, le bon sens, de résister aux instructions qui lui étaient données, jusqu'à une certaine limite. »

Que dire d'autre sur le plan du caractère ?

M.P. - Il paraissait minutieux, sans doute avec excès. Le détail risquait de devenir plus important que l'idée générale. Mais enfin, on se complétait, sur ce plan.

M.B. - Il était très coléreux d'après Mlle Malabre, sa secrétaire, c'est confirmé par Bourrut-Lacouture, par Robert Castanet et par Jean Chapel...

M.P. - Oui. Il était coléreux...

M.B. - Des témoins ont constaté qu'il tançait violemment presque tous les jours ses subordonnés...

M.P. - Il était soupe au lait. Bon... Je ne pense pas qu'il fut méchant. Il pratiquait les coups de gueule. Mais il ne les pratiquait pas trop avec moi ! Parce qu'on avait notre vieille collaboration qui remontait en 1936...

M.B. - Et avec Chapel ?

M.P. - Quelques fois, il le traitait un peu durement, enfin ! Mais plus le gars était subalterne, plus il gueulait ! Quand la colère était passée, c'était le meilleur des hommes. Mais enfin, oui, c'est vrai, il nous engueulait...

M.B. - Sabatier, avec l'arrogance peut-être d'un préfet cherchant à imposer son autorité ne faisait-il pas une crise d'autorité ? Il affirmait sa légitimité sans doute par compensation face aux humiliations vécues. Il a fait preuve de volonté, en allant chez les SS, protester plusieurs fois, avec le désir de maîtriser les faits. Le problème c'est qu'il y avait l'occupant. La question fondamentale pour l'historien de l'administration de cette période, est celle de savoir s'il avait vraiment du pouvoir. La préfecture se trouvait de fait, on en a parlé, sous une tutelle extérieure, au-delà des liens plus ou moins cohérents, réguliers, serrés, qu'il établissait avec les membres de son équipe, et avec vous-même.

[228]

M.P. - Contrairement à ce qu'on a essayé de prétendre, je n'étais pas du tout le grand responsable, le grand manitou.

M.B. - Sabatier était originaire d'Afrique du Nord...

M.P. - D'Arzew, près d'Oran... Le parfait pied-noir avec ses grandes qualités et ses petits défauts.

M.B. - J'en déduis qu'il était affectif face à l'imprévu, à l'événement. Il s'est rendu plusieurs fois au KDS, nous l'avons souligné, afin de protester de vive voix auprès des Allemands, notamment lors de la fusillade des 70 otages en septembre 1942, de même lors de la rafle du 10 janvier 1944. Avait-il peur, face aux Allemands ?

M.P. - Il était toujours à dire : « Attention qu'il n'arrive pas un pépin » ! Et les pépins, durant l'occupation allemande, vous imaginez aisément qu'ils étaient quotidiens... Par conséquent, il fallait être extrêmement prudent... Et puis je vais tout vous dire ! Quand j'ai servi la Résistance, je ne lui en ai pas parlé ! Parce que la vie aurait été impossible !

M.B. - Au niveau de ses valeurs, comment situer Sabatier politiquement ? Était-il catholique ?

M.P. - Catholique de tradition. Politiquement, il était plutôt radical. Il avait travaillé avec Marcel Régnier... Il ne m'a jamais fait de confession. Il tenait son monde. Par sa dureté, d'ailleurs. La preuve, c'est qu'Émile Lafon l'a pris pour le nommer directeur général de l'Administration de l'Allemagne en 1945, avec l'accord du général Koenig... Parce qu'il savait qu'avec Sabatier : « Mission donnée, mission accomplie »... Il n'aurait pas pris un « collabo »... Il faut savoir lire l'histoire sans mauvaise foi.

M.B. - C'était un homme de confiance, efficace ?

M.P. - Efficace. Le mot est bon...

M.B. - Il le fut aussi avec Laval, nous en avons parlé ! À la lecture de certains de ses rapports (dont on sait qu'il les faisait refaire plusieurs fois) comme de fiches allemandes ou de délation le concernant, on a l'impression qu'il refusait souvent de trancher, qu'il était très « diplomate », qu'il ne s'engageait jamais vraiment... Il ouvre des parapluies, cherchant à se couvrir en impliquant les autorités supérieures, il envoie des jeunes, comme Garat, sur le terrain... Il est habile...

M.P. - Oui, il est habile, mais en même temps très autoritaire. Il assume ses responsabilités et prend seul ses décisions...

M.B. - Mais il apparaîtrait faible et obéissant... On peut là contester [229] votre conception du service de l'État. Il a un style d'homme... Finalement, n'a-t-il pas manqué de courage ? A-t-il été à la hauteur des circonstances à Bordeaux ?

M.P. - L'essentiel chez Sabatier, c'était la méfiance ! Vis-à-vis de n'importe quoi et de n'importe qui ! « Pas de pépin Hein ! Attention » !

M.B. - Vous affirmez cependant que c'est lui qui vous a formé à l'administration. C'est un « grand patron ». Pourrions-nous reprendre la dimension psychologique évoquée. Au début, ça marche très bien, entre vous, à Paris, à Vichy, à Bordeaux, au moins en 1942 et au début de 1943. Puis, il y a une sorte de rupture, avez-vous révélé. À cause de quoi ?

M.P. - D'abord la distanciation, puis la rupture. Oui ! À cause de l'irruption de sa femme ! Elle a cassé l'équipe ! La suspicion entre nous est née petit à petit... Parce qu'au début, à l'Intérieur, avant la guerre, à Paris, on s'aimait beaucoup ! Mais il était célibataire, à ce moment-là... Il avait une petite amie, très charmante, que je faisais d'ailleurs souvent entrer dans son bureau... Que j'aimais bien aussi... Mais après, ça s'est dégradé à cause de son mariage. Je ne sais pas si c'est à Vichy même qu'il s'est marié, j'étais en Syrie.

M.B. - Dans votre ouvrage *L'ère des responsables*, vous dites qu'il faut, pour qu'un chef soit efficace, qu'il soit équilibré. Si je vous ai bien compris, Sabatier connaissait un déséquilibre familial.

M.P. - Ah oui, manifeste. Hélas !

M.B. - Des témoins comme Castanet ou Bourrut-Lacouture, qui travaillaient dans son cabinet à Bordeaux, sous l'occupation, confirment qu'il passait son énergie, tous les matins, jusqu'à ce qu'il soit calmé, à tancer ses premiers visiteurs. On avait l'impression qu'il relâchait la pression de son couple sur ses subordonnés...

M.P. - Ce n'est pas mal vu. Son état s'est aggravé après ce malheureux mariage... C'est Vichy, qui là encore est responsable. Parce que Vichy avait bien des

vices, et parmi ceux-ci, on s'ennuyait à cent mille francs l'heure ! C'est là qu'il a fait venir cette vieille maîtresse, qu'il avait sans doute à Alger ou à Oran, je n'en sais rien... Et qui l'a rejoint. Il s'est dit : « Il vaut peut-être mieux régulariser. » Ça a été une catastrophe. Parce que Sabatier a vraiment changé, à ce moment-là. Elle était plus âgée que lui. [230] Comme ça ne marchait pas - et que ça ne pouvait pas marcher - arrivé au bureau, il se dégageait des contraintes domestiques par le verbe.

M.B. - Est-ce que cela a pu avoir des incidences sur son fonctionnement, en terme de décision, d'émotion ?

M.P. - Sans doute !

M.B. - Ça a entraîné beaucoup de difficultés ?

M.P. - Beaucoup...

M.B. - Sa femme était très... coléreuse, jalouse ? Malade sur le plan mental ? Dans son entretien devant le Jury d'Honneur, Sabatier déclara à son sujet :

« Quand je suis arrivé, j'ai trouvé un camp de Mérignac tellement rempli, qu'il a fallu prendre le Fort du Hâ, en faire une prison. Il y a avait là tous les prisonniers. J'ai eu une frousse intense. J'en étais malade. Ma femme en a perdu d'ailleurs la santé, parce que tous les soirs on se demandait ce qui allait se passer (...). Il fallait faire extrêmement attention. Ma femme m'avait préparé un petit machin, parce que j'avais très mal à l'intestin à l'époque, dans le cas où je serais arrêté, avec tous les médicaments. Elle a pris d'ailleurs une maladie de cœur »

Sabatier subit donc chez lui une atmosphère familiale difficile ?

M.P. - Castanet vous l'a dit... La vaisselle volait ! Une fois, il est revenu avec un œil au beurre noir... Sa vie fut un enfer !

M.B. - En apparence, me disiez-vous, Sabatier avait une double personnalité. Il incarne l'État. Il est roide, très rigide, énergique et jeune. Il le porte sur son visage... Derrière, il y a le tumulte, le volcan, une ambiance difficile.

M.P. - Moi, je me souviens : lorsqu'on est arrivé à Bordeaux, bien après Sabatier puisque j'avais dû assister aux obsèques de mon père, ils nous ont invités ma femme et moi. Le déjeuner qu'on a eu chez eux m'a choqué. Là, elle nous a seriné les oreilles : « Mais vous savez, les Allemands vont gagner ! Les Allemands vont gagner ! Les Allemands vont gagner ! Vous ne voyez pas dans la rue toutes ces forces considérables qui sont déployées » ? Etc... Je lui répondis timidement : « - Oui, mais Madame, ça, c'est l'apparence ! Dites-vous qu'il y a les États-Unis, l'Angleterre, la Russie ! » Elle répliqua : « - Mais ils sont [231] loin » ! Le défaitisme chronique de sa femme finissait par l'imprégner ! Moi j'ai apporté spontanément la contradiction ! Ça a failli mal tourner en plein repas ! Mais elle était inculte et incapable de surmonter ses nerfs !

M.B. - À l'occasion de votre entrée progressive dans la résistance, vous vous détachez aussi de lui, disiez-vous précédemment... N'est-ce pas significatif d'une perte de confiance ?

M.P. - Oui. Parce que je me suis dit : « Si je lui dis, je serai dénoncé par la bonne femme et je serai ramassé le lendemain ! » C'était inquiétant... Parce que lui, il ne pourra pas le lui cacher. C'est un faible, dans le fond... C'est comme ça. C'était un faible ! Et sur l'oreiller, on se laisse aller, hélas !

M.B. - Ce que vous me dites est troublant ! Vous supposiez qu'elle pouvait vous dénoncer aux Allemands ? Elle aimait trop les uniformes ? Toujours est-il que vous avez été convoqué par le Docteur Stroebel en mai 1943 pour un interrogatoire portant sur vos origines, vos états de service, votre action administrative, votre attitude générale... Mme Sabatier avait-elle trop parlé au cours d'une réception ou d'un repas avec des Allemands ?

M.P. - Son attitude manifestait un objectif précis : me nuire et m'évincer, pour des raisons privées qui relèvent de la psychanalyse !

M.B. - Les Allemands eurent donc des échos ?

M.P. - Sans doute ! Peut-être même des dénonciations ! Le Lieutenant Stroe-
bel n'a jamais voulu me dire qui m'avait dénoncé. Mais, il m'a fait comprendre
que toutes les hypothèses n'étaient pas à exclure... J'écris d'ailleurs dans mon
journal, de façon significative, sur les Sabatier :

*« Si je reste auprès d'eux, en haïssant celle que j'ignore, en ayant pitié
de celui que je fréquente, c'est que j'entends bien ne rien sacrifier de ma
vie pour eux. Ce sont les circonstances qui s'opposent à mon désir de
changer Je n'infléchirais point le cours de ma carrière pour leur plaire ou
pour obéir à mon humeur à leur égard... »*

Parce que j'avais songé à partir, mais là, j'avais eu une espèce de réflexe. Nous
y reviendrons : les Sabatier ont voulu se débarrasser de moi en obtenant de Vichy
une promotion. J'ai refusé, nous en parlerons plus loin, parce que c'eût été com-
promettre mon action dans la résistance sur place...

[232]

M.B. - Ce passage est stupéfiant... Sabatier vous a-t-il à nouveau invité à dé-
jeuner après une telle rupture, malgré la mésentente notoire de vos deux épouses,
que confirme Jean Chapel dans son témoignage au Jury d'Honneur, en 1981 ?

M.P. - Peu. Ça aussi, ça s'est espacé. Parce qu'un jour, sa femme lui a monté
une scène... Mon épouse aurait fait une pitrerie en rentrant chez eux... Si vous
aviez connu ma femme ! C'est impossible ! Impossible ! Mme Sabatier était vic-
time, sans doute, d'une espèce de fantasme... Alors j'ai dit à ce moment-là..., ainsi
que ma femme, qui a du caractère aussi malgré sa distinction naturelle : « Ils nous
emmerdent » ! Alors les contacts se sont espacés ! Sauf peut-être les déjeuners
officiels entre hommes, quand il y avait quelqu'un à recevoir...

M.B. - En relisant votre journal, qui vous replonge dans vos états d'âme de l'époque, mais aussi dans une réflexion morale, intellectuelle, affective, on revient bien vers cet homme au cœur de votre procès : Maurice Sabatier. Vous parlez en termes très durs de ces personnages « au-dessus » de vous.

M.P. - Oui. Mais je ne peux le restituer aujourd'hui. Je ne veux pas accabler un mort que j'ai servi. Et puis, finalement je lui pardonne !

M.B. - Votre réflexe de pardon est très chrétien et vous honore. Mais les faits sont les faits. Maurice Sabatier, peut-être influencé de façon négative par son épouse effrayée par la présence menaçante de l'armée allemande, pouvait-il avoir une vision mondiale de la situation ? Suivait-il les événements de guerre ?

M.P. - Il manquait totalement de culture ! Et pour moi, c'est une dimension d'intelligibilité, si j'ose dire. Mais enfin, il n'en avait que plus de mérite, parce qu'il s'était fait lui-même...

M.B. - Cependant Sabatier disposait des bulletins des Renseignements généraux décrivant l'évolution de l'opinion, l'écoute des radios étrangères. Il lisait les comptes-rendus divers du gouvernement et se rendait aux conférences des préfets régionaux où il apprenait beaucoup de choses sur l'état du pays...

M.P. - Les renseignements généraux, vous savez, cela ne remplace pas la culture générale ! ...

M.B. - On a l'impression qu'il est purement administrateur. Qu'il apparaît dépassé par les événements. La lecture de ses rapports mensuels à Vichy révèle un souci assez utilitariste (il est obnubilé par les problèmes de ravitaillement). Il est sceptique, vis-à-vis de la politique, lucide, peu enthousiaste...

[233]

M.P. - voilà... Mais il faut reconnaître qu'il était difficile, pendant l'occupation allemande, de ne pas être dépassé par les événements, tant les paramètres échappaient totalement à notre volonté.

M.B. - Vis-à-vis des résistants, faisait-il de temps en temps des réflexions ? Il n'est pas antirésistant ?

M.P. - Oh non !

M.B. - Il comprend ce qui se passe ?

M.P. - Je sais que l'on a reçu un jour la visite d'un délégué de la Résistance qui s'appelait Abeille, de la préfectorale. Il l'a reçu. Je l'ai reçu ensuite... Il m'a dit après : « Vous savez, il faut faire attention ! Il faut faire attention ! »... Il avait cependant de la valeur ! Techniquement parlant.

M.B. - Mais il se trouve face à des contradictions très difficiles dans le poste d'autorité qu'il incarne...

M.P. - Je prends cet exemple, puisqu'il me revient... Quand j'ai plusieurs fois fait coucher et abrité Roger-Samuel Bloch, du Réseau Klébert-Marco, je ne le lui ai jamais dit ! Il aurait crié : « Vous êtes fou ! Vous allez tous nous faire arrêter » ! Il était paniqué. C'est pourquoi je me suis bien gardé de lui révéler quoi que ce fut ... Plus la résistance a progressé, en contacts, en organisation... Jamais je ne lui ai dit que j'avais pris des costumes civils dans la réserve des réfugiés pour donner aux aviateurs américains afin qu'ils partent en Espagne... J'étais avec Monsieur Souillac. C'était pour le Réseau Jade-Amicol.

M.B. - Dans son audition devant le Jury d'Honneur, en 1981, Jean Chapel va dans le même sens, affirmant :

« Dans les derniers jours, les quelques israélites qui étaient encore au Camp de Mérignac ont été libérés en accord avec les Allemands. C'est une chose qui a été négociée par Maurice Sabatier par l'intermédiaire de Maurice Papon. A la veille de la Libération de Bordeaux, j'ai donné à un certain Rousseau, Directeur du Camp de Mérignac, l'ordre d'ouvrir toutes grandes les portes : 500 à 600 personnes... Je savais qu'avant de quitter Bordeaux ; les Allemands extermineraient tous ces "salopards". comme ils disaient. Maurice Sabatier, affolé, me fit venir avec Maurice Papon dans son bureau, le soir, et nous dit : "Vous êtes fous, vous allez nous faire arrêter" » !

[234]

M.P. - Cela décrit parfaitement le personnage !

M.B. - Sabatier puis Cusin, le commissaire de la République désigné pour la région de Bordeaux par le général de Gaulle dont vous deviendrez à la Libération le directeur de cabinet, sont vos deux premiers « patrons » dans l'administration territoriale... Si l'on suit vos réflexions de *L'ère des responsables*, auriez-vous été différent si vous aviez eu Cusin comme premier patron, puisque dans votre conception réaliste de l'administration, les chefs sont importants ? Vos deux premiers chefs ont été très différents...

M.P. - Oui. Très différents. Je ne les mets pas sur le même plan. Peut-on les comparer à partir de la méthode caractérologique ? S'il fallait faire une hiérarchie, je crois que Cusin était un homme supérieur à Sabatier. Intellectuellement, et même au point de vue caractère... Sabatier, si je reprends les termes qui définissent la caractérologie, était un « actif émotif à fonction primaire ». C'est-à-dire qu'il réagissait sur l'heure. La spontanéité noyait la réflexion de coléreux. Le lendemain, il faisait le contraire de la veille... Cusin n'était pas un actif débordant. Là aussi, émotif, mais, je tempérerai actif avec un bémol, émotif, avec un bémol également. Et à fonction secondaire : c'est-à-dire réflexion nourrie dans le long terme. Il n'avait pas la valeur professionnelle de Sabatier ni son expérience. Devant une décision, il hésitait et parfois trop longtemps. L'action n'attend pas !

M.B. - Cusin ne se noyait cependant pas dans des petits détails, dans l'analyse, dans les événements, dans l'immédiateté ?

M.P. - Voilà la différence entre les deux hommes. Ça vous confirme ce que vous savez de Cusin... J'insiste sur la fonction secondaire. Il avait une perspective générale... Mais il ne possédait pas l'instinct politique comme Sabatier.

M.B. - Celui-ci, de fait, ne gagne pas du temps. Le jour même, à telle heure, tel problème, tel coup de fil... doit être réglé...

M.P. - Et puis le lendemain, il dit : « J'ai fait une connerie. Alors, effacez-la »...

M.B. - Sabatier était un émotif ?

M.P. - Oui...

M.B. - Alors que Cusin est plus froid...

M.P. - C'est pour cela que j'ai modéré le mot actif chez Cusin, et le mot émotif, surtout. Parce qu'il se contrôle...

M.B. - C'était un douanier de formation...

M.P. - Il se contrôlait. C'est vrai...

[235]

M.B. - Vous avez servi les deux hommes. Avez-vous tiré des éléments positifs de l'un et de l'autre, en tant que chef, au niveau général ?

M.P. - Au niveau humain, j'ai connu deux Sabatier, donc. Celui d'avant la guerre, toujours un peu expansif, mais qui était un brave type. Le genre algérien, oranais, quelquefois nerveux, mais gentiment. Tandis que le deuxième, celui de Vichy, qui s'était mal marié, n'était plus le même. Affectivement, il y a eu une dégradation.

M.B. - Cela se ressentait dans le travail ?

M.P. - Ah oui ! D'ailleurs moi, j'ai travaillé de moins en moins en confiance avec lui. Sabatier, en tant que chef, a une vision fébrile, peureuse d'une certaine manière.

M.B. - Le caractère de Sabatier se révèle sans cesse dans ses rapports à l'Intérieur sur les « Questions juives ». Il se rassure, félicite la police, souligne l'absence d'incidents, considère que les responsables de la communauté juive sont satisfaits de la présence de fonctionnaires français... La psychologie d'un homme en tant que chef apparaît bien... Je ne déforme pas ? Alors que chez le commissaire de la République Gaston Cusin, lorsqu'on lit ses rapports, on découvre un esprit très bref, qui va au fond des choses en peu de mots...

M.P. - Un peu compliqué... Mais pas du tout de la même catégorie. Cusin était intellectuellement compliqué. Parce qu'il voyait tellement de choses à la fois - il était très appréhensif, très intelligent -, il voulait tout mettre dans la même phrase qui en devenait toute tarabiscotée. Je l'ai souvent corrigé... Alors pourquoi les bordelais ne l'ont-ils pas apprécié ? Parce que Bordeaux avait été collaboratrice, pendant la guerre...

M.B. - Vous étiez en poste dans cette ville qui a collaboré au niveau économique notamment... Dans votre journal, voilà le portrait acerbe que vous dressiez de la cité :

« 16 juin 1943

Essai de géographie psychologique.

Bordeaux : intelligente, élégante, sensible, mais persuadée d'être la plus intelligente, la plus élégante, la plus sensible. Cela donne nécessairement quelque chose de prétentieux, d'affecté, d'artificiel. On se prend pour une capitale.

On se place en dehors de la province. De cette erreur de jugement proviennent tous les défauts.

[236]

Cultivée, certes, mais très superficielle. C'est l'apparence qui est cultivée ; cela est vrai de l'esprit, de l'habillement, de la demeure. On justifie le snobisme en le faisant plonger dans la tradition. Tant il est vrai qu'en tout temps, on s'est accommodé de l'occupation, dès lors que le négoce est actif. Brillante, assurément, à la manière de la verroterie, qui éclate de

mille feux en l'absence de diamants : cette contrefaçon, du moins, est-elle composée avec une parfaite innocence. Hautaine comme une grande dame arrivée. Je préfère les grandes dames nées. Elle aime le théâtre lyrique. Elle est fière, à juste titre, de son vin qu'une nature généreuse dispense. Elle a du moins l'art de le présenter et de le vendre. Elle est fine et alerte, certes. Elle le sait trop : parce qu'elle a trop de facilités, elle aime la facilité et jusqu'au moindre effort, qu'elle est habile à justifier

Sa sensibilité dissimule beaucoup d'indifférence : sous le ciel changeant et dans cette lumière du midi, les nuages ne se fixent guère et le gris ne sied point. Mais tout ici est à fleur de peau : c'est très exactement de l'émotivité. Présomptueuse, c'est une présomptueuse de bonne foi.

Je ne parle pas des landais ou surtout des béarnais qui on fait souche et qui ne sont point gâtés : c'est moins poli, mais c'est plus solide. »

M.P. - Bordeaux, c'est une atmosphère grise !

M.B. - Vous avez donc travaillé avec deux chefs très différents. Vous écrivez que lorsqu'on est fonctionnaire, on hérite d'un état de fait...

M.P. - Oui... Il y avait un autre lien avec Cusin. Plus d'affectivité, naturellement. D'ailleurs on est resté ami, jusqu'à la fin. Avec Sabatier, cela n'a pas été la même chose.

M.B. - Lors de l'enterrement de Jean Poitevin, dans les années 70, vous avez revu pour la première fois depuis la guerre Maurice Sabatier...

M.P. - Il a refusé de me serrer la main !

M.B. - Comment l'expliquez-vous ?

M.P. - C'était l'époque où il avait encore sa femme.

M.B. - L'avez-vous rencontré en 1981, lorsque éclata l'affaire ?

M.P. - Oui, au moment du Jury d'Honneur. Je lui ai téléphoné et l'ai rencontré Rue de Courcelles. Il m'a donné l'accolade. Il [237] était veuf... Moi je prenais plutôt cette affaire à la blague. C'était tellement fantasmagorique. Lui il avait peur ! C'est lui qui avait raison.

M.B. - Il avait peut-être des motifs personnels pour cela ! Que pensez-vous de son entretien devant le Jury d'Honneur, assez chaotique à première vue, en raison de son grand âge ?

M.P. - Il y a la moitié de bobards... Etait-ce voulu, ou bien était-ce sa tête ? Quand je l'ai vu, il paraissait d'aplomb malgré l'âge. Il avait même trouvé le premier juge très courtois...

M.B. - Avait-il gardé des documents concernant la période ?

M.P. - Quelques lettres... C'est lui qui m'a donné celle que lui avait écrite le Grand Rabbin en 1948.

M.B. - Les méthodes de travail étaient-elles les mêmes, au-delà du caractère des hommes entre Cusin et Sabatier ?

M.P. - Non. Pas du tout. Sabatier fait du pointillisme. Cusin fait de l'organisation. Il délègue, et il fait la synthèse. Il a des relais, comme il les appelait. Un rapport du lieutenant-colonel Tixier, du cabinet du Général, cita en exemple l'organisation de la région de Bordeaux en 1944.

M.B. - La différence de méthode, c'est que l'un sait vraiment déléguer, accepte les relais, ne gère les problèmes qu'après qu'ils aient été triés et s'appuie sur des hommes de confiance. Tandis que l'autre se noie dans les détails, draine tout vers lui, veut tout contrôler et se méfie de tout le monde. Il est vrai que les contextes sont très différents. L'un est en situation de menace permanente. L'autre est en situation de pouvoir réel.

M.P. - Vous ne verrez pas un projet de lettre passant par Sabatier qui ne soit corrigé minutieusement par lui, je le redis !

M.B. - On observe aussi, au-delà des corrections de vos brouillons de rapports, le paraphe de Maurice Sabatier sur nombre documents, émanant par exemple de l'intendance de police. Il surveille effectivement les textes concernant l'organisation, la gestion des personnels, il relit tout...

M.P. - C'était un gros travailleur !

M.B. - Il est intéressant, après ces deux portraits psychologiques dressés de façon croisée, de citer des extraits de votre journal de l'occupation, concernant Sabatier et même Boucoiran. Le début semble d'ailleurs livrer des propos de Maurice Sabatier tenus lors d'une de ces conférences régionales (peut-être de 1943) auxquelles nous avons fait allusion précédemment :

[238]

« 30 août 1943.

“ On a bien voulu me faire des compliments ; c'est vous qui les méritez et je vous les retourne. »

Il a voulu être modeste et désintéressé. Mais quelque chose dans la voix l'a trahit. Son désir même de passer assez vite sur les compliments a sollicité un effort qui a refoulé le naturel. Malgré lui, la voix s'est attardée sur le sens laudatif du mot. On aurait dit qu'il le caressait, ce mot, qu'il mettait dans son unique énonciation tout le soin et tout l'amour qu'une répétition impossible lui interdisait d'achever Il l'a répété pourtant, à quelques temps de là, à l'issue de la conférence, pour remercier une fois encore, eut-on dit, les collaborateurs qui l'entourent, mais en vérité pour retrouver tout le suc et tout le velouté et toute l'ironie du mot qu'il prend pour lui.

Quand il retourne ce mot sur ses collaborateurs, il feint un détachement dont il ne peut soutenir le ton. Car il pense que l'honneur n'est point pour lui de travailler avec ses collaborateurs, mais que l'honneur est pour

ceux-ci de travailler avec lui. Il craint, il redoute que cette conscience ne soit point claire chez tout le monde.

Il retourne le mot pour que chacun pense que c'est à lui qu'est dû le compliment et en félicitant les autres, il entend bien réfléchir le mérite. Son entourage est un miroir (...). »

Un autre échantillon de vos appréciations critiques :

« 8 septembre 1943.

Mes deux préfets se pressent trop. À peine l'instruction est-elle arrivée, il faut, à toute vapeur l'appliquer, la répercuter, l'exécuter. L'un, par souci du bon élève de rendre compte aussitôt au maître et d'être le premier - toujours le premier - à avoir exécuté, à avoir réussi, à recevoir le compliment.

L'autre, par souci de se débarrasser de la difficulté, de la fuir, comme on fuit l'orage en allant à sa rencontre, par hantise de n'avoir pas sa table vide et d'aborder une nuit tandis que le lendemain recèle un problème à résoudre ; par peur du vide, par vertige.

Et pourtant ? À peine l'instruction se suffit-elle à elle-même, à peine en amène-t-elle d'ultérieures, à peine est-elle claire, cohérente, impérative...

[239]

Et pourtant ? Qui ne sait l'incohérence, les contradictions, les contrordres du gouvernement, des ministres, des administrations, d'autant que ni les uns, ni les autres ne sont libres de leurs décisions et de leur mouvement.

Chaque fois que les impatiences préfectorales ont été maîtrisées, chaque fois que la peur de n'être pas le premier a été surmontée ou que la peur des responsabilités a été éludée, une circulaire, le lendemain, est arrivée pour annuler ou transformer la précédente.

Non... Ne pas se presser Les lenteurs de l'administration ont souvent paralysé la vie de la nation. Il est des circonstances où la lenteur de l'administration est une forme élevée de la maîtrise (...).

MS. (Maurice Sabatier). On l'aime en bloc. On le déteste en détail (...). »

Vous parlez aussi de Boucoiran :

« 16 mars 1943.

J'ai relevé l'attitude de B. (Boucoiran). Cette passivité dans l'épreuve est admirable autant qu'irritante. Aussi vive que soit une émotion, il semble qu'elle ne puisse accrocher Elle paraît suspendue au-dessus du vide, et de fatigue, tombe peu à peu. Tandis que j'analysais les possibilités de réaction, "Que voulez-vous, si cela est fait", me répondait-il, timide, contraint et résigné. Il y a quelque chose d'égal et d'inhumain dans cette tranquille et petite résignation qui porte au néant.

À quoi s'oppose la colère sourde et bruyante de S. Autant par tendance congénitale que par éducation insuffisante, il manifeste avec rudesse et crudité les gonflements saccadés de son cœur Mais il rampe aussi bien quand il craint chez l'adversaire la mâle assurance, que donnent la loyauté et la pureté. Il butte sur l'erreur qu'il escamote parfois dans le mensonge, mais à la manière du serpent qui s'insinue et s'enroule doucereusement. Et quand il a peur, sa colère a peur aussi et rentre dans l'ombre.

Mais dans l'épreuve, il réagit par réflexe et secrète le détail des solutions (...). »

M.P. - Je n'ai aucun commentaire à faire. C'est une photographie fidèle de mon jugement sur mes deux chefs, qui, vous [240] l'aviez deviné « se pressent trop » ! Cela montre de façon irréfutable la distance que j'avais par rapport à eux...

M.B. - Ce qui est troublant plus de cinquante ans après, c'est d'observer que vous avez été solidaire de Sabatier au cours de votre procès. Mais face à lui, à l'époque, il y eut bien un désaccord, une rupture complexe qui allait bien au-delà de la mésentente de vos épouses. Il s'agit, votre journal le montre, d'une distance par rapport à l'homme, à ses réactions face à la réalité de l'occupation...

M.P. - Oui. C'est incontestable.

M.B. - Dans votre journal, surgit un autre problème, que peut-être vous avez mésestimé semble-t-il. En septembre 43, par un sursaut par rapport aux malheurs qui vous ont affecté, vous parlez d'une « épreuve » sur vous-même.

Vous souhaitez vous affranchir des autres pour vous affranchir vous-même. Vous prononcez le mot de « crise ». Vous affirmez la même année avoir eu un détachement du métier qui vous aurait restitué une liberté précieuse, vers août, jusqu'en octobre. Cette épreuve, que vous vous êtes donnée à vous-même en testant Sabatier, que fut-elle ? Vous parlez aussi d'un « incident, *exploité à fond* », dissipant « les *équivoques* » *accumulées* avec Sabatier. Vous parlez encore, en novembre 1943, d'un réflexe « à la suite de la fameuse soirée »... Vous affirmez :

« Il faut passer aux actes, au-delà de la pitié pour Maurice Sabatier Il faut en contrepartie lutter contre les intrigues de V (Suzanne Sabatier)... »

Vous dressez des portraits très durs de votre patron... Lorsque vous vous rendez à Vichy, début novembre, le rencontrant avant de partir, vous pressentez quelles sont ses intentions de vous voir quitter Bordeaux, mettant en avant sa vanité, mais aussi obéissant à la vengeance tramée par sa femme contre vous... Que s'est-il donc passé lors de cette année 1943 ?

M.P. - Il faudrait que je me remémore ces passages de mon journal. J'en garde la présence au-dedans de ma conscience. L'année 43 a été tumultueuse, intellectuellement et professionnellement. J'avais vraiment envie de casser avec Sabatier. J'ai essayé de me dominer, dans cette affaire, pour ne pas me laisser porter par le flux de mes critiques et de mes passions. Les mailles de cet itinéraire sont difficiles à reconstituer...

[241]

M.B. - Dans le journal, vous écrivez encore :

« Je me suis placé dans l'indiscipline apparente. »

Avez-vous manifesté des actes de refus de prendre des ordres ? De même, pour le poste préfectoral, vous affirmez que vous temporisiez (« *manœuvres de temporisation* »). Aviez-vous dans la tête des stratégies concrètes de rupture ?

M.P. - Oui...

M.B. - C'est cela que je vous demande d'essayer de recomposer, dans vos souvenirs lointains. C'est d'autant plus important, que l'influence de l'épouse du préfet régional vous semblait néfaste : vous parlez des « *désirs obscurs* » dont lui-même est la victime, et même, d'un « *scorpion à écraser* ». Les portraits que vous dressez de Maurice Sabatier, en 43, sont, vu d'aujourd'hui, inquiétants...

M.P. - Oui... Mais je n'ai plus le souvenir de ce que laisse pressentir mon journal. Ce que je sais, c'est que j'ai refusé en novembre 1943 toute promotion que Sabatier avait orchestrée pour se débarrasser de moi...

M.B. - On peut citer ici le passage de votre journal concernant votre refus de promotion, l'affaire étant montée jusqu'au cabinet de Laval à Vichy :

« 1^{er} novembre 1943

Récapitulons un peu, avec le recul de l'alpiniste qui a franchi la passe dangereuse.

Une promesse de convocation prochaine m'est rapportée d'un voyage de M.S. (Maurice Sabatier) à Vichy. Je représente alors mes intentions et précise ma manœuvre de temporisation. Il en est pris note, sans convictions, et mon désir ne se traduit que par l'abstention. Je m'endors sur le mol oreiller de cette assurance et suis réveillé brutalement par un appel de Vichy.

Des précisions me parviennent. Le Lot doit m'échoir La crise éclate donc, rapidement comme l'éclair qui a frappé un arbre. J'attends et remets le voyage à quelques jours. Une circonstance propice s'offre, que j'exploite : la réunion du Conseil départemental qui me permet d'ajouter deux nouveaux jours aux deux jours déjà perdus.

La crise qui me happe est une crise de fatigue, car la nouvelle me surprend tandis que ma détermination est prise depuis septembre : [242] différer à tout prix une nomination que les circonstances rendent inacceptable et dangereuse. Je consulte : il m'est conseillé d'être très souple, très manœuvrier de ne rien casser. Ce mois qui m'est laissé m'amollit et mon esprit, subrepticement, glisse vers l'appât. Je résiste tant bien que mal, plutôt mal que bien. Cette épreuve de caractère est dure et j'y mets toute ma volonté pour la soutenir

L'objectif immédiat est grisant et c'est contre cette griserie qu'il me faut résister. Je me raidis de toutes mes forces contre la séduction de la promotion. Je sais tout ce qu'il y aurait de précaire et même d'éphémère dans ce nouvel état. Je ressens plus profondément ce qu'il pourrait y avoir d'équivoque dans cette accession. La gloire de la jeunesse couronnée serait ternie par la honte de la soumission aux pouvoirs méprisés.

À mon départ, je revois M.S. (Maurice Sabatier) qui appuie sur l'accomplissement du destin tel qu'il paraît tracé, parce qu'il y trouverait le fruit de sa vanité et la satisfaction de désirs obscurs dont il est la victime expiatoire.

Je pars assez calme pour considérer, du moins, la vanité des choses et sûr d'accomplir mon destin en donnant suite à mes déterminations premières.

Je trouve à Vichy mon ami Maurice (Lévy). Il attend mon verdict. Il a un sincère soulagement en apprenant ma décision. Mais il méprise - avec discrétion - les restrictions qu'aussitôt j'apporte. A l'épreuve de l'amitié, le parti n'est pas douteux. Ma volonté doit faire le reste. Mais je suis bien plutôt soucieux de la difficulté dans l'entreprise, tant mon nom paraît engagé.

Entretien avec le chef du gouvernement : surpris d'abord de trouver visage humain et bonhomie à cet homme que l'image populaire prive de sensibilité et de noblesse.

Fonction antérieure, âge, pays d'origine, il s'informe sur ces trois points. Il envisage, dit-il, de me confier un autre poste. Il me demande si je veux être intendant de police "très nettement non " répondis-je et la netteté de la réponse paraît porter.

Je glisse qu'à mon âge, je n'ai le droit d'avoir nulle impatience. Mon rappel de mon appartenance à une souche auvergnate paraît faire fléchir son immobilité apparente. L'entretien est court. Je me lève. Rien n'est dit ou dédit.

Je vois P et H. (Hilaire) à qui je précise que je ne suis point prévu, que je désire passer l'hiver à Bordeaux où des servitudes [243]

d'ordre familial me retiennent pendant quelques mois. Le vœu est accueilli et M. ajoute qu'il fera de moi un préfet au début de l'année prochaine, à la tête d'un département, car, dit-il, "j'ai ce qu'il faut pour remplacer ceux qui manquent de courage".

Le procès est gagné, tout en nuances et en souplesse... Mon orgueil a vaincu ma vanité...

Je pense à ce que m'aurait dit mon père. Sa fierté l'eût-elle emporté sur sa prudence ? Il eût été déchiré, comme moi. Mais j'ai la conviction que ma détermination aurait rencontré son approbation.

Ma joie supérieure et secrète, présentement, est d'être, malgré tout, digne des espoirs qu'il nourrissait. »

En refusant « la honte de la soumission aux pouvoirs méprisés » qu'eût entraîné l'acceptation d'une promotion organisée par Maurice Sabatier, vous étiez en situation de rupture consommée même si elle reste tacite de part et d'autre ?

M.P. - Le passage sur mon refus de promotion montre quel était mon sentiment intime à l'encontre de Vichy, malgré le piège promotionnel, si j'ose dire, que m'avait tendu Maurice Sabatier. J'étais du côté de la Résistance et non du côté de Laval ! J'avais aussi en tête l'influence de mon cercle d'amis, le souvenir ému de mon père, d'esprit résistant contre Vichy, comme l'indiquent certains passages de mon journal, de même que la présence secrète de mon « patron » politique, François de Tesson, arrêté pour résistance par les SS, qui mourra en camp de déportation !

« 31 juillet 1944.

Ce matin, j'ai appris la mort de François de Tesson... Son cœur était tendre et ouvert à la pitié humaine : il mériterait en cela seul le calme des belles morts, s'il n'avait été tué de telle façon qu'il a sa place dans le martyrologue de la Résistance (...).

17 août 1944.

Mon père aurait aujourd'hui 77 ans. Dans les événements malheureux de la guerre, il serait encore des nôtres, grâce à sa vigueur physique et morale. Il n'aura vu que la défaite. À peine remonterons-nous durement le chemin de croix à sa mort. Il n'aura pas vu la libération pour laquelle il vibrait déjà en 42.

C'était un résistant. D'instinct et de conviction.

J'ai tenté d'être digne de lui. »

[244]

Démissionner ?

[Retour à la table des matières](#)

M.B. - Votre épouse vous a-t-elle appuyé dans les moments difficiles sous l'occupation ?

M.P. - Ah oui ! Elle a pleinement partagé ces sinistres années. Mon journal montre l'intensité de mes relations avec ma femme. Elle me soutenait. Elle me ménageait des cachettes, au cas où la Gestapo aurait eu l'idée de me cueillir. Ce n'était pas amusant tous les jours !

M.B. - Votre épouse était d'un esprit patriote, ouvert aux malheurs du temps ?

M.P. - Bien sûr. Mais elle faisait face. Elle avait du courage sans ostentation...

M.B. - Vous vous confiez vraiment ?

M.P. - Oui. Totalelement !

M.B. - Vous a-t-elle apporté ce que dans *L'ère des responsables* vous appelez « un équilibre » ?

M.P. - Oh oui !

M.B. - Vous avez eu des périodes de solitude, notamment quand elle fut souffrante. Êtes-vous resté seul pendant plusieurs mois ?

M.P. - Plusieurs mois, peut-être pas, mais plusieurs semaines, et plusieurs fois. Oui, elle a failli mourir, pendant l'occupation.

M.B. - Et votre fille, qui s'en occupait ?

M.P. - Une landaise très zélée, gentille, maternelle.

M.B. - Sans indiscretion, cette maladie de votre épouse, impliquait-elle que vous quittiez la ville ?

M.P. - Là aussi, j'ai beaucoup hésité. Et puis, on est resté. À Bordeaux, loin d'être le monstre froid et zélé que l'on a caricaturé, je suis en pleine solitude en plein désarroi et interrogation sur l'avenir. Ce que je confiais à mon journal :

[245]

« Dire les expériences que j'ai vécues et que je vis quotidiennement. Il est impossible de tenir un journal. A peine peut-on revenir à soi-même. Cela n'a d'intérêt qu'en fonction des expériences personnelles. Et quelle est la valeur des idées et des sentiments qui ne reposent sur les faits ? Montaigne il est vrai, disait beaucoup de choses. Mais c'est Montaigne. Je voudrais pourtant, ne fut-ce que pour moi-même, jeter les bases du lendemain que je pressens. Car je pressens avec autant de force que rien ne sera prêt, et ce sera une fois de plus l'improvisation. »

Voyez, je parle déjà de la Libération, ce qui s'est révélé inexact, grâce à de Gaulle...

M.B. - À Bordeaux, vous avez écrit une pièce de théâtre.

M.P. - Oui. Cette époque fut tellement insupportable, que j'avais inventé un dérivatif. Je m'étais mis à écrire une pièce de théâtre ayant pour sujet la Saint-Barthélemy. Elle traduit une sorte de transfert de la situation et des angoisses qu'on vivait à l'époque, avec toute leur part de souffrance et de fatalité. Ça s'appelait *Le temps des offenses*. Elle a été lue par Touchard, administrateur de la Co-

médie française il y a trente ou quarante ans. Il m'avait fait des critiques très recevables, en me disant que c'était une pièce presque trop écrite pour être jouée. Trop fidèle à l'histoire. Trop avare d'imagination créatrice. Le théâtre, c'est le mensonge... Il faut du talent pour ça !

M.B. - Pourquoi la Saint-Barthélemy comme « dérivatif » ? C'était aussi une guerre civile entre Français, un peu comme en 1940...

M.P. - Beaucoup de dialogues sont inspirés par le contexte.

M.B. - Dans cette pièce, une émotion est codée, qui ne pouvait passer, ou mal, dans vos rapports administratifs. Le fonctionnaire de l'époque avait l'obligation de réserve et de secret. Il ne pouvait pas s'épancher dans ses notes de tous les jours. De même pour la Résistance, dans laquelle on ne s'inscrivait pas comme dans un parti politique... À la lecture on reste impressionné par la pesanteur des faits. Nous sommes certes dans une transposition historique. On voit rôder la mort. On ressent beaucoup de désespoir. Une profonde peine. Y a-t-il des clés, dans cette pièce ? L'Amiral de Coligny n'était-il pas l'Amiral Darlan ?

M.P. - Non ! Pas du tout ! C'est son antfigure...

M.B. - Avez-vous fait figurer des personnages de votre entourage ? [246] Ou est-ce plutôt simplement une évocation générale de la situation de guerre civile, qui oppose les gaullistes, au sens large, et les vichystes ?

M.P. - C'était tout de même très caricatural. Les rapprochements relevaient de la généralité de la pensée. Il n'y avait pas de personnage typé dans la pièce, sinon par l'histoire.

M.B. - De la pièce, notamment à travers l'épilogue, émane un certain pessimisme.

M.P. - On a vécu dans la mort, pendant deux ans. Ce n'était pas la même chose qu'avant, à Vichy, où je n'étais pas sorti de la coquille administrative, des bureaux, de l'écran des dossiers techniques. Là, je touchais le réel directement. Et que s'est-il passé avec la répression allemande, les déportations, les otages, les collaborateurs ? Une atmosphère de mort ! De mort ! J'avais été très impressionné par l'exécution d'un jeune garçon qui avait écrit à sa mère, juste avant d'être exécuté ; nous en avons parlé... Ça m'avait retourné, cela ! Dans la pièce, c'est une atmosphère conforme au sentiment et à l'expérience de l'époque.

M.B. - La mort rôde. Vous le ressentez à travers le prisme de votre culture littéraire et d'une réflexion philosophique.

M.P. - C'est peut-être pour cela que je me sentais seul !

M.B. - Avez-vous eu parfois le sentiment qu'il fallait partir, démissionner, demander une mutation, quitter Bordeaux ?

M.P. - Oui ! J'ai pensé le faire, un moment ! Mais les proches m'en ont dissuadé ! Y compris Poitevin et Souillac du Réseau Jade Amicol avec qui j'étais engagé en résistance. Ils tenaient à moi, et pour cause ! Je me disais : on ne choisit pas son unité ni son champ de bataille quand on fait la guerre. C'est vrai ! Quand je parle de ces proches, il y avait une demi-douzaine de personnes. Pas plus. Et dans la demi-douzaine, bien sûr, il n'y avait pas Sabatier. J'avais Poitevin : « Tu es fou ! Tu ne vas pas faire ça » ! C'était la réaction d'un résistant alors que le champ de bataille non pas choisi, mais imposé, c'était celui où je me trouvais.

M.B. - Et votre épouse ?

M.P. - Elle était hésitante.

M.B. - Vous étiez un fonctionnaire, avec tout ce que cela implique : la pérennité de l'administration, le recrutement sur concours, le fait que votre poste n'appartenait pas au régime, et aussi, la nécessité de faire vivre votre ménage. On ne

comprend [247] peut-être pas assez, en ce qui vous concerne, qu'un fonctionnaire puisse être relativement détaché du régime qui lui donne des ordres...

M.P. - On peut l'être ! La preuve, c'est que moi je donnais beaucoup plus d'importance à mon activité dans la Résistance, qu'à mon activité « vichyssoise ». Ce qui m'a aussi retenu, c'était le fait qu'on vivait un combat, dans des conditions extrêmement inégales et difficiles. Partir, démissionner, c'est désertir ! La notion de service public que j'avais, une espèce de formation morale, un peu rigoriste, faisait qu'à l'extrême de la réflexion, je m'interdisais d'abandonner la fonction où le destin m'avait placé.

M.B. - Dans votre journal, on sent des références au christianisme, à la souffrance des autres, des êtres chers, donc à une compassion, mais en même temps, un détachement par rapport à Dieu. Vous écrivez que vous ne croyez pas en Dieu contrairement au jeune résistant fusillé début 1944... Vous reproduisez le déroulement de votre éducation, par rapport à votre double influence parentale.

M.P. - En réalité je suis et j'ai toujours été un mystique sans religion. C'est-à-dire que je ressens la vacuité... Parce que j'ai un tempérament mystique. Ça me manque, de ne pas croire en quelque chose. Parce que l'affectif relève du mysticisme...

M.B. - C'est l'appel à la nature, à l'infini, le poids des angoisses, que révèle votre journal... Dans celui-ci, qui concerne les années 41-46, on voit surgir des idées que vous développerez plus tard. Une réflexion sur la pensée française que vous jugez trop analytique, sans esprit synthétique suffisant, ce que vous devinez dans le jansénisme et dans Pascal, ou dans la Réforme... C'est très scolastique ! Tout en étant sceptique, vous approchez le christianisme : le rationalisme et le christianisme...

M.P. - *Ratio et fides*... Tout athée que je puisse être, croyant ou incroyant, j'appartiens quand même à la civilisation chrétienne.

M.B. - Quand vous citez Pascal, Montaigne, ou Bergson et Gide, Descartes, vos jalons intellectuels, vous les citez et vous le vivez en termes de recherche personnelle. À Bordeaux même, au regard de la lecture de votre journal, on a l'impression que face au drame quotidien du fonctionnaire, de l'homme qui subit l'occupation, tout ce qu'il y a à gérer, les drains auxquels vous êtes confrontés, vous vous raccrochez aux interrogations culturelles de l'adolescence... À la lecture, à la création théâtrale (en [248] écrivant une pièce se déroulant de façon symptomatique pendant les guerres de religion), à l'écriture. Vous vous tournez, en pleine occupation vers la culture, en regrettant de ne pas avoir assez de temps pour lire...

M.P. - Absolument...

M.B. - Comme une sorte d'écran par rapport aux événements dramatiques que vous subissez, vous faites surgir aussi, dans votre journal intime, l'appel du désert, la solitude, le détachement, l'impuissance fataliste, face au poids des choses...

M.P. - Oui... C'est bien vu...

M.B. - Une autre dimension surgit aussi, face au drame de l'occupation bordelaise. L'importance des proches, des amis très chers, mais aussi des morts et des disparus... Ce qui étonne, c'est que l'on sent chez ce jeune fonctionnaire (que l'on a transformé soixante ans après en agent d'un système désincarné, broyant les hommes sans état d'âme et avec zèle) une souffrance certaine...

M.P. - Oui...

M.B. - Le deuil, la coupure de la mort de votre père, que nous avons évoqué en citant un passage du journal qui montre qu'il était résistant et attendait la libération dès 1942...

M.P. - Cette rupture fut très dure à supporter ...

M.B. - On devine aussi le poids affectif de l'absence forcée de la maison de famille de Gretz, refuge de vie entre l'homme de 32 ans, l'enfant et l'adolescent que cette maison a profondément marqué, d'une certaine manière...

M.P. - Ce fut une constante.

M.B. - Il y a aussi le poids de vos amis... Vous parlez beaucoup, nous l'avons vu, de votre « frère » Jean...

M.P. - Ce n'était pas un frère... C'est comme si c'avait été mon frère...

M.B. - Qui était-il ?

M.P. - Jean Schneider. Un pupille de la Nation. Son père avait été tué aux Éparges, en 1915. Il était né en 14. Il a été broyé le lendemain de l'Armistice de 40 dans les espaces de la Ligne Maginot. J'ai mis cinq ou six mois à apprendre sa mort. On ne l'a pas su tout de suite. Même sa mère. Je lisais encore des lettres d'elle, qu'elle avait envoyées, où elle disait qu'elle avait l'espoir qu'il se trouvait là...

M.B. - L'aviez-vous connu très jeune ?

M.P. - Très jeune. Parce qu'on avait été replié en 1914 devant [249] l'avance allemande sur la Marne. On était réfugiés dans le Cher. On avait été abrités par des parents de ma mère, au Châtelet-en-Berry. Jean était né là. On s'est connu. On a toujours été très lié. Il venait en vacances à Gretz. On jouait ensemble. Il avait quatre ans de moins... Les âges se sont rapprochés. Avant-guerre, il travaillait dans le textile. On allait au cinéma, au théâtre ensemble. Il dînait à la maison, quand on était au Parc Monsouris... Le dernier dimanche avant la mobilisation, nous l'avions passé ensemble, à Villennes-sur-Seine, sur les bords du fleuve avec l'évocation des écrivains et des peintres qui ont illustré cet endroit.

M.B. - Cette perte vous a beaucoup touché. Vous y pensez encore, dans votre journal, en 1943...

M.P. - Ah Oui !

M.B. - Comme sous forme de culpabilisation, vous vous référez à lui comme modèle dans la souffrance. Lui est mort sous les bombes. Il pèse sur vous... de façon mystérieuse et absente.

M.P. - Je n'ai jamais cessé de penser à lui toute ma vie. Aujourd'hui encore, sa photographie est sur ma table de nuit.

M.B. - Je vous ai donc retranscrit, après un déchiffrement d'une écriture difficile à lire, votre journal. Quelle est votre impression à sa relecture, plus de cinquante ans après ?

M.P. - Dans ce journal, je confie à moi-même tout ce que je ne peux pas dire à un tiers, à autrui. Comme tous journaux intimes, c'est de la confidence pour soi-même. Jamais pour le monde extérieur. C'est une première observation. La seconde, qui procède d'ailleurs de la première, c'est que dominant les problèmes conflictuels. Troisièmement, ces problèmes conflictuels se polarisent en quelque sorte autour de soi-même. Les auteurs de journaux intimes sont des gens qui se tarabustent, sans cela ils ne rédigeraient pas. Un homme d'action pur et simple vend sa camelote au marché... Le gars qui tient un journal, c'est qu'il se pose des problèmes et qu'il cherche des solutions à des conflits.

Là, ils sont de deux ordres. Il y a ceux dont on ne parle pas, mais qui existent. Et ceux dont on parle, mais qui n'existent que par soi-même...

Les conflits dont on ne parle pas, c'est précisément la situation dans laquelle on se trouve, avec la volonté délibérée de ne jamais faire déborder le vase, « au cas où il arriverait un pépin », comme aurait dit Sabatier... C'est quand même en fond de ciel, cette [250] situation dans laquelle on se trouvait. Elle imprime dans le fond sa rigueur dans l'esprit ou ce que l'on a sur le cœur, ce qui revient au même.

L'autre genre de conflits, ce sont ceux qu'a tout jeune homme qui se cherche, qui s'interroge, qui lit, qui est animé par une certaine culture dont la définition est de n'être jamais satisfaite d'elle-même. La culture n'est pas conservatrice. Je parle là en termes psychologiques, pas politiques. Avec des divertissements, de temps en temps, notamment les portraits ! Sabatier en est là une des victimes ! Je le reconnais...

M.B. - Ces portraits ne sont pas que de la littérature intime ! L'homme de l'époque que vous êtes, qui tend un miroir face à la réalité, dresse une photographie de cette réalité, en partie...

M.P. - C'est tellement peu un acte littéraire pour celui qui le fait, que j'étais capable de brûler un cahier...

M.B. - Ces portraits, à la façon de Montaigne ou de La Bruyère, que vous dressez des autres, en dehors du dialogue avec vous-même, livrent, parce que vous l'observez quotidiennement, la psychologie d'un chef qui a tout pouvoir, le préfet régional. Vous êtes très dur à l'encontre de Sabatier dont vous décryptez les comportements intimes...

M.P. – L'homme ne collait pas avec la tragédie que l'on vivait. S'il n'y avait pas eu la tragédie, je crois que je n'aurais même pas fait les portraits. Je n'en sais rien !

M.B. - Phénomène troublant. Au cours du procès, et même antérieurement, vous n'avez pas considéré ces éléments objectifs contenus dans votre journal concernant Sabatier comme pouvant être révélés...

M.P. - Pendant le procès, j'ai été quelques fois un peu dur, mais je n'ai pas assommé Sabatier, nous l'avons vu. Ni Boucoiran ! Je n'ai assommé personne, d'ailleurs.

M.B. - Vous étiez tous accusés, donc vous étiez solidaires d'eux ?

M.P. - Surtout, ce n'est pas mon éthique ! On n'écrabouille pas des morts ! Ils ne sont pas là pour répondre ! Donc j'ai été à la limite de la critique, mais j'ai toujours lissé un peu...

M.B. - Le panthéon des morts, très « Troisième République », semble être pour vous un substitut religieux parfait ! Ce n'était donc pas une solidarité inconsciente, aveugle ?

M.P. - Ah non !

M.B. - Ni une osmose ?

[251]

M.P. - Non ! Quand j'ai révélé en filigrane ma rupture avec Sabatier, au cours du procès, ils ont cessé de jouer de l'équation Sabatier = Papon. Quand même !

M.B. - C'est un filigrane, mais peut-être aurait-il fallu être beaucoup plus explicite. C'était de bon ton, mais le fond du débat eût exigé une lumière crue ! En dehors de votre retenue compréhensible, de votre pudeur, lorsqu'on parcourt votre journal et que l'on relit certains documents d'archives à son éclairage, on découvre clairement qu'il n'y a pas eu une osmose permanente entre vous et votre patron. Loin de là ! Progressivement, dans la réalité de la vie administrative de la préfecture, vous l'observez durement, vous le critiquez...

M.P. - Et ça se distend ! Bien sûr.

M.B. - L'indiscipline dont vous parlez semble suggérer qu'il y eut de votre part une mise en pratique de la rupture...

M.P. - C'était une stratégie de rupture. Comment cela s'est-il traduit dans les actes quotidiens, j'en ai effectivement perdu le souvenir : apporter moins de zèle, moins d'empressement, retenir son langage, se défausser... Il y a trente-six figures. Mais sur un cas concret, c'est difficile de le préciser. Les affaires passaient à un

rythme accéléré. Ce sera aussi le refus de promotion qu'il encourageait, et surtout, comme nous allons le voir, l'entrée en résistance que je lui ai dissimulé ! Ce qui m'a aussi beaucoup tenu sur place, ce sont tous ces dévouements auxquels j'étais relié à l'extérieur et ces chaînes de solidarité de la résistance et de l'action de sauvegarde quotidienne, dont j'étais souvent le point d'appui dans ces moments si difficiles pour tous. Beaucoup d'actes secrets et humbles et aussi quelques magnifiques exemples comme celui d'André Abadie, dont nous aurons sûrement l'occasion de parler plus loin. Il y a eu pendant la guerre beaucoup d'engagements discrets de cette sorte.

M.B. - Peu à peu, il semble que vous voyiez Sabatier moins souvent...

M.P. - Oui. J'y allais, mais quand il n'y avait rien. Pour papoter... Terminé !

M.B. - Dans la lettre du 7 février 44, que nous avons commentée, vous ne fonctionnez plus facilement...

M.P. - En fil direct... Je ne vais pas au-devant de la facilité. Et je ne vais pas au-devant de la solution. Alors qu'avant, je faisais spontanément le ménage !

[253]

M.B. - Vous déclarez dans le journal que pour s'affranchir de soi-même, on doit s'affranchir des autres. Ce n'était pas simplement des actes de distance, que vous venez de confirmer. Avez-vous refusé d'obéir à certains ordres que Sabatier vous a donnés, que vous avez reçus sans répondre ?

M.P. - Possible...

M.B. - Le journal reste imprécis à ce propos. Vous parlez de crise, en février, septembre et novembre en 43. Les vacances vous avaient permis de consommer la rupture. Vous affirmez avoir exploité certains incidents. Il y eut une soirée de novembre 43, au cours de laquelle, écrivez-vous, vous aviez décidé de passer aux

actes, malgré de la « pitié » pour les Sabatier... Vous luttez contre les intrigues de la femme du préfet régional. Comme s'il y avait de la haine, du moins une grave dissension, peut-être liée à de la jalousie... La femme du préfet distillait-elle des critiques vous concernant auprès de son époux ?

M.P. - Oui... C'était, je vous en ai parlé, une crise permanente...

M.B. - Nous avons vu qu'un jour d'octobre ou de novembre, Sabatier, comme par hasard à un retour de Vichy, où il était influent auprès de Laval, vous a appelé et informé que vous alliez être nommé préfet. Avez-vous des souvenirs de cette rencontre évoquée dans votre journal ?

M.P. - C'était dans son bureau. C'est moi qui me déplaçais, ce qui était normal. Ce que je n'ai pas compris tout de suite, c'est le sens du zèle qu'apportait : Sabatier à me faire nommer quelque part. Et j'ai mis du temps à comprendre que c'était pour se débarrasser élégamment de moi. Sabatier avait fait de tels éloges de moi, dans les notes, dans les dossiers, qu'il ne pouvait pas, vis-à-vis de l'Intérieur présenter une situation de rupture. Parce qu'il était malin ! Il déclara donc : « Papon est un type formidable ! Il faut qu'il soit nommé préfet » ! Pour se débarrasser de moi !

M.B. - Il aurait donc voulu se séparer élégamment de vous ?

M.P. - Sinon élégamment, du moins logiquement. Dans la logique de la présentation qu'il avait faite de moi dans des temps plus heureux.

M.B. - Vichy vous a donc convoqué un jour, début novembre 43, nous l'avons vu. Ce qui est étonnant dans le journal, c'est que vous avez traîné des pieds pour rencontrer Laval...

[253]

M.P. - Laval, après les dithyrambes de Sabatier, m'offrait d'être le Legay de la zone anciennement non-occupée. Le vis-à-vis de Legay en zone Sud. Ils se sont trompés de porte, évidemment.

M.B. - Vous avez vécu difficilement ce décrochage ?

M.P. - Oui. Il y a les tentations que laisse transparaître mon journal. Mais l'important c'est de rester lucide et de suivre son devoir.

M.B. - Avez-vous des souvenirs de ce dialogue avec Laval ?

M.P. - Ah oui ! Je le dis à un moment, sans insister, parce que je n'aimais pas l'individu. Une sorte de bonhomie, auvergnate. Je m'appelais Papon, nom foncièrement auvergnat. Il se montra bienveillant en apparence.

M.B. - Maquignon, parce qu'il voulait vous avoir ?

M.P. - Oui.

M.B. - Vous rentrez donc dans son bureau...

M.P. - Je n'y suis pas resté longtemps. Le temps qu'il fume au moins deux ou trois cigarettes. Il fumait chaque cigarette en trois minutes...

M.B. - Au retour à Bordeaux, que dites-vous à Sabatier ? Comment réagit-il face à votre décision de refuser la promotion de Vichy ?

M.P. - Je lui ai dit que j'avais décliné les propositions en question. Le poste le plus dur à refuser fut celui de préfet du Lot. Parce que j'étais séduit par ce département. La part d'adolescent que l'on reste quand on est adulte, avec des motifs futiles... Ma femme serait une belle préfète... Des bêtises ! Heureusement, le bon sens a prévalu.

M.B. - Votre épouse vous a-t-elle soutenu dans votre décision d'abord de temporisation, puis de refus ?

M.P. - Totalelement.

M.B. - Dans le journal, vous affirmez souvent que le monde est lâcheté... Il y a un passage sur les mondains... Décrivez-vous là les bordelais ?

M.P. - C'est le monde à partir de l'exemple vécu...

[254]

La Résistance

[Retour à la table des matières](#)

M.B - En dehors de votre attitude de fonctionnaire en poste comme des refus de promotion de la part de Vichy, aviez-vous entendu parler de la Résistance ?

M.P. - Dès Vichy ! Avec mon ami Maurice Lévy, nous avons commencé à faire un nœud. Lui communiquait ses renseignements à un des réseaux local. Je passais moi-même des correspondances privées à travers la ligne de démarcation. J'ai été repéré, nous l'avons vu. Lorsque je suis arrivé à Bordeaux, je ne connaissais personne.

M.B. - Comment avez-vous contacté le Réseau Jade-Amicol ?

M.P - Par mon ami Poitevin, qui avait été au cabinet de Berthoin, secrétaire général de l'Intérieur. Il a quitté la préfectorale au moment de la guerre, Peut-être écarté comme franc-maçon. Il s'était mis en disponibilité de son propre chef Il était donc à l'abri des sanctions. Il avait pris en main une exploitation de bois dans les Landes. Quand j'ai été nommé à Bordeaux, il est arrivé. C'était l'été, les congés. Pas pour moi, hélas ! Vers le mois de septembre 42, on s'est d'abord testé. On voulait savoir comment on avait fait le trajet pendant ces deux ans où l'on ne s'était pas vu. Quand on a été chacun sûr de l'autre, il m'a dit : « Mon vieux, je travaille avec Gustave Souillac, tu devrais venir. Je m'arrangerais avec lui pour qu'il n'y ait pas d'interférence avec d'autres membres du réseau. » Ce fut très cloisonné. Ce contact a été régularisé en janvier 43.

On me dit que je n'ai fait de la résistance qu'en janvier 43. Ce n'est pas vrai. J'ai été régularisé à cette date. À ce moment-là, je m'en moquais. C'était subalterne. Sait-on que le réseau Marco Kléber a été officiellement fondé ou plutôt reconnu en décembre 1943 ? Sait-on qu'un homme comme Malraux est entré dans la

[255] clandestinité en janvier 1944 ? Tous ceux qui m'attaquent ignorent complètement ce qu'était l'organisation de la Résistance. De même qu'on m'a reproché d'avoir attendu d'être préfet de police pour faire valoir mes droits. Un héros de la Résistance l'a fait après moi : c'est Bourguès-Maunoury ! Parce qu'il s'en est foutu, comme moi. Il a fait de la politique avec René Mayer.

Donc j'ai accepté tout de suite l'idée d'être le correspondant secret de Jade-Amicol. À condition qu'on me garantisse que le réseau en question soit totalement imperméable ! Sinon, j'aurais été dans le sac à viande l'heure suivante ! Poitevin m'a déclaré que Gustave Souillac était un type très sérieux. Je l'ai vérifié après. Son correspondant était à l'origine le père Dieuzaide. Poitevin m'a fait rencontrer Souillac, dont le frère était industriel. Il fabriquait des chaussures. A partir de ce moment-là, on s'est organisé.

On a constitué notre petit réseau à l'intérieur du grand réseau. Ce qui intéressait Souillac, c'était d'avoir des moyens et des résultats. Il convient de se reporter à la déposition faite par M. Alain Perpezat et par le fils de M. Souillac. Leurs déclarations sous serment sont incontestables et décisives. Des renseignements administratifs, politiques, militaires... Je pouvais en saisir une certaine partie. Les moyens, c'était de mettre à l'abri les gens menacés, de soustraire les jeunes au STO, et surtout, c'était essentiel, le sauvetage d'aviateurs américains abattus lors des vagues de raids, je ne dirais pas quotidiens, mais fréquents, à cause de la base de Bacalan. On voyait les gars coiffés du parachute qui étaient descendus. On assistait quasiment au combat. Ils tombaient en Gironde. On avait mis au point un système. L'épine dorsale, visant les moyens matériels, c'était les relations de Poitevin avec le directeur de l'asile psychiatrique de Château-Picon, M. Valas. Il était assez malin, un peu fantaisiste, mais efficace. Les aviateurs américains, on nous les amenait à Château-Picon. Il les cachait dans une ambulance qui se rendait jusqu'à la frontière pyrénéenne. Ils rentraient par l'Espagne. J'ai été modestement l'intendant de ces opérations.

M.B. - Des documents tirés des archives américaines découverts par Philippe Soulaut, jeune historien bordelais de l'occupation, authentifient ce que vous dites.

M.P. - Le transport se faisait donc par ambulance. Je prélevais sur les stocks de Monsieur Bladet, du service de l'occupation, des [256] vêtements. J'étais son

chef, je n'avais pas à lui rendre compte ! Mais il avait bien saisi que je prenais souvent des costumes civils ! De même pour les cartes d'identité que me fournissait Merville, chef de la 1^{er} division de la préfecture. Tout ce que l'on peut imaginer pour refaire une vie quotidienne à l'abri des indiscretions. Ça a très bien fonctionné.

M.B. - Et les faux papiers ? Vous avez soustrait de vraies cartes d'identité vierges ?

M.P. - Oui ! J'avais quand même des passe-partout, des clés. Je faisais des petites « tournées de surveillance », afin que l'on ne vole rien.

M.B. - Grâce à André Abadie, vous avez aussi obtenu la libération de Français, de résistants...

M.P. - Oui. André Abadie, que je fréquentais régulièrement, intervenait auprès de Dhose, le chef de la section IV du KDS, dont il était le fournisseur attitré.

M.B. - André Abadie vous a aidé efficacement ?

M.P. - Énormément !

M.B. - Personne n'en a parlé jusqu'ici...

M.P. - Il est mort, après avoir reçu le ruban rouge qu'il méritait bien... Il faudrait peut-être que je ramasse les vieux documents de l'époque que j'ai négligés, puisque je n'ai pas vraiment préparé ma défense avant mon procès...

M.B. - Je dispose dans mes archives de deux documents qui corroborent ce que vous venez de préciser. Il s'agit de deux attestations que vous avez signées le 11 janvier 1945. Les voici :

« Je soussigné, Maurice Papon, Préfet, Directeur de Cabinet du Commissaire de la République à Bordeaux, certifie que Monsieur André Abadie, 1, rue Delurbe à Bordeaux, m'a fourni, pendant l'occupation de janvier 1943 à la Libération, des renseignements sur l'activité du Service de la Sicherheitspolizei à Bordeaux et sur celle de la SAP dirigée par le Commissaire Poinot.

(...) [Monsieur Abadie] a, pendant l'occupation, prêté aide et assistance aux Français victimes de la Gestapo.

Par ces incessantes et courageuses interventions, il a obtenu la grâce de maints condamnés à mort et la commutation de nombreuses peines, la libération de plus de 2 000 Français incarcérés au Fort du Hâ, ou internés à Mérignac par l'ennemi et évité un [257] grand nombre de déportations en Allemagne, soit à titre politique soit au titre du Travail Obligatoire.

De plus, il a, de sa propre initiative organisé des repas hebdomadaires substantiels pour les détenus politiques du Fort du Hâ, quartier allemand.

Ces repas, servi chaque jeudi, d'avril 1944 à la Libération, à raison de 1000 à 1500 étaient préparés avec l'aide des cuisines roulantes des Services des Eaux et Forêts et le concours de la Croix Rouge.

Ces repas ont constitué pour tous les patriotes incarcérés par l'ennemi, un immense réconfort matériel et moral.

Chargé en qualité de Secrétaire général de la Gironde des Affaires de l'Occupation à la préfecture, j'ai été amené à suivre l'action personnelle de Monsieur Abadie dans ces deux domaines, et à user des moyens dont il disposait pour la défense des intérêts français dont j'avais la charge. »

Pour éviter toute ambiguïté sur ces documents, je précise que d'autres attestations de résistants sauvés par cet homme modeste et généreux confirment vos propos, en particulier celle de Jean Rouzaud, membre du Front National communiste, Émile Huc, chef de la poudrerie de Saint-Médard-en-Jalles (témoin de la délivrance de renseignements militaires et de milliers de laissez-passer utiles pour gagner la ligne de démarcation), Tassion, directeur général des Eaux et Forêts (témoin de la libération de 850 jeunes internés au Camp de Bazas en Gironde), Jean-Gilbert Sore, Marcel Ligier. L'un d'entre eux, Guy Binche, ingénieur chimiste, chef du Renseignement Alliance de la jeunesse (de septembre à décembre

1940), agent de liaison du groupe Aurillac (d'avril à juillet 1941), membre de Libération Nord et agent de renseignement et de sabotage du Corps Franc « Marc », agent du Réseau « Thermopyles », membre de l'État-Major FFI à la libération, précisa au sujet d'André Abadie :

« Dénoncé et arrêté en décembre 1940, Monsieur Abadie m'a sorti des geôles de la Gestapo en mars 1941. En juin 1943, il nous a camouflés dans un garage à Bordeaux. Par la suite, et à deux reprises (septembre 1943 et mars 1944), il nous a évité d'être internés au Camp de concentration de Mérignac d'où nous aurions été invariablement déportés en Allemagne. »

[258]

Il a ainsi permis, à mes camarades et à moi-même, par une sollicitude de tous les instants, par ses conseils, et par ses renseignements, de poursuivre notre action dans la Résistance jusqu'à la Libération. »

M.P. - J'aurais dû citer ces pièces lors de l'instruction et au cours de mon procès. Cela se passe de commentaire.

M.B. - Dans un ouvrage, Yves Cazaux parle de la libération de son père que vous avez obtenue du Fort du Hâ. Vous auriez connu un membre du KDS, professeur d'université en Allemagne, qui aurait été arrêté en 44 et fusillé, étant devenu membre de l'IS... Vous avez essayé aussi de sauver François de Tessen en vous rendant vous-même à Paris, pour intercéder auprès des autorités supérieures de la police allemande...

M.P. - En même temps que le père de Cazaux. Finalement, j'ai échoué dans ma seconde intervention personnelle. Les SS n'ont rien voulu savoir en ce qui concerne mon patron politique, ami de mon père, résistant, qui est mort en déportation, nous en avons parlé...

M.B. - Marquet vous a-t-il secondé, dans cette intervention ?

M.P. - Non. Je l'ai faite sans lui ! Sans Sabatier. C'était vraiment marginal. Par André Abadie qui m'accompagna à Paris...

M.B. - André Abadie vous a donc aidé ?

M.P. - Il connaissait Dhose et le tenait par divers petits services de corruption... Dhose était un peu en main. Il ne m'a pas arrêté lors d'un interrogatoire dans son bureau en mai 44, à cause de mes relations avec Abadie. Nous eûmes ce dialogue, je m'en souviens bien :

« Heureusement que vous avez des amis. Sans ça, je vous mettais sous clé. Vous êtes un anglophile et un gaulliste... »

- Oui, je suis gaulliste. Vous le savez. Je ne vais pas le nier... Est-ce que je vous embête ? Est-ce que je vous ai fait sauter des trains ?

- Pas encore ! »

Tout cela reste anecdotique...

M.B. - Dans le rapport du Commissaire de la République Gaston Cusin en date du 13 novembre 1944, on ajoute comme [259] élément de votre résistance, que vous avez été menacé d'arrestation lors du débarquement. Poinot vous était hostile, mais aussi un conseiller de la Milice, Bordes... Avez-vous un souvenir de sa tournée d'inspection à Bordeaux ?

M.P. - J'ai le souvenir qu'il avait vu d'abord Sabatier. Bordes était auparavant dans la préfecturale. Il l'avait reçu un peu comme collègue. Il a voulu voir le secrétaire général. Ça a mal tourné. C'était une grande gueule. Il faut le savoir, je n'aime pas beaucoup ça. On s'est engueulé dans des conditions qui ont franchi les frontières de mon bureau. Dans sa déposition, Mlle Feuillerat, ma secrétaire d'alors, a rendu compte de ce qu'elle avait entendu.

M.B. - Citons encore le fait qu'un membre du RNP ou du PPF, Marcel Perrin, a demandé votre arrestation lors d'une réunion publique collaborationniste. Le commissaire Durand vous a averti aussitôt...

M.P. - C'est exact...

M.B. - Au cours de son procès, Marquet a précisé que l'équipe préfectorale de Bordeaux était « de la Résistance ». C'était l'impression qui dominait dans la population, même dans les rangs des communistes à la Libération, qui n'ont rien reproché sur le fond à Maurice Sabatier alors qu'ils ont revendiqué l'exécution de Pierre-Alype. Ceci indépendamment du fait que de l'intérieur, vous avez de plus en plus jugé Sabatier trop défaitiste.

M.P. - Oui pour ce qui est des relations avec Marquet, nous n'avions que des contacts administratifs. Le correspondant normal du maire était Sabatier, on en a parlé. Je ne dépendais en rien de lui. Il y a eu peut-être des réceptions mondaines... Un jour, il avait invité le corps préfectoral à déjeuner, dans un grand restaurant de Bordeaux... Dans la conversation, il était d'ailleurs très prodigue. Intelligent, il parlait bien, faisait ce qu'il voulait dans le Bordeaux de l'occupation... C'était un peu un Consul romain !

M.B. - Un Consul qui cependant, de 40 à 42, avait pris des engagements tactiques collaborationnistes...

M.P. - Qui ne m'avaient pas échappé... Je savais qui il était, ce qu'il était. À un moment, la Résistance m'a même interrogé sur Marquet. J'ai dit ce que je pensais... Il était modéré par rapport à tout ce qu'on voyait... Sauf sur les salauds caractérisés, jamais je n'ai poussé mes commentaires au-delà de ce qui était convenable... Il ne nuisait pas à la Résistance et cela me suffisait à l'époque de le savoir.

[260]

M.B. - Dans un rapport rédigé par vous sur vos actes de résistance, en 1944, vous ajoutez que vous avez aussi sauvé des dépôts d'essence mis à la disposition

des nouveaux pouvoirs à la Libération, de même que vous êtes intervenu en faveur de nombreuses personnes. Dont Jacques Dubarry, qui devait partir au STO... Dans votre déclaration personnelle d'actes résistants, vous ne citez cependant pas l'aide aux israélites, ni d'ailleurs tous les faits qui concernaient le sabotage de la politique antijuive dans votre travail quotidien, dont les radiations...

M.P. - Parce qu'au-delà et même avant les actes de résistance, l'aide aux victimes juives allait de soi comme par exemple pour les victimes des bombardements. Pour moi, l'engagement dans la Résistance était un choix politique, par contre la nécessité de tout faire pour sauver tous ceux qu'on pouvait de la déportation était une exigence humaniste et première. Il n'y avait pas à s'en vanter. Pour moi, cela allait de soi, même si j'ai failli me faire prendre pour les radiations que j'ai couvertes quand elles ont été repérées par Déhan et la police antijuive.

M.B. - Vous souvenez-vous des circonstances de la venue à Bordeaux de Pierre Maisonneuve votre collègue du ministère de l'Intérieur à Vichy, résistant engagé qui avait réussi à s'enfuir de son camp de prisonnier en Allemagne ?

M.P. - Bien sûr ! Il est venu pour me voir. Nous sommes allés discuter au jardin public, par discrétion. Lui appartenait au réseau Marco-Kléber. Il venait me dire : « Tu es avec nous » ! Je lui ai dit : « Mon vieux, c'est fait ! Je suis à Jade-Amicol. » Il me répond : « Je m'en doutais que tu étais déjà dans la Résistance » ! On a convenu de la façon dont nous échangerions des messages, dans la mesure du possible, car la correspondance avec Vichy, où il travaillait, n'était pas commode. Elle était contrôlée de près ! Et c'est par Maisonneuve que s'est réalisé le contact avec Roger Bloch.

M.B. - Avez-vous parlé de Maurice Sabatier tous les deux ?

M.P. - Oui ! Il le connaissait bien, parce qu'il avait travaillé avec nous avant-guerre. Il était dans l'équipe. On rigolait plutôt. Qu'est-ce que vous voulez, on était jeunes ! Maisonneuve a dû me dire, tel que je le connais : « Alors, il est toujours

aussi froussard ? - Plus que jamais, étant donné les circonstances »... Des trucs comme ça. Mais ça n'allait pas loin.

M.B. - Dans un entretien qu'il m'avait accordé le 8 mai 1983, Pierre Maisonneuve confirme vos propos. Il ajouta sur la question [261] de savoir s'il fallait parler à Maurice Sabatier de vos projets de contacts et de renseignements en faveur d'un réseau de Vichy et de son envoyé Roger-Samuel Bloch, que vous alliez héberger ultérieurement :

« Papon a accepté. Je n'ai pas eu à plaider. Entre nous, la question s'est posée de savoir si on devait mettre Sabatier dans le coup. Alors on a hésité. Non pas qu'on n'avait pas confiance en Sabatier, qui était un brave honnête homme et patriote, il n'y a aucun problème. Mais nous, nous sommes dit qu'il était tout de même un peu trop en vue, qu'il devait être plus surveillé que les autres. Et puis c'est moi qui ai rétorqué ça, en imitant Sabatier et en rigolant : "Il va nous sortir : Mon petit Maisonneuve, vous allez nous faire fusiller, vous devriez faire attention. " Notre patron était plus timoré que nous, qui avions 30 ans. Finalement, on s'est dit qu'on ne l'affranchirait pas. »

Ce qui est important aussi, c'est le contact avec Roger-Samuel Bloch, que vous ne connaissiez pas...

M.P. - C'est Maisonneuve qui a établi le lien avec Roger-Samuel Bloch. Et c'est ce dernier qui m'a fait rencontrer Cusin. Voilà la chaîne.

M.B. - Vous avez donc, vers la fin 43, accueilli Roger-Samuel Bloch à votre domicile à Bordeaux. Il venait, couvert par une mission officielle de Vichy de surveillance de l'Organisation Todt, qui lui permettait de pénétrer en zone interdite, faire aussi du renseignement. L'avez-vous hébergé plusieurs fois ?

M.P. - À partir du moment où le contact a été pris, je l'ai accueilli régulièrement. Chaque fois qu'il faisait une tournée d'inspection de l'Organisation Todt dans le Sud-Ouest, j'étais le dispositif d'accueil. Je le logeais.

M.B. - Lui avez-vous donné des laissez-passer, des renseignements ; ?

M.P. - Oui. La lutte contre l'occupant et les perspectives de la Résistance faisaient qu'on échangeait des propos utiles. Je ne peux plus vous dire lesquels. On peut les deviner.

M.B. - Par rapport à la logique gaulliste qui se dessine, avez-vous été au courant du procès Pucheu (par radio Alger ?), ainsi que des mesures de redressement de l'administration que les nouvelles [262] autorités annonçaient et s'apprêtaient à appliquer une fois le pays libéré ?

M.P. - Bien avant que Cusin n'arrive, j'avais eu connaissance des instructions du lieutenant-colonel Tissier donnant injonction aux fonctionnaires et aux magistrats de rester en poste le plus longtemps possible, parce qu'on aurait besoin d'eux à la Libération.

M.B. - Tissier leur demandait également, dans son allocution à la BBC de janvier 1942, de saboter, de constituer des contre-dossiers, des doubles, de se méfier de leurs collègues de travail...

M.P. - Voilà. De saboter, sans se révéler. C'est ce bréviaire que comme d'autres j'ai connu et que j'ai suivi...

M.B. - Vous l'avez eu en main, ce texte ?

M.P. - Oui. J'avais eu ces informations.

M.B. - Comment ? Est-ce que Maisonneuve ou Roger-Samuel Bloch vous en avaient parlé ? A la BBC ?

M.P. - J'ai eu la substance des instructions parce qu'on m'en a parlé. Le texte, je l'ai eu après. Ça m'a rassuré et j'ai cessé de penser à un départ possible. Et ça a été déterminant aussi quand j'ai eu à prendre mes décisions, comme je vous l'ai déjà dit. Et quand Cusin est arrivé, il m'a affranchi. Parce qu'il y avait un plan de rétablissement de la légalité républicaine. Il avait un dossier comme ça ! Il me confiait la charge de mettre le cahier en ordre. Parce qu'il ne connaissait pas tellement les rouages de l'administration en dehors du ministère des Finances et des Douanes... Mais le reste, il m'a fait l'honneur de me faire confiance et j'ai fait de mon mieux.

M.B. - Vous écoutiez la radio de Londres ou la BBC, à titre personnel ?

M.P. - Oui. De temps en temps. À la maison. Ma femme et moi, tous les deux. C'était très fatigant. On saisisait des bribes pendant vingt minutes. On l'écoutait chaque fois que c'était possible ! Il y avait une musique en surimpression qui troublait l'émission jusqu'à la rendre inaudible. C'était très irrégulier. Certains soirs, on entendait, d'autres soirs on n'entendait rien...

M.B. - Avez-vous ressenti, de la part de la population bordelaise, qui selon vous, n'était pas très favorable à la cause des juifs, à certains moments, une attitude patriotique lors des 1er mai, des 11 novembre, les 14 juillet ? Obéissant aux mots d'ordre de la Radio de Londres qui demandait par exemple à l'occasion de [263] faire grève, de manifester ostensiblement et silencieusement dans la rue, ou bien de porter en public des cocardes ou des signes distinctifs bleu-blanc-rouge ?

M.P. - Bordeaux, dans l'ensemble, a été tenue, à juste titre je crois, pour une ville plutôt collaborationniste. C'est un peu sommaire comme jugement. Il faut analyser ce concept. Pourquoi disait-on cela ? Parce que, d'une part, les notables de Bordeaux, les Chartrons avaient fait la fortune de la ville en lui apportant richesse et célébrité. Eux, dans l'ensemble, ont été favorables à l'autorité occupante à quelques exceptions près. Deuxièmement, Bordeaux, c'était l'Aquitaine, qui était, à travers l'histoire, habituée aux occupations. L'occupation allemande appa-

raissait sans doute moins agréable que l'occupation anglaise, mais à la limite, il fallait bien la supporter. Il y avait aussi une densité de population bourgeoise, qui, sans être collaboratrice, trouvait en Pétain le rempart que la France entière tenait pour tel. Sans parler du poids de l'Église catholique, avec Monseigneur Feltin, plus maréchaliste que collaborateur. Pétain, c'était l'alpha et l'oméga de sa Bible d'ancien de Verdun, nous l'avons vu. Alors les œillets du 14 juillet ? Qu'est-ce qu'il y a eu ? Des gens ont manifesté comme ils pouvaient. Ils se trouvaient parmi les jeunes beaucoup d'étudiants. C'est vrai...

M.B. - Vous n'avez-vous pas vous-même défilé anonymement ?

M.P. - impossible, vu mes fonctions et le travail permanent qui m'accaparait... J'étais repéré. J'étais trop connu. Vous n'avez pas idée de l'atmosphère régnant dans Bordeaux envahie !

M.B. - On sent beaucoup, dans votre journal, à la fois la présence de votre épouse, et surtout le partage des mêmes espoirs de libération, voire de soutien en termes de connivence, à votre décrochage et à vos activités résistantes...

M.P. - On avait imaginé ensemble des itinéraires de fuite, au cas où j'aurais été menacé d'arrestation immédiate.

M.B. - Avec des personnes d'accueil ?

M.P. - Des combinaisons, qui auraient valu ce qu'elles auraient valu... Par exemple, un temps, il y avait à l'étage de mon appartement de fonction une espèce de citerne, où je pensais me dissimuler. Exemple parmi tant d'autres. Lorsqu'à la fin elle a vu que je commençais à être serré de près, elle est partie chez des amis qui avaient une villa à Salis-de-Béarn, avec notre fille, de façon à me laisser ma liberté de manœuvre.

[264]

M.B. - Vers la fin, vous vous cachiez ?

M.P. - Oui. Je changeais de domicile à Bordeaux même. La tension était extrême et les dangers réels. J'ai été accueilli chez les Teysseron, pendant quelques nuits. Chez Abadie, chez Tabouré, chez Harribey... Quatre ou cinq. Avant de rentrer à la préfecture le matin, j'avais un code avec Madame Feuillerat, qui me faisait savoir si je pouvais gagner mon bureau sans risque.

M.B. - Votre journal reflète en ces termes vos motivations et états d'âme de la période clandestine intensive :

« 18 août 1944.

J'aurais rougi de honte de ne rien faire. Le désir ne manque pas mais le courage fait défaut.

Les champs de bataille étaient lointains d'abord (...). Mais la lutte à bord à sa beauté et des risques peut-être plus précis.

L'instinct suffisait à m'y pousser ; mon âme solitaire m'y obligeait. Je sentais peser sur moi les regards de mon père et le visage muet de Paulette était comme une invite à lui prouver ce qu'elle connaît de moi.

J'avais aussi une revanche à prendre sur les événements de naguère qui ont fait pour moi du conflit une excursion prolongée, un tourisme de haut bord. À racheter, non mon choix conduit par la peur des risques supputés, le destin qui en fin de compte m'échut.

Tout ce que mon être a choisi depuis longtemps m'appelait. L'idéal ancien est trop neuf encore ; l'exemple de Jean et des combattants ; la foi qui n'a cessé de me porter jusqu'à cette rive de victoire et la volonté de servir et de surmonter.

Le confus enivrement de l'aventure n'est venu qu'après coup. Des exigences plus hautes et plus profondes l'ont précédé. Ce fut seulement le parjure qui endort la peur ou le doute.

J'ajoute - et c'est un thème étonnamment chrétien - le rachat de ces quatre ans de honte, le rachat de ces intrigues et de ces faiseurs. Aucune beauté ne sera vaine ; aucun héroïsme perdu. Il donne de nouveau le goût d'être homme. Il fait l'excuse de la condition humaine. Il couvre les violences, les lâchetés et les trahisons.

Puissent les lendemains n'y point ressembler et prendre le reflet aux feux et aux sangs de la lutte simple, droite et pure. »

[265]

M.P. - Ma résistance se trouvait en moi, depuis l'origine, enracinée dans mes engagements, dans mon désir difficile et fragile de me battre depuis le début. Cette espérance, fidèle à mon père, à mes proches, à mes valeurs, en définitive, m'a permis de servir dans les conditions que nous avons dites, contre les contradictions et les sollicitations mauvaises de l'occupation, voire contre la désespérance de certains soirs, contre mes peurs, contre mon fatalisme. La victoire proche est apparue en la personne de Gaston Cusin.

[266]

La rencontre avec le Commissaire de la République Cusin

[Retour à la table des matières](#)

M.B. - Avez-vous un souvenir précis de votre premier contact avec Gaston Cusin, nommé par le général de Gaulle et par le général Giraud commissaire de la république pour la région de Bordeaux en novembre 1943 ?

M.P. - Roger-Samuel Bloch l'a rencontré le premier à Périgueux, sur le quai de la gare. Cusin lui déclara : « Moi, à Bordeaux, je connais peu de monde dans l'administration, en dehors du directeur du port et de quelques douaniers »... Bloch répondit : « Tu vas voir le secrétaire général Papon, il est des nôtres. »

Lorsque Cusin arriva, il me contacta aussitôt à la préfecture. Christian Campet, second de Roger Landes, chef du SOE anglais en Aquitaine, l'a rappelé dans sa déposition brève, mais fulgurante :

« (...) J'ai accompagné Monsieur Cusin à la préfecture où il avait rendez-vous avec un de ses correspondants qu'il voyait depuis fort longtemps, Monsieur Papon. Il est certain que si le représentant du général de Gaulle, Commissaire de la République, ami personnel de Jean Moulin prenait le risque de ce contact c'est qu'il avait des garanties sur le patriotisme de Monsieur Papon (...). À cette époque, il n'était pas facile d'être préfet, magistrat, ou commissaire de police. »

Cusin ne s'est pas dégonflé. Il a fait passer comme nom : « Monsieur Gervais. » C'était un bonhomme de très grande taille, comme le général de Gaulle !

[267]

M.B. - Est-ce qu'il vous a dit tout de suite qu'il était le commissaire de la République ?

M.P. - La première fois, il a fait appel au parrainage de Roger-Samuel Bloch, sans même citer Campet qui tenait à l'anonymat et l'attendait dans le salon. Sans cela je ne l'aurais pas reçu. Je me suis méfié de lui ! Parce qu'il n'est pas venu en tant que Cusin, mais sous le pseudonyme de « Monsieur Gervais »... Et quand je l'ai reçu, il n'était pas tranquille ! Il regardait tout autour de lui, se retournait. Il a mis fin brutalement à l'entretien. Il y a eu comme le passage furtif d'un sentiment de doute. Se méfiant de tout, pensant peut-être que par la porte la Gestapo l'arrêterait...

Il est vite revenu là-dessus... Comme j'avais senti son désarroi, parce qu'il était vraiment inquiet, je lui ai dit : « Il faut que nous ayons un autre contact. Le mieux, c'est que vous me touchiez à mon domicile, 54, rue David-Johnston. Au premier. Si vous voyez les rideaux tirés, n'entrez pas. » On avait un langage symbolique, comme toute la Résistance le pratiquait... Ça a marché. Il est venu.

Il a eu une difficulté avec la concierge, une femme fort désagréable qui ne voulait pas le laisser rentrer. Je suis intervenu... À partir de ce moment-là, la glace était brisée. La conviction était faite de part et d'autre qu'on ne tombait pas dans un traquenard.

La Résistance ! La Résistance ! Des avocats d'aujourd'hui me reprochent de ne pas avoir été couché sur des listes de noms... Comme a répondu Maurice Travers : « Heureusement, car lui étant dans l'administration, il fallait qu'il reste secret. C'était précieux »... Il faut se mettre dans la peau de l'époque. On doutait de tout le monde. On avait donc des consignes entre nous... Cusin venait me voir plutôt à l'appartement, parce que c'était quand même plus prudent qu'à la Préfecture, quoi qu'à la Préfecture, il y est entré deux ou trois fois pendant l'occupation.

M.B. - Cusin vous a-t-il montré son arrêté de nomination par de Gaulle et Giraud ?

M.P. - Je l'ai vu après. Mais pas le jour même. La confiance était établie. Il jouait la prudence aussi. C'était normal. On doutait de tout ! Je venais moi-même d'être interrogé déjà deux fois par Stroebel et par Dhose. C'était peut-être un cafard !

M.B. - Vous a-t-il parlé rapidement des consignes d'Alger ?

M.P. - Oui. Tout de suite.

M.B. - Quelles tâches vous a-t-il confiées dans la clandestinité ?

[268]

M.P. - D'abord de préparer la mise en œuvre du dispositif de rétablissement de la légalité républicaine, qui touchait à la fois le domaine politique, administratif, économique. Deuxièmement, les hommes, pour occuper les postes. Qui fera quoi ? J'ai eu une tâche terrible. Presque de délation. C'était de dire à Cusin : « Ne comptez pas sur celui-là. Il a été comme ça »...

M.B. - Avant la Libération même, et avant la passation de pouvoir Sabatier-Cusin, vous lui mettez la police en main - acte très important pour Cusin...

M.P. - C'est dans mon bureau effectivement qu'il m'avait demandé de convoquer tous les chefs de la police pendant l'occupation, et avant le dénouement. Ce que j'ai fait. Quand je leur ai dit : « Vous allez rencontrer le commissaire de la République », ils ont été effrayés, sidérés. Certains, comme le commissaire Bonhomme, étaient épatés que cette réunion se tienne dans mon cabinet...

Je ne proclamais pas évidemment que je participais à la Résistance. Ce qui prouve que la clandestinité de la part de Cusin comme de ma part, était bien observée. Là, évidemment, si on avait été coincé, ça faisait un beau panier !

M.B. - Parmi tous ces chefs de la police, qui sortaient frais émoulus de la répression bordelaise et vichyssoise, certains ont été promus, que vous considériez comme des hommes sûrs et valables : Bonhomme, Durand...

M.P. - Oui, ceux que je connaissais. Parce que moi, je n'avais pas autorité sur la police. Je n'y pouvais rien. Cusin a fait venir comme intendant de Police Monsieur Georges, après. Évidemment, pour la mise en ordre, il comptait un peu sur moi. Mais je la connaissais mal, la police. J'ai vu ça surtout avec Chapel.

M.B. - Chapel a été dans le coup, avec vous, pour vous aider un peu auprès de Cusin ? Je parle de l'aide dans la clandestinité pour constituer les listes de « dauphins »...

M.P. - Pas du tout.

M.B. - C'est vous seul qui avez travaillé ?

M.P. - Oui. Mais je me renseignais, surtout pour un personnel que je connaissais mal, comme le personnel de police.

M.B. - Vous êtes-vous posé la question, avec Cusin, des cas de Sabatier et de Duchon ?

M.P. - Ils ont été très bien traités ! On a accusé Cusin de les avoir trop bien traités et on a dit que j'en étais responsable. [269] Sabatier, Cusin l'a mis en disponibilité -je ne le regrette pas du tout - et à la disposition du ministre de l'Intérieur. Celui-ci ne l'a pas révoqué. Duchon, la même chose : il a été nommé général. Je reviens au cas Sabatier, qui m'est sensible, car, quand même, j'ai servi cet homme-là pendant dix ans. Il a été jugé assez patriote par le général Koenig pour être l'adjoint de Lafon à la direction des affaires d'occupation à Wiesbaden. Il n'aurait pas été choisi s'il avait été classé comme collaborateur.

M.B. - Pour Cusin, Sabatier n'a pas posé de problème ?

M.P. - Non. Du tout. Je sais que le rapprochement s'est fait très correctement...

M.B. - Par Robert Castanet ?

M.P. - Voilà. Pas par moi !

M.B. - Castanet m'a raconté comment il avait trouvé le filon pour faire venir Sabatier rue David-Johnston... Ce n'était pas chez vous, mais chez Monsieur Attané, un autre résistant... On a parlé de vous, lors de cette réunion... Tous ont souri, car Sabatier montrait qu'il ne savait pas que vous étiez déjà en contact avec Cusin, depuis plusieurs semaines...

M.P. - Il y avait Chapel ?

M.B. - Non. Sabatier et Castanet, seuls... Et lorsque Sabatier est revenu vers la préfecture, tout fier d'avoir rencontré la Résistance... il vous aurait convoqué avec Chapel, peut-être, dans son bureau. Confirmez-vous ce fait ?

M.P. - C'est vrai. Il s'écria, furieux : « Vous ne m'avez rien dit ! »... L'entrevue fut un peu froide. Il découvrait que je n'avais pas été régulier avec lui. Ce qui était un peu vrai, je le répète. Mais pouvait-il en être autrement ? Je ne le crois pas. J'en étais triste malgré tout, quels qu'aient pu être nos désaccords...

M.B. - De Gaulle et Jean Moulin avaient beaucoup réfléchi à toutes ces questions à Londres. Dès 1941, ils avaient défini des critères d'épuration de l'administration et ce qu'était selon eux la « collaboration ». C'est pourquoi ils avaient donné des instructions précises au terme desquelles il leur semblait nécessaire et même tout à fait légitime que les commissaires de la République prennent comme directeurs de leurs cabinets les secrétaires généraux des départements où ils arrivaient en poste. Pour les gaullistes, et en fait pour l'ensemble de la résistance (le BCRA, le CGE, l'Assemblée provisoire d'Alger, la Délégation de Paris), les fonc-

tionnaires policiers et préfectoraux pouvaient être des dauphins [270] acceptables dans la mesure, disent les instructions, où ils ne s'étaient point compromis avec les Allemands, n'avaient point fait de zèle, n'avaient point étalé de sentiments germanophiles, possédaient une compétence technique incontestable. Selon cette analyse réaliste, fondée sur la nécessité de remettre très vite en marche la structure de l'État, les questions d'épuration devaient être posées après la phase provisoire, pendant laquelle toute autonomie était laissée aux commissaires de la République.

M.P. - Les mesures en question correspondaient incontestablement à la stratégie du général de Gaulle, de disposer d'une administration à sa main au fur et à mesure de la libération du territoire, et de réduire ainsi à néant les tentatives américaines de mettre en place une administration d'occupation, de même que les tentatives communistes de prendre le pouvoir à force d'émeutes et de massacres, comme il s'en est hélas produit localement.

M.B. - Les hommes de Londres et d'Alger considéraient par ailleurs qu'il fallait distinguer entre responsabilité politique et responsabilité administrative, criminaliser les actes des hauts fonctionnaires seulement au niveau des secrétaires généraux de ministère (René Bousquet par exemple), et prendre en compte, dans les actes des fonctionnaires territoriaux, la contrainte de l'ennemi liée à l'application forcée de la Convention d'Armistice de 1940.

M.P. - Vous remarquez qu'il a fallu cinquante ans à mes adversaires pour faire oublier le contexte de l'époque et les résolutions du pouvoir gaulliste afin d'imposer leurs affabulations sans le moindre souci de la réalité et du droit.

M.B. - Autrement dit, avoir arrêté des résistants sous la menace comminatoire des SS (dont des gaullistes), avoir arrêté des juifs, ou participé au processus d'oppression à un quelconque niveau de la chaîne, en zone occupée surtout, ne constituaient nullement des chefs d'inculpation recevables. La Résistance, dans sa politique d'épuration, rechercha à tous les niveaux, des tribunaux aux commissions internes d'épuration administrative, ministère par ministère, des « crimes de guerre » commis par les Allemands et des actes de trahison de la part de Français qui étaient des complices idéologiques. L'engagement de ceux-ci fut clairement défini

par une ordonnance de René Cassin de 1944 indiquant la liste des mouvements compromettants (Amis du Maréchal, Groupe collaboration ...). Les fonctionnaires, à qui les [271] gaullistes avaient demandé de rester en poste, notamment en zone occupée, afin de protéger la population, d'observer le processus d'occupation, et d'aider la résistance, voire de la rejoindre, notamment une fois le processus de libération locale enclenchée, se trouvaient donc protégés en raison de leur statut.

M.P. - C'est ce qu'on a appelé le rétablissement de la légalité républicaine.

M.B. - Donc, dûment recommandé par Roger-Samuel Bloch, vous vous êtes mis normalement au service de Gaston Cusin, d'autant que vous étiez gaulliste notoire, patriote, « américainophile » et, bien sûr incontestablement un résistant clandestin.

M.P. - « Américanophile » d'après les Allemands !

M.B. - Personne n'a voulu poser le problème jusqu'ici des critères gaullistes, partagés donc par l'ensemble des responsables de la résistance intérieure et extérieure. Les postulats étaient différents de ceux d'aujourd'hui. Même Jean Morin, résistant, proche d'Émile Lafon à la Délégation de Parodi, membre en 1944 du cabinet de Tixier, ministre de l'Intérieur du gouvernement provisoire, m'a déclaré crûment qu'il n'existait aucune instruction gaulliste en la matière. Or j'ai retrouvé, les instructions générales que portait sur lui Gaston Cusin, données par Michel Debré et Emile Lafon, de même que les instructions de Jean Moulin et de Gaulle écrites à Londres avant le parachutage de Moulin en France. Les textes existent dans les Archives du ministère de l'Intérieur de Londres et d'Alger. Qui les a consultés lors de votre procès ?

M.P. - Pourquoi cette ignorance feinte ? Pourquoi ces interprétations systématiquement péjoratives ? Outre que les avocats ont dans l'ensemble manqué de connaissances historiques, il faut compter aussi avec ceux d'entre eux qui, d'obédience communiste, s'opposèrent viscéralement à la politique gaulliste. Pourquoi ? C'est bien simple. Alors que la France, à la Libération, risquait, ou d'être placée sous administration américaine - l'AMGOTT - ou d'être la proie des entreprises

communistes, dont on a vu quelques exemples à Limoges ou à Marseille, le général de Gaulle, dès le début 1942, avait tout prévu : il lui fallait une administration à sa main, c'est-à-dire un État neutre et maître de la rue quand sonnerait l'heure de la Libération. Les communistes n'ont jamais pardonné à de Gaulle de les avoir battus au poteau. Est-ce que par rapport à certains au cours du procès, [272] je n'en ai pas un peu encore payé, un demi-siècle après, les pots cassés.

M.B. - Quel poste officiel Cusin vous confia-t-il ?

M.P. - Mon malheur, car je crois que c'est à la clé aussi de mon histoire, c'est que Cusin m'a dit : « Je vous garde comme directeur de cabinet. » À quoi j'ai répondu : « Vous n'y pensez pas ! C'est contraire au bon sens ! J'ai été secrétaire général de la préfecture de la Gironde du gouvernement de Vichy. Les gens ne vont pas comprendre... » Il me rétorqua : « Je suis investi par le général de Gaulle, je vous donne l'ordre » ! S'il était là, je pense qu'il reconnaîtrait que j'ai fait une objection... J'ai ajouté : « Puisque vous me donnez l'ordre, je prends la fonction avec les risques qui seront pour moi des risques personnels »...

M.B. - Vous pensiez que les résistants de Bordeaux allaient s'opposer à vous ?

M.P. - Oh oh oh ! Les vrais résistants de Bordeaux ? Il n'y en avait plus beaucoup en 1944 ! La résistance locale était en lambeaux après les affaires Renaudin et Grandclément.

M.B. - Mais il y avait un comité de la Libération, qui était présidé par Delaunay...

M.P. - Cet individu avait passé sa résistance, et ça, ce n'est pas moi qui le dit, c'est Lamarque-Cando, président du CDL des Landes, membre du SOE d'Aristide..., dans les palombières du département quelques mois avant la libération ! Il lisait des livres de droit pour être préfet à la Libération. Pendant que sa femme, inspectrice d'Académie, faisait chanter « Maréchal nous Voilà » dans les écoles des Landes !

M.B. - Votre avis fut partagé par le Commissaire de la République, Gaston Cusin, et par son entourage rapproché. Delaunay, qui fut tout de même président du Comité départemental de la Gironde, a été pris effectivement dans des polémiques par divers résistants locaux. Selon Jean Morin, la direction du personnel du ministère de l'Intérieur reçut à Paris une délibération du comité de Libération vous concernant, protestant contre l'avancement abusif que Cusin vous donnait en vous nommant préfet. C'était signé Delaunay. Cusin, saisi de l'affaire par Jean Morin, téléphona aussitôt en disant : « Qu'est-ce que c'est que ce papier ? Cela ne vous regarde pas. » Delaunay, contacté par Jean Morin à Bordeaux répondit : « Ce n'est pas moi qui ai signé, ils ont fait ça pendant mon absence »... Cusin envoya aussitôt un [273] démenti au ministère de l'Intérieur. Vous étiez critiqué par le CDL en raison de votre avancement au rang de préfet, qui n'était qu'une nomination « pour ordre » dans les Landes, de même que pour avoir protégé Garat et quelques autres, comme s'il s'agissait d'un plan concerté. Sans oublier la révocation de Maurice Claux, dont nous avons parlé, et dont la commission d'épuration du CDL vous rendait responsable.

M.P. - J'étais, je le redis, arrivé à Bordeaux comme secrétaire général, c'est-à-dire comme sous-préfet hors classe. Je suis sorti comme sous-préfet hors classe ! Celui qui m'a nommé préfet, c'est de Gaulle ! proposé par Cusin et le ministre Tixier.

M.B. - Lorsque Gaston Cusin vous a désigné, Jean Morin, de la direction des personnels à l'Intérieur lui a téléphoné en précisant : « Votre acte est illégal. Vous avez le droit de charger quelqu'un des fonctions de préfet, mais vous n'avez pas le droit de nommer préfet votre directeur de cabinet. Donc on annule votre arrêté. Envoyez le dossier. On demandera que Papon passe devant la commission d'épuration du ministère de l'Intérieur, et si la commission d'épuration le blanchit, on proposera au ministre et au général de Gaulle, de le nommer cette fois-ci préfet, directeur de cabinet »...

M.P. - Les nominations « pour ordre » ne sont pas régulières.

M.B. - Entre temps, Cusin vous a nommé préfet des Landes afin de vous donner, en tant que son directeur de cabinet régional, le grade correspondant pour échanger d'égal à égal avec les préfets des départements sous ses ordres. Mais la Résistance des Landes avait désigné comme préfet un nommé Charry, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées qui, finalement, est resté sur place. Lamarque-Cando l'a plus ou moins chargé des fonctions de préfet d'une manière aussi illégale. Et quand le gouvernement a envoyé un préfet désigné par Paris, Charry est redevenu inspecteur général des Ponts...

Le jour de la passation officielle de pouvoir entre Cusin et Sabatier étiez-vous présent ?

M.P. - Ne parlons pas de passation de pouvoir « officielle ». Je n'ai pas voulu intervenir, à cause d'une situation dont j'avais souligné le risque à Cusin. Je lui avais demandé, je vous l'ai dit, de ne pas me prendre comme directeur de cabinet. On allait dire que j'étais de Vichy... J'allais porter tous les péchés... C'était prévisible à l'époque. Cela aurait été intenable pour moi. On a en discuté [274] longtemps. Je rechignais. Cusin, je le répète, m'a intimé l'ordre de rester. « C'est cette décision qui a scellé mon destin Si je n'avais pas été directeur de cabinet de Cusin, je n'en serais peut-être pas là... Le CDL a protesté aussitôt. Mais les vrais résistants ne s'y sont pas trompés. Lisez la lettre du successeur de Cusin à Bordeaux, Jacques Soustelle, chef des services spéciaux à Alger, surabondamment informé, adressée à Monsieur Le Troquer, ministre de l'Intérieur, ainsi formulée :

« Mon cher Ministre et Ami,

Je crois de mon devoir de vous signaler que parmi vos jeunes préfets figure un de mes anciens collaborateurs au Commissariat de la République de Bordeaux.

M. Maurice Papon, préfet chargé de la sous-direction d'Algérie a été mon Directeur de cabinet à Bordeaux. J'ai pu apprécier son esprit d'initiative, de pondération et le sens élevé qu'il possède de ses responsabilités. À plusieurs reprises, il a résolu des situations difficiles, témoignant ainsi de remarquables qualités de maîtrise et d'un sens politique aigu. Le travail de M. Papon dans la résistance lui donnait à Bordeaux une autorité incontestée dans tous les milieux. »

Signé : Jacques Soustelle.

Sans commentaire...

[275]

Le « relais » de la libération de Bordeaux

[Retour à la table des matières](#)

M.B. - Avez-vous des souvenirs de la Libération de Bordeaux, en tant que directeur de cabinet du commissaire de la République ? Lui qui sut si habilement utiliser vos compétences administratives et exploiter vos grandes capacités de travail ?

M.P. - Cusin m'a dit : « Je ne veux pas m'installer à la préfecture ! Parce que je suis commissaire régional. » Faute de bâtiment, on s'installa à l'Hôtel Splendid. Je fus chargé d'organiser tout cela : tables, chaises, bureaux... Son équipe, il l'avait amenée avec lui : Ehrard, Maffart, Combaz... Cette préoccupation « géographique » fut très prenante.

Le 28 août 1944, je n'étais pas dans la rue en train de crier : « Vive la Libération ! Vive de Gaulle » ! Je travaillais pour organiser le commissariat et l'intendance de Cusin... Mais je me souviens bien de l'effervescence de la Libération dans les rues de Bordeaux. La journée fut surtout marquée par les défilés des troupes qui, pour la plupart, venaient des maquis, mais dont la majorité était commandée par des communistes qui n'étaient même pas français... Un certain commandant Docteur, un hongrois... je crois. Cusin s'est méfié : « Attention ! »... D'autre part, il y eut une querelle gratinée entre les militaires, le général Moraglia et le général Druilhe. Celle-ci fut plus ou moins arbitrée par Chaban-Delmas quand il passa, d'un saut d'avion, 24 heures à Bordeaux...

M.B. - En avez-vous un souvenir précis ?

M.P. - Oh oui ! On avait fait un déjeuner ensemble. Comme des FFI ou des FTP voulaient se signaler, je me souviens qu'au restaurant du Splendid, on avait dû fermer les volets métalliques parce que les types tiraient des coups de feux d'armes automatiques, contre qui ? Il n'y avait plus d'Allemands... C'était du [276] théâtre ! Ça n'a jamais pris. Chaban, en jeune général dans un costume sorti de chez le tailleur, séduisant, faisant la cour à Madame Cusin, à Madame Papon, racontait son épopée à bicyclette de Coutances à Paris et de Paris à Coutances. Il avait été l'adjoint militaire de Parodi. Chaban, comme toujours, brillait de mille feux !

M.B. - Cusin, refusant de reconnaître son rang, n'avait-il pas, à ce qu'il m'a révélé, refusé de l'accueillir à l'aéroport ?

M.P. - Il y eut en effet un incident... Et aussi le conflit entre Moraglia et Druilhe...

M.B. - Cusin était-il vraiment prisonnier des Anglais, comme l'a prétendu Chaban dans la version romanesque de son bref et insignifiant passage à Bordeaux ?

M.P. - Cusin était « prisonnier » de... sa garde noire de Zoulous !

M.B. - Cusin avait autour de lui une garde noire ?

M.P. - C'étaient des Somaliens. On les appelait les « Zoulous » pour blaguer, entre nous...

M.B. - Pourquoi les avoir choisis comme gardes au Splendid ?

M.P. - Parce qu'ils étaient immenses de taille, impressionnants. Ça renforçait l'autorité du Commissaire de la République, face aux maquisards en tenue débraillée ! Tout ça n'a pas duré longtemps ! Cela faisait partie du théâtre de transition.

M.B. - Qui servait dans votre propre équipe auprès de Gaston Cusin ?

M.P. - Alors là, j'ai fait venir deux ou trois garçons... Jacques Dubarry, Somveille, qui après avoir fait carrière avec moi, a été un brillant Préfet de police. Un autre, Sampieri, qui me fut hostile avant le procès, mais changea de cravate et vint ensuite s'excuser du rôle que certains réseaux avaient voulu lui faire jouer contre moi.

M.B. - C'était un travail jour et nuit ?

M.P. - Très difficile. Ce fut une période où je travaillais facilement 16 à 18 heures par jour ! Même la nuit. Afin de mettre au point des textes, des rapports à Paris, les épurations qui commençaient, les rapports avec le pouvoir judiciaire (on avait comme membre de l'équipe du commissariat un magistrat, Fernand Chapar, garant de la légalité des mesures que nous devions prendre). Tout ce qui était politique passait par moi puisque j'étais directeur de cabinet de Gaston Cusin.

[277]

M.B. - À ce titre, avez-vous beaucoup influencé le Commissaire de la République ? Vous le pilotiez tout de même un peu. Par exemple pour l'épuration...

M.P. - Oui, dans la connaissance du milieu bordelais. Il m'avait pris aussi pour cela !

M.B. - À la lecture des rapports de quinzaine du commissariat à de Gaulle, on ressent l'influence importante que vous avez eue. Cusin, écrit d'ailleurs à votre sujet, dans un de ses comptes-rendus à Paris, que vous l'aviez éclairé sur « *les pharisiens de la Résistance* » qui ne vous avaient jamais pardonné votre « *clairvoyance* »...

M.P. - Par exemple Delaunay, qui s'est vengé avec son fameux papier du CDL ! Lors de mon affaire, Cusin et Bourgès-Maunoury ont tancé Delaunay qui a été obligé d'écrire une lettre de retournement. Il se vengeait de ce que j'avais révélé de lui à Cusin, sur son attitude discutable pendant l'occupation et à la Libération.

M.B. - Les activités de directeur de cabinet du commissariat de la République furent importantes. Cela vous changeait de la période Sabatier. Vous avez fait en quelque sorte repartir le nouvel État républicain dans la région ?

M.P. - Ce fut effectivement une tâche considérable. Quant à la manière de travailler de Cusin, elle était à un stade plus élevée, plus généraliste, nous en avons parlé.

M.B. - Par rapport à la fonction qu'ont attribuée à Cusin de Gaulle et Giraud en novembre 1943, pensez-vous que ce commissaire ait été à la hauteur ? Aujourd'hui, Cusin a été dénigré. Pire : oublié. Pas une rue de Bordeaux ne porte son nom...

M.P. - Les bordelais lui en ont voulu un peu parce que lui-même, peut-être à un certain degré, a pris Bordeaux de haut. Vous comprenez ? Aujourd'hui, c'est Delaunay qui a « sa » rue. Il ne méritait pas mieux qu'une impasse ! C'est significatif que Cusin, ami personnel de Jean Moulin, soit passé à la trappe !

M.B. - Cusin était assez froid ? Cassant ?

M.P. - Voilà. B était honnête, détaché des entregents de cette ville qu'il jugea durement, en Allobroge. Mais à d'autres moments, il sut se montrer charmeur, et charmant.

M.B. - Cusin se montra lointain, par rapport à cette ville assez molle, à qui il déniait toute résistance effective...

M.P. - Il n'avait pas alors ce que j'appellerai l'expérience préfectorale, [278] le contact politique. Il faut savoir sourire au type qui vous traite de ce que vous voudrez.

M.B. - Par rapport aux résistants de Bordeaux...

M.P. - Il n'y en avait pas beaucoup ! Des vrais !

M.B. - La Résistance locale n'a-t-elle pas été gangrenée par l'affaire Grand-clément ?

M.P. - Certes, mais je ne l'ai connue que de l'extérieur...

M.B. - Avez-vous eu des éléments d'information sur la mort de Claude Bonnier, *Hypothénuse* pour le BCRA ?

M.P. - Non. Je me suis juste rendu à l'exhumation pour la reconnaissance de son corps en présence de sa femme... Ce fut affreux...

M.B. - La venue du général de Gaulle marquait une délivrance... Était-ce la première fois que vous aviez un contact avec cet homme mythique ?

M.P. - Ah oui ! Là aussi, je fus chargé, ce qui était normal pour un directeur de cabinet, de l'organisation de la journée qui s'est déroulée à la préfecture. Je m'étais rendu à Mérignac avec Cusin, pour l'accueillir. J'organisais le banquet. J'ai aussi coraqué le Général dans les salons de la préfecture. Il demanda que soit mise une chambre à sa disposition. Je me souviens lui avoir donné du feu, j'ai échangé quelques mots, comme cela...

M.B. - En avez-vous un souvenir précis ?

M.P. - Très précis ! Il se montra très gentil. Il fumait cigarette sur cigarette, comme un pompier. En en sortant une, cherchant du feu, comme je fumais aussi, je lui tendis mon briquet. Je lui dis : « - Avez-vous besoin de quelque chose » ? On bavarda. Il me répondit : « - Alors, C'est fini ? - Heureusement, mon Général. - Vous étiez à Bordeaux depuis 42 » ? Il était au courant. Il avait lu la fiche, avant de venir ! Je lui répondis : « Oui ! J'en ai vu de dures »... Alors il ajouta : « C'est fini ! Bon, vous êtes gentil. Laissez-moi »... Avant chacune de ses interventions publiques, il se recueillait pendant dix minutes, un quart d'heures... Il révisait ce qu'il allait dire. Je me suis aussitôt retiré discrètement. Je l'ai attendu. Puis je l'ai conduit au balcon de la préfecture. C'est là qu'il a fait sa harangue historique... Le soir, je l'ai reconduit à l'avion...

J'ai revu le Général après, à Ajaccio, où j'étais préfet, lors d'une réunion du RPF. « - Mon général, je me permets de vous rappeler qu'avec Monsieur Cusin, j'ai eu l'honneur de vous [279] accueillir à Bordeaux en septembre 1944. » « - Ah, Bordeaux ! Quelle pagaille ! Quelle pagaille » ! Je me suis dit que la prochaine fois, j'avalerais mon compliment.

M.B. - Il parle dans les mêmes termes de Bordeaux dans ses *Mémoires de Guerre*, attentif qu'il avait été aux faux résistants qui défilaient en désordre... En repartant pour Paris, Gaston Palevski, son directeur de cabinet ne vous a-t-il pas félicité en ces termes : « La République vous revaudra ça » ?

M.P. - Ils étaient très contents de l'accueil, de l'organisation. Tout ça a baigné dans l'huile. Effectivement, sans mériter tout cela à moi seul, Palevski se montra très attentionné. Il faisait aussi allusion à la Résistance pour laquelle Jules Moch, quand il fut ministre de l'Intérieur, m'a décerné la Légion d'Honneur.

M.B. - Vous avez quitté Bordeaux en 1945. Pour d'autres destinées...

M.P. - Je suis parti à l'arrivée de Bourguès-Maunoury - délégué du général de Gaulle pour la zone sud - qui succéda à Soustelle - chef des Services spéciaux à Alger -, lui-même nommé à la suite de Cusin quand celui-ci devint secrétaire général de l'Économie nationale, en remplacement de Mendès-France, démissionnaire. J'ai accueilli l'équipe Bourguès. J'avais les deux ans d'occupation, plus une année de Libération, à travailler 15 heures par jour. J'étais vraiment épuisé. D'ailleurs, je fus opéré à ce moment-là de l'appendicite... Je me trouvais en convalescence forcée. J'ai regagné le ministère de l'Intérieur... en septembre ou octobre 1945, pour devenir sous-directeur de l'Algérie.

M.B. - Comment un fonctionnaire quitte-t-il une ville ?

M.P. - J'ai eu un départ discret de Bordeaux. Je suis parti en deux fois. Une première fois, pour me faire opérer à Paris. Je suis retourné après pour demander mon congé. Et j'ai quitté la ville sans plus. Pas de flonflons, pas de départ officiel, contrairement à d'autres postes occupés plus tard.

Je vous ai parlé dans un style familier. C'est-à-dire sans fard et sans ronds de jambes, comme disait Cusin, qui aimait beaucoup cette expression : « Encore un cocktail de ronds de jambes ! »... me lançait-il... Je lui répondais : « J'irais les faire à votre place ! »... Pour les choses plus sérieuses, je l'accompagnais, comme lors de la réouverture de la Synagogue de Bordeaux, en présence du Grand Rab-

bin Cohen... Je me suis aussi rendu à la [280] Cathédrale et au Temple protestant lors des cérémonies de la Libération. C'était la République !

M.B. - Tactiquement, Cusin avait besoin de vous. Il a fait preuve d'une certaine habileté...

M.P. - Vous connaissez le rapport très élogieux du colonel Tissier disant que le rétablissement de l'administration à Bordeaux fut un modèle. Les fonctionnaires républicains avaient accompli leur mission !

[281]

VI

L'ÉTHIQUE DU FONCTIONNAIRE

[Retour à la table des matières](#)

[283]

M.B. - On a l'impression à vous lire, notamment dans *L'ère des responsables*, que vous avez, non pas l'illusion, mais le souhait d'introduire le philosophe dans la Cité ?

M.P. - Dans l'éclairage de l'action administrative et politique

M.B. - C'est donc une référence à la méthode intellectuelle qui prend le temps de méditer...

M.P. - Cette méthodologie j'ai essayé de l'approfondir et de l'approcher en termes plus pratiques - je crois que j'ai échoué, mais cela n'a pas d'importance - dans *Vers un nouveau discours de la méthode*.

M.B. - Vous donnez une conception de l'administration, de la rationalisation administrative qui n'est nullement technocratique, mais plutôt psychologique et humaniste.

M.P. - Dans les postes que j'ai occupés, dans la mesure où mes contemporains ne sont pas morts - il faut que je me rappelle tous les jours que j'ai 89 ans - que ce soit à Constantine, deux fois de suite, que ce soit même à la Préfecture de Police, où c'était rude, j'ai toujours essayé de gouverner avec les idées générales. Je ne me suis jamais laissé prendre par le rôle spécifique, ou par le rôle technocratique. Tout le monde vous le dira. Maître Boulanger, ne m'ayant pas lu a écrit sur moi un certain nombre de bêtises dans ses opuscules. C'est le Trissotin de ce procès.

M.B. - Est-ce une leçon de votre formation intellectuelle des années 30 à 40, ou bien est-ce plus tard que vous avez défini cette méthode ? À lire *L'ère des responsables*, on a l'impression que vous tirez aussi des leçons de ce que vous avez vécu sous le régime de Vichy..

M.P. - Oui. Le Senne m'avait d'ailleurs fait des reproches pour *L'ère des responsables*. Il m'a dit « Vous avez raté ce livre »... [284] J'avais cependant une certaine expérience. J'ai écrit ça en 1954, je crois, à 44 ans. J'avais donc l'expérience de l'administration, de la guerre, de l'après-guerre... Auprès de Cusin, on avait passé toute une année à mettre d'aplomb l'administration. Parce qu'elle était quand même sortie délabrée de la guerre et de l'occupation ! Je n'ai jamais refusé les tâches techniques. Mais j'ai essayé de les gérer avec un esprit de non spécialiste.

M.B. - U armée ne vous sert-elle pas de modèle ?

M.P. - Ah ! Il ne faut pas la rayer d'un coup ! Il y a une discipline, une méthode dans l'Armée.

M.B. - Dans *L'ère des responsables*, vous citez souvent le maréchal Foch...

M.P. - C'est un esprit supérieur !

M.B. - Principes de guerre... Vous parlez de la hiérarchie. Il y a un passage intéressant sur la discipline. Vous dites que la définition militaire reste insuffisante. Foch précise ce que c'est que bien agir, pour un fonctionnaire, dans le sens des ordres reçus : « *Il faut trouver son esprit par la recherche, par la réflexion, il faut réaliser les ordres, mais dans le caractère, l'énergie est d'assurer les risques que comporte l'exécution.* » Il y a tout un rejet de la paresse de l'esprit, de la routine, dans votre réflexion... Il s'en dégage une conception finalement très volontariste, très sceptique aussi sur les hommes. Une autre phrase est très significative, car peut-être résume-t-elle certains problèmes que vous connaissez aujourd'hui. Selon vous, les chefs déterminent l'action de leurs subordonnés : « *Les hommes ne sont pas identiques à eux-mêmes selon les chefs qui les commandent* »...

M.P. - C'est vrai, je l'ai observé. C'est un fait d'expérience. Quelques fois, mes prédécesseurs m'ont donné un collaborateur dont ils ne savaient que faire... Ce même agent s'est révélé avec moi - je n'y étais peut-être pour rien - plus que valable. Mais auparavant on ne lui avait pas fourni l'occasion de donner le meilleur.

M.B. - Vous citez, dans *L'ère des responsables*, votre professeur, René Le Senne, théoricien de la caractérologie. Vous proposez une typologie, pour le conseiller de synthèse, le philosophe que vous souhaitez, aux décideurs. C'est très platonicien !

M.P. - Oui. Gaston Berger a proposé lui aussi une théorie de la synthèse et de la prospective...

M.B. - Vous suggérez vous-même une typologie caractérologique, que nous avons pu apprécier en comparant précédemment [285] Gaston Cusin et Maurice Sabatier. Vous parlez des « actifs », des « suractifs », des « contemplatifs », des « émotifs », « intraversifs » et « extraversifs », des « primaires » et « secondaires » à fonctions tempérées...

M.P. - C'est utile, pour un responsable, d'essayer de connaître les hommes qui l'entourent. Il convient de disposer d'une grille de déchiffrement, pour employer une formule qui vous est familière. Mais dans la réalité, c'est plus compliqué pour comprendre un être humain : il y a l'héritage familial, l'origine géographique, le métier, la culture...

M.B. - Pour terminer ces remarques générales sur votre conception de l'administration, humaniste plus que technocratique et pragmatique, je vous ai communiqué un texte de Max Weber datant de 1919, sur l'honneur et le devoir des fonctionnaires, opposé à la responsabilité des politiciens de métier. On retrouve des considérations proches dans *L'ère des responsables*. Vous y parlez de la discipline, du statut du fonctionnaire, du serviteur de l'État, de l'intérêt général. Là, citant une phrase de Pierre Racine, vous écrivez que l'intérêt général c'est « l'objectif de l'administration ». Je voudrais aborder avec vous cette question de la responsabilité.

M.P. - Elle est majeure lorsqu'on sert l'État.

M.B. - Qu'est-ce qu'un fonctionnaire, aujourd'hui où nous observons moins d'État qu'il y a trente ans, au moment où l'administration actuelle est critiquée dans son coût, ses routines, son absence d'efficacité... ? En sachant qu'au cœur de cette interrogation, se situe aussi la question des relations entre Administration et Politique ? Vous écrivez, dans *L'ère des responsables*, que l'administration est pérenne, que l'État a une très longue durée et ne peut être prisonnier de l'événement, des circonstances, d'une pragmatique à courte vue. Selon vous, avec la vie moderne, l'État subit une loi qui entraîne la destruction de l'administration napoléonienne...

M.P. - Oui, dans le sens où celle-ci est caractérisée par une hiérarchie très forte.

M.B. - On voit remise en cause cette hiérarchisation et cette maîtrise sur des unités territoriales de la synthèse et de la coopération des services par des chefs représentant le gouvernement. On assista d'ailleurs, dès les années 20 ou 30, dans certains secteurs administratifs, à l'émergence d'administrations verticales et [286] sectorielles, dirigées par les bureaux depuis la capitale, diminuant l'autorité, notamment du pouvoir préfectoral, qui était la solution déconcentrée de la logique d'unification des services sur le terrain. Que pensez-vous de ces problèmes généraux, que vous avez vécus à des postes multiples, concernant donc le modèle « napoléonien » d'administration ? Et d'abord, comment posez-vous la question de la responsabilité du fonctionnaire par rapport à la responsabilité de l'homme politique ? Le fonctionnaire est-il au service strict du pouvoir ? Selon Max Weber, son honneur c'est d'obéir aux hommes politiques, avec tout son savoir, sans colère, sans émotion, même s'il n'est pas d'accord, politiques qui seuls sont responsables personnellement de leurs actes.

M.P. - Là, vous évoquez un problème fondamental dont la solution est difficile à exprimer. Car, bien que gaulliste, je ne peux pas ne pas évoquer l'épopée gaulliste qui fut à base de la désobéissance par rapport au gouvernement de Vichy. Désobéissance même pour moi, à mon tout petit niveau, en faisant de la résistance et en le dissimulant à Sabatier. Quoi qu'on dise, Vichy était légal, même non légitime. On le met de fort mauvaise foi sous la table ou sous le tapis. Il y avait une délégation de l'Assemblée nationale, malgré les Quatre-vingts minoritai-

res ! Là, il y eut un vrai drame personnel pour les fonctionnaires ! Ce fut aussi un vrai drame historique. On a d'ailleurs reproché, dans d'autres rangs que les nôtres, naturellement, au général de Gaulle, précisément, d'avoir fait l'apologie de la désobéissance et d'avoir, ce faisant, participé à la destruction d'un certain nombre de concepts, dont celui de l'État. Le général de Gaulle exerçant le pouvoir a rapidement mis fin à cette interprétation. Lui a réimposé ce qui est « dans *la nature des choses* », comme aurait dit Montesquieu : une certaine hiérarchie, une certaine obéissance, et une certaine discipline dans l'État. Un autre, sous son égide, l'a proclamé sur tous les tons : c'est Michel Debré, qui était resté jacobin. Je ne suis pas sûr, par contre, que le Général ait été jacobin, parce qu'il apparaissait plutôt d'instinct monarchiste. Dans une certaine mesure, ça ne se mariait pas. Mais Michel Debré, avec lequel j'étais très lié, fut un jacobin à part entière. C'est-à-dire qu'il était favorable au système napoléonien. Notre entretien le montre bien, nous avons vécu une crise, sous le régime de Vichy.

M.B. - Vous avez écrit vous-même dans *Le Jacobin*...

[287]

M.P. - Oui c'est autre chose !... L'État ! Là, on rejoint de Gaulle, parce que s'il avait une idéologie subconsciente d'essence monarchiste, pour lui, il y avait l'État ! Louis XIV, c'était l'État ! Colbert, c'était l'État ! Donc, tout ça se rejoignait. Et quand Michel Debré exaltait l'État, non seulement, il n'était pas en dysharmonie avec de Gaulle, mais il était dans son enjambée.

M.B. - Vous citez *Le Testament de Richelieu*, dans *L'ère des responsables*...

M.P. - Oui ! Première observation, pour dire que l'on ne peut pas répondre sans trouble à la question que vous posez. Si on est honnête. Si l'on est malhonnête comme beaucoup de politiques aujourd'hui, on n'en parle plus. Puisque nous sommes au temps de la pensée unique.

Deuxièmement - et c'est peut-être plus important dans ses effets que dans ses causes que l'épisode de la désobéissance patriotique qu'inspirait le Général -, c'est que (ça je le dis surtout dans *Vers un nouveau Discours de la Méthode*), nous

sommes victimes des progrès techniques. Sur le plan administratif, ils s'appellent technocratiques, peu importe. Cette évolution, si l'on y ajoute aujourd'hui, et avec quelles conséquences, le rôle de Bruxelles, transforme la question. Si vous raisonnez en fonctionnaire napoléonien, vous n'êtes plus dans le coup. Vous êtes un monument historique. Préhistorique, même. C'est une évolution qu'on ne maîtrise pas. Indépendamment du libre-arbitre de l'homme, qui crée une autre réalité que celle à laquelle on l'a préparé dans les écoles, par les doctrines, et le poids du passé. Maintenant, quel va être le contexte et la finalité de l'administration dans ce monde nouveau, avec ces deux déferlantes, celle technique ou technocratique, et celle européenne et bruxelloise ? La question reste entière. L'administration deviendra gestionnaire. Même les élus seront laminés, plus encore que le fonctionnaire, dont on aura toujours besoin.

M.B. - On ressent dans vos écrits une suspicion vis-à-vis du politique... même si de Gaulle...

M.P. - Non, de Gaulle est un homme d'État... On les compte sur les doigts. Et une main suffit ! La suspicion à l'égard des politiques, je suis bien placé pour l'avoir. A l'heure actuelle, si toutes les foudres sont tombées sur ma tête, c'est sur celle du fonctionnaire. Les politiques, eux, sont bien contents qu'un fonctionnaire trinque. On va pouvoir faire le procès de Vichy avec un [288] pauvre con... Ce mépris du monde politique - bien que j'en ai fait partie pendant une dizaine d'années -, non seulement je le maintiens, mais je le souligne à l'encre rouge !

M.B. - Comme dit Max Weber, c'est la responsabilité personnelle qui joue pour les hommes politiques, puisque ce sont eux qui s'affichent. L'administration constitue un obstacle pour eux, pour leurs intérêts, leurs ambitions. Dans les années 30, déjà, se posait la question de la réforme de l'État...

M.P. - Tardieu en avait parlé, parmi les premiers... Blum aussi, pour être juste.

M.B. - On essaie de considérer que le service de l'État passe par une administration modernisée, professionnalisée. Les syndicats, à l'époque voulaient cogérer leur administration...

M.P. - Prenez les syndicats d'aujourd'hui. Ils se métamorphosent en maintenant toutefois, c'est évident une connotation conservatrice.

M.B. - À l'époque cependant, ils rejetaient le clientélisme politicien, le népotisme, le clientélisme...

M.P. - D'accord. Alors qu'eux-mêmes l'ont pratiqué...

M.B. - Le syndicalisme dans l'État peut mener vers cette logique effectivement. Mais il revendiqua à l'époque une modernisation, une professionnalisation de l'administration. Pour vous, le concept de responsabilité du fonctionnaire, vécu à travers tous vos postes, revêtit-il un certain sens ?

M.P. - Bien sûr ! Je dis même que sous la Quatrième République que j'ai vécue intégralement, s'il n'y avait pas eu une administration, la France partait en petits morceaux. L'administration est la gardienne de la France !

M.B. - Dans *Les chevaux du pouvoir*, au-delà de votre admiration, comme de vos critiques, à l'égard du général de Gaulle, on ressent bien votre mépris pour les politiciens, les vieux chevaux de retour... Un passage réaliste et plein d'humour sur Mitterrand n'est pas très amène, notamment sur l'affaire théâtrale de l'Observatoire !

M.P. - Vous imaginez bien que pour moi ce furent des pages difficiles à écrire !

M.B. - Cela montre votre détachement par rapport au politique.

M.P. - Je dirais même que mon expérience d'homme politique, y compris mon expérience ministérielle au Budget, au cœur de tous les pouvoirs, me renforce dans ce sentiment.

[289]

M.B. - L'administration, c'est quoi pour vous, fondamentalement ?

M.P. - Là, je rejoins Debré. L'administration, c'est l'État. L'État, c'est la Nation. La Nation, c'est la France. C'est cela qu'on est en train de détruire ! Je ne peux pas vous dire ce qui se passera demain.

M.B. - Vous écrivez, dans *L'ère des responsables*, qu'obéir, c'est assumer. Est-ce qu'on doit assumer n'importe quoi ?

M.P. - À Bordeaux, dans la situation de contrainte menaçante où nous étions, il fallait assumer, faire tout son possible. De même, dans un contexte très différent, plus tard, dans mes actes de préfet, en Corse, en Algérie, et même à Paris, où j'étais pourtant surveillé de près, si j'ose dire, par le ministre de l'Intérieur avec lequel je m'entendais bien, j'ai pris des positions au nom de l'État et de la République que personne ne m'avait demandées ! Il faut assumer ! C'est ce mot, que vous avez détaché, qui me fait réagir de la sorte.

M.B. - Un fonctionnaire ne doit-il pas avoir cependant une conscience morale ?

M.P. - Oui. Il agit avec une pleine conscience morale !

M.B. - C'est vous qui parlez de « devoir moral », dans *L'ère des responsables*.

M.P. - Peut-être que j'ai eu tort de mettre en pratique cette théorie qui consiste à assumer. Je ne serais pas là où je suis aujourd'hui, si je m'étais lavé les mains à Bordeaux ! Ponce-Pilate n'est pas passé en jugement... Il est vrai qu'à Bordeaux, l'administration n'était plus totalement elle-même. Il y avait l'occupant. Nous avons subi son armée, ses polices, leur violence avec une intensité exceptionnelle... Mais il y avait des hommes à sauver et sans la conscience de ce devoir d'assumer, ce qui a été préservé l'aurait-il été ? Mais bien sûr les choses n'ont pas le même sens qu'en période de liberté et d'autonomie complète de l'État.

M.B. - Par votre éducation, vous avez reçu des valeurs et pris des engagements républicains...

M.P. - Humanistes, plus que républicains... L'humanisme n'est pas le privilège de la République. C'était une tradition, une culture.

M.B. - Cela tranche avec l'image que vous donnez en tant que préfet de police, reprise par vos adversaires politiques, qui ne vous ont pas épargné. On s'est employé à donner de vous une [290] image de dureté, de répression, avec les déportations, les prétendus morts de Constantine, les ratonades de 1961, Charonne...

M.P. - Pour Constantine, lisez les procès-verbaux d'audition du général de Boissieu ou de Michel Aurillac qui étaient sur place et qui savent de quoi ils parlent. Lisez les rapports du Haut magistrat que fut M. Patin, envoyé en Algérie pour faire le point et qui offre en exemple l'action préfectorale à Constantine pendant la rébellion. En ce temps-là, le journal *Le Monde* faisait mon éloge. Mes adversaires ont construit un mythe et le brandissent aujourd'hui comme une arme. Ce mythe est un *faux* de bas en haut. C'est du mensonge à la Goebbels ou à la Staline. Si je me suis trouvé dans les coups durs, c'est à l'Histoire que je le dois et aussi, permettez-moi de l'ajouter au choix dont j'ai été l'objet. On savait que je tiendrai. J'ai tenu ! Les communistes ne me le pardonnent guère ! C'est pourquoi

ils sont dès l'origine, par personnes interposées évidemment, dans cette affaire à leur mesure.

Est-ce qu'on connaît vraiment Charonne ? Je raconte comment ça s'est passé dans *Les chevaux du pouvoir*. Je n'ai jamais reçu de démenti ! Parce que c'est une relation de première plume. Il faudrait tout de même que ça se sache, car je suis saturé de procès en diffamation.

M.B. - Dans les attaques contre le fonctionnaire Maurice Papon, il y a cette idée qu'il a servi Vichy...

M.P. - C'est un artifice de mauvaise foi, nous l'avons démontré. Cela conforte ce que je viens de dire.

M.B. - Que répondez-vous à ceux qui colportent vous concernant une image de violence étatique, sans conscience, en dehors de toute conception humaniste de l'administration ?

M.P. - Ils n'ont pas lu mon livre, *Les chevaux du pouvoir* ...

M.B. - Vos adversaires ne vont pas jusqu'à lire vos livres ...

M.P. - Attendez, c'est le Général qui va vous répondre. Ce n'est pas moi.

Maurice Papon sort ses lunettes et lit une lettre du général de Gaulle à Georges Pompidou, du 10 novembre 1966 :

« Au poste de Préfet de Police qu'il occupait depuis plusieurs années, Monsieur Papon n'a jamais cessé d'être à la hauteur des circonstances les plus diverses et souvent, les plus difficiles... »

[291]

J'ai une autre lettre de Michel Debré, quand il a quitté ses fonctions en 1962 :

« Je tiens à vous exprimer toute la satisfaction que m'a causé pendant plus de trois ans le fonctionnement de la Préfecture de Police. Je vous demande donc de bien vouloir transmettre mes félicitations et mes remerciements à l'ensemble des services et du personnel placé sous vos ordres pour leur sens de l'État, leur dévouement et le courage dont ils ont fait preuve dans la lutte contre toutes les formes de subversion et pour le maintien de la sécurité de la capitale. Je désire également rendre un particulier hommage à vos qualités de chef et d'organisateur, ainsi qu'à la façon dont vous avez su exécuter une mission souvent délicate et difficile mais en tout cas indispensable pour la sauvegarde de l'État. Debré. »

Lorsqu'il y eut à freiner la ruée du FLN sur Paris en octobre 61, le Général me dit le lendemain, en me recevant dans son bureau à l'Élysée : « Alors, *Monsieur le Préfet*, vous avez failli être submergé ! »... Parce qu'il était avare de compliments... Je lui réponds : « - Non. » Enfin bref... Je bafouillais... Ce que le Général signifiait n'était pas faux. J'ai craint la marée ce soir-là. Qu'auraient dit les Parisiens ? Que la P.P. n'avait pas fait son métier. L'État en eût été ébranlé. On l'a bien vu en mai 68 ! Les barricades du Quartier latin ont fait vaciller l'État...

Je montre la stratégie du FLN dans *Les chevaux du pouvoir*. Le FLN, qui était plus loyal que tous ceux qui me poursuivent de leur haine, me dit : « Moi, je fais la guerre. » Je leur ai répondu : « - Vous faites la guerre ? Moi, je vais la faire aussi. » Ils l'ont toujours admis. Le délégué du FLN en France a reconnu : « Le Préfet de Police a été un adversaire dur, mais loyal. » Parce que ce qu'ils voulaient, c'était destabiliser de Gaulle en France. Avec tout le mouvement favorable à l'indépendance à l'époque, si de Gaulle tombait, tout le reste était cuit. Stratégiquement, ils n'avaient pas tort. Mais tactiquement, ils ont perdu la bataille.

M.B. - On reste selon vous dans le service de la défense de l'État. Non dans la violence ~ policière, comme le suggèrent vos détracteurs, mais parce que l'État est au service du bien commun ?

M.P. - Évidemment, mais que voulez-vous ! Contre la calomnie... Basile est le plus fort, en termes politiques. Il n'y a rien à [292] faire. C'est pour cela que le verdict de Bordeaux était ficelé à l'avance... Vous voulez présenter des faits nouveaux... Mais les faits nouveaux, cela ne sert à rien !

M.B. - Dans l'administration, le fonctionnaire est routinier, discret. Ses mots, ses écrits, ses signatures ne lui appartiennent pas toujours en tant que personne...

M.P. - Non. Il fait de la politique en sous-main.

M.B. - Il respecte cependant le fonctionnement de textes et de normes impersonnelles... En lui-même, il garde son franc-penser, sa conscience. Max Weber disait bien qu'il a un devoir d'obéissance apparente, jusqu'à un certain point. Doit-il garder en lui ses doutes, ses souffrances, ses interrogations ? Ou bien doit-il obéir et servir l'État d'abord ?

M.P. - C'est sa fonction. Obéir, ça dépend. Assumer toujours !

M.B. - En profondeur, tout au long de vos années bordelaises et dans la suite de votre carrière, avez-vous gardé votre for intérieur ?

M.P. - C'est ce que montre mon journal de façon irréfutable. J'avais toujours un recul par rapport à ce que je faisais...

M.B. - Le fonctionnaire que vous avez été conservait sa conscience morale en éveil ?

M.P. - Toujours...

M.B. - On met souvent en avant contre vous votre dimension policière... La police, en tant que fonction, effraie l'opinion, le citoyen...

M.P. - Mais la police, c'est l'État ! On voit toujours la répression. Que ne voit-on l'ordre, la paix - les gardiens de la paix, quel plus beau titre quotidiennement justifié !

M.B. - Vous avez été préfet de police. Peut-être avez-vous payé, quelque part, symboliquement, au cœur du gaullisme d'État que vous incarnez, le poids et l'image de cette difficile fonction ? Alors qu'à Bordeaux vous n'assumiez aucune responsabilité de police. C'est paradoxal ! On a certainement provoqué inconsciemment un amalgame ! Ce fut un anachronisme complet. On vous a imaginé à Bordeaux avec le pouvoir et les responsabilités que vous aviez à Paris vingt ans plus tard.

M.P. - C'est stupide, mais c'est certainement vrai ! La police, je le répète, c'est l'État. Elle est à peu près semblable à elle-même sous tous les régimes. J'exclus bien entendu les régimes communistes ou fascistes. C'est la sécurité permanente en tous [293] lieux et en tous temps. Dans un régime de démocratie, la police est un exercice difficile. Précisément, on doit respecter les principes républicains, la Déclaration des Droits de l'Homme. On n'invente rien, dans cette affaire. Tout en prévenant les incidents, les crimes, les délits, en disciplinant, ce qui est difficile, dans un régime de liberté, la vie collective, il faut sauvegarder, pour la préfecture de police notamment, la sûreté de l'État. C'est énorme, parce que c'est le libre-arbitre du pouvoir. Car, si le pouvoir est assiégé, l'objet de pressions, il n'a plus sa liberté de décision. On l'a bien vu en 1968, de Gaulle a dû quitter Paris pour retrouver sa liberté.

En cela, la police est un éminent facteur de la liberté, de la stabilité, et de l'ordre public. L'ordre public, ce n'est pas les matraques. La vie collective se déroule dans le respect de la liberté de chacun. On oublie trop souvent que les emprises sur la liberté publique ou sur les libertés privées, sont contraires au principe de la déclaration des droits de l'homme et à la philosophie des Français. Il faut concevoir une police comme un « mal nécessaire ». La nécessité doit s'accomplir avec le moins de mal possible. Ce fut une réflexion permanente dans mon métier. Je n'ai jamais exercé aucune fonction publique, sans réfléchir à son exercice même. J'ai essayé de faire mon petit Valéry. Je l'ai dit dans plusieurs conférences sur le sujet. La fonction publique, c'est accomplir ses devoirs, exercer ses droits, en se demandant de temps en temps : « Pour quoi faire ? » Je sais qu'aujourd'hui l'on me dénie tout cela...

M.B. - On vous dénie la réflexion sur votre pratique ?

M.P. - Oui. Cela n'a aucune importance. Mes écrits en témoignent... Je suis victime d'une entreprise de mauvaise foi. Donc, tout devient possible. Plus rien n'a de sens, que l'accomplissement de cette haine, de ce règlement de compte historique qui emporte tout.

M.B. - En démocratie, il est fondamental que la police ne puisse être, dans sa dimension « spéciale », un instrument systématique de gouvernement. Dans l'histoire de la police, à travers tous les régimes, on observe que ses hauts fonctionnaires restent à sa tête, au-delà des gouvernements et des ministres. Vous-même avez assumé une transition entre deux républiques.

M.P. - Oui. En 58. Changement de régime, à Paris, au siège des pouvoirs publics, sans une goutte de sang, je le répète ! Avec des rues et des places pleines de peuple !

[294]

M.B. - Le choix des chefs est décisif, en la matière. Vous avez été un chef, à la préfecture de police. Comment avez-vous fixé votre méthode de travail à ce poste ? On a fait de vous, lors de votre procès, l'homme de Charonne, celui des cadavres flottant dans la Seine, comme si vous aviez donné l'ordre, froidement. Qu'en pensez-vous ?

M.P. - Faut-il répéter que les cadavres jetés dans la Seine étaient des cadavres du MTLD, c'est-à-dire les partisans de Messali Hadj, éliminés par le FLN ? Comme vous le savez, dans tout mouvement révolutionnaire, l'ennemi numéro un, c'est celui qui est à côté de vous qui a le même objectif, mais par d'autres méthodes. Cela, on l'a vérifié par l'identité des gars que l'on a repêchés. Souvent ils avaient la gorge tranchée, comme le montrent les photos de l'identité judiciaire. On avait un fichier bien fait. Ils se trouvaient tous dans le MTLD ! Vous voyez des Français, fussent-ils policiers, trancher la gorge ou émasculer ? C'est aussi ridicule qu'odieux.

M.B. - Jamais vous n'avez donné l'ordre à des policiers de les pousser dans la Seine pour les noyer ?

M.P. - Vous êtes fou ? Notre objectif était de garder la maîtrise de la rue et de disperser une manifestation interdite. Comment peut-on imaginer autre chose ? D'ailleurs, les policiers n'auraient pas exécuté de tels ordres ! Une telle question est incongrue !

M.B. - Les policiers de la P.P. étaient pour la majorité syndiqués à gauche...

M.P. - Bien sûr ! Les policiers sont comme les curés ou les bonnes sœurs : ils marchent toujours par deux. Ce n'est plus valable aujourd'hui pour les curés... Il suffit d'être deux pour qu'il y en ait un contre ! Tout ça c'est du roman fumeux. Les chefs syndicalistes de la P.P. étaient communistes et socialistes pour défendre leurs intérêts. Mais fondamentalement, le personnel était avant tout gaulliste. Le premier venu ne peut comprendre cela d'emblée.

M.B. - A posteriori, n'avez-vous pas couvert vos hommes, malgré certains débordements ?

M.P. - C'est cela assumer ses fonctions de chef ! Cela ne veut pas dire que je ne lavais pas le linge en famille. Il y eut des sanctions et même des exclusions. Pour l'honneur de la Maison, je ne le braillais pas sur les toits, ce qu'auraient bien voulu les médias. Mais j'avais le respect de l'institution et des hommes [295] qui la servent. Dans le football, un carton rouge ne disqualifie pas l'équipe.

M.B. - Quelle fut votre méthode dans l'organisation des services et le choix des hommes, en tant que Préfet de Police ?

M.P. - Comme je l'ai dit, la police est faite pour la sauvegarde de l'ordre public et la sauvegarde de la liberté. J'ai choisi, comme équipe et comme directeur de services, des hommes que j'ai cru valables. Ils l'ont été. Notamment, le directeur général de la police municipale, M. Leguay, un ancien déporté que le général

de Gaulle a décoré dans la Cour du 19 août de la cravate de Commandeur de la Légion d'Honneur lors de la célébration du vingtième anniversaire de la libération de Paris. C'était un homme qui avait le sens du commandement et de la justice. Il connaissait à fond cette maison. À la PJ, il y avait un responsable, M. Fernet, qui était au mieux avec les magistrats, cela afin que les fameuses querelles entre justice et police n'existent pas. Comme collaborateur proche j'avais Pierre Somveille...

M.B. - Il venait de Bordeaux...

M.P. - Oui. On le connaît. Inutile d'insister sur la valeur de l'homme et du haut fonctionnaire. On l'avait recruté au cabinet de Cusin. Donc, résumons : choix des hommes. J'en ai changé aussi... J'essayais, comme vous, de comprendre à quel étage ils étaient... L'étage intellectuel. Et puis, la loyauté du caractère. Dans des périodes troublées, on ne pouvait se permettre d'avoir des types qui vous allumaient des pétards derrière le dos ou sous les fesses.

M.B. - Vous aviez également, c'est décisif, la confiance de vos chefs, le ministre de l'Intérieur, le Premier ministre et le général de Gaulle !

M.P. - S'il n'y a pas la confiance, il faut partir. Précisément ' en raison des définitions de la police et de son rôle que nous venons de donner.

M.B. - Avez-vous participé ou non, en 1966, année de votre départ, à la mise en place de la grande réforme de la police ?

M.P. - J'ai été l'objet, de la part du général de Gaulle, d'une prévenance étonnante. Il m'a dit, le jour de mon départ : « J'ai attendu votre départ pour mettre en route cette réforme de la police. » Il l'avait dans les cartons depuis deux ou trois ans... C'était délicat de sa part.

M.B. - Qui l'avait préparée ?

[296]

M.P. - Des gens du Conseil d'État avec l'ancien Président du Conseil constitutionnel, Noël, qui avait été dans le passé directeur de la Sûreté nationale alors que Chiappe était préfet de police. Ceci explique cela ! Le Général avait mis ça dans son tiroir, parce qu'il ne voulait pas que ça se traduise pour moi par une *capitis diminutio*. J'étais contre cette réforme, en bon préfet de police qui se respecte.

M.B. - Cette réforme allait à l'encontre d'une conception synthétique du pouvoir ?

M.P. - J'ai exposé clairement mon point de vue - le ministre connaissait ma position : Paris est spécifique. Il peut faire l'histoire tout court ! Depuis le prévôt des marchands, la capitale ne peut être justiciable de la recette qu'on appliquera à Angoulême. Ce n'est pas possible : siège des pouvoirs publics. Sûreté de l'État ! On ne fait pas de coup d'État à Angoulême.

M.B. - Cette réforme a fait couler de l'encre après l'affaire Ben Barka. La réforme de 1966 ne ressemble-t-elle pas un peu à certaines idées de réforme policière de Darlan, ou de Rivalland, valorisant une police spécialisée, sectorialisée, cloisonnée, au-dessus de l'unité préfectorale de terrain ?

M.P. - Effectivement. Il y a un exemple frappant. Dieu sait s'il y a eu des complots contre le général de Gaulle, liés aux soubresauts de la guerre d'Algérie. Au moment du putsch des généraux, le 21 avril 1961, quand on attendait les parachutistes dans un Paris en état de siège, avec une année hésitante, c'est la préfecture de police qui a assumé ! Le Général m'en a félicité.

M.B. - Parlons de vos rapports avec cet homme fascinant, le général de Gaulle... Ce n'était pas un politicien de cabinet. Qu'est-ce qui vous a uni à lui qui a incarné l'État, mais aussi la Nation et la France ?

M.P. - Il a été le soleil de ma vie. Je suis fier, bien sûr, de ma vie. Mais je pense que la vie que j'ai eu méritait d'être vécue grâce au général de Gaulle. J'ai là un côté un peu mystique. Il n'était pas commode. Mais il était bienveillant. Il aimait blaguer. Il était laconique. Il m'a dit des choses que je ne peux pas restituer. La pudeur des sentiments... tel qu'on a été élevé par ses parents. Mais enfin, je me souviens d'une soirée à l'Élysée, lors de la réception de je ne sais quel souverain. Il baladait celui-ci en rond pour saluer les invités appartenant aux différents corps de l'État. Il me voit. C'était un moment où l'on venait d'arrêter un [297] des grands chefs de l'OAS, rue de Sontay. Il me dit en aparté : « C'est bien ce que vous avez fait. » Je réponds, m'efforçant à la modestie : « On a eu de la chance. La difficulté, ajoutais-je, à l'heure actuelle, c'est qu'on a un corps de police de 25 000 gardiens, qui a été orienté dans la lutte contre le FLN, et qu'il faut maintenant faire basculer pour se battre contre l'OAS. Ce n'est pas commode. Il faut du courage. » Il me répond : « Du courage, on sait bien que vous n'en manquez pas ! » J'ai pris ça en plein visage. Je ne savais plus où me mettre. Ce qu'il demandait, c'était que, vulgairement parlant, « on ne la ramène pas ». Il n'aimait pas beaucoup les gars qui se mettaient en évidence, qui se gonflaient. Il les saquait.

Le 25 août 1964, on a fêté la Libération de Paris, avec le rôle spécial qu'avait joué la préfecture de police. On avait fait défiler toutes les unités dans la Cour d'honneur du 19 août. Au cours de son discours, le Général a déclaré :

« Ce qu'on vient de voir démontre que cette maison est commandée. »

Je n'ai pas eu que des réactions favorables. J'étais un peu trop important, à ce moment-là... Voilà l'ordre ! Mon uniforme blanc, les motards, les embarcations dont de Gaulle se demandait si elles allaient franchir le portail de la préfecture, à la Cité. J'ai eu quand même de bons moments avec les comptes-rendus de la brigade mondaine. Vous n'imaginez pas combien étaient chatoyants les ébats de ces Messieurs du grand monde imbus de vertu !

Si le Général avait pu penser que le gaullisme serait traîné aux Assises...

Il sied de montrer comment.

[299]

VII

LE GAULLISME AUX ASSISES

[Retour à la table des matières](#)

[301]

L'Inquisition

[Retour à la table des matières](#)

M.B. - Pourriez-vous reprendre à grands traits ce qu'on appelle « l'affaire Papon », ses tenants et aboutissants, qui précèdent en l'inaugurant le procès lui-même ?

M.P. - Voilà en effet un sujet qui, quoique banalisé, reste en fait largement méconnu. D'abord, le lancement des accusations à l'origine des poursuites judiciaires au motif de « crime contre l'humanité » - c'est déjà incroyable, plus de cinquante ans après la guerre - dont il semble que je sois le dernier « coupable » désigné.

M.B. - Mon sentiment initial était, dans les circonstances où l'affaire a éclaté, que celle-ci, médiatico-politique dans ses origines, ne dégénérerait point en instruction judiciaire.

M.P. - Vous êtes mieux placé que quiconque pour en parler, puisque vous êtes indirectement à l'origine de ce cataclysme. À l'issue de votre déposition au procès, j'ai rendu hommage à votre honnêteté intellectuelle et à votre courage moral pour avoir confessé l'erreur de me tenir initialement sinon pour « coupable », du moins pour « responsable ». C'est en effet à l'occasion de l'élection présidentielle de 1981 que Mitterrand s'est servi d'archives concernant la déportation des juifs de Bordeaux - archives que je n'avais point détruites en quittant la préfecture, car elles concouraient à décrire notre combat et elles n'avaient pas la signification qu'on s'est laborieusement et mensongèrement employé à leur conférer après coup.

L'intention du candidat Mitterrand n'était pas d'ouvrir une procédure judiciaire à ce propos. Cela était dangereux pour lui-même en raison de son amitié avec René Bousquet et surtout de ses relations privilégiées avec Vichy. Elle était de gagner les voix de la communauté juive, naturellement émue par ces pseudo-révélations, et de battre sur le poteau le candidat Giscard d'Estaing. Lorsque [302] cette affaire a pris les proportions que l'on sait, Mitterrand tenta de freiner l'ensemble. Il le déclara clairement à la délégation des Commissaires de la République et des Résistants regroupés dans l'Association Résistance-Vérité-Souvenirs à qui il accorda une audience le 13 juillet 1988. Peut-être même - on est en droit de s'interroger - après avoir compris qu'il ne pouvait plus maîtriser les sorciers qu'il avait libérés de leur repaire, a-t-il été soulagé de voir épargner à Bousquet les fastes d'un procès ?

Quoi qu'il en soit les papiers découverts en 1981 ont été extraits des archives départementales de la Gironde avec la complaisance du Préfet régional de Bordeaux, Gabriel Delaunay, qui avait quelques comptes à régler depuis la Libération. On en a déjà parlé : j'avais été le témoin de ses impostures. Je n'évoque pas la participation active du nommé Slitinsky, dont un des opuscules contre moi révèle qu'il était en fait, en 1981, un indicateur de... Roland Dumas, l'avocat du *Canard Enchaîné*, ami de Mitterrand, aujourd'hui Président du Conseil Constitutionnel déchu pour les raisons que l'on sait.

M.B. - Je me suis rendu compte par étape - j'aurais beaucoup à dire, preuves à l'appui ! - de l'exploitation passionnée jusqu'à la falsification pure et simple que l'on a faite parfois de ce dossier qui constitue « une *Affaire Dreyfus à l'envers* », comme l'affirma à propos de votre dossier un vieux militant de la Ligue des Droits de l'Homme de la Gironde, René Bosdedore, dans un de ses éditoriaux de 1983.

M.P. - C'est un très beau titre, très juste pour caractériser mon affaire !

M.B. - René Bosdedore écrivait d'ailleurs, avec la prudence et la tolérance qui s'imposaient, quarante ans après les faits :

« Les Ligueurs et les démocrates qui soutiennent l'action de la Ligue savent bien que celle-ci est plus souvent du côté de la défense que de celui de l'accusation. C'est vrai qu'il y a plus d'avocats que de procureurs à la Ligue et c'est très bien ainsi. C'est vrai que les Ligueurs ne crient jamais vengeance et qu'ils n'hésitent pas quand il le faut à se démarquer des excès des mouvements populaires trop passionnés. Ils vont même jusqu'à penser, comme l'écrivait courageusement Jean Ajalbert, dans Le Gil Blas du 6 janvier 1885, au lendemain de la dramatique dégradation militaire de Dreyfus, au cours de laquelle la foule avait crié

[303]

"À mort ! À mort", qu'il faudrait empêcher les sauvages de se mêler de l'appareil de justice. »

M.P. - *« Empêcher les sauvages de se mêler de l'appareil de justice »,* belle formule qui sied parfaitement à beaucoup de terroristes de la mémoire ! Je m'exprime en vieux préfet de police que je suis... mais tout de même !

M.B. - Je cite d'autant plus ce passage prémonitoire que la Ligue des Droits de l'Homme de la Gironde, à côté du MRAP, fut à l'origine le 8 décembre 1981 de plaintes contre vous à partir des publications du *Canard Enchaîné*. Le mouvement associatif cherchait à découvrir la vérité sur les déportations de Juifs dans la région de Bordeaux et à demander justice *« contre Papon et tous autres »*. Puis vint le temps de la récupération politicienne, de l'arrivée dans la bataille - non sans heurts ! - de mouvements nationaux - notamment l'Association des Fils et Filles des Déportés Juifs de France de Serge Klarsfeld, dont Slitinsky fut un temps le correspondant local. À partir du 19 janvier 1983, c'est l'entrée en scène de la machine judiciaire qui avait accepté de recevoir les premières plaintes...

M.P. - Permettez-moi d'ajouter que cette machine judiciaire, c'est moi qui, bêtement peut-être, l'ai devancée. En effet, j'ai adressé une lettre publiée dans *Le Figaro* du 17 janvier 1983 au Premier Juge d'instruction de Bordeaux, où je déclarais notamment :

« (...) J'ignore la teneur de ces plaintes que je tiens pour calomnieuses. Elles s'inscrivent dans le cadre d'une campagne rampante de diffamation

contre moi, ministre RPR du président Giscard d'Estaing dans le gouvernement Raymond Barre, engagée au moment des élections présidentielles et qui me vaut d'être convoqué à la veille des élections municipales.

Si vous devez m'entendre comme témoin il me serait interdit d'avoir accès au dossier ; de connaître le contenu exact des pièces et d'être assisté d'un avocat pour me défendre.

Désireux, au contraire de connaître les allégations contenues dans le dossier et de répliquer à toutes les accusations formulées contre moi, je vous demande de bénéficier du statut d'inculpé et je vous prie donc de bien vouloir m'inculper dès le 19 janvier prochain (...). »

[304]

M.B. - Ce que le Français moyen ignore, c'est, au-delà des articles du *Canard Enchaîné*, comment se sont développées les différentes phases de ce qui ne fut initialement qu'une polémique médiatique.

M.P. - D'abord, cet hebdomadaire, utilisé comme rampe de lancement, usa sciemment de pièces manipulées ! Exemples : il barra le mot « *Entwurf* », qui veut dire « brouillon », des appréciations portées par l'occupant sur le secrétaire général de la préfecture. Il omit de présenter à ses lecteurs la fiche définitive rédigée par les Allemands selon laquelle ce fonctionnaire était jugé « américainophile » et qu'il fallait renoncer à collaborer avec lui ! Est-ce là du journalisme honnête ?

Je pourrais citer une série d'exemples identiques. Cette tentative me paraît vaine aujourd'hui, car elle est largement dépassée par les événements nés de cette impudente publication, manipulée par François Mitterrand et Roland Dumas.

M.B. - Et qui est un des premiers cadeaux empoisonnés de ce règne dont la France ne finira pas avant longtemps d'épuiser les conséquences. Mitterrand a ouvert l'outre des vents infernaux. Lui qui a débuté sa présidence en déposant une rose sur le tombeau de Jean Moulin au Panthéon, et qui l'a terminée en révélant ses liens avec Vichy au cœur de la centrale idéologique pétainiste !

M.P. - Vous remarquerez qu'à ce stade de la polémique, on sélectionnait déjà les pièces. La justice en a fait autant plus tard, comme je l'ai démontré pendant les

débats. L'arrêt de renvoi de 1996 a traduit le mot « *Entjudung* », qui signifie dé-judaïsation ou « élimination de l'influence juive », par « destruction des juifs », alors que le document concerné présentait des statistiques économiques.

Comment l'affaire a-t-elle pris son envol sur le plan politique en 1981 ? Je vois quant à moi deux vecteurs essentiels. L'un procède de la stratégie communiste contre le gaulliste repérable que j'étais, pour tenter de le compromettre dans la collaboration. On sait que c'est après un an de collaboration avec les nazis que les communistes français ont changé de pas, lors de l'entrée des Allemands en URSS. Sans parler de l'affaire Georges Marchais ! Le bloc dirigeant du parti et ses apparatchiks policiers ont encore des complexes à guérir, malgré la résistance FRP orchestrée avec courage par d'authentiques patriotes de 1941 à 1944. Beaucoup de mes accusateurs, ainsi que leurs avocats, furent des communistes avérés et des staliniens repentis.

[305]

L'autre vecteur procède de l'occasion ouverte à certains d'exploiter la situation dans l'intérêt de leur cause. Peut-on leur en vouloir ?

Bref ! Résumons, car tout cela n'a plus qu'un intérêt historique mineur. Dès lors que les accusations furent lancées, avec la complaisance, puis l'active participation des médias, l'affaire prenait un autre sens, une autre dimension, une finalité définie.

La justice une fois saisie, il est évident que l'instruction ne pouvait être que laborieuse, d'abord pour « établir » les faits reprochés, ensuite pour tenter de les motiver en termes pénaux. L'affaire allait durer plus de quinze ans non parce que j'ai tenté de retarder quoi que ce soit, comme beaucoup le pensent sans doute, mais parce qu'on n'arrivait pas à m'inculper comme on va le voir plus loin ! Nous ouvrons là un nouveau chapitre.

M.B. - Vous passez sur le Jury d'Honneur de 1981 qui, pourtant, vous a lavé des accusations proférées contre vous, et au cours duquel Maurice Sabatier, auditionné, déclara, dans la ligne d'ailleurs de sa note de 43 aux Allemands :

« Assumer seul l'entière responsabilité de la répression anti-juive dans le ressort de sa préfecture, persuadé qu'il était que l'impossible avait été tenté par ses collaborateurs et lui-même pour la contrecarrer.. »

M.P. - Il est bon, en effet, arrivé à cette charnière de l'affaire, de rappeler que j'avais demandé au « Comité d'action de la Résistance » la constitution d'un Jury d'Honneur. Il fut aussitôt répondu positivement à ma demande. La composition de ce jury écartait toute complaisance : Daniel Mayer, leader socialiste, président ; Jean Pierre Bloch, dirigeant de la LICRA ; Charles Verny, ancien déporté dont l'épouse appartenait au secrétariat de Mitterrand ; Marie-Madeleine Fourcade, chef du réseau Alliance, présidente du Comité d'Action de la Résistance ; et le Révérend-Père Riquet, ancien déporté, chef de mission des Forces françaises combattantes. Saisi en juin 1981, le jury se prononça en décembre.

Quels furent les éléments majeurs de son avis ?

« 1) Il est indéniable que M. Papon à compter de 1943 a rendu d'importants services à la Résistance française et que certaines initiatives courageuses, si elles avaient été décelées par les autorités [306] allemandes, eussent certainement entraîné son arrestation et sa déportation comme ce fut le cas malheureusement pour de nombreux fonctionnaires résistants.

2) Tous les témoins ou sachant ont, à l'exception de M. Serge Klarsfeld, estimé que d'éventuelles poursuites contre les dirigeants responsables de la Préfecture régionale de Bordeaux de mai 1942 à la Libération pour crimes contre l'humanité seraient parfaitement injustifiées.

3) M. Maurice Papon a appartenu comme agent au réseau Jade-Amicol, et, comme honorable correspondant, au réseau SR. Kleber-Marco.

4) Il a apporté son aide à M. Roger Landes, chef de mission à Bordeaux du réseau Buckmaster et à M. Gaston Cusin, Commissaire de la République désigné dans la clandestinité.

5) Il a été promu Préfet à la Libération par le général de Gaulle après avis favorable de la Commission d'Épuration du ministère de l'Intérieur.

6) Il n'avait aucune autorité sur les services du Haut-Commissariat aux questions juives ni sur les services de Police. »

Sur quoi, dès lors, on ne dit pas un mot ! On braque les projecteurs médiatiques sur la seule réserve que voici :

« Le jury conclut néanmoins que M. Papon aurait dû démissionner de ses fonctions au mois de juillet 1942 (fonctions qu'il occupait depuis le mois de juin 1942 !). »

Par quel cheminement ce Jury en vint-il là, alors qu'il venait de rappeler auparavant dans le texte de sa déclaration, les consignes données par Londres, le 8 janvier 1942 à la BBC, aux fonctionnaires et magistrats de demeurer à tout prix à leur poste durant l'occupation, ce qui était naturellement contradictoire avec une démission ?

M.B. - J'ai rencontré *a posteriori* Charles Verny et le Révérend-Père Riquet membres éminents du Jury d'honneur, qui m'ont confié les cassettes des enregistrements des audiences. Je crois savoir qu'un débat partagea les membres, profondément divisés sur cette dernière appréciation. C'est Daniel Mayer qui exigea, sous peine de démission immédiate, que la question de la démission théorique et morale soit signifiée dans la sentence finale, qui - *dixit* Charles Verny -, vous « déshonorait », en quelque sorte, contre l'avis de la majorité du Jury. Comprenez qui pourra !

[307]

M.P. - L'essentiel est dit et motivé. L'accessoire vient sur la table comme un plat de lentilles. Le Révérend-Père Riquet s'est attaché à démontrer que cette appréciation du Jury procédait d'une erreur manifeste. Il a tenté de rétablir les faits notamment par une lettre adressée au rédacteur en chef du *Droit de vivre* le 10 février 1986, dans laquelle il écrivait :

« Mon cher Ami,

De tout cœur, je vous félicite de votre dossier sur le dialogue judéo-chrétien auquel vous avez bien voulu m'associer. Il est excellent. Mais vous ne m'en voudrez pas de vous dire mon regret de ce que j'ai lu dans le même numéro du Droit de Vivre à propos de l'affaire Papon. La manière dont est manipulé le texte du jury d'honneur dont j'ai fait partie, tend à faire croire que nous sommes d'accord avec ceux qui poursuivent Maurice Papon comme personnellement responsable de crimes contre l'humanité.

Dans les "attendus" de notre sentence, nous avons en effet, souligné que "tous les témoins" ou "sachants" interpellés sur ce point, à l'exception de Me Serge Klarsfeld, ont estimé que d'éventuelles poursuites contre les dirigeants responsables de la Préfecture régionale de Bordeaux, de mai 1942 à la Libération, pour crime contre l'humanité, seraient parfaitement injustifiées. C'est pourquoi nous avons estimé que "M. Papon, dont la responsabilité, bien qu'elle ne paraisse pas la plus engagée, doit tout de même être retenue, a dû concourir à des actes apparemment contraires à la conception que le jury se fait de l'honneur et qui, à juste titre, choque la sensibilité française ; mais qu'il convient toutefois de situer dans le contexte de l'époque, d'autant plus que plusieurs d'entre eux n'ont pas eu la portée ou les effets que leur révélation peut laisser croire aujourd'hui. "

Il est difficile, après quarante ans, de bien se rendre compte de ce qu'a pu être la situation des préfets et de leurs collaborateurs au temps du Gouvernement de Vichy, dans une France occupée par l'Allemagne nazie. Tel fut le cas de Maurice Papon. Le jury d'honneur a donné acte " à M. Maurice Papon de ce qu'il fût bien affilié aux forces françaises combattantes à compter du 1^{er} janvier 1943 " ; ce qui corrobore le fait confirmé par de nombreux témoignages, qu'avant cette date, il avait déjà pris contact avec la résistance, notamment le Réseau Jade-Amicol. Ce sont ces résistants mêmes qui, début décembre 1942, l'ont dissuadé de [308] donner sa démission à laquelle il songeait, précisément pour ne pas avoir à collaborer, même très indirectement, à la politique de Vichy. Son départ aurait en effet, privé la Résistance de l'appui qu'il lui apportait et mis fin aux efforts plus d'une fois efficaces qu'il multipliait pour sauver le plus grand nombre possible de juifs ou, faute de mieux, adoucir les conditions de leur incarcération ou de leur transfert à Drancy.

On peut avoir une idée différente de la démission que M. Maurice Papon aurait dû donner, mais il est certainement contraire à toute objectivité comme à toute équité de le poursuivre pour des crimes contre l'humanité qu'il n'a jamais commis.

Je vous serais reconnaissant de le faire savoir à nos lecteurs.

Veillez croire, mon cher Ami, à mes sentiments les plus cordialement dévoués.

R. -P. Michel Riquet, sj. »

Ce résistant de grande envergure, à qui la Gestapo qui l'avait arrêté, torturé et emprisonné lança un jour à la figure qu'il dissimulait un résistant dans chaque pli de sa soutane, ne vit jamais publier sa lettre par le journal en question ! Mon procès commençait déjà !

La curée médiatique est montée en puissance jusqu'à la veille du procès. Il fallait bien après tenir compte du caractère public des débats et ne pas abuser des mensonges. Mais voilà une première illustration - assez spectaculaire - de l'information en France en ces années de grâce post-gaulliennes. Voilà ce qui peut contribuer à une « petite histoire de la désinformation », selon l'ouvrage de Volkoff, et à une manipulation de l'opinion. La saisine de la justice constituait le dernier terme d'une action préméditée.

M.B. - M'est-il permis de dire, en toute honnêteté, que j'ai donné moi-même dans le panneau, avant de réagir en détachant dès 1983, l'enquête historique de la logique médiatique ? Il faut cependant reconnaître la fascinante puissance du quatrième pouvoir et sa faculté de vouloir fabriquer l'opinion. Nous changeons de société. Les références morales dominantes ne sont plus les mêmes qu'autrefois...

M.P. - J'ai vécu une quinzaine d'années en marge. Si j'ai tenu, je vous dirai pourquoi et comment. On ne sort pas intact d'avoir traversé une violente tourmente comme celle-ci, liée effectivement à une crise de société. Revenons pour l'instant à notre justice, [309] attachée comme on nous le serine aux principes des droits de l'homme, nouvelle religion du Peuple. Est-ce pour remplacer l'opium ? Dire que la conscience résiste à une telle épreuve, c'est aborder le chapitre moral.

Écarter l'avis du jury composé de grands résistants en déposant des plaintes, c'était avouer la préméditation. C'est ce que firent les Klarsfeld et leurs partisans.

Cela revenait à signifier la volonté d'ouvrir un débat judiciaire pour en sortir vainqueur comme la suite le montrera, et à amorcer le montage de l'affaire d'une manière irréversible. Je ne l'ai pas compris d'emblée. J'ai sous-estimé cette tentative, convaincu du non-lieu. J'ai également sous-estimé le terrible effet destructeur de l'action médiatique sur l'opinion. J'avais encore la naïveté de croire dans les vertus de l'objectivité. Quelle erreur !

M.B. - Pourrions-nous parler plus en détail de la procédure qui s'est étalée de 1983 à 1997, soit 14 ans, et pourriez-vous préciser en quelles circonstances sont nées les possibilités de non-lieu que vous évoquez ?

M.P. - Les juridictions mobilisées pour l'occasion ont enregistré faits et droits à leurs manières, en dépit des efforts de la Défense pour rétablir la réalité des faits et restituer la souveraineté du droit. En vain ! Le Garde des Sceaux avait décidé : il devait y avoir procès ; ce procès devait être historique ; et il devait y avoir condamnation. Ainsi fut fait ! Quant à l'Inquisition médiatique, violant impunément la présomption d'innocence, organisée avec l'appui des entreprises juridiques, elle aurait condamné tout esprit un peu faible à abandonner la lutte, peut-être à en finir !

M.B. - Une première procédure n'avait-elle pas été annulée ?

M.P. - Certes. L'erreur du juge initial de ne pas inculper Sabatier, entendu comme témoin, a conduit la Cour de Cassation à annuler la procédure. Aucun acte d'instruction - en dehors de l'arrêt de renvoi aux Assises - ne m'a été aussi préjudiciable, car il entraîna l'annulation du rapport d'expert qui me mettait hors de cause. Et ce n'est pas terminé !

Le premier juge découvrit notamment que j'avais contribué à faire libérer un certain nombre de personnes, dont la sœur de Slitinsky. Il apprit aussi qu'un certain Matisson m'imputait la déportation d'une dame Brittmann. Enquête faite, cette dame fut retrouvée heureusement vivante à la libération. Ce plaignant s'est alors embrouillé dans des explications obscures au point que [310] l'ayant traité de menteur, ce qui me valut d'être poursuivi pour diffamation, il fut débouté de sa

plainte par le tribunal correctionnel de Paris, malgré le coup de main dont il bénéficia à la Télévision grâce à Mme Christine Ockrent.

La seconde fois, le magistrat instructeur, homme droit et honnête, s'apprêtait après deux ans d'examen, à prononcer le non-lieu - je l'ai su par une indiscretion tout à fait certaine. Mais les parties civiles, ayant accès au dossier, y firent obstacle en obtenant la « promotion » du magistrat dans une province voisine et en déposant de nouvelles plaintes conservées pendant deux ans au frigidaire. Au cours du procès, Me Boulanger, auteur de cette manœuvre aux lenteurs calculées, fut confondu par mes avocats.

Il y eut une troisième tentative de non-lieu, conduite en toute conscience et avec courage par l'avocat général en charge du dossier. Le Garde des Sceaux mit fin rapidement à cette tentative en dessaisissant ce magistrat et en nommant un successeur soumis aux consignes du ministère public. Tout ceci pourrait utilement alimenter le débat sur la réforme judiciaire !

M.B. - Le magistrat « remercié » par le ministre fait honneur à la magistrature. Il avait l'intime conviction, pour fonder la thèse du non-lieu, que vous n'aviez eu aucune part dans la politique anti-juive décidée et imposée par les Allemands, indépendamment du rôle omniprésent du préfet régional et de la police. Mais d'où vient l'initiative de cette opération de poursuites judiciaires à votre rencontre après l'annulation de la première procédure en 1987 ?

M.P. - À vrai dire, les origines en restent confuses. L'opération électoraliste initiale ne fut qu'un point de départ. On en a parlé. Elle servait certains desseins, les uns politiques pour régler leurs comptes - c'est pour cela qu'on trouve les communistes -, les autres idéologiques pour réveiller un drame historique que personne jusqu'alors ne s'était avisé d'évoquer. L'un des éléments de « haute politique » à retenir a été révélé par un enquêteur américain, Paul Goldstein, en 1983 lequel établit que des organisations américaines cherchaient à mettre en cause la France. Manœuvres électorales, spoliation des biens juifs, communauté victime d'un génocide, règlements de compte, mémoire historique, tout cela est vrai à la fois, au prix d'une victime expiatoire désignée, « objet » (c'est le cas de le dire) d'une double erreur : erreur de cause et erreur de cible.

[311]

Le coup de pouce vint de la déclaration de Chirac en 1995, mettant la responsabilité de la France en cause dans l'organisation de la Shoah lors de la commémoration de la Rafle du Vel d'Hiv. Cette déclaration tombait comme un préjugement historique et moral et comme une justification des poursuites judiciaires. Pour faire sérieux en quelque sorte, il fallait donc faire un exemple. Le Dr Boutbien, Président des Médailleurs de la Résistance, Grand Officier de la Légion d'Honneur, en a fait justice ! On se rendait bien compte, cependant, de la faiblesse manifeste du dossier. Selon moi, on tenta de l'estomper par le gonflement gigantesque d'un lynchage médiatique sans précédent de l'accusé induisant l'opinion dans l'erreur et terrorisant par avance tout avis non conforme. C'est alors que furent tentées à plusieurs reprises des démarches qui ressemblaient fort à des simagrées.

M.B. - De quoi parlez-vous, que vous n'avez jamais révélé jusqu'ici ?

M.P. - Par l'intermédiaire du Baron Edmond de Rothschild dont j'étais l'ami, Serge Klarsfeld me transmet un jour cette proposition : « Exprimez *des regrets et les plaintes seront retirées*. » Je restais pantois ! Quels regrets pouvais-je formuler ? Regretter les déportations et le génocide découvert en 1945, Ah ! Cent fois oui ! Mille fois oui ! Mais regretter mes propres actes et mon comportement, alors que j'ai, selon le Jury d'Honneur, risqué ma liberté et ma vie en résistant aux occupants allemands et, en particulier, en sabotant les déportations quelles qu'elles fussent ? Ah ! Cent fois non ! Mille fois non !

Deuxième tentative, par Franz Olivier Giesbert, venu m'interviewer pour l'émission « *Le Droit de Savoir* ». Il me confie avant de passer devant la caméra : « Je peux vous dire que si vous exprimez des regrets, c'en serait fini, je vous l'assure ! » Même question, même réponse.

Troisième tentative, Jean-Pierre Elkabach, m'interviewant pour la Cinquième Chaîne, me livre la même réflexion, avec autant d'assurance. Même réponse. Pour mon honneur, que pouvais-je ajouter d'autre ?

M.B. - Était-ce concerté, ou bien le fait d'initiatives individuelles ?

M.P. - Je ne sais pas. Mais pensez qu'on a été jusqu'à recruter des plaignants contre moi par voie d'annonce de presse ! Dois-je ou non regretter de n'avoir pas eu la faiblesse de céder pour éviter [312] ce chemin de croix qui s'ouvrait et que j'ai gravi dans une grande solitude ?

M.B. - Vous aviez déjà des amis qui se groupaient autour de vous, notamment l'Association Vérité-Résistance-Souvenirs, autour de Maurice Bourgès-Maunoury d'abord, puis de Jean Morin ?

M.P. - Certes, j'aurais bien mauvaise grâce à ne pas le reconnaître, mais c'était, si vous voulez, une solitude « plurielle », car l'opinion intoxiquée était défavorable. Mes compagnons d'infortune eurent d'autant plus de mérite à se serrer autour de moi. Je ne suis pas près de l'oublier. Ce fut pour moi extrêmement réconfortant, d'autant que c'étaient tous d'authentiques résistants.

M.B. - Au demeurant, des regrets n'eussent-ils pas été exploités comme un aveu ?

M.P. - Assurément. Je suis en règle avec ma conscience, dans une affaire qui en a singulièrement manqué. Voilà quelques voiles soulevés à l'occasion de nos entretiens, qui doit être et demeurer un dialogue « d'hommes vrais ». Quoi qu'il en soit demeure l'immense chagrin d'une époque, celui de beaucoup de familles, celui finalement de notre propre histoire, violée par l'ennemi nazi. Pourquoi compromettre cette émotion toujours intacte devant le drame central de la destruction des Juifs d'Europe dans une aventure judiciaire aussi lamentable ?

M.B. - Que pensez-vous de la tactique visant à faire avaliser par le pouvoir cette culpabilité négociée, et par conséquent fragile face à l'histoire, au moyen d'une décision judiciaire controversée, opération confiée aux soins de Jacques Toubon ?

M.P. - Tous ces chagrins ont été honteusement mobilisés par un pouvoir qui souhaitait déclencher la « repentance » de toute la France dans le but de fabriquer une responsabilité nationale dont de Gaulle avait fait justice, nous en avons parlé. « Accuser la France ? Quelle infamie » aurait dit A. Frossard !

M.B. - Comment vous avez pu « tenir » durant dix-sept années de combat judiciaire et d'étouffement médiatique ? Comment avez-vous pu résister moralement ?

M.P. - Figurez-vous que cette question, je me la suis souvent posée à moi-même. D'abord, je n'ai pas pris ces poursuites au sérieux durant les premières années. En quoi certes j'ai eu tort. Mais je n'imaginais pas qu'on pût torturer et déformer les faits à ce point. Je n'imaginais pas davantage qu'on pût faire en cours de [313] procédure une jurisprudence sur mesure pour dépasser le droit en vigueur et m'abattre, moi et ce que je représente.

Toutefois, vint un moment où le lynchage médiatique, en parfaite harmonie avec l'instruction judiciaire, rendit l'atmosphère irrespirable. Il fallait cependant respirer. Comment ?

Dès mon adolescence, j'appris ce qu'était le stoïcisme. Les pensées de Marc-Aurèle ne quittaient pas ma table de chevet. Puis au cours de mes études, je lus Pascal et essayai d'entrer dans le jansénisme comme je vous l'ai dit. Y rencontrai-je des prédispositions ? Ces lectures m'ont donné le sens de la prédestination, le sentiment du destin, en dépit d'un père libre-penseur, à cause peut-être d'une mère chrétienne, moi-même saisi par le doute. Bref ! Pascal a eu une influence sur ma façon de voir les choses, sans pour autant que j'épouse sa doctrine. Au cours de ma rude existence, cet humus a porté quelques fruits. J'ai en effet tiré de cette fascination un fond de fatalisme qui m'a beaucoup aidé et depuis longtemps déjà. Il m'a aidé en me donnant de la distance par rapport au monde. La méditation aidant et sans me soucier de théologie, que j'ignore totalement je versai peu à peu, dans l'âge mûr, vers Bouddha et ses enseignements. Je résume d'un trait ce qui fut une lente maturation. J'ai reçu dès lors les coups, y compris les coups bas qui étaient les plus nombreux, avec une certaine placidité, quel que fût mon mépris pour les auteurs des coups.

J'ai essayé, pendant qu'on me poursuivait, de décrire dans un petit Traité cet itinéraire entre jansénisme et bouddhisme, conscient de leur différence : l'un est une religion qui comporte naturellement une éthique, et quelle éthique ! L'autre est une éthique plus bienveillante en l'absence d'un Dieu. Encore quelques foulées, et on va rencontrer Albert Camus. Bouddha m'apparaît aujourd'hui comme un ancien combattant. La tentation de l'Occident est trop forte pour s'en débarrasser. Je n'ai pas achevé mon étude...

M.B. - Pensez-vous à Dieu, absent de votre journal intime rédigé sous l'occupation ?

M.P. - Hélas ! Je n'ai pu le rencontrer, malgré mes aspirations. Voué à l'agnosticisme, je prends ici ou là, avec le moins de contradictions possibles, quelques bribes de sagesse. Ce n'est pas tous les jours commode et c'est ce qui m'a sans doute porté vers le bouddhisme. Ce qui me faisait mal, c'était de penser aux miens : épouse, enfants, petits-enfants, amis proches. Ils sont aujourd'hui affranchis du doute. La vertu de ce procès, c'est d'avoir apporté la [314] lumière. Ceux qui ont voulu voir savent maintenant qu'il s'agissait d'un faux procès, politisé et déformant.

Quant à mon épouse, elle n'a pas pu voir cette lumière, qui a rayonné peu à peu. Mais - et je l'ai proclamé à la barre - elle fut une grande dame et une grande âme. De son vivant, elle fut mon point d'ancrage. Disparue, elle est devenue mon point de référence.

Et puis, comme mon père, comme ma mère, comme le général de Gaulle, elle m'a apporté l'exemple du courage.

M.B. - En vous écoutant, on peut penser que la culture - la vraie culture, pas celle des diplômes - sauve de tout.

M.P. - C'est vrai ! Ce que j'ai de certitudes - bien peu de choses, hélas ! - m'a permis de tenir les six mois du procès. Au plus fort de la persécution dont j'ai été la victime, avant les Assises, j'avais eu la sagesse de censurer chez moi radio, télévision, presse. On a beau dire : c'était primaire, mais efficace.

M.B. - J'aimerais connaître ce petit Traité auquel vous venez de faire allusion...

M.P. - Vous seriez déçu. Quelles qu'aient pu être mes relations avec les Belles Lettres et la Philosophie, il me manque le « savoir ». Alors, je garde ces réflexions pour mes héritiers. Ils en feront ce qu'ils voudront. Nous ne devons pas jouer nous-même avec la postérité. Ce serait présomptueux...

[315]

Les plaideurs

[Retour à la table des matières](#)

M.P. - Le journal de mon procès a été fait. Même si l'objectivité n'est pas toujours au rendez-vous, sans parler bien entendu des lacunes du procès lui-même, l'édition d'Albin Michel est tout de même utile. Je m'en tiendrai maintenant à quelques réflexions sur les parties civiles : pourquoi sont-elles dans cette enceinte du Palais ? Sur les avocats : comment ont-ils traité le sujet ? Sur le verdict : quel produit est sorti de ce terrifiant usinage ?

M.B. - Pourrions-nous décrire votre arrivée à Bordeaux, la descente du TGV, vos trois journées d'emprisonnement à Pessac ?

M.P. - Cela vaut la peine d'être conté ! Avec, comme complément direct, l'hospitalisation. Répondant à la convocation, je me présentais à l'heure dite à la porte de la prison. J'y étais attendu et fus reçu dans le silence. Je passerai sur les formalités d'entrée. La fouille des valises par exemple. Puis la confiscation des objets dangereux ou suspects. Ma gourde de whisky consignée. J'en pris aussitôt une gorgée pour ne pas tout perdre. On me laissa ma montre. Des matons, doués d'automatisme, agissaient avec un certain embarras, invoquant pour excuse le règlement. Je connaissais cette procédure. Je m'amusais finalement à évoquer le temps où je visitais ces établissements pour en redresser les erreurs ou les imperfections. Les hommes publics feraient bien de penser aux imprévus de l'avenir dans l'exercice de leurs fonctions !

Le plus lugubre est l'enfermement dans la cellule. Pour moi, on avait été prévenant ! C'était, au sixième, l'étage des individus dangereux, un cachot occupé naguère par un criminel avéré. J'avais en son temps figuré avec Roger Frey sur la liste d'exécution de ce terroriste à bon marché !

Ce choix n'était pas innocent : cellule sale, lavabo couvert de moisissures, cuvette des WC. dépourvue de siège, pas de patères [316] pour accrocher les vêtements. Des excréments rassis couvraient la chaise. Un papier journal me permit de m'asseoir sans trop de dégoût. Je demandais une serpillière pour nettoyer moi-même ce qui pouvait l'être. À la guerre comme à la guerre ! Le pire : un carreau manquant ; je m'efforçais de calfeutrer ce trou d'air, mais le froid de la nuit ne manqua pas la cible. Trois jours après, j'étais hospitalisé, avec menace de pneumonie qui devait se déclarer quelques jours plus tard. Prémédité pour m'humilier ou non, cette délicate attention mérite d'être inscrite au tableau d'honneur de l'Administration. Pas de pitié pour un ancien préfet de Police ! Il est vrai que depuis mon procès, la France laisse assassiner ses préfets ou les jette en prison ! L'État se flagelle lui-même...

Le plateau des repas était acceptable : ce qu'il portait était mangeable. Des cellules de l'étage - le dernier, celui du grand banditisme - un concert de vociférations bien orchestré surgissait le soir venu, ordre et sucette à l'appui : ce n'était pas le « À mort Dreyfus ! » de 1885, dont vous parliez précédemment, mais le « À mort Papon ! À mort Papon ! » de 1997. J'avais cependant un bon sommeil. Le sommeil du juste !

Que pouvais-je faire, seul dans cette cellule cadénassée, que je me suis abstenue de décrire à ma femme quand je la revis ? Tenez-vous bien ! J'ai relu intégralement les poèmes de Paul Valéry, que j'avais amenés avec moi dans la cellule. Cela faisait longtemps que me tarabustait la relecture de *Charmes* et de *Jeune Parque*, que j'avais découverts sur les bancs du jardin du Luxembourg, du temps où j'étais à Louis-le-Grand. Cette lecture lente et rédemptrice distillait chemin faisant le subtil scepticisme du Poète.

Vint la visite à l'infirmerie. Le jeune médecin de service, troublé par mon état, instruit de mon triple pontage, décelant quelques borborygmes à l'auscultation, me fit revenir deux ou trois fois en deux jours. La troisième nuit, j'ai senti un étouffement. Ils ont pris peur. L'interne a voulu que je gagne l'infirmerie. J'ai refusé. Et tout à coup, ce fut la panique. Les « Autorités » alertées par le médecin, s'abattirent sur moi comme une volée de mouches. Maître Varaut, alerté, téléphona au Directeur des services pénitenciers de la Chancellerie, qui s'étonna de mon incarcération malgré mes certificats médicaux. Il était 2 h du matin. Je refusais l'hospitalisation. On m'enjoignit de m'habiller pour entrer à l'hôpital. Et je me dé-

battais car Valéry m'attendait ! Je leur fis tirer la langue. Durant cet épisode mi-hospitalier, mi-carcéral et [317] finalement comique, je n'aperçus jamais la perruque noire du Directeur, mais j'eus droit à la visite du Directeur régional de l'administration pénitentiaire. Homme fort courtois non moins que visiblement embarrassé. Devant ma résistance à quitter la cellule, il se lamenta en propos bêtifiants, m'avouant, devant mon entêtement, qu'il jouait son poste s'il m'arrivait quelque chose. Comme en termes choisis cette issue m'était proposée ! Cédant à ses jérémiades - cependant qu'il s'affairait avec du personnel à mettre la cellule en état, y compris le couvercle du siège du cabinet -, l'autorité médicale décida in petto mon transfert à l'hôpital cardiologique de Haut-Levêque à Pessac. Sur les 4 ou 5 h du matin, la supplique de Maître Vuillemin m'avait convaincu !

Un poste de police me rendait les honneurs à la porte de ma chambre... à moins que ce fût une escouade de surveillance. En cet hôpital, je retrouvais enfin de l'humanité grâce aux soins vigilants du professeur Choussat et de son personnel infirmier. J'appris par la suite que le directeur de la pénitenciaire, la tête plus froide, l'esprit plus avisé et, qui sait ?, le cœur plus compatissant que ceux du ministère public, s'étonna qu'on ait pu procéder à ma « mise en état », comme on dit avec élégance, compte tenu du lourd dossier médical qui m'accompagnait. Ajoutons, pour parfaire l'histoire de notre Démocratie, que la « mise en état » est supprimée dans toute l'union européenne... sauf en France !

À l'ouverture des Assises, je ne manquais point en termes trop modérés, de signaler ce premier scandale de la prison. En vain, semble-t-il, cependant que Maître Varaut, en un exposé qui fera date dans les annales du droit pénal, obtint ma liberté. Liberté chérie !

Mais dans la patrie des droits de l'homme, la liberté se paie. Cédant aux pressions de municipalités d'extrême-gauche et au lynchage médiatique, aucun hôtelier n'eut le courage d'accepter ce client encombrant. Pendant trois semaines, je fis le nomade, reconnaissant bien par là le Bordeaux poltron de l'occupation. Mirent fin à mon errance deux solides et vieux gaullistes assez musclés pour faire taire les chiens qui aboyaient : les frères Prévot.

M.B. - Belle anthologie judiciaire, qui rappelle, comme vous le soulignez, le Bordeaux de la lâcheté, de la peur et de la honte qui fut totalement gommé des débats...

M.P. - Ainsi recommençait pour moi « le Temps des Offenses », comme en écho de celui que nous avons vécu cinquante-cinq ans plus tôt !

[318]

M.B. - J'observe à nouveau, à titre de consolation, nous l'avons déjà évoqué, que la culture sauve de bien des choses. Elle permet à l'esprit de prendre son vol en dépit des cadenas. C'est finalement une arme de résistance dont les Grecs semblent s'être bien mal servis devant les Romains. Devant les Allemands, vous nous l'avez dit, vous preniez toujours du recul, de la distance, c'est ce que l'on perçoit dans votre journal...

M.P. - Les Grecs eurent quand même leur revanche avec Hadrien, Marc-Aurèle et bien d'autres. Je pense, comme vous, que la culture est une arme de la liberté. Malgré l'âge, on ne doit pas poser trop tôt ses bagages au bord du chemin. Il faut au contraire continuer à engranger avec d'autant plus d'ardeur que le temps nous est compté.

M.B. - Peut-être est-ce pour vous l'ultime vérité ? Le procès commence, quelle est votre appréciation depuis votre cage de verre, sur le fonctionnement des audiences ?

M.P. - C'est un film à la Charly Chaplin, parce que Toubon, Garde des Sceaux, suivant en cela la minorité activiste, voulait un procès historique enregistré pour les générations futures. Là où c'est chaplinesque, c'est qu'au fur et à mesure que le procès se déroula, tout se termina dans un certain ridicule. Au début, ce ne fut pas évident. J'ai eu l'impression de vivre un moment pseudo-historique. Il se fait que comme on m'avait demandé mon curriculum vitae, et que deux jours après vint l'affaire Einaudi, éducateur au ministère de la Justice, militant communiste et orateur pour le FLN, mes deux interventions renversèrent le début du pro-

cès. Ils me prenaient pour un vieillard diminué par l'âge, incapable de répondre, de se défendre. Le mutisme que j'avais observé les avait renforcés dans l'idée qu'ils me ficelleraient. Ils ont été surpris ! Je me suis battu. Une situation de crise me mobilise, plutôt que l'inverse. J'ai retrouvé mes réflexes de lutte et de réplique comme pendant l'occupation, face aux Allemands. J'étais assez maître de moi et de mon langage : pendant une heure dans un cas, une heure dans un autre... Les mains dans les poches, sans notes... Au fur et à mesure que se déroulèrent les premières journées, la situation semblait se retourner... jusqu'à ma rechute de santé.

M.B. - La Cour vous a remis en liberté de fait ?

M.P. - J'ai été agréablement surpris. Je m'attendais à une solution mixte d'hospitalisation. C'est ce que m'avait laissé entendre l'un des médecins experts par une confidence à l'hôpital, ayant [319] eu un contact avec le Président de la Cour. Il m'affirma que si j'assurais à ce dernier que je ne m'échapperai point, il accorderait l'hospitalisation en guise d'emprisonnement, car, ajouta-t-il, « on a beaucoup d'estime pour vous ». Il faut dire, à l'actif de Maître Varaut, que la Cour, dans son arrêt, reprit les arguments qu'il avait si brillamment développés.

M.B. - Comment avez-vous réagi face à la longueur des séances ?

M.P. - Ce fut très dur, certains jours. Je ne disposais pas de tous mes moyens. J'ai subi les tumultes, les insultes, la haine, présente, palpable. Les espoirs de défaillance que nourrissaient les parties civiles à mon encontre ont été déçus cependant. Mais il était très difficile de travailler le soir, après les heures qu'on avait passées ! Il fallait, reporter au lendemain les colloques avec mes avocats.

M.B. - Que pensez-vous de l'attitude générale des parties civiles ?

M.P. - Parlons principalement des victimes, des malheureux. Je les plaignais. Non seulement celles que le chagrin avait envahies sincèrement depuis longtemps, non seulement celles qui avaient cédé dans l'ignorance aux appels et aux pressions. Il en est qui avaient répondu aux demandes de Maître Klarsfeld de dé-

poser plainte, sans savoir ce dont il s'agissait (comme le montre le procès verbal d'audition de Madame Stajner). Tout cela bien sûr est difficile à comprendre. Mais on doit imaginer ce que fut le génocide hitlérien ! Ces familles frappées par la mort, ces descendants s'interrogeant sur ces crimes historiques jusqu'alors tenus sous le boisseau. Le chagrin ne se divise pas. Même si à l'extrême il peut être, et en l'occurrence Dieu sait qu'il a été, exploité par certains avec arrière-pensée.

M.B. - Dès qu'a commencé l'examen par le Président de la Cour des événements, des rafles, des convois, à partir des documents projetés, qu'avez-vous ressenti ? On a l'impression, vu de l'extérieur, à la lecture de la sténographie de l'édition d'Albin Michel, que le Président avait l'ambition d'instruire lui-même dans l'oralité des débats.

M.P. - Au fond, il tenta de reprendre à la faveur des débats une instruction qu'il savait insuffisante, de rechercher d'autres arguments contre l'accusé.

M.B. - Certaines de vos réponses l'ont surpris. Vous avez [320] apporté des éléments qui jusque-là, après quinze ans, n'avaient jamais été livrés, parce que peut-être non suscités ?

M.P. - En effet.

M.B. - Était-il possible d'instruire à nouveau et sereinement, dans l'ambiance de cette salle ?

M.P. - En théorie, cela aurait peut-être été possible. Mais en théorie seulement, car il aurait fallu faire des transports dans les archives pour compléter tous ensemble l'instruction, compléter une documentation volontairement lacunaire, vous le montrez d'une manière décisive. Puis faire un énorme travail de synthèse. Ce n'est pas l'objet d'un procès. On ne pouvait non plus ressusciter les témoins morts ! En fait, c'était impossible. L'honnêteté aurait commandé de le reconnaître, mais il fallait que le spectacle aille à son terme. La recherche de la complète vérité

n'était pas le propos. Il était impossible d'arrêter cette machine et de reconnaître que cela ne pouvait aboutir. Quoi qu'il en soit, au second retournement créé par Klarsfeld, en mettant le Président en cause, celui-ci changea ostensiblement de tactique. Il ne projeta plus que des pièces qui pouvaient être favorables aux parties civiles...

M.B. - Vous pensez qu'il y avait des pièces favorables aux parties civiles « ?

M.P. - Elles apparaissaient favorables à première vue. Mais c'étaient des pièges, c'est-à-dire des documents isolés de leur contexte et interprétés de façon systématiquement tendancieuse. L'interrogatoire du Président a été le plus sérieux. Il connaissait remarquablement le dossier... Enfin tel qu'il était et dans son optique évidemment. Tandis que les questions du ministère public étaient souvent artificielles ou redondantes.

M.B. - Le ministère public ne vous a-t-il pas mis en difficulté sur certains documents ?

M.P. - Je ne l'ai pas ressenti comme cela. Il en rajoutait, cherchant à produire des effets. Le Président de la Cour m'a mis en difficulté à deux ou trois reprises. Comment me souvenir cinquante-huit ans après ? Je ne m'étais pas assez préparé. Et puis pendant six mois c'était une épreuve. On se laisse enfermer dans une fausse question. On se piège par honnêteté. Le Président était un homme intelligent, mais faussement bienveillant, ténu. Enfin il a au moins réussi à ne pas s'embourber complètement. C'était d'ailleurs ce qu'on lui demandait.

Puis-je évoquer l'attitude du procureur général au cours du procès ? [321] Nous étions face à face dans le prétoire et je pouvais ainsi l'observer à loisir. Son visage assez mobile et sensible reflétait réactions et sentiments. Je l'ai surpris de nombreuses fois tourmenté. En service commandé, il était loyal envers la Chancellerie. Mais l'homme qu'il était souffrait parfois d'avoir à poursuivre dans les termes assignés. Il avait souvent un regard perdu dans lequel se lisait le doute, sinon la déroute. Ce magistrat avait une conscience morale. Mais cette conscience était troublée. Je l'en ai plaint. Et cependant, j'ai toutes les raisons de lui en vouloir : ses propositions de réclusion pour vingt ans ont tué mon épouse !

M.B. - Un incident, qui aurait pu mal se terminer, est intervenu un vendredi de janvier 1998 : la chute d'un panneau de projecteur à quelques centimètres de la tête du procureur général...

M.P. - Si nous étions encore dans le monde antique, je ne manquerais assurément pas de commentaires à ce sujet... Sans suivre la technique des augures que pratiquaient nos anciens, ce serait trop facile de dire que la Justice elle-même, à travers les signes que nous a envoyés le Ciel ce jour-là, était sous le couperet. Je suis cependant très heureux pour le procureur général qu'il s'en soit mieux sorti que moi !

M.B. - Comment caractériseriez-vous l'atmosphère de la salle ?

M.P. - Le parterre, comme dans le théâtre grec, était constitué de partisans qui punctuaient d'approbations ou de désapprobations les dépositions faites à la barre. Les débats prenaient parfois des allures de meetings politiques. Quel brouhaha ! Les Klarsfeld avaient envahi les marches du Palais de Justice et installé tout un matériel de propagande contre l'accusé désigné à la barbe de la magistrature et de la force publique qui toléra cette mobilisation sans précédent.

M.B. - Et les témoins ?

M.P. - Ils furent tous respectés à la lettre par la Défense, malgré quelques restrictions mentales ou quelques grossiers mensonges. Ainsi est-il évident que le fils du Grand Rabbin, aidé en cela par l'avocat, non seulement n'a pas tout dit, mais a proféré des affirmations que vous avez vous même réfutées dans votre entretien avec Monsieur de Beaufort. Je préférerais ne point parler des palinodies de Monsieur Jean-Pierre Bloch, manœuvré par un avocat exploitant son grand âge pour lui faire démentir ce qu'il avait déclaré sous serment par procès verbal. Épisode peu glorieux [322] pour les parties civiles ! Je passe. Comme pour la prestation à la Feydeau du Sieur Slitinsky ou le retournement cocasse du Sieur Maurice Claux !

M.B. - Vous ne parlez pas des historiens ?

M.P. - Des souffleurs de théâtre ! Et pourtant, c'étaient, les uns et les autres, de grands personnages. Vos confrères historiens, non sans talent parfois, ont exposé leur théorie riche en poncifs plus ou moins usés sur une époque qu'ils n'avaient pas vécue. L'un d'eux, Philippe Burin je crois, a regretté d'avoir déposé. Les plus sérieux, Rousso, mais aussi Péchansky, ont refusé de se prêter à ce scénario. Les présents, sur interrogation de la défense, ont déclaré n'avoir jamais entendu parler de Maurice Papon au cours de leur exploration. C'était un vaste montage pour impressionner. Aucun n'a démontré quoi que ce fut ! Je m'excuse de vous le dire, ils en sortent plutôt diminués que grandis. Votre cas est différent. Vous étiez à l'origine de l'affaire. Votre honnêteté intellectuelle et morale vous a conduit à réviser votre position. Vous avez ajouté le courage moral de le dire publiquement au lieu de rentrer dans le trou et de ne plus en sortir. Mais d'autres ont fait parler leur idéologie et leur tendance personnelle. Je dois dire que je ne trouve dans aucune matière à me condamner. Tous les historiens, à part vous, ont commencé par dire qu'ils ne connaissaient pas le dossier... Étaient-ils des témoins au sens judiciaire du terme, puisqu'il n'avaient pas connu les faits, ni l'accusé, et de surcroît puisqu'ils ne pouvaient être experts en raison du refus de toute expertise historique par la Cour d'Appel le 5 janvier 1988 ? L'histoire et la justice sont deux choses parfaitement différentes ! Alors pourquoi prétendre mettre l'une au service de l'autre ?

M.B. - Lucien Febvre disait en 1935 que « l'histoire n'est pas un bal costumé ». Je connaissais la genèse et le déroulement de toute cette affaire. Ma découverte des archives du Grand Rabbin en janvier 1991, fut pour moi un électrochoc. Elles révélaient une autre réalité faisant s'écrouler la suspicion systématique que j'avais à l'encontre de l'équipe préfectorale (en montrant clairement les relations de confiance du chef de la communauté israélite avec le service de Pierre Garat, le préfet Sabatier et l'intendant de police Duchon), force me fut de reconnaître que le dossier était plus complexe que je ne l'imaginais au début. Mes découvertes ultérieures dans les archives m'ont confirmé dans cette position précautionneuse. Je n'ai pas étalé mes doutes ou mes scrupules personnels, [323] lors de ma déposition, mais simplement - c'était mon devoir -, les incertitudes évidentes du dossier

lui-même tant dans la source documentaire manifestement partielle et orientée que dans l'interprétation souvent artificielle ! À ces incertitudes scientifiques de l'historien impartial s'ajoutaient les incertitudes morales graves quand on passe au judiciaire. Je n'ai pas de mérite d'avoir agi par devoir moral.

Face à une logique politicienne, médiatique, judiciaire, contre toute récupération et manipulation, l'histoire universitaire, échaudée lors du procès de 1997, ne pouvait cautionner les versions romanesques produites par l'émotion militante, aussi légitime soit-elle, sans parler d'actes de malhonnêteté et de mensonge caractérisés que nous avons observés. Ces égarements courants dans l'arène juridique, où s'établit toujours un rapport de force entre deux camps irréductibles, ont dépassé toutes les limites. Le grand public ne pouvait pas s'en rendre compte. Je m'en suis expliqué dans l'ouvrage d'Hubert de Beaufort sur le plan méthodologique. Il en fut de même lors de ma déposition le 19 janvier 1998, sans être contredit par les grosses caisses des parties civiles, qui jouèrent de la flûte ce jour-là !

M.P. - Votre déposition - très théorique et universitaire le premier jour, volant trop haut au-dessus de la salle et du jury populaire, plus combative le second jour, touchant sa cible au cœur de faits évacués par les parties civiles et le ministère public que vous avez ridiculisé - fut très dure contre les errements de certains militants de la mémoire...

M.B. - Henry Rousso, un des historiens les plus connus du régime de Vichy, a dénoncé pour sa part, sans être entendu par la communauté scientifique, l'opposition entre le travail sur le passé et l'idéologie du devoir de mémoire. Selon lui, celle-ci risque de devenir un nouvel ordre moral, un système d'épanchement contrit et convenu, empreint de tabous intériorisés : un prêt à penser. Je partage son appréciation lucide :

« Le devoir de mémoire ne peut pas s'opposer longtemps au devoir de vérité. De fait l'hyperamnésie, le trop-plein du passé, est aussi inquiétant que l'amnésie (...). Du point de vue de la façon dont le procès a été présenté, c'est-à-dire pas seulement comme la réparation effective due aux victimes, mais comme un procès de la mémoire, un procès historique, la ques-

tion se pose, en tout cas, [324] de savoir si la surenchère militante est la seule manière d'assumer le passé. »

M.P. - Permettez-moi d'ajouter, puisque vous me présentez cette citation, cet extrait d'un entretien de Paul Ricoeur avec François Hauter, dans *Le Figaro* du 26 mars 1998. À la question de savoir si l'on pouvait, au nom de la responsabilité collective, juger l'ensemble d'une administration à travers un seul homme, le philosophe apporta cette réponse, qui pose bien la place de l'historien face au juge dans le procès :

« (...) Ce procès est surtout un mélange de trois genres. Il y a d'abord, la difficile articulation entre jugement historique et jugement judiciaire. L'historien Bergès, après avoir exprimé ses doutes, a été accusé d'avoir changé de camp. À tort, car l'historien n'a pas la nécessité de conclure. Un juge doit juger, quoi qu'il en coûte, comme un médecin doit rendre une prescription en temps limité, quitte à se tromper. Ensuite le jugement judiciaire se joue sur deux plans. Vous avez d'un côté la participation à une administration qui est elle-même le segment d'un régime politique (à cet égard la notion de régime politique, en tant que distinct de celle d'État et, à plus forte raison, de nation et de peuple n'a pas été assez valorisée par les politologues).

Vous avez d'autre part la contribution personnelle de l'accusé. Sur ce point le droit français est net : le jugement pénal est individualisé. D'où la difficulté : comment extraire d'une action collective celle d'une personne déterminée ? Lorsqu'on a affaire au secrétaire général d'une préfecture son individualité est difficile à dissocier de sa fonction. On a buté là sur quelque chose de quasiment inextricable. »

M.B. - La rupture entre mémoire déformante (toute mémoire ne l'est pas en soi et alimente la matière historique !) et histoire positiviste reste une des questions principales posées par votre procès. Avec, sur le plan juridique, celle de l'articulation entre responsabilité individuelle et responsabilité collective, éludée par un verdict non motivé. Le cas de Slitinsky, que vous avez évoqué précédemment d'un pied léger, reste symptomatique de cette dichotomie entre mémoire et histoire, ici sur le registre caricatural.

M.P. - Après la démonstration de Maître Vuillemin lors de l'audition de ce Tartarin le 22 janvier 1998, il m'a paru inutile, en effet, d'épiloguer sur celui qui fut bien l'apprenti-sorcier de l'affaire et qui, ce jour funeste pour les parties civiles, s'est tiré une balle dans le pied !

M.B. - Au début de mes recherches historiennes sur le Bordeaux de l'occupation, dans les années 1979-1983, il n'était qu'un hagiographe associatif et le témoin sincère à la recherche d'informations sur la destruction de sa famille arrêtée lors de la rafle d'octobre 1942. Devenu, en un marathon de quinze ans, une sorte de Basile médiatique, il ne déploya plus qu'un objectif, comme si le feu des médias avait brouillé son entendement : bouffer du ministre comme autrefois on bouffait du curé, « accuser Papon ». « L'homme par qui le scandale arrive » entonna alors, en fanfaron, l'air populiste de la lutte des petits contre les gros, diffamant et criant à la corruption à tous vents. Sa militance aboyante, paranoïaque, simpliste, dans la tradition populaire des banlieues bordelaises, fut amplifiée par la caisse de résonance d'un journalisme complaisant. Elle prit alors une dimension collective et déclencha sur le tard, indéniablement, une solidarité de la conscience communautaire israélite.

Nous sommes là en présence d'un relais d'opinion, d'un capteur qui constitue un intéressant objet d'étude pour l'histoire culturelle et des mentalités, un peu à la manière du meunier *Domenico Scandella* dit *Menocchio* de l'ouvrage de Carlo Ginzburg, *Le fromage et les vers*. On ne peut analyser seulement « l'affaire Papon » à partir d'une théorie policière des « meneurs communistes » ! Celle-ci révèle, dans ses dimensions profondes, des émotions publiques, des modes de représentation populaires qui ont contribué, dans le Bordeaux de la fin du chabanisme et dans la France post-gaulliste, mitterrandienne et chiraquienne, à faire s'affronter la mémoire résistante et la mémoire juive du génocide, et à alimenter le « syndrome de Vichy », bien analysé par l'historien Henry Rousso. Nous sommes là dans un objet plus vaste : le processus de construction de l'opinion publique et de la conscience collective...

M.P. - On sait cependant depuis quel personnage est celui que vous évoquez... Cependant, mentez, mentez, il en restera toujours quelque chose, cette terrible

maxime a été une fois de plus vérifiée. J'en ai fait l'expérience avec lui et aussi quelques autres.

[326]

M.B. - On pourrait parler, en suivant Alain Finfielkraut, de « fou de la mémoire », de messie, de prophète vengeur, de justicier structuré par la souffrance d'un deuil sans sépulture à partir d'un statut de victime (car Slitinsky fut bien la victime de la rafle d'octobre 1942, au cours de laquelle il eut le sang-froid et le courage de s'évader par les toits).

On est en présence là d'un de ces multiples entrepreneurs de morale de notre société médiatique, qui accroissent par la fustigation et le dévoilement pamphlétaire le discrédit du politique. C'est précisément là que le rapport à l'histoire en tant que science devient impossible. Pour un « fou de la mémoire », la matière historique, les documents, les données, ne sont que des supports projectifs et psychoaffectifs, l'alibi d'un combat qui vise à promouvoir un savoir compensatoire. Les informations sont pliées à la logique militante. Or les faits sont les faits. Le respect des documents doit passer avant toute autre considération. Comme certains avocats des parties civiles, Slitinsky a écarté des pièces ou déformé leur interprétation, sans parler du dénigrement de la Résistance et des témoins. Si le procès a placé les historiens en porte-à-faux, il a projeté sous les feux de la rampe l'obscurantisme militant.

M.P. - De quelles déformations effectives parlez-vous ?

M.B. - Sur le plan de l'analyse, afin de mieux « accuser » les fonctionnaires, - trahissant ainsi ses intentions et ses méthodes inacceptables - il a symptomatiquement tenté de minimiser le rôle de Lucien Déhan, présenté comme « le successeur de Pierre Garat ». Il a confondu sciemment le service des affaires juives de la préfecture avec la police aux questions juives à la dévotion des SS, encensée elle au passage pour sa capacité... à traiter les dossiers des radiations du fichier juif plus vite que les services de Garat ! Il a pris les témoignages des SS comme de l'argent comptant afin de « démontrer » l'autonomie totale et le zèle de l'adminis-

tration de Vichy en matière de répression anti-juive à Bordeaux. Il a aussi - contresens notable - considéré que Déhan avait été jugé sommairement et fusillé à la Libération dans le dessein secret de dissimuler les actes coupables de la préfecture et de la police de Bordeaux, cet agent ennemi devenant, selon sa mathématique sommaire, un « bouc émissaire » idéal...

Comment peut-on contester presque soixante ans après, contre toute évidence et sans aucune preuve, le travail des juges de la [327] Libération qui, eux, avaient des pièces exactes, des témoins vivants, une mémoire et une connaissance vraie du contexte. Le général Noël Stienne, juge instructeur du Tribunal militaire dans l'affaire Déhan, a fait justice de ces élucubrations obsessionnelles dans une lettre circonstanciée à Slitinsky, le 3 mai 1986, où il écrivait notamment :

« Vous paraissez solliciter de ma part un avis favorable à une thèse que vous faites votre, selon laquelle l'intéressé (Lucien Déhan) aurait été chargé de la responsabilité des déportations raciales pour couvrir des personnalités administratives plus haut placées.

Je me dois de m'élever avec la plus grande résolution contre une telle théorie qui ne tend à rien d'autre qu'à mettre gravement en cause la rectitude des autorités de l'époque, tant civiles (cour de justice) que militaires, détentrices des pouvoirs de l'action publique (...).

Quelques libérations ont été vérifiées par suite de la production de pièces justificatives, pas toujours à Bordeaux ; mais également au camp de Drancy.

Autant que je me souviene, la radiation d'une centaine de personnes, effectuée par complaisance du fichier juif, n'a pas été avancée au cours de l'information. Je suppose qu'elle ne l'a été qu'à l'audience. Dans le cas contraire des vérifications sérieuses auraient été entreprises comme cela a été fait pour certains allemands du KDS de Bordeaux. »

M.P. - Cette lettre montre bien que nous avons affaire à un affabulateur invétéré !

M.B. - Sans parler du silence total sur le sabotage des fichiers et du processus de radiation orchestré par le Grand Rabin et Garat, sur le rôle de l'UGIF et Joseph Cohen, dans le douloureux problème des enfants de juillet-août 1942, analysé de façon partielle en l'absence des documents appropriés, ou d'autres graves erreurs de faits voire des appréciations en accordéon sur les autorités de la communauté israélite de Bordeaux... Le statut de victime, émouvant en soi, dénoue-t-il un mémorialiste de toute déontologie quant au respect de la vérité des faits ? La recherche historique ne doit-elle pas fonctionner « sans *tourner à dextre ni à senestre, mais tout droit dans le droit* » ?

[328]

M.P. - Il n'est pas accessible à cette méthode, bien trop honnête pour lui ! Sa résistance aussi - Cusin en fait justice dans un rapport très documenté - a subi des versions successives, picaresques et rocambolesques ! Je me suis d'ailleurs laissé dire lors du procès que certains journalistes, faisant courir le bruit que l'homme à la moustache avait fait un voyage dans la Russie stalinienne des années 50, le surnommaient « le Pépone bordelais »...

M.B. - Vous en riez, mais ce dernier a toujours nié que vous ayez eu un rôle positif dans le processus de radiation comme dans la libération de nombreuses personnes, dont sa propre sœur en décembre 1942, malgré des documents qui prouvaient que celle-ci fut sauvée grâce à une intervention de la préfecture contre les SS, en particulier par une lettre signée par vous qu'il dissimula délibérément. De tels comportements ne pouvaient que dénaturer la compréhension de certains faits, très difficiles à interpréter, et porter atteinte à une cause qui aurait dû et pu rester digne...

Pour relever encore la dichotomie entre histoire et mémoire militante, les Klarsfeld quant à eux, - oubliant leurs propres ouvrages de référence sur *Vichy-Auschwitz* -, ont investi pendant le procès le même registre que Slitinsky, mais à un autre niveau de puissance. Raccrochés tardivement à une affaire où ils se sont trouvés en porte-à-faux, concurrencés par d'autres, sans ce souci de leurs dérapages, ils dénigrèrent leurs confrères, portèrent atteinte à la dignité des magistrats

et - surenchère militante oblige - dénoncèrent avec mépris, *urbi et orbi*, certains « Nains de la Mémoire »...

M-P - On ne peut savoir à qui ces « Géants » médiatiques faisaient allusion !

M.B. - Ceci dit, de façon générale, en mettant à part l'engagement dans la Résistance, les militants ne remplacent pas les historiens, ni les historiens les militants. À quelques exceptions près, dont la figure attachante de Marc Bloch, fusillé sur ordre de la Gestapo de Lyon à Saint-Didier-de-Formans le 16 juin 1944...

M.P. - Mais lequel des historiens que j'ai eu en face de moi peut être comparé à lui ? Je vous suis tout à fait. Remarquez que des militants voire d'anciens préfets de police peuvent parfois rédiger des mémoires utiles aux historiens pour écrire « leur » histoire (J'allais dire à tort « leurs histoires »)...

M.B. - Qu'avez-vous pensé de l'audition du Grand Rabbin Sitruk ?

[329]

M.P. - Permettez-moi de n'en rien dire par respect pour sa haute fonction.

M.B. - Et vos témoins ?

M.P. - Les témoins cités par la Défense furent des modèles de courage, de vérité, de dignité. Ils sentirent la haine dans leur dos, en témoignant. Vous en savez quelque chose ! Parmi les plus grands résistants, certains furent pris à partie avec insolence. Ils avaient pour eux, contrairement aux interrogateurs, le triste et héroïque privilège de rapporter ce qu'ils avaient vécu comme Bouchinet-Serreules, Maurice Druon, Perpezat et bien d'autres, des grands noms ! Monsieur de Beaufort a fait état de l'essentiel de leurs dépositions qui devraient bien nourrir les réflexions des historiens de notre époque. La déposition de Madame Jean Chapel fut pour moi extrêmement émouvante. Elle est morte depuis. Toute malade qu'elle fut, ses déclarations prenaient aux tripes. Elle raconta en termes vrais la vie de l'époque, dépassant de loin tout ce que purent dire les historiens.

M.B. - Lors de votre procès, certains témoins n'ont-ils pas subi des menaces téléphoniques ?

M.P. - Ces menaces ont été effectivement proférées souvent de l'extérieur, mais également de l'intérieur. La pression dans le prétoire, je le redis, était étouffante pour les témoins à décharge. Je me souviens bien du témoignage de Monsieur Jacques Delarue. Celui-ci, malgré une santé gravement atteinte, a eu le courage de venir à la barre. Il a été quasiment injurié par le jeune Arno Klarsfeld. Un médecin du SAMU est intervenu. Son témoignage ne s'est pas poursuivi. Pas un témoin n'a échappé à cette pression inacceptable. J'estime pour ma part que ces événements auraient pu être sanctionnés. Ils ne l'ont pas été. Cette terrible atmosphère, outrageante à l'égard de l'idée de justice, était profondément inéquitable et choquante. Aujourd'hui encore, j'en garde la nausée.

M.B. - Les déclarations des témoins de moralité du début vous ont-elles apporté quelque chose ?

M.P. - Leur présence et leur solidarité ! C'est le cas de Raymond Barre, qui n'avait pas connu cette époque. Il a dit son estime. Contrairement à ce qu'ont affirmé les médias, il m'a ostensiblement salué de sa place de témoin. Il y eut aussi Bouchinet-Serreulles, qui raconta pendant plus d'une heure le travail des hommes de Londres, la façon dont il relayait Jean Moulin... Cet homme distingué fit une remarquable intervention. Il m'a aussi [330] défendu, étant informé de ce que j'avais fait par Bourguès-Maunoury. Alain Perpezat fut majeur pour décrire mon action de résistant. Et j'en passe, comme Maurice Druon, Pierre Messmer, Christian Campet, Hubert de Beaufort... comme tous les autres bons vieux gaullistes, et parmi eux, les fils de ceux qui, disparus, m'avaient connu et soutenu.

M.B. - Comment appréciez-vous le comportement de ces hommes qui ne voient souvent la réalité qu'à travers les deux couleurs de leur robe, je veux parler des avocats ?

M.P. - Les avocats ne connaissaient pas le dossier 1 Moi non plus, d'ailleurs, mais enfin, je le connaissais mieux qu'eux ! La preuve, c'est que les journalistes s'y sont laissés prendre puisqu'ils l'ont dit eux-mêmes. Ils ont écrit que les avocats

se heurtaient à la connaissance du dossier que l'accusé avait. Interprétation optimiste ! Mais c'est un fait qu'ils connaissaient le dossier encore moins que moi...

M.B. - Que pensez-vous de la théorie d'avocats des parties civiles ?

M.P. - Ce serait irrévérencieux de ma part de dire que les 25 ou 26 avocats - je n'ai jamais réussi à les compter, car ils étaient rarement tous présents à la fois ! - constituaient une véritable « meute ». Certains d'entre eux, prototypes de l'homme de robe du dix-neuvième siècle par leur emphase, par l'attention qu'ils portaient à écouter leur propre discours, me divertissaient. Quelques-uns, que j'ai souvent mis en boîte, faisaient court en m'insultant. D'autres m'interrogeaient selon des schémas portant la marque de leurs idées toutes faites. Peu s'intéressaient aux faits et au dossier. Les plus assidus n'étaient pas les moins retors. Ceux-là procédaient par syllogisme, faute de pouvoir invoquer des faits vérifiables et fournir les preuves qui manquaient. J'en vins même, en par une erreur calculée, à appeler l'un d'eux Maître Osmose, tant il procédait avec éclat à des assimilations artificielles. Le plus pittoresque de cette honorable compagnie, téléphonait toutes les vingt minutes à Papa avant d'intervenir, revenait sûr de lui, emmêlait ses feuillets en récitant sa leçon, puis perdait pied en bredouillant, avant de se faire réprimander comme un jeune garçon par le Président, en raison de son agitation, de ses écarts de langage et de son manque de courtoisie flagrant...

Le sommet de cette dialectique offensive, aboutit à une « première » dans les annales du droit pénal. Je mis l'un des avocats [331] au défi d'apporter la moindre preuve à l'appui des allégations qu'il soutenait : qu'il produise un seul ordre de déportation signé de ma main. La réponse fut donnée sans équivoque dans la plaidoirie finale de Maître Zaoui :

« Il n'y a pas besoin de preuve. Il s'agit d'une chaîne d'actes administratifs qui ont permis les déportations. »

Personne ne frémit à l'énoncé de ce « non-droit », qui, au surplus, mettait en cause le concept de responsabilité collective proscrit dans le droit pénal des démocraties !

Le Jury, paraît-il, se détermine sur son intime conviction. L'intime conviction assise sur le manque de preuve ? C'est tout de même singulier ! Il n'est plus désormais d'État de droit. Il est vrai qu'on ouvre la porte à de telles déviations, quand on affirme que « l'interrogatoire *n'est pas destiné à établir une vérité mais à permettre à la Cour et aux jurés de se faire une opinion* ».

Vous avez justement relevé et critiqué ces propos qui sont du Président de la Cour, dans votre entretien avec Monsieur de Beaufort. Voilà un danger indiscutable pour nos démocraties, telles qu'elles évoluent avec leur « politiquement correct ». En justice, évitons de grâce toute politisation, poison de nos sociétés.

M.B. - Pouvez-vous me parler de vos avocats ? N'étaient-ils pas désavantagés par le fait qu'ils intervenaient à la fin lors des débats ?

M.P. - Le privilège de la Défense est d'avoir le dernier mot. Mais face à la marée des plaidoiries des parties civiles, cela devint un exercice difficile. Les circonstances ne mirent pas toujours en valeur leurs interventions. Les gens étaient fatigués. Tout cela a duré six mois.

M.B. - Comment avez-vous travaillé avec eux pendant le procès ?

M.P. - De temps en temps, ils venaient à Izon. Surtout Maître Vuillemin, qui passait régulièrement le matin, pour préparer les audiences de l'après-midi, notamment pendant l'examen des convois. Le soir, après les débats, nous étions épuisés.

M.B. - Comment appréciez-vous, *a posteriori*, les plaidoiries pour votre cause ?

M.P. - Mes défenseurs, avec lesquels, de mon fait je n'ai pas assez préparé le dossier avant le procès - c'est le moins que je puis dire -, ont assumé leur mission avec conscience, conviction et talent.

[332]

Le bâtonnier Rouxel tenta de remettre les choses en ordre, en évoquant de façon académique, fine, cultivée, la période de l'occupation dont on avait peu parlé, et en dénonçant le mythe que les parties civiles avaient construit autour de moi pendant des années. En vain !

Le jeune Francis Vuillemin, pour un coup d'essai, fit un coup de maître, en re-constituant avec émotion la personnalité de l'accusé mise en lambeaux lors des débats - je ne parle pas dans les médias. En vain !

Maître Jean-Marc Varaut, outre le succès qu'il remporta en obtenant ma mise en liberté, soutint ma cause de longues heures durant avec un grand talent nourri de culture et d'humanisme. Refusant toute stratégie de rupture, respectueux du Droit, des parties civiles, des victimes, de tous les témoins, comme des magistrats, il m'accompagna de sa voix profonde, chaleureuse, grave. Malheureusement, il y eut l'interruption dramatique que vous savez : le décès brutal de mon épouse dans la nuit du mardi au mercredi. Quand il a repris sa plaidoirie, pendant quatre séances je pensais à autre chose. Les bribes que j'en ai recueilli me conduisaient à honorer la science juridique du maître. C'était bien construit, bien dit, dans un langage riche et fort, auquel je suis sensible, ce qui ne fut pas le cas du conglomerat des avocats d'en face à quelques rares exceptions près.

Cependant, les circonstances étaient telles, que ce n'était plus le sujet devant un jury populaire composé en majorité de jeunes gens qui n'avaient pas vécu les faits, attentifs comme Ulysse aux chants de sirènes extérieures et quelles sirènes terrifiantes, unanimes ! Ce procès à dimension stalinienne, Me Varaut l'a abordé en philosophe, mais aussi en homme respectueux du Droit, lequel avait perdu droit de cité. Je me suis incliné devant son respect absolu des magistrats et des règles de la Cour d'Assises. Il avait raison dans le fond. On doit toujours respecter la justice telle qu'elle est. Ceci étant dit, la plaidoirie finale de Jean-Marc Varaut, sur laquelle il comptait beaucoup, fut une démonstration magnifique en termes de droit, outre qu'elle a montré à nouveau ce que la presse avait déjà souligné : l'acte d'accusation était en lambeaux... Tout cela, en vain !

M.B. - En vain ? Pourquoi ?

M.P. - Pour une raison simple, je le répète : le procès était politique ! Tout était ficelé à l'avance. Les médias avaient pollué [333] l'atmosphère. Que pouvait l'argumentation juridique aussi souveraine fut-elle ? Que pouvait l'argumentation historique, aussi incontestable qu'elle était et qu'elle est encore davantage aujourd'hui ?

M.B. - Que fallait-il faire ?

M.P. - Rien !

M.B. - Mais encore ?

M.P. - Rien depuis que Klarsfeld avait mis en cause publiquement le Président des Assises dans son intégrité. Ce dernier, qui avait conservé une dignité aux débats, s'en trouva déstabilisé. Klarsfeld s'est clairement expliqué. Pour le militant qu'il est, le non-droit prime le droit. Et le droit, jusqu'à preuve du contraire, c'est la justice. N'oubliez pas qu'à la mi-février, le vent avait tourné et l'on parlait ouvertement d'acquittement. Cette perspective ne répondait ni aux entreprises complexes des parties civiles, ni aux engagements du pouvoir.

M.B. - Le Président, décontenancé par de telles attaques, n'a d'ailleurs pas nié les liens - distants pourtant puisque semble-t-il il les ignorait - avec les parties civiles révélés par les Klarsfeld. Il est ressorti très affecté de cette déstabilisation. Comme vous l'aviez déjà remarqué, il a changé.

M.P. - Le tort que j'ai eu, m'a-t-on dit, fut de ne pas récuser le Président, ainsi mis en cause. Cela m'apparaît aujourd'hui évident. Le procès en eût été transformé. Voilà un exemple flagrant du délitement de nos institutions dans la France d'aujourd'hui. Qu'on ait pu, indépendamment de toute autre considération, outrager impunément à ce point un président, et qu'on ait laissé faire ! Certains magis-

trats ont déposé une plainte auprès du procureur général qui l'a aussitôt évacuée. La magistrature, si j'en crois ce qui m'a été dit, en fut humiliée et je le comprends.

M.B. - Des pièces importantes, connues de la première instruction, ont été sciemment écartées de la seconde. Cela semble n'avoir inquiété personne, comme si c'était anecdotique...

M.P. - Les journalistes ont bien réagi ! L'expression est d'eux : « l'acte d'accusation est en lambeaux ! »... J'ai accusé moi-même le ministère public de n'avoir retenu que les pièces signées Papon. Pas celles de Sabatier, Chapel, Duchon... Tout était orienté. Je l'ai dénoncé pendant les débats. Et j'avais une habitude : à la fin de chaque convoi, je prenais l'acte d'accusation, j'en détachais trois ou quatre phrases, afin de montrer que c'était faux, travesti [334] ou ridicule. Cela a fini par amuser le Président, qui me donnait systématiquement la parole après l'examen des faits. Sur le fond, je vous suis tout à fait. L'instruction a été faite à sens unique, à charge, contre la Loi. La justice a été outragée. Le ministère public a suivi.

M.B. - Ces faits n'ont pas ébranlé la Cour qui pensait avoir en sa possession suffisamment de documents pour apprécier ?

M.P. - La Cour s'est déterminée sur le coup de canon des Klarsfeld. Sans cela, sans verser dans la naïveté, et en dépit de toutes les lacunes dans la connaissance des faits, je n'étais pas loin de l'acquittement.

M.B. - Comment s'est comportée la garde du RAID, vis-à-vis de vous ?

M.P. - Ils sentaient, semble-t-il, que je défendais l'État, les institutions, et par conséquent la Police. Ils se sont dit que j'étais le seul à les défendre. Un soir, à Izon, ils se sont regroupés autour de moi pour suivre à la télévision, tard dans la nuit, les informations concernant l'assassinat du Préfet Érignac. Ce fut d'autant plus émouvant qu'en son temps, j'avais été moi-même Préfet de Corse...

M.B. - À la fin du procès, vous êtes frappé par un drame personnel : le décès de votre épouse...

M.P. - C'est, d'après des proches qui l'assistaient, l'intervention du procureur général qui l'a tuée. La demande de peine de vingt ans eut lieu un mercredi. Le jeudi, on voulait partir. Le Président souhaitait rattraper le retard des audiences. Le vendredi, je retournais à Gretz, où j'ai travaillé à ma déposition. Le samedi, je suis resté toute la journée auprès d'elle. Le dimanche, je suis rentré vers 15 heures par le train. Le lundi matin, commencèrent les plaidoiries de mes défenseurs. Et le mardi soir, ma femme mourut. Je partis aussitôt en pleine nuit, après avoir averti mes avocats. Maître Francis Vuillemin accourut aussitôt. « Rendez-lui compte de ce qui se passe » lui dis-je. Je fonçais aussitôt avec les hommes du RAID et mes enfants en voiture à Gretz, vers 2 heures du matin. La Cour s'est réunie le mercredi. D'après les échos que j'eus, on fut assez respectueux de mon malheur. L'audience reprit le lundi suivant, après les obsèques... Je ne pensais qu'à ma femme. Le mercredi matin, j'ai soutenu mon ultime intervention.

M.B. - Comment avez-vous vécu le verdict ?

M.P. - Je savais que c'était joué. C'est ce que je sentais. On [335] m'a reproché de m'être montré impavide. Je suis parti tout de suite à Gretz, rejoindre la tombe de ma femme.

M.B. - Avec le verdict, nous arrivons au terme de ce que vous appelez votre « chemin de croix ». Qu'avez-vous pensé à la lecture de la sentence ?

M.P. - Je le dis en toute clarté dans mon ultime déposition. Relisez-la. Selon moi, tout y est ! Et jamais le contenu en fut contesté par qui que ce soit. Je n'ai rien à ajouter, ni rien à retrancher. Ce document constitue un bloc : il y a les faits, il y a le droit, il y a la morale.

M.B. - Je ne suis pas certain que votre ultime déclaration ait eu le ton qui convenait. Mais on ne refait pas l'histoire ! Ce procès, à la fin du XXe siècle, est loin d'avoir honoré la vérité humaine qu'il impliquait. Pensez-vous que les Jurés

aient pu être sensibles à cet aspect quasi-philosophique des choses ? Ne croyez-vous pas que leur intime conviction restait fixée sur les pages d'une histoire trop vieille pour des êtres aussi jeunes ?

M.P. - Comment vouliez-vous qu'il résistent à l'ambiance créée de toute part, à la médiatisation outrancière qui flattait leur rôle. Comment pouvaient-ils rester insensibles au fait de tenir entre leurs mains le témoin survivant, sinon le responsable de toute une époque, d'un drame effroyable pour lequel on a psychologiquement besoin de trouver un coupable ? Comment vouliez-vous qu'ils puissent s'isoler de l'ambiance extérieure, dès lors que ce procès a duré six mois, avec des interruptions ? Comment auraient-ils pu se soustraire aux influences diverses qui encombraient jusqu'à l'obsession l'actualité d'alors ? Ne parliez-vous pas tout à l'heure des sirènes qui envoûtèrent Ulysse ?

[336]

La leçon

[Retour à la table des matières](#)

M.B. - Quelle leçon tirez-vous d'un tel procès, qui n'est pas sans rappeler l'antique et permanent procès de Socrate ? Vous qui avez servi le bien public, qui avez été aussi un homme passionné de théâtre, forgé aux retournements de l'action, aux ruses, aux choses de police, aux drames de la vie aussi ?

M.P. - Dans ce procès, mon dédoublement fut excessif. À certains moments, je me sentais étranger à ce qui se passait.

M.B. - Je me pose depuis longtemps à ce sujet une question : quelle fut en vous la part de reconstruction dans les réponses aux questions posées lors des débats, et la part de véritable mémoire des événements, soixante ans après ?

M.P. - J'ai fait devant la Cour une intervention spécialement sur ce sujet. Cela afin de montrer les trous de mémoire individuelle, mais aussi de l'histoire, et la reconstruction pour combler le vide... J'ai mis en garde le Jury sur ces voies censées rétablir la vérité, mais qui, par fonction, étaient destinées à boiter l'une et l'autre. La mémoire d'un côté, et la reconstruction de l'autre, faute de mémoire ! Si je dois me faire un reproche dans ce procès, c'est d'avoir été trop souvent extérieur aux débats, comme s'ils ne me concernaient pas. D'un côté, cela m'a permis de tenir. C'est peut-être un des secrets de l'affaire. D'un autre côté, j'ai perdu des occasions de réagir à bon escient. De plus, tout le monde a cherché des explications rationnelles, générales, pour interpréter systématiquement les faits. Or à l'époque, nous fonctionnions dans l'empirisme, de façon très tâtonnante, en aveugle, au jour le jour, sous le poids de l'urgence, de la peur, de la contrainte allemande, des circonstances, de l'imprévisible, du secret, c'est-à-dire d'un univers irrationnel.

M.B. - Ce procès, qui n'est pas que judiciaire, fut aussi, tout le [337] monde l'a compris, politique, comme s'il était, sous forme expiatoire, l'envers de l'Affaire Dreyfus et comme si l'État de droit démocratique, ne pouvait se passer de procès. La démocratie, notamment pendant la période révolutionnaire, mais aussi tout au long du XIXe siècle, s'est construite à travers bannissements (ceux des communards !) et procès politiques, ce type de régime se trouvant inséparable d'une mise en accusation collective, à un moment ou à un autre. Un peu comme si l'organisation plurielle du pouvoir suscitait l'affrontement, la dénonciation publique, le défoulement de sophistiques et de démagogies conservatrices et réductrices. Bref, la création d'un ennemi intérieur, d'un adversaire, d'un bouc émissaire à fonction cathartique, expiatoire des angoisses et des désirs de vengeance, à défaut de volonté de puissance. Sans parler de Cicéron, qui y laissa sa tête, Socrate, avant lui, n'a-t-il pas été condamné par l'Athènes démocratique ?

M.P. - Votre remarque va loin ! Au cours des débats, j'ai appris, ce qui pour moi, vieux serviteur de l'État proche de l'éthique cicéronienne est contre ma philosophie : la pratique du mépris.

M.B. - Qu'avez-vous retenu de la nature humaine, depuis votre poste d'observation de la salle d'audience, après une telle expérience ?

M.P. - J'ai vu défiler tous les masques, tous les types, tous les personnages. C'était parfois du Feydeau !

M.B. - Ce qui est unique, c'est que ce fut le premier procès judiciaire et politique qui s'est déroulé près de soixante ans après les faits...

M.P. - C'est pour cela qu'il y eut une part de théâtre et de représentation... Ce fut une escroquerie ! C'est pour cela aussi que ce procès ne pouvait donner ce qu'espéraient ses instigateurs. Tout a été construit artificiellement de toute pièce, près de soixante ans après les événements ! Sans témoignage de contemporains, pratiquement ! Même Socrate n'a pas connu cela !

M.B. - Sur le fond - j'exprime là une impression personnelle que je ne veux point offensante à votre égard -, vous ne vous souveniez plus, semble-t-il, du détail de certains faits de l'époque concernant rafles et convois. C'est le sentiment - confirmé par le procès - que j'avais retiré lors de nos premiers entretiens de mai et de juin 1997, où je découvrais que vous ignoriez de nombreux faits à décharge.

M.P. - Sans doute, mais tout de même, les journalistes, pourtant [338] sans complaisance estimaient que les parties civiles se heurtaient à la connaissance que j'avais du dossier. Disons, si vous le voulez bien, que j'aurais pu et dû le connaître beaucoup mieux !

M.B. - Certes, mais pourtant, l'analyse du processus de décision, telle que nous l'avons esquissée, avec l'omission de l'importance des conférences régionales et la sous-estimation du poids personnel de Maurice Sabatier et de la direction policière dans le dispositif, le révèle clairement. Vous avez joué loyalement le jeu face aux questions que vous posaient la Cour et les autres acteurs du procès. Vous avez cherché avec droiture la vérité que vous ressentiez, mais dont les bases documentaires et factuelles vous échappaient souvent. Vos réponses, adaptées, pertinentes, font apparaître sur de nombreux points un décalage d'information dans le temps.

Vous abordiez vos réponses à partir du « Maurice Papon d'aujourd'hui », qui parle depuis ses positions administratives, personnelles et politiques ultérieures, oubliant le jeune secrétaire général de 32 ans du Bordeaux des années quarante qu'il fut. Autrement dit, sur le plan de la théorie juridique, le témoin n'est plus le contemporain des faits. Il s'adapte à un autre présent ! Il commente ses actes à partir d'une autre réalité. Témoignage virtuel plus que réel. Ce problème méthodologique, jamais des magistrats n'avaient eu à l'affronter jusque-là. Comment a-t-on pu mettre entre parenthèses ce problème fondamental ? L'accusé était-il vraiment en mesure de rendre compte des faits qu'on lui imputait ? La projection d'archives partielles, faussement « objectives », pouvait-elle compenser ce grave manquement à la déontologie de l'oralité des débats dans une Cour d'Assises, où un homme joue son honneur et sa liberté ? Autrement dit, a-t-on statué sur des faits réels ou à partir d'une histoire reconstruite ? C'est, à mes yeux, parmi toutes les autres, l'iniquité la plus grande que vous ayez eu à subir. Par ailleurs, pendant le procès,

en rupture vous-même avec l'image réelle de l'homme que vous étiez de 1941 à 1944, vous avez mis entre parenthèses votre journal de l'époque, et n'avez fait qu'effleurer vos rapports ambivalents avec Maurice Sabatier. Je m'incline devant votre respect pudique au nom de cette éthique, surannée aujourd'hui - surtout dans un procès politique ! -, qui consiste à se garder, au nom d'une certaine conception de l'honneur, de vouloir faire comparaître et de charger des morts ! Par ces scrupules, vous vous êtes finalement [339] retrouvé avec une équipe préfectorale et policière par rapport à laquelle, autrefois, vous aviez pris vos distances. À l'époque en effet, vous n'aviez été qu'un élément secondaire et courageux au sein du système Sabatier, que vous avez lâché et auquel vous aviez dissimulé vos engagements résistants.

M.P. - Je vous remercie de votre franchise. Ma réalité d'accusé fut shakespearienne ! Peut-être avez-vous en partie raison dans le fond...

M.B. - De même, certains de vos adversaires politisés vous ont jugé avec l'uniforme du préfet de police et la dialectique du ministre RPR du Gouvernement Barre. Étonnant décalque anachronique qui constitue une des clés de lecture pour décrypter leur attitude. Votre renommée de ministre a alimenté involontairement l'orgueil, les flatteries compensatoires et les prétentions d'accusateurs sensibles aux retombées sur leur petite personne de votre réputation.

M.P. - Je m'en serais bien passé !

M.B. - Sans oublier ceux qui ont vu en vous le bouc émissaire à condamner en fait et place de René Bousquet, disparu comme l'on sait. Votre procès fut pour certains un procès de substitution, avec les limites du genre, de celui qui aurait dû avoir lieu et que la main du destin effaça ! Peut-être vous êtes-vous, inconsciemment (mais comment résister à une telle pression) conformé au personnage que l'on voulait que vous deveniez contre vous-même, contre la réalité. N'eût-il pas mieux valu adopter un autre système de défense consistant à ne pas commenter l'ensemble des archives, ni les documents, documents qui n'étaient que partiels et qui ne vous concernaient pas ?

M.P. - Si j'avais été malin, en l'état d'une instruction partielle et partielle, je serais resté silencieux du début jusqu'à la fin ! Il n'y aurait plus eu de procès ! Ça les aurait terriblement ennuyé ! Eût-ce été là un respect de la justice qui s'impose à tout citoyen au-delà des iniquités qu'il peut subir ? J'ai pensé mieux faire en cherchant simplement la vérité. Ce procès fut pour moi et les miens, qui sont venus m'entourer et me soutenir - je pense à mes enfants et à mes amis - un défi et un combat. En vieux gaulliste, je me suis battu ! Je ne pouvais rester silencieux face à d'injustes accusations. J'avais le devoir de me défendre, malgré les risques que vous soulignez, d'autant qu'à travers moi, on entendait mettre en cause Résistance et gaullisme, ce qui n'a pas manqué, comme [340] vous avez pu le constater vous-même. Ma défense allait donc bien au-delà de moi !

M.B. - Prenons, parmi d'autres exemples, le cas de l'arrestation de la sœur de Slitinsky en octobre 1942 - que le verdict a retenu contre vous - alors que la décision était allemande, comme les listes d'arrestation, et que c'est votre intervention qui la fit libérer. On vous a bien accusé d'actes que vous n'aviez point commis ! Peut-être avec l'intention que ce type de surenchère tactique parmi d'autres serait suffisante pour vous faire condamner même à un minimum ? Ne pas répondre eût pu être considéré comme un aveu et un abandon. Parler, accepter de se défendre, cela pouvait aboutir à se piéger soi-même... Sans parfois toujours connaître les pièces de votre dossier, peut-être aussi par bravade face à des provocations, des incompréhensions et de l'incompétence, en répondant de façon systématique, en livrant vos commentaires, n'avez-vous pas sans le vouloir alimenté la machinerie judiciaire qui vous broyait ? En détaillant l'ensemble des rafles, des convois, vous avez donné parfois l'impression que vous étiez sinon aux commandes, du moins au courant de tous les dispositifs...

M.P. - Feriez-vous maintenant l'éloge de ma mémoire ?

M.B. - Je pose là la question de la pertinence de « l'oralité des débats » de la Cour d'Assises, et de votre qualité de « témoin » devant des faits vieux de plus de cinquante ans sur lesquels on vous a demandé de vous expliquer. Pouvait-on véri-

tablement recomposa des événements lointains à partir d'un système d'information incertain, et surtout, redisons-le, en l'absence de témoins majeurs ?

M.P. - Non seulement à partir d'informations incertaines, mais à partir d'informations manipulées. On voulait à tout prix ce procès, quel que fut le système de défense. Rien ne pouvait arrêter ce torrent organisé.

M.B. - En faisant physiquement et psychologiquement face à une accusation qui a duré plus de six mois, n'avez-vous pas parfois livré des réponses improvisées, au coup par coup ? Était-il prudent de commenter des documents projetés alors que beaucoup d'autres documents - et quels documents ! - manquaient et que de nombreux actes et décisions essentielles ne pouvaient pas avoir laissé de traces écrites, se situant plutôt dans le secret des téléphones, du cabinet du préfet ou des bureaux ?

M.P. - M'est-il permis de vous chercher querelle ? Dans votre [341] question dense et un peu compliquée, comme lors de votre remarquable entretien avec Monsieur de Beaufort, j'en prends pour mon grade, si je puis dire !

Manque de mémoire sur des faits vieux de 56 ans ? N'oubliez pas qu'entre temps, j'ai vécu une rude existence ! Reprochez-moi plutôt d'avoir mal connu mon dossier, je veux dire le dossier du procès. En effet, je vous l'avoue, je n'ai pas ouvert ce dossier. À quoi bon ? me disais-je. Ce n'est point tant par négligence que par l'effet d'un parti pris. L'affaire était bouclée avec cynisme avant de commencer. Vous semblez ignorer la volonté politique qui explique ce procès.

J'ignorais, me dites-vous, les archives à décharge ? C'est vrai ! Mais je me remémorais assez la réalité vécue pour dénoncer le tri qu'avait opéré délibérément l'acte d'accusation. Peu de témoins survivants ? Archives sélectionnées et très incomplètes ? Le ministère public emboîta le pas à ces pratiques, révélant la volonté préméditée d'obtenir condamnation. On doit reconnaître que la presse écrite fut moins docile. Durant le procès, on assista à la tactique des parties civiles de menacer, je le répète, mes témoins - les témoins de la Résistance ! -, de les déstabiliser, de faire régner la peur. Est-il besoin de rappeler les pressions exercées à l'encontre du Résistant Maurice Travers, pendant l'instruction, pour lui faire dire

contre son témoignage que j'avais bénéficié de certificats de complaisance quant au combat clandestin que j'avais soutenu deux années durant à Bordeaux ?

L'oralité des débats a été faussée, dites-vous avec raison ? Que pouvais-je là contre, sinon en discuter les effets à défaut des causes qui m'échappaient ? D'un côté, je me trouvais en face de documents sciemment sélectionnés, et de l'autre, en face de témoins menacés. N'y avait-il pas là des relents de stalinisme ? Je ne sais pas, comme vous le dites, si j'ai eu une mémoire insuffisante, ce ne fut semble-t-il pas l'avis du principal avocat des parties civiles, qui a reproché à ses confrères, un an après, de n'avoir pas pris en considération « un accusé de cette trempe ».

En réalité, mon action a été mise sous le boisseau, ainsi que la Résistance, que j'ai pratiquée sans relâche, parce que l'une et l'autre gênaient la stratégie de l'accusation. Il est typique, par exemple, qu'après avoir contesté ma résistance, et avec quelle obstination, on a dû l'admettre à l'écoute des grands témoins de l'époque, et preuves en mains. Qu'a-t-on fait alors ? Changement [342] de pied : on écarte la Résistance du procès, sujet étranger à l'enjeu, et en même temps, on insinue, indifférent aux contradictions, que la Résistance avait sa part de responsabilité dans la déportation des juifs, faute de l'avoir empêchée. Elle n'a pu davantage empêcher la déportation des résistants. De la Résistance à de Gaulle, le pas fut vite franchi, vous le savez.

M.B. - Une telle dialectique est perverse par nature. Contrairement à Monsieur K dans *Le Procès de Kafka*, qui ne savait pas de quoi on l'accusait, vous, à l'inverse, connaissiez à l'avance votre verdict... C'est pourquoi il faut des historiens pour rétablir les faits. Et s'en tenir aux interprétations de l'époque et non introduire celles qu'un demi-siècle d'évolution a pu déposer comme alluvion. Je l'ai dénoncé au même titre que le syllogisme tout aussi pervers qui consiste à vous enfermer dans ce dilemme kafkaïen : agissant, vous étiez coupable ; vous abstenant, vous étiez encore coupable. C'est le même type de raisonnement, que dis-je, de faux raisonnement, qu'on a tenté d'appliquer à la Résistance et au Gaullisme. Cette Résistance, on la conteste. Une fois démontrée comme évidente, on l'écarte. Puis on tente de l'impliquer pour la compromettre, la tourner en dérision ou la dissoudre, voire l'accuser d'indifférence au sort des Juifs face à la Shoah ! Le devoir est de rétablir

les choses, faute de pouvoir effacer une injustice. Vaut-il mieux, pourrait-on dire en paraphrasant Goethe, une injustice à la vérité ?

M.P. - Cette réalité, vous concurrez à la rétablir, quel que soit le sort qui peut m'être réservé. Vous avez fait allusion au procès de Socrate, tenu il y a 2 500 ans. Il est bon de l'évoquer au terme de notre second millénaire. Le procès de Socrate est permanent. Du moins, est-il possible, à l'un des plus modestes et lointains disciples de Socrate, de ramasser quelques bribes de sagesse pour terminer sa route dans un jeu perdu d'avance. Subir un destin dans l'impuissance, n'est-ce pas la définition de la tragédie grecque ?

M.B. - Le lendemain du verdict, les parties civiles sont venues réclamer des sommes d'argents conséquentes...

M.P. - Plus d'un milliard et demi de centimes ! Il s'agissait à la fois de la rémunération des avocats, et des dommages et intérêts. Le plus gros, c'était la rémunération des avocats... De la folie ! Maîtres Zaoui et Alain Lévy m'ont d'ailleurs signifié, alors que je n'ai pas d'argent, l'assignation à payer... Et par voie d'huissier, [343] on a voulu me saisir mes meubles, qui ne sont plus à moi...

On a intenté également contre moi une action paulienne m'accusant d'avoir orchestré mon insolvabilité alors que ma femme et moi flottions depuis quelques années entre la vie et la mort... Voilà les dessous du procès. Et voilà comment, dans la France d'aujourd'hui, on a traité un fonctionnaire public !

M.B. - Le 16 octobre 1998, est paru dans *Le Monde* un article qui a dressé un bilan du côté des parties civiles, sans vous donner la parole. Qu'en pensez-vous ?

M.P. - Ce sont les mœurs d'aujourd'hui... Au nom sans doute du respect de l'homme ! C'est en tout cas un procès-verbal d'échec pour les parties civiles. C'est évident. Elles se taisent de déconvenue, face à la baudruche du procès. L'escroquerie a foiré. Le jeune Arno Klarsfeld se moque même que je ne sois pas en prison ! L'objectif a été atteint... Mais ils ont conscience de leur mauvaise conscience ! Quant à Jacques Toubon, promoteur de ce procès « historique », il

est en l'occurrence emblématique d'une génération politique qui s'effondre dans le dérisoire, quand elle ne subit pas elle-même les inculpations de la justice !

M.B. - Pour en revenir à la question de la responsabilité du vieux serviteur de l'État que vous êtes, qui a écouté aussi à la barre le malheur de victimes sincères dans les souvenirs douloureux qu'elles évoquaient, peut-on penser que l'équipe autour de Maurice Sabatier à Bordeaux, de 1942 à 1944, ait pu avoir sinon une part de culpabilité, du moins une part de responsabilité ?

M.P. - Vous savez, en culpabilisant l'ensemble de la fonction publique, vous ne trouverez plus de responsables, au sens humain pour lequel j'ai plaidé dans notre long entretien, qui s'engageront pour assumer des responsabilités ! Cela créé une crise de l'autorité ! En dehors des responsabilités respectives, on a refusé, en m'accusant, de comprendre mon absence de liberté face aux SS. Contre-preuve : tout ce drame aurait-il eu lieu avec notre participation libre ? Je ne parle même pas de l'extermination effroyable des juifs, mais seulement de leur terrible déportation, sans la défaite et la présence écrasante des Allemands ? Évidemment non ! Avons-nous jamais accepté de cœur ces scandales ? Qui peut le soutenir, qui peut dire que je n'ai pas fait en conscience tout mon possible pour sauver tous ceux qui pouvaient l'être ? Et qui peut sans forfanterie prétendre qu'il aurait fait mieux que ce qui a été fait ? Des jeunes inconscients peut-être, mais les contemporains ? [344] Aucun. Nous sommes en face d'un contresens historique ! Construit, il faut le dire, avec une totale mauvaise foi !

On a refusé aussi de tenir compte de ma résistance effective. On n'a pas voulu non plus admettre que la résistance gaulliste ait demandé aux fonctionnaires de rester en poste...

M.B. - Que dire des fonctions ultimes de cet événement baroque dans la société d'aujourd'hui ? Au-delà du malaise ressenti par beaucoup *a posteriori*, qu'est-ce qui explique ce lourd silence, plusieurs mois après ?

M.P. - Cela traduit le drame shakespearien qui est le nôtre : celui d'un déclin couvert par l'assentiment des dirigeants actuels. Le fils du général de Gaulle a déclaré que son père n'eût jamais permis que soit engagé un tel procès contre

l'Histoire, contre la Résistance, contre la France. Accuser la France de génocide ! Et assimiler l'ensemble des fonctionnaires de l'époque au régime de Vichy ! Le légionnaire Pierre Messmer, lors de son témoignage, avait vertement récusé cette assertion.

Un peu du gaullisme, qui était né dans le Bordeaux du 17 juin 1940 avec l'envol vers Londres du Général, a sombré lors du procès de Bordeaux de 1997-1998...

Le grognard de la Vieille Garde que je fus n'est plus, humblement dit, qu'un « chêne qu'on abat » !

À l'ombre des grands marronniers de la maison familiale de Gretz-Armainvilliers - qui restera à jamais ma seule et ultime demeure -, je ressens, désormais solitaire à la relecture de notre étrange dialogue où le temps s'est télescopé, ce qu'écrivait André Malraux, lors de sa dernière rencontre avec le Général :

« Des branches de noyers se tordent sur le ciel éteint. Je pense à mes noyers d'Alsace, leur grande circonférence de noix mortes au pied du tronc - de noix mortes destinées à devenir des graines : la vie sans hommes continue. Nous aurons tenté de faire ce que peut faire l'homme avec ses mains périssables, avec son esprit condamné, en face de la grande race des arbres, plus forte que les cimetières. »

Les Mémoires de Guerre de celui qui « sentait venir le froid éternel » se terminent, je crois, sur cette même pensée, pétrie d'un espoir qui a grandi la France. On ne peut pas effacer les offenses d'hier et d'aujourd'hui, mais au nom de l'espérance et de la vie, peut-être est-il nécessaire d'absoudre.

[345]

Qu'ai-je donc à faire maintenant ? Il ne reste plus à ce vieillard « recru d'épreuves » que je suis, qu'à pardonner à ceux qui l'ont persécuté.

Oui ! Seigneur, pardonnez-leur : ils ne savaient pas ce qu'ils faisaient !

[347]

LA VÉRITÉ N'INTÉRESSAIT PERSONNE.
Entretiens avec Michel Bergès sur un procès contre la mémoire.

INDEX

[Retour à la table des matières](#)

Abadie, André (résistant bordelais),
251, 256-258, 264	Barbie, Klaus, chef de la Section IV
du KDS de Lyon,
121, 184
Abetz, Otto, 48	Barrault, Jean-Louis, 22, 87
Ader, Clément, 18	Barre, Raymond, 303, 329
Ajalbert, 302	Barthélemy Joseph, ministre de Vi-
chy, 20, 49
Alain, 21, 255	Baruch, Ollivier, historien de Vichy,
53, 55
Alt, Doctr., Feldkommandantur de
Bordeaux, 116	Baty, Pierre, 22
Angéli, Préfet régional de Lyon, 52	Baudelaire, Charles, 22
Archambaud, 102	Beaufort, Hubert de, témoin au pro-
cès Papon, auteur de <i>Affaire
Papon, La Contre-enquête</i> , 81,
122, 141, 180, 188, 200, 209,
321, 323, 329, 331, 341
Attané, Jean, résistant bordelais, 269	
Aucourt, 44	
Aulagnier, Maître, 11	
Aurillac, 257, 290	
Auriol, Vincent, 28	
	Belin, René, ministre de Vichy, 56
Bach, 87-88	Bélion, Roger, expert dans la pre-
mière instruction contre Mauri-
ce Papon, 111
Baïs, 208	

- Ben Barka, 296
- Benaben, 101
- Berger, Gaston, 21, 284
- Bergery, Gaston, 56
- Bergson, Henri, 21, 247
- Bernière, 20
- Berthoin, 103, 254
- Bertrand, inspecteur SRPJ, 123
- Besson-Rapp, 100, 104
- Binche, 257
- Biondi, 29
- Bladet, 101, 255
- Blanc, Louis, 16
- Bloch Jean-Pierre, 305, 321
- Bloch, Marc, historien, 328
- Bloch, Roger-Samuel, camarade de Résistance de Maurice Papon au réseau Marco-Kléber, 233, 260-262, 266-267, 271
- Bloch-Laîné, 31
- Blum, Léon, 26-28, 45, 103, 107, 288
- Blumel, 28, 45
- Bodenan, 101
- Boegner, 87
- Boemelburg, 123
- Boissieu, 290
- Bonhomme, commissaire central de Bordeaux, 95, 268 Bonnard, Roger, 134
- Bonnier, Claude, 278
- Bordes, chef de la Milice, 259
- Bosdedore, René, militant de la Ligue des Droits de l'Homme, 302
- [348]
- Botton, 101
- Bouchinet-Serreulles, 329
- Boucoiran, préfet délégué de la Gironde, supérieur direct de Maurice Papon, 58, 63, 65-69, 71-72, 75, 81, 86, 90, 92-93, 105, 120, 144, 147, 158, 180, 214, 217, 237, 239, 250
- Bouddha, 313
- Bouglé, Célestin, 21
- Boulanger, Maître Gérard, avocat des Parties civiles, 283, 310
- Bourgès-Maunoury, 255, 277, 279, 312
- Bourrut-Lacouture, chef de cabinet de Maurice Sabatier, préfet régional, 95, 101-102, 118, 212, 214, 226-227, 229
- Bousquet, René, secrétaire général à la police de Laval, 89, 92-94, 96, 127, 146, 168, 171, 173, 183, 186, 270, 301, 339
- Boutbien, docteur, 311
- Braun, 160-161
- Briand, Aristide, 26
- Brittmann, Madame, 309
- Brouillet, René, 20
- Brun, 41
- Brunschwig, 181, 208
- Burin, Philippe, historien de Vichy, 322

- Cadroye, Christian et Jean-Michel,
 Caillaux, Joseph, 26-27
 Camas, 47, 49
 Campet, Christian, 266-267, 330
 Camus, Albert, 313
- Caps, Roland, commissaire de police
 du SRPJ de Bordeaux, 90, 123,
 177
 Cassin, René, 270
 Castagnède, Jean-Louis, président de
 la Cour d'Assises de la Gironde
 au procès Papon, 77
 Castaing, 101
 Castanet, Robert, chef de cabinet du
 préfet régional Sabatier, 227,
 229-230, 269
 Cazaux, Yves, 258
 Cazemajou, 133
 Cézanne, Paul, 29
 Chaban-Delmas, 55, 275
 Chaillet, Révérend-Père, 183
 Champeix, 29
 Chapar, Fernand, magistrat auprès de
 Gaston Cusin, commissaire de
 la République à Bordeaux, 276
 Chapel, Jean, directeur de cabinet du
 préfet régional Sabatier, 54-55,
 63-64, 73-75, 101, 105, 113,
 115, 118, 123, 135, 138, 168,
 170-171, 179, 198-199, 212-
 213, 219-220, 225, 227, 232-
 233, 268-269
 Chaplin, Charly, 318
 Charry, 273
 Chateaubriand, Alphonse, 21
 Chenard, délégué de la Police des
 Questions juives à Bordeaux,
 134, 163
 Chiappe, René, préfet de Police de
 Paris, 24, 34
 Chirac, Jacques, 311
 Choussat, 317
 Cicéron, 337
 Ciolek, 144
 Claudel, Paul, 87
 Claux, Maurice, 99-100, 273, 322
 Clemenceau, Georges, 15-16
 Cocteau, Jean, 22
 Cohen, Grand Rabbin Joseph, 58, 87,
 102, 112, 126, 136, 141-143,
 170, 178, 180, 182-184, 200-
 201, 203-204, 206-209, 211,
 214-215, 219, 279
 Coligny, 245
 Combaz, Roger, 275
 Combes, Émile, 15-16
 Cossaune, 103
 Courrèdes, 101
 Couve de Murville, 55
 Crémieux, 40
 Culhmann, 25
 Cusin, Gaston, commissaire de la
 République à Bordeaux, 28-29,
 45, 69, 141, 234-237, 258, 261-
 262, 265-269, 271-280, 284-
 285, 295, 306, 328
 [349]
 Cusin, Madame, 276
 Cyrulnick, Boris, 180

- Daladier, Édouard, 26-27
- Dannecker, responsable SS de la Section IV J du BDS de Paris, 173, 175, 182
- Darlan, Amiral, 39-40, 42-44, 48, 50-51, 245, 296
- Darnand, Chef de la Milice et ministre du Maintien de l'Ordre en 1944, 212, 217
- Darquier de Pellepoix, commissaire général aux Questions juives de Vichy, 204, 208
- Déat, Marcel, 56
- Debré, Michel, 55, 271, 286-287, 289, 291
- De Fos Du Rau, Jacques, avocat général près la Cour d'Appel de Bordeaux, auteur du Réquisitoire définitif contre Maurice Papon du 19 décembre, 72
- Déhan, Lucien, délégué de la police des Questions juives, 98, 100, 142, 158, 195, 203, 205-208, 214, 218, 260, 326-327
- Delannet, Julien, prédécesseur de Maurice Papon au poste de secrétaire général de la Gironde, 71, 111, 134, 154-156
- Delarue, Jacques, expert dans la première instruction contre Maurice Papon, 111, 329
- Delaunay, Jacques, résistant bordelais, président du CDL de la Gironde, 272, 277, 302
- Deloncle, Eugène, cagoulard, 98
- Demange, 40, 44
- Demelle, 135
- Dentz, Amiral, 32
- Derck, 101
- Descartes, René, 21, 84, 247
- Dhose, Friedrich-Wilhelm, responsable de la Section IV du KDS de Bordeaux, 117, 121, 123, 149, 153, 158, 256, 258, 267
- Dieuzaide, Père Antoine, résistant bordelais du réseau Jade-Amicol, 255
- Doberschütz, responsable de la politique antijuive à Bordeaux en 1942-1943, 136, 143, 150-151, 154, 158-159, 163-167, 170, 172, 178, 182, 184, 216
- Docteur, commandant résistant, 275
- Donnedieu de Vabres, 21
- Doriot, Jacques 56, 133-134
- Dormoy, Max, 103
- Dreyfus, Alfred, 15, 302
- Druilhe, résistant, 275-276
- Druon, Maurice, 329-330
- Du Moulin de La Barthète, 42
- Dubarry, Jacques, secrétaire de Maurice Papon, puis responsable du service des affaires juives de la préfecture de la Gironde de juillet 1943 à juillet 1944, 75, 101, 137, 208-209, 215, 218, 220, 260, 276
- Dubreuil, 101, 105
- Duchon, René, intendant de police de la région de Bordeaux, 63-65, 69, 73, 94-96, 104, 121-123, 126, 133, 136, 140, 142, 146-147, 149, 152, 154, 157, 162, 165, 167-170, 173, 177, 184, 187-188, 193, 198-199,

- 212-213, 215-216, 268-269, 322, 333
- Duclos, Jacques, 29
- Dullin, 22
- Dumas, 21, 302, 304
- Dumesnil, Jacques-Louis, 26
- Durand, 259, 268
- Duverger, Maurice, 134
- Edinger, 209
- Ehrard, 275
- Ehrenbourg, 29
- Eichmann, 151, 173-175, 182
- Einaudi, 318
- Elkabach, Jean-Pierre, 311
- Ernst, Doctr., Feldkommandantur de Bordeaux, 155
- Errera, Albert membre du Consistoire israélite de Bordeaux, 143, 181, 202, 210
- [350]
- Esteva, amiral, 49
- Eycherme, Sabine, 154, 198
- Erignac, Claude, préfet, 334
- Farge, 180
- Febvre, 322
- Feltin, Monseigneur, archevêque de Bordeaux Pendant l'occupation, 58, 82, 186-187, 215, 263
- Fernet, 295
- Ferreira, Germaine, délégué de l'UGIF de Bordeaux, 180-181, 183, 208-210
- Feuillerat, secrétaire de Maurice Papon, 75, 259, 264
- Feydeau, 337
- Finfielkraut, Alain, 326
- Foch, 284
- Fogiel, Esther, 179
- Foucaut, Père de, 27, 33
- Fourcade, 305
- Franck, Colonel, chef bordelais de la Milice, 69
- François de Tessan, 26, 28, 32, 85, 243, 258
- Frédou, André, commissaire chef régional de la sécurité publique, 63-66, 74, 90, 94-95, 101, 133, 147, 149, 152-153, 157-159, 162-172, 212-213
- Frey, Roger, 315
- Garat, Pierre, chef du service des affaires juives de la préfecture de la Gironde, 77, 101-102, 121, 127, 133-142, 146-147, 149, 150-160, 163-169, 171-173, 178-181, 182, 184-186, 193, 195-196, 198, 201, 203-206, 208, 228, 273, 322, 326-327
- Garçon,
- Garrigues, 101
- Gast, 179
- Gaudin, 101
- Gaule, général de, 23, 33, 40, 45, 225, 234, 245, 266-267, 269-

- 273, 275, 277-279, 286-288, 290-291, 295, 297, 306, 312
- Gazagne, René, préfet des Landes, 103, 144-145, 182
- Georges, 268
- Gerlier, Cardinal, archevêque de Lyon, 184
- Gheldmann, Georges, 196-197
- Gibrat, Robert, 148
- Gide, André, 21, 29, 247
- Giesbert, François Olivier, 311
- Ginzburg, Carlo, 325
- Giraud, Général, 266-267, 277
- Giraudoux, Jean, 21-22
- Giscard d'Estaing, Valéry, 301, 303
- Goering, Hermann, 48
- Goethe, 342
- Goldenberg, 161
- Goldstein, 310
- Goulot instituteur de Maurice Papon, 19
- Gouron, expert lors de la première instruction contre Maurice Papon, 111, 203
- Goutte, général de, 33
- Grandclément, André, résistant bordelais, 218, 272, 278
- Guichard, 49, 55
- Guillaumet, 34
- Guth, Paul, 20
- Hadrien, 318
- Hagen, Herbert, chef du Sonderkommando SS de Bordeaux, 149, 150-151, 154, 156-157, 164, 186
- Harribey, 264
- Hauter, 324
- Heliot, 101 Henriot, 186 Herbold, Feldkommandantur de Bordeaux, 112-113
- Herlinger, Kurt, 12-13, 18
- Hilaire, Georges, 52, 242
- Himmler, 175, 182-183
- Hitler, 186
- Huc, 257
- Huntzinger, Général, 47, 49
- Ingrand, 40, 101 [351]
- Jabrun, de, 32
- Jacquin, 101
- Jouvet, Louis, 22
- Junick, 160
- Koenig, général, Feldkommandant de Bordeaux, 228, 269
- Kafka, 183
- Klarsfeld, Serge et Arno, avocats des Parties civiles, 152, 196, 203, 303, 307, 311, 319-321, 328, 333-334
- Klotz, André, 208
- Knochen, chef du BDS de Paris, 115, 173

- Knoertzer, général, Feldkommandant de Bordeaux, 113, 115
- Kurchin, 160
- La Bruyère, 250
- La Roque, 47
- Labrunie, 105
- Lachaux, commissaire de police de Bordeaux, 95
- Lafon, Emile, résistant, 228, 269, 271
- Lafont, 205
- Lajugie, Joseph, 133
- Lamarque-Cando, résistant,
- Lamartine, 16
- Landes, Roger, Alis Aristide, chef résistant du SOE dans la région de Bordeaux, 266, 306
- Larvier, Germaine, 198
- Lattre, Maréchal de, 32, 40
- Laubenberger, responsable de l'antenne SD de Dax, 196-197
- Laval, Pierre, 41, 43, 52-53, 63, 68, 89, 92-95, 97, 105-106, 118-119, 127, 146, 171, 183-184, 186, 212-213, 215, 217, 228, 241, 243, 252-253
- Le Senne, René, 20-21, 283-284
- Le Troquer, 274
- Léchère, 34
- Lefebvre, 26
- Legay, Jean, délégué de l'Intérieur à Paris pour la police, 89, 146, 167, 177-178, 182-183, 253
- Leguay, chef de la police municipale, 295
- Léon, Frédéric, 209-211
- Léotin, Madame, troisième juge d'instruction
- dans l'affaire Papon, 199
- Lescure, commissaire de Police de Bordeaux, 95
- Less, Avner, 175
- Letors, 26
- Leusse, de, ami de Maurice Papon, 48, 50
- Levine, 13
- Léon, 161, 209-211
- Lévy, Maître Alain, avocat des par des civiles, 342
- Lévy, Georges, 204
- Lévy, Paulette, 204
- Lévy, Maurice, ami de Maurice Papon,
- 44-46, 85, 88, 242, 254
- Lévy, Paul, 207
- Librach, 161
- Ligier, Marcel, 257
- Linval, Simone, délégué de l'Américan Jeweish Joint 180
- Lisbonne, 13, 31
- Louis XIV, 287
- Luther, Hans, kommandeur du KDS de Bordeaux de juillet 1942 à octobre, 80, 110, 115, 122-123, 136, 158, 162-163, 179, 194-195, 208

- Machule, kommandeur du KDS de Bordeaux, d'octobre 1943 à août 1944, 208, 214, 216
- Maffart, 275
- Magny, Préfet, 26
- Maisonneuve, 45, 260-262
- Malabre, secrétaire personnelle de Maurice Sabatier, 108, 199, 227
- Malraux, André, 21-22, 29, 254, 344
- Marc-Aurèle, 313, 318
- Marchais, Georges, 304
- Marquet, 40-41, 53, 56-58, 64, 81-82, 97, 103, 105-107, 118, 135, 142, 148, 258-259
- Mayer, Erich, responsable du service anti-juif du KDS de Bordeaux en [352] 1943-1944, 181, 182, 203, 208, 212, 214, 216, 218, 255
- Mayer, Daniel, membre du Jury d'Honneur de l'Affaire Papon, 305-306
- Mendès-France, Pierre, 279
- Mermoz, Jean, 34
- Merville, 101, 256
- Messmer, Pierre, 330
- Messali Hadj, 294
- Michelson, docteur, 12
- Milhat, Jean, policier résistant de Bordeaux, 172
- Ministère public, Henri Desclaux et Philippe Robert, avocats généraux contre Maurice Papon au procès de Bordeaux, 174, 176, 195, 199
- Mitterrand, François, 24, 288, 301-302, 304-305
- Moatti, 45
- Moch, Jules, 279
- Molina, 199
- Montaigne, Michel, 20-21, 245, 247, 250
- Moraglia, 275-276
- Morin, Jean, 45, 271-273, 312
- Moulin, Jean, 266, 269, 271, 277, 304, 309
- Müller, 174
- Nährich, Walter, responsable de la politique anti-juive au KDS de Bordeaux en 1943-1944, 120-121, 206, 214, 216
- Noël,
- Oberg, Général SS, responsable du BDS de Paris, 123, 151, 173
- Ockrent, Christine, 310
- Oualid, 13
- Palevski, Jean, 279
- Papi, 104
- Parmentier, 215
- Parodi, 271, 276
- Pascal, Blaise, 21, 247, 313
- Patin, 290
- Pétain, maréchal, 39, 42-43, 48-50, 64, 95, 105, 119, 184, 186, 263

- Péchansky, Denis, historien de Vichy, 322
- Pelletier, 218
- Perpezat, Alain, résistant bordelais du réseau Jade Amicol, 255, 329-330
- Perrin, Marcel, 259
- Peyrouton, Marcel, 40
- Pie XII, 187
- Pierre-Alype, préfet régional de Bordeaux de 1940 à mai 1942, prédécesseur de Maurice Sabatier, 53-54, 63, 77, 100-103, 105-106, 111-112, 117-119, 133, 135, 150-151, 154, 157-160, 164, 226, 259
- Piolet, 40
- Poinsot, policier bordelais, agent allemand, 96, 123, 160-163, 256, 259
- Poitevin, 236, 246, 254-255
- Pompidou, Georges, 20, 55, 290
- Poulet, 87
- Prévot, 317
- Pucheu, Pierre, 41-42, 45, 50, 53, 261
- Racine, 285
- Raynaud, Paul, 26, 43
- Régnier, Marcel, 25, 228
- Reige, directeur de cabinet de Pierre-Allype à la Préfecture régionale de Bordeaux, 63, 102-103, 105-106
- Renaudin, résistant bordelais, 272
- Retzeck, 163
- Reuilh, 101
- Reuter, Paul, 31
- Richardot, 45
- Richelieu, 287
- Ricœur, 324
- Riquet, révérend-père, 29, 305, 307-308
- Rivalland, 44, 296
- Robbin, Charles, commissaire SRPJ, 108
- [353]
- Ronsard, Pierre, 22
- Rosier, 45
- Röthke, 173
- Rothschild, Edmond, 311
- Rousseau, directeur du Camp de concentration de Mérignac, 233
- Rouso, Henry, historien de Vichy, 322-323, 325
- Rouxel, Maître, avocat de Maurice Papon, 322
- Rouzaud, 257
- Sabatier, Maurice, préfet régional de Bordeaux, 25-26, 34-35, 39-41, 44-46, 50-55, 58-59, 63-64, 66, 68, 70-75, 77-78, 80, 85-86, 89, 93-106, 108, 110-113, 115, 117-123, 126-127, 134, 136-139, 141, 145-148, 150-152, 157-165, 167-168, 170-171, 173, 178-179, 182-185, 187, 190, 194, 197-199, 205, 208, 212-217, 219-220, 225-237, 239-243, 246, 249-253, 258-

- 261, 268-269, 273, 277, 285-286, 305, 309, 322, 333, 338
- Sabatier, Suzanne, épouse du Préfet régional, 16
- Saint-Augustin, 16
- Saint-Exupéry, Antoine, 22, 34
- Saint-Hilaire, 56
- Salengro, 103
- Saufrignon, policier résistant de Bordeaux, 125
- Scapini, 48
- Schneider, Jean, ami de Maurice Papon, 248
- Schvagen, 156
- Senghor, 20
- Siegfried, 22, 186
- Sitruk, Grand Rabbin, 328
- Slitinsky, Alice, 302-303, 309, 324, 326-328, 340
- Slitinsky, Michel, 202
- Socrate, 336-337, 342
- Somveille, Pierre, 276, 295
- Sore, Jean-Gilbert, 257
- Souillac, Gustave, responsable bordelais du réseau Jade Amicol, 233, 246, 254-255
- Soulaut, Philippe, 255
- Soustelle, Jacques, 45, 274, 279
- Soyres, de, responsable de la Police antimaçonnique à Bordeaux, 102-104
- Stajner, 319
- Stienne, Noël, 153, 157, 203, 327
- Stolpnicki, 181
- Stroebel, Dr, Feldkommandant de Bordeaux, 231, 267
- Tabart-Robert, 70
- Tabouré, 264
- Tardieu, Pierre, 26-27, 288
- Tassion, 257
- Téchoueyres, Norbert, commissaire de Police responsable des rafles, 134, 164, 169, 172, 178, 220
- Tessan, François de, ministre des Affaires étrangères, patron politique de Maurice Papon, mort en déportation, 26, 28, 32, 85, 243, 258
- Testas de Folmont, responsable de la Police des Questions Juives à Bordeaux, 134, 205, 207-208
- Teysseron, 264
- Thomas, 101
- Thomeret, Dr, 58
- Tissier, 262, 280
- Tixier, 45, 237, 271, 273
- Torrès, 218
- Toubon, Jacques, 312
- Touchard, 245
- Touya, 133, 200
- Tracou, 43
- Travers, Maurice, 267, 341
- Valabrègue, 45
- Valas, 255

Valery, Paul, 316	Vuillemin, Maître Francis, avocat de Maurice Papon, 317, 325, 331-332, 334
Varaut, maître Jean-Marc, avocat de Maurice Papon, 316-317, 319, 332	
Vernant, Alphonse et Jean, 28	Weber, Max, 285-286, 288, 292
Verny, Charles, membre du Jury d'honneur de l'affaire Papon, 305-306	Weygand, Général, 31, 48-50
[354]	Wildermuth, 92
Victor, Paul-Émile, 22	Wuillaume, 45
Vielle, Mlle, institutrice de Maurice Papon, 19	Young, 100
Volkoff, 308	Zaoui, Maître, avocat des parties civiles, 199, 331, 342 Zyromsky, Jean, 209

Fin du texte